



Economie touristique et capital social : une étude de l'offre dans la région côtière syrienne

Sinan Halloum

► To cite this version:

Sinan Halloum. Economie touristique et capital social : une étude de l'offre dans la région côtière syrienne. Economies et finances. Université Grenoble Alpes, 2015. Français. NNT : 2015GREAE005 . tel-01364572

HAL Id: tel-01364572

<https://theses.hal.science/tel-01364572>

Submitted on 12 Sep 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

Pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

Spécialité : **Sciences Economiques**

Arrêté ministériel : 7 août 2006

Présentée par

« **Sinan HALLOUM** »

Thèse dirigée par « **Liliane PERRIN-BENSAHEL** »

préparée au sein du **Laboratoire PACTE**
dans l'**École Doctorale de Sciences Economiques**

Economie touristique et capital social

***Une étude de l'offre dans la région côtière
syrienne***

Thèse soutenue publiquement le « **12 février 2015** »,
devant le jury composé de :

Monsieur Jacques FONTANEL

Professeur d'économie, UPMF, (Président du jury)

Monsieur Xavier RICHEL

Professeur d'économie, Paris-Sorbonne, (Rapporteur)

Monsieur Mauro SPOTORNO

Professeur de géographie, Université de Gènes, (Rapporteur)

Madame Liliane PERRIN-BENSAHEL

Ingénieur de recherche, HDR en économie, UPMF, (Directeur de thèse)



A tes yeux rêveurs malgré tes blessures

A toi, Syrie, ma mère

Remerciement

Tout d'abord, j'adresse mes remerciements les plus sincères à Madame Liliane Perrin-Bensahel, pour avoir dirigé et encadré cette thèse, pour sa rigueur scientifique, pour ses critiques constructives ainsi que pour ses précieux conseils et encouragements. Je la remercie aussi pour la grande liberté d'action et la confiance qu'elle m'a accordées. Merci également pour ses qualités d'écoute et les excellentes conditions de travail qu'elle m'a offertes. Qu'elle soit assurée de ma profonde reconnaissance et de mon très grand respect.

Je présente mes remerciements à Monsieur Xavier Richet et à Monsieur Mauro Spotorno. Je tiens à leur remercier de l'honneur qu'ils m'ont accordé en acceptant de juger mon travail, d'y apporter leur expertise et d'en être les rapporteurs.

Mes remerciements vont aussi à Monsieur Jacques Fontanel pour l'intérêt qu'il a manifesté envers mon travail et pour l'honneur qu'il m'accorde en participant au jury de ma thèse.

Je remercie tous les membres du laboratoire PACTE [Politiques publiques, ACtion politique, TErritoires], en particulier Monsieur Nicolas Buclet et Monsieur Romain Lajarge de m'avoir accueilli dans leur laboratoire afin que je puisse mener à bien cette thèse.

Mes remerciements s'adressent également à tous les responsables administratifs de l'Université Tichrine. Un immense merci est aussi adressé à M. Samer Kassem, pour ses conseils et sa suivie scientifique durant toutes ces années de préparation de Master et de Doctorat.

Merci également aux professionnels du secteur touristique de la station « la côte d'azur » d'avoir participé à l'enquête.

Je n'oublie pas de remercier tous mes amis et toutes les personnes qui ont contribué, sans le savoir, à faire de moi ce que je suis aujourd'hui.

Je remercie infiniment toute ma famille. Je suis reconnaissant à mes parents pour les sacrifices qu'ils ont dû faire durant mes longues années d'étude et d'absence. A mon frère Ibraheem, merci pour ton aide et ton soutien. A mes sœurs Ramia, Rim et Hind, ainsi qu'à mes beaux frères Iyad et Ousama merci pour vos encouragements.

Enfin, je voudrais exprimer toute ma gratitude à ma petite famille, mon épouse Soulafa et mon fils Issa. Soulafa qui m'a apporté durant ma thèse tout son soutien. Elle a su m'aider et me protéger dans les moments difficiles et a fait preuve de beaucoup de patience. En effet, sans elle, je n'aurais jamais pu réaliser cette thèse. Issa qui a su, sans effort aucun et tout en jouant, m'apprendre énormément de choses sur la vie, l'amour et la responsabilité.

Table des matières

Table des cartes	XIV
Table des figures	XIV
Table des tableaux	XV
Introduction générale	20
Premier Chapitre	26
La Syrie : en guise d'introduction ; et le secteur touristique syrien	26
Introduction	27
1. Première Section : La Syrie en guise d'introduction	28
1.1. Etymologie du nom	28
1.2. Historique	28
1.2.1. La Syrie dans l'Antiquité jusqu'à l'Islam	29
1.2.2. La Syrie à l'époque musulmane	30
1.2.3. La Syrie du vingtième siècle	31
1.3. La Syrie sur la scène régionale	38
1.4. La crise syrienne de 2011	40
1.5. La croissance démographique à deux vitesses	42
1.6. L'économie syrienne	45
1.6.1. Planification et économie politique	45
1.6.2. Le secteur agricole	47
1.6.3. Le secteur industriel	49
1.6.4. Le secteur des services	50
2. Deuxième Section : Le secteur touristique syrien	52
2.1. Le tourisme en Syrie, une histoire millénaire	52
2.2. Les débuts difficiles du tourisme moderne	52
2.3. Les initiatives Etatiques pour lancer le secteur touristique	53
2.4. Les statistiques touristiques	55
2.4.1. Des statistiques partielles	55

2.4.2. Une fiabilité relative	55
2.4.3. Les conséquences de la crise sur les statistiques	56
2.4.4. Les voyageurs inclus dans les statistiques touristiques	56
2.4.5. L'augmentation ne peut être négligée	60
2.4.6. Les touristes internationaux en Syrie	61
2.4.7. La performance des marchés émetteurs	62
2.4.8. Proportion de touristes par rapport à la population	63
2.5. L'évolution dans les structures d'accueil	65
2.5.1. Changements dans les politiques économiques et financières en faveur de l'investissement	65
2.5.2. Une vague de construction à noter	65
2.5.3. Evolution en hôtellerie et répartition au niveau des régions du pays	66
2.6. Quelques aspects de l'importance du tourisme pour l'économie syrienne	71
2.6.1. L'évolution des dépenses touristiques en Syrie	71
2.6.2. La contribution de la balance du tourisme dans la balance des paiements	73
2.7. Le futur du tourisme en Syrie	74
Résumé	76
Deuxième Chapitre	79
<i>L'approche territoriale de développement et l'intérêt du capital social comme ressource pour le développement</i>	79
<i>Introduction</i>	80
<i>1. Pourquoi l'économie territoriale ?</i>	82
1.1. La notion de développement	82
1.1.1. Développement et croissance économique	83
1.1.2. Les indicateurs de développement	84
1.2. Vers une nouvelle approche du développement	86
1.2.1. La notion de territoire	87
1.2.2. Le territoire en géographie	88
1.2.3. Le territoire en économie	89
1.2.4. Les ressources du territoire	89
1.2.5. Le développement territorial	94
1.2.6. Pourquoi l'économie territoriale pour la Syrie ?	98
<i>2. Tourisme et développement, quels rapports ?</i>	110
2.1. Définition du tourisme	110
2.1.1. Le touriste	112
2.1.2. Le système touristique	114
2.2. Tourisme et développement	115
2.2.1. Le tourisme une opportunité de développement pour les pays du sud	116
2.2.2. Comment penser les effets du tourisme du point de vue macroéconomique	119

2.3. Tourisme et territoire quels rapports ?	121
2.3.1. Tourisme et vision sociale de l'espace	121
2.3.2. Tourisme et lieux touristiques	122
2.3.3. Typologie des lieux touristiques	122
2.3.4. Le tourisme, axe de développement local en Syrie	124
3. Capital social et développement territorial	127
3.1. La notion du capital social, un pont entre l'économique et le social	127
3.2. Le développement, un processus social	129
3.3. Le capital social, une ressource pour le développement	130
3.4. Le capital social, une ressource territoriale ?	132
3.5. Capital social et développement touristique quels rapports ?	133
Problématique de recherche	134
Hypothèses	135
Résumé	137
Troisième Chapitre	139
Le concept de Capital Social	139
Introduction	140
1. Bourdieu : les débuts du « capital social »	142
1.1. Définir le capital social selon Bourdieu	142
1.2. La formation de capital social selon Bourdieu	143
1.3. Un Concept au sens économique	143
1.4. La nature "sociale" du concept	144
1.5. Le problème de l'inégalité et la transformation entre les différentes formes de capital	144
1.6. Le problème de pouvoir	145
2. Le capital social selon Coleman	147
2.1. Définir le capital social	147
2.2. Capital social et capital humain	148
2.3. Le Capital social comme organisation sociale : Formes, fonction et résultats	149
2.3.1. Les formes de capital social	149
2.3.2. Conditions favorables au capital social	150
2.3.3. La nature de capital social selon Coleman	151
3. Putnam : l'essor du capital social	153

3.1.	L'effet de l'approche toquevillienne : démocratie locale et associations volontaires	153
3.2.	L'engagement civique et le familialisme amoral	154
3.3.	La théorie de débordement	155
3.4.	Formation et fonctionnement de capital social	155
3.5.	Des critiques à Making Democracy Work	156
3.6.	Définition du capital social selon Putnam	157
3.7.	Le déclin de capital social	158
3.8.	Les catégories de capital social	159
4.	Capital social et réseaux sociaux	161
4.1.	Les fonctions de l'encastrement	161
4.2.	L'autonomie, intermédiation et trou structural	162
5.	Le capital social, un nouvel outil pour le développement	164
6.	Réflexions et critiques autour du concept de capital social	167
6.1.	Un Concept à la nomenclature ambiguë	167
6.2.	Notion non encore stable	167
6.3.	Capital social une approche économique du social	168
6.4.	Néolibéralisme et capital social	169
6.5.	Interprétations trompeuses	170
6.6.	Capital social volontaire ou donnée de la structure sociale	171
6.7.	L'insuffisance de la théorie du capital social	171
6.8.	Pourquoi pas un patrimoine social ?	171
7.	Méthodes et applications de mesure de capital social	173
	Résumé	177
	Quatrième chapitre : l'étude de terrain	179
	L'effet du capital social sur l'offre touristique	179
	Introduction	180
1.	Le terrain de recherche	181
1.1.	La région côtière syrienne "présentation"	181
1.2.	Quel mode de développement touristique pour la région côtière ?	187
1.2.1.	La stratégie touristique actuelle, dans la région côtière, et ses limites	187

1.2.2. Analyse du marché touristique de la région côtière	189
1.2.3. Déterminer la demande	194
1.3. Soutenir l'offre touristique des acteurs locaux	195
1.4. Le choix de la station	196
2. L'enquête de terrain	200
2.1. Mesurer l'effet du capital social sur l'offre touristique dans la station	201
2.1.1. Première dimension « l'effet du capital social de type "Bondig" »	202
2.1.2. Deuxième dimension « l'effet du capital social de type "Bridging" »	207
2.1.3. Troisième dimension « l'effet du capital social institutionnel »	210
2.1.4. Quatrième dimension « L'effet de l'organisation collective et de la pression de la communauté »	217
2.1.5. L'analyse factorielle des variables de mesure	220
2.1.6. La fiabilité de l'échelle de mesure	228
2.1.7. Le calcul de l'indicateur	228
2.1.8. Test de l'hypothèse de non-différence entre les trois valeurs de l'indicateur	231
2.1.9. Test de l'hypothèse de non-signification de l'effet du capital social sur l'offre touristique	234
2.1.10. Les limites de l'indicateur	235
2.1.11. Test d'hypothèses sur l'effet de chaque type de capital social	237
2.2. L'étude du réseau	240
2.2.1. La matrice d'adjacence	241
2.2.2. La représentation graphique du réseau	242
2.2.3. Les propriétés structurales du réseau d'acteurs	243
2.2.4. Les déterminants du comportement des éléments du réseau	246
2.3. La territorialité du capital social dans la station	248
2.3.1. La station, un territoire autour de l'activité touristique	248
2.3.2. Activité touristique et transformation territoriale	250
2.3.3. Le capital social dans la station, une ressource territoriale ?	252
Résumé	255
Conclusion générale	258
Le rôle du capital social dans la transformation du tissu économique territorial	259
Les acteurs de la station entre district et société traditionnelle	260
Déficiences du capital social institutionnel	261
Les limites de la thèse et perspectives de recherche	261
Recommandations	262
Bibliographie	264
ANNEXES	285

Table des cartes

Carte 1 : Des accords Sykes-picot au Proche-Orient Contemporain	35
Carte 2 : Ratio de lits touristiques par rapport à la population dans les régions de la Syrie	70
Carte 3 : Ratio de lits touristiques par rapport à la superficie dans les régions de la Syrie	71
Carte 4 : La Syrie administrative	104
Carte 5 : Positionnement géographique de la Syrie et de la région côtière	182
Carte 6 : Températures moyennes hivernales et estivales.....	183
Carte 7 : Topographie de la région côtière	184
Carte 8 : Climat dans la région côtière.....	185
Carte 9 : Ratio de lits touristiques par rapport à la superficie dans les régions de la Syrie	186
Carte 10 : Les secteurs de la côte syrienne selon le plan national du tourisme	197
Carte11 Le terrain de recherche par rapport à la ville de Lattaquié	198
Carte 12 : Le terrain de recherche (la partie extrême de la station “côte d’Azur”)	199

Table des figures

Figure 1 : La pyramide des âges de la population syrienne selon le recensement de 2004 (chiffres exprimés en 1000)	43
Figure 2 : L'évolution en nombre d'arrivés en Syrie entre (2000-2009)	59
Figure 3 : L'évolution en nombre de touristes internationaux en Syrie entre (2000-2009)	62
Figure 4 : La répartition des lits touristiques en 2004	67
Figure 5 : la répartition des lits touristiques dans les projets touristiques ayant eu les permis de construction pendant la période 2004-2008	68
Figure 6 : La répartition des lits touristiques en 2008	69
Figure 7 : L'évolution en dépenses touristiques.....	72
Figure 8 : La balance du tourisme syrienne pour la période (1999- 2008)	73
Figure 9 : Résultat de la balance des paiements avec et sans le tourisme	74
Figure 10 : Typologie du développement selon Dani Rodrik.....	97
Figure 11 : Tourisme récepteur 1990-2008.....	118
Figure 12 : Dimensions, formes et rôles du capital social.....	131
Figure 13 : relation entre les liens transversaux (entre groupes sociaux) et gouvernance	166
Figure 14: Hôtel Cham Côte d'Azur	187
Figure 15 : Krak des Chevaliers.....	190
Figure 16 : La distribution de la capacité d'accueil entre Lattaquié et Tartous.....	196
Figure 17 : La distribution de la capacité d'accueil entre la côte et le reste de la région	196
Figure 18 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Importance.Famille.Financement »...	204
Figure 19 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Importance.Famille.Procédures.Administratives »	205

Figure 20 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Importance.Famille.Exploitation.du.Projet »	206
Figure 21 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Importance.Réseau.Financement »...	208
Figure 22 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Importance.Réseau.Procédures.Administratives »	209
Figure 23 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Importance.Réseau.Exploitation.du.Projet »	210
Figure 24 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Effet Mairie ».....	211
Figure 25 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Effet Gouvernorat »	212
Figure 26 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Effet Chamber du Tourisme »	213
Figure 27 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Effet Direction Tourisme »	214
Figure 28 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Effet du Ministère du Tourisme ».....	216
Figure 29 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Effet du Gouvernement »	217
Figure 30 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Rencontre avec les autres »	219
Figure 31 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Coordination pour débiter »	220
Figure32 : Répartition des items dans l'espace factorielle	227
Figure 33 : la représentation graphique du réseau d'acteurs.....	242
Figure34 : la distribution des membres du réseau selon leur degré-sortant	244
Figure35 : la distribution des membres du réseau selon leur degré général	245
Figure36 : La distribution de nombre de sommets selon leur plus longue distance	246
Figure 37 : Zone d'influence de la station.....	249
Figure 38 : Nature de l'activité des pères	250
Figure 39 : Pourcentages des activités à l'origine des fonds pour entamer le projet	251
Figure40 : Nature de l'autre activité des acteurs.....	251
Figure 41 : Comparaison entre l'importance et l'existence des éléments du capital social.....	253

Table des tableaux

Tableau 1 : Evolution des dépenses publiques	47
Tableau 2 : Pourcentage de la participation du secteur agricole à la composition du P.I.B.	48
Tableau 3 : les principales récoltes agricoles en Syrie en 2011 (Mille tonnes)	49
Tableau 4 : La performance des marchés émetteurs entre 2000-2009	63
Tableau 5 : Proportion de touristes par rapport à la population	64
Tableau 6 : L'évolution des dépenses touristiques selon les marchés émetteurs	72
Tableau 7: Typologie des ressources territoriales.....	92
Tableau 8 : Comparaison entre le développement territorial et les autres théories du développement	101
Tableau 9 : Distinction des différents types de lieux touristiques	123
Tableau 10 : Les visiteurs des sites archéologiques dans la région côtière syrienne.....	191
Tableau 11 : Les visiteurs des musées dans la région côtière syrienne.....	191

Tableau 12 : Statistiques descriptives de la variable « Importance.Famille.Financement »	203
Tableau 13 : Statistiques descriptives de la variable « Importance.Famille.Procédures.Administratives »	205
Tableau 14 : Statistiques descriptives de la variable « Importance.Famille.Exploitation.du.Projet ».....	206
Tableau 15 : Statistiques descriptives de la variable « Importance.Réseau.Financement »	207
Tableau 16 : Statistiques descriptives de la variable « Importance.Réseau.Procédures.Administratives »	208
Tableau 17: Statistiques descriptives de la variable « Importance.Réseau.Exploitation.du.Projet »	209
Tableau 18 : Statistiques descriptives de la variable « Effet Mairie »	211
Tableau 19 : Statistiques descriptives de la variable « Effet Gouvernorat »	212
Tableau 20: Statistiques descriptives de la variable « Effet Chambre du Tourisme ».....	213
Tableau 21 : Statistiques descriptives de la variable « Effet Direction Tourisme ».....	214
Tableau 22 : Statistiques descriptives de la variable « Effet du Ministère du Tourisme »	215
Tableau 23 : Statistiques descriptives de la variable « Effet du Gouvernement »	216
Tableau 24 : Statistiques descriptives de la variable « Rencontre avec les autres ».....	218
Tableau 25 : Statistiques descriptives de la variable « Coordination pour débiter ».....	219
Tableau 26: Indice KMO et test de Bartlett pour les quatorze variables.....	222
Tableau 27 : Tableau des communalités / Qualité de représentation (pour quatorze variables)	223
Tableau 28 : Indice KMO et test de Bartlett pour les douze variables retenues.....	223
Tableau 29 : Tableau des communalités / Qualité de représentation pour les douze variables retenues	224
Tableau 30 : Indice KMO et test de Bartlett pour les dix variables retenues.....	224
Tableau 31 : Tableau des communalités / Qualité de représentation pour les dix variables retenues ...	225
Tableau 32 : Nombre de dimensions et pourcentage de variance expliquée.....	226
Tableau 33 : Corrélations des items avec les composantes.....	226
Tableau 34 : Indice de fiabilité de l'échelle de mesure de l'indicateur de l'effet du capital social.....	228
Tableau 35 : Première méthode de calcul de l'indicateur	228
Tableau 36 : Deuxième méthode de calcul de l'indicateur	229
Tableau 37 : Le pourcentage de la variance totale expliqué par les composantes.....	230
Tableau 38 : Calcul de l'indicateur selon la troisième méthode	231
Tableau 39 : Statistiques pour échantillons appariés	232
Tableau 40 : Corrélations pour échantillons appariés	232
Tableau 41 : Tests de signification des différences entre les valeurs moyennes de l'indicateur.....	233
Tableau 42 : Résultats du test de signification de la différence entre les moyennes de la valeur de l'indicateur selon les trois méthodes et la valeur neutre	234
Tableau 43 : Intervalles de confiance pour les valeurs moyennes de l'indicateur selon les trois méthodes	235
Tableau 44 : Statistiques descriptives pour les variables mesurant l'effet de chaque type de capital social	237
Tableau 45 : Résultats du test de signification de la différence entre les moyennes des variables et la valeur neutre	238
Tableau 46 : Intervalles de confiance pour les valeurs des moyennes des variables.....	238

Tableau 47 : Matrice d’adjacence du réseau d’acteurs de la station	241
Tableau 48: les réponses des acteurs triées par l’ordre de consensus décroissant.....	247
Tableau 49 : Statistiques descriptives de la variable “Distance Maison Station”	248
Tableau 50 : Statistiques de fiabilité pour la première dimension « l’effet de capital social de type “Bonding” »	312
Tableau 51 : Statistiques de fiabilité pour la deuxième dimension « l’effet de capital social de type “Bridging” »	313
Tableau 52 : Statistiques de fiabilité pour la troisième dimension « l’effet de capital social institutionnel »	314
Tableau 53 : Statistiques de fiabilité pour la troisième dimension « l’effet de l’organisation collective et de la pression de la communauté ».....	315

« Il n'est point de vérité absolue, et les hommes se trompent bien moins, faute d'entrevoir la vérité, que faute d'en apercevoir les limites. »

Gabriel Sénac de Meilhan (1736-1803)

Écrivain français.

Introduction générale

Le tourisme, une activité qui ne cesse de se développer, est devenu aujourd'hui un phénomène économique, social et géographique énormément complexe. « *Système d'image, d'acteurs, de territoires, le tourisme est tout à la fois, et c'est ce qui fait l'intérêt et la richesse de son analyse* » [G. Cazes, 1992, p. 845].

L'idéologie paradisiaque mobilisée par les puissances religieuses dans les civilisations anciennes et actuelles, basée constamment sur l'idée de la vie éternelle dans le paradis de Dieu, ressemble en quelque sorte à l'idéologie développée en ligne avec notre époque pour permettre au système touristique de produire des voyages touristiques vers un ailleurs représenté comme un paradis sur terre où l'on serait heureux et en paix.

Les activités de loisirs, de détente et de récréation ont toujours existé, mais la généralisation du temps libre au XX^e siècle a entraîné une évolution majeure de la société. Désormais, l'homme se déplace vers d'autres lieux et les aménage dans la seule fin de se divertir et de se dépayser. Le tourisme est devenu actuellement un véritable fait de société.

Le tourisme fait encore l'objet de deux discours : L'un alarmiste qui voit dans le tourisme la destruction des sociétés victimes de l'exploitation touristique ; L'autre favorable au développement de l'activité touristique et qui voit en elle une forme possible de développement durable. De toute manière, « *Le tourisme est une activité économique à part entière qui ne cessera pas demain, il est donc nécessaire d'en connaître les limites et de l'organiser, de le contrôler* » [Bensahel L. et Donsimoni M., 1999, p.8-9].

L'histoire riche et millénaire de la Syrie fait de ce pays un musée à ciel ouvert. Le tourisme culturel (en provenance de l'Europe notamment) s'est bien porté dans les années 2000. Mais la richesse historique et culturelle n'est pas le seul élément d'attraction touristique en Syrie. Les caractéristiques naturelles de la Syrie (la mer et les montagnes), les prix relativement bon marché, ainsi que la proximité géographique et culturelle avec les pays alentour, font de la Syrie une destination privilégiée de tourisme de loisir pour ces pays.

Le secteur touristique syrien s'est beaucoup développé au cours de la décennie qui a précédé la crise actuelle. Ainsi on a compté près de 10 millions de touristes en 2010. Depuis 2011, le tourisme international en Syrie est à l'arrêt, mais cela n'empêche pas la poursuite de la réalisation des projets touristiques ayant commencé avant ou même pendant la crise. Ce paradoxe montre que le secteur touristique n'est pas absolument condamné à l'échec, au moins dans certaines régions du pays dont la région côtière.

L'épisode tragique que traverse le pays et les pertes que subit le secteur touristique prouvent que compter de manière excessive sur le tourisme international est un pari difficile dans une région aussi troublée que le Moyen Orient. Alors les efforts et les stratégies du développement touristique devraient se tourner plus vers l'encouragement du tourisme local et les loisirs de proximité. Après une crise aussi terrible que la crise syrienne, il est normal que les ressources soient mobilisées dans les efforts de reconstruction et de restauration du fonctionnement des secteurs comme la santé ou l'éducation. La restauration de la vie économique dans des secteurs créateurs de richesse comme l'industrie et l'agriculture devrait avoir clairement la priorité dans les choix d'utilisation du capital financier d'où la nécessité pour le secteur touristique de chercher à révéler et à valoriser toutes les ressources possibles pour venir alimenter la dynamique du secteur touristique.

Parmi les ressources potentielles, l'importance du capital social est à souligner. De nombreuses études ont révélé une implication multiforme du capital social dans la dynamique du secteur touristique [Truchet *et al.* 2008 ; Obasogiye Khalepo 2010 ; Nasser 2011]. Le rôle du capital social est d'autant plus perceptible dans le contexte de petits projets touristiques tels que la restauration, la location et les divers services liés au tourisme.

Conformément à la ligne générale du développement de la connaissance dans les sciences humaines et sociales, fondée sur plus de profondeur et de finesse dans la définition et la classification des faits économiques, sociales et géographiques, on assiste, depuis plusieurs décennies, à un renouvellement de la problématique du développement à partir de la notion du territoire. C. Courlet considère le territoire comme un acteur, parce que pour lui « *l'espace n'est pas seulement un cadre de localisation des agents économiques, c'est aussi le cadre d'émergence d'un acteur particulier : le territoire* » [C. Courlet, 2001, p.33]. Cette nouvelle approche de développement tire sa force du fait que le développement est loin d'être le résultat d'une stratégie

arrêtée et conduite d'en haut par un pouvoir central. Mais, il est la suite de dynamiques socio-économiques initiées d'en bas, par les acteurs locaux.

La théorie de l'économie territoriale [Courlet, 2008 ; Courlet *et* Pecqueur, 2013] nous fournit un cadre théorique important pour étudier le capital social [Bourdieu 1980 ; Coleman 1988 ; Putnam 1993, 1995] comme ressource territoriale [Gumuchian *et* Pecqueur, 2007] et mesurer sa contribution à la dynamique territoriale du secteur touristique dans la région côtière syrienne. Le choix de l'économie territoriale comme cadre théorique ne se justifie pas seulement par ses portées scientifiques mais d'autres facteurs nous guident vers ce choix dont les caractéristiques du secteur touristique syrien ; et le besoin d'accompagner au niveau scientifique une volonté affichée du gouvernement à encourager un nouveau mode de développement et de planification plus local que central.

Dans ce contexte, notre thèse a été financée par l'Université Tichrine à Lattaquié pour répondre à une demande académique formulée au sein de cette université. Notre thèse a bénéficié de nombreux avantages dans le cadre du programme Franco-syrien de formation doctorale des assistants chercheurs des universités syriennes en France.

Dans nos réflexions autour des liens entre le capital social et le développement des territoires, nous partons d'un constat commun partagé par les sociologues et les économistes de notre ère : nous vivons dans un monde de plus en plus individuel régit par la logique utilitaire. Les individus sont en recherche constante pour plus de rationalité dans leurs activités de consommation, de production et même de loisir.

Dans un monde pareil, égoïsme et compétition sont des règles de jeu générales dans les champs d'action économique et social. La propriété privée n'a jamais, auparavant, été aussi développée et protégée. Dans le monde de l'entreprise, les pratiques de compétition conduisent parfois à la perte et même à la disparition de l'entreprise moins compétitive.

Au même temps, des concepts comme le "capital social", la "coopétition" ou le "capital relationnel", nous expliquent que la solidarité, la confiance, l'action collective et la collaboration conduisent à des résultats économiques et sociaux plus avantageux ! Ces concepts sauraient

expliquer une partie du facteur intangible « *something in the air* » mentionné par Marshall pour expliquer le choix de localisation des entreprises et le niveau d'innovation qui influencent directement le niveau de développement des territoires et des nations ?

Comment des normes et des valeurs, des attitudes ou même des sentiments (confiance dans les autres) seraient économiquement bénéfiques et rémunérés dans un marché capitaliste où prône le calcul utilitariste ?

Dans notre thèse, nous tentons de répondre en partie à ce questionnement en étudiant certains aspects de l'influence du capital social sur la dynamique territoriale d'une activité économique spécifique qu'est le tourisme.

Dans la large question de l'influence du capital social sur la dynamique du secteur touristique, en considérant qu'à long terme, les approches axées sur l'offre ont surperformé celles strictement axées sur la demande dans l'interprétation des processus de développement régional [Camagni, 2008], nous nous intéressons à révéler une partie du rôle du capital social employé au niveau micro économique par les différents acteurs pour soutenir l'offre touristique local.

Le terrain choisi pour notre étude sera la région côtière de la Syrie, où « *les quatre aspects essentiels de la Syrie s'y trouvent représentés : la vie maritime et les plaines méditerranéennes, la montagne-refuge et les contrées steppiques de l'intérieur. Sur ses lisières orientales, même la vie nomade fait son apparition, si bien qu'à certains égards le Pays Alaouite [actuelle région côtière : NDA] peut apparaître comme un raccourci symbolique de tout le Levant Méditerranéen.* » [J. Weulersse, 1940].

Notre étude se constitue de quatre chapitres. Dans le premier chapitre, nous présentons des éléments du contexte historique et économique de la Syrie. Ainsi, nous pensons apporter au lecteur les éléments d'une meilleure appréciation de la problématique examinée par la suite.

Dans le deuxième chapitre, nous présentons le cadre théorique dans lequel s'inscrit notre travail. Nous exposons les concepts théoriques mobilisés et discutons les justificatifs de nos choix. Cette présentation théorique nous permet, à la fin de ce chapitre, de présenter notre problématique de recherche et les hypothèses que nous cherchons à tester.

Dans le troisième chapitre, nous élargissons notre examen de la notion du capital social, nous y trouvons des éléments nous permettant de concevoir des outils de mesure pour tester nos hypothèses.

Dans le dernier chapitre, nous présentons la partie empirique de notre étude. Ce chapitre est constitué de deux sections. Dans la première section, nous abordons le choix de notre terrain de recherche. Nous discutons de la stratégie de développement touristique à l'œuvre dans la région côtière syrienne. Les résultats de cette discussion et l'analyse du marché touristique de la région nous révèlent un manquement dans la valorisation de l'offre touristique destinée à accueillir les touristes locaux.

Dans la deuxième section, sur la base des éléments théoriques et méthodologiques présentés dans le deuxième et troisième chapitre et des éléments du contexte général présenté dans le premier chapitre, nous présentons les résultats de notre enquête empirique auprès des acteurs sur le terrain. Ayant construit les outils nous permettant de tester statistiquement les hypothèses avancées dans le deuxième chapitre, nous essayons de répondre à notre question centrale sur l'influence du capital social, comme ressource spécifique au territoire, sur l'offre touristique locale d'une station balnéaire dans la région côtière syrienne.

Premier Chapitre

La Syrie : en guise d'introduction ; et le secteur touristique syrien

« Tout homme civilisé a deux patries : la sienne et la Syrie »

André Parrot (1901-1980)

Archéologue, Ancien directeur du musée du Louvre.

Introduction

Ce chapitre préliminaire a pour objectif de définir le contexte général dans lequel s'inscrit notre étude. Nous y essayons de donner une introduction sur la Syrie, son économie et son secteur touristique.

Nous ne pouvions pas traiter d'un sujet qui a trait au territoire et à la société syrienne sans rappeler quelques points essentiels de l'histoire, de la géographie, de la démographie et de l'économie de ce pays. Ainsi, nous pensons apporter au lecteur les éléments d'une meilleure appréciation de la problématique examinée par la suite.

Dans la première section, nous donnons une brève présentation de l'histoire de la Syrie depuis l'antiquité jusqu'aux événements actuels. Nous évoquons par la suite la tendance globale de la dynamique démographique de la Syrie ainsi que ses différences régionales et la structure de la population syrienne. Nous évoquons aussi quelques caractéristiques du modèle économique syrien marqué par la planification centralisée et une forte présence du secteur public, mais qui connaît depuis quelques années des transformations vers plus de libéralisme. Par la suite, nous énumérons les secteurs clés du tissu économique du pays.

Dans la deuxième section, nous parlons du secteur touristique syrien, des débuts difficiles du tourisme en Syrie, des initiatives de l'Etat pour lancer ce secteur et des évolutions du nombre de touristes, des dépenses touristiques et des structures d'accueil. Nous y parlons aussi de l'importance économique de l'activité touristique au niveau national.

1. Première Section : La Syrie en guise d'introduction

Les sujets traités dans cette section visent à donner une introduction rapide sur la Syrie, son histoire et son économie.

1.1. Etymologie du nom

L'auteur de *l'histoire profane et religieux de la Syrie*, livre de plus de quatre mille pages en huit volumes publié entre 1893 et 1905, l'évêque et historien Yousof Al-Debes né dans un village au nord de l'actuel Liban en 1833, archevêque de Beyrouth de 1872 et jusqu'à sa mort en 1907, souligne que l'utilisation la plus ancienne du nom *Syrie*, pour désigner l'espace étendu entre les monts Taurus et le Sinaï, fut évoquée par l'historien grecque Hérodote (né vers 484 av. J.-C. et mort vers 420 av. J.-C.). Quant à l'origine du nom, Al-Debes nous présente deux thèses : Le nom vient probablement d'une dérivation d'*Assyrie* (la terre des Assyriens), les anciens grecs donnaient le nom de *l'Assyrie* à la région du nord de la Mésopotamie qui doit son nom à la ville d'Assur le berceau de l'empire des Assyriens qui ont, à une époque, eu sous leur contrôle toute la région de l'est de la méditerranée. L'autre possibilité renvoie le nom à un toponyme local, liant ainsi le nom de la Syrie au nom de Sour, Tyr en français, la ville importante de la Phénicie méridionale. L'usage du nom Syrie disparaît avec l'arrivée des musulmans pour lesquelles la région autrefois appelée Syrie est connue sous le nom de *Bilad Al-Sham*. Le nom ressurgit de nouveau pendant la grande révolution arabe qui se termine par la création du *Royaume Arabe Syrien* en 1918.

1.2. Historique

L'humanité a, peut-être, fait ses tous premiers pas en Syrie !? La Syrie « *seconde patrie de tout homme civilisé* » a dit Monsieur André Parrot ! le conservateur en chef des Musées nationaux de France en 1946, et le premier directeur du Musée du Louvre de 1968 à 1972, fin connaisseur de l'histoire de la Syrie et de ses sites archéologiques. D'ailleurs, « *le levant est souvent considéré comme un domaine plus historique que géographique, c'est-à-dire comme une terre plus soumise aux servitudes du passé qu'à celles du sol. [...] D'autres contrées sans doute peuvent avoir vécu une aussi prestigieuse histoire, mais dans nulle autre cette dernière ne pèse d'un pareil poids : nulle part ailleurs hier n'écrase autant aujourd'hui.* » [Weulersse J., 1940, P. 5]. L'affirmation

de J. Weulersse semble toujours d'actualité malgré toute l'évolution qu'a connue la région depuis.

1.2.1. La Syrie dans l'Antiquité jusqu'à l'Islam

La terre de la Syrie a vu l'homme pratiquer pour la première fois deux activités qui ont changé à jamais le destin de l'homme depuis son existence sur la terre, à savoir, l'art de cultiver et l'art d'écrire. Selon Andrew Moore [Moore, 1979], c'est à *Tell Abu Hureyra*, dans la vallée de l'Euphrate, en 1972, qu'une équipe d'archéologie Américano-Britannique dirigée par Andrew Moore de l'Université d'Oxford et Gordon Hillman de l'Institut d'archéologie de Londres, a découvert la première preuve de l'agriculture encore connu dans le monde. Des grains de céréales cultivées, y compris le seigle, ont été découverts datant d'environ 11.000 ans av. J.-C. Auparavant, la plus ancienne activité agricole encore connue était à *Tell Aswad*, également en Syrie, dans le bassin de Damas, datant d'environ 10.000 av. J.-C. [Contenson H., Anderson P., *et al*, 1995]. En Syrie aussi, l'homme a inventé, vers 1500 ans av. J.-C. (*l'alphabet ougaritique*) le premier alphabet complet connu dont l'ordre des lettres est toujours utilisé dans beaucoup d'alphabets modernes [Galliano G., Calvet Y. *et al*. 2004].

Faute de (ou grâce à) sa localisation géographique, au carrefour de monde antique, nombreuses furent les puissances qui ont disputé la domination du territoire syrien. Cette terre a vu passé en 2000 ans depuis le XVI^e siècle av. J.-C. et jusqu'au moyen âge les Egyptiens, les Hittites, les Hébreux, les Assyriens, les Perses, les Grecs, les Romains et les Byzantins. Mais bien avant cela la Syrie a connu les civilisations des Kébariens (17000-12000 ans av. J.C.), des Natoufiens (10000-8000 av. J.C.), et elle a été peuplée par des populations anciennes originaires principalement de l'Arabie, comme les Sumérienne (2900-2300 av. J.C.) puis les Akkadiens (2300-2050 av. J.C.) les Babyloniens (2000-539 av. J.C.) et les Cananéens (1900-64 av. J.C.). [COMMINS D., 2004].

Au début de moyen âge la Syrie fut rattachée à l'empire byzantin et ces villes étaient d'importants centres religieux, mais dans le VII^{ème} siècle de notre ère commence une nouvelle époque de l'histoire de la Syrie, celle de l'Islam.

1.2.2. La Syrie à l'époque musulmane

En l'an 638 apr. J.-C. l'invasion de la Syrie par les troupes musulmanes s'est achevée avec la conquête de Jérusalem. Avant cette date, entre 634 et 638 apr. J.-C. des nombreuses batailles ont opposées les romains et les musulmans mais ces derniers ont réussi à prendre possession de toutes les villes syriennes avec plus ou moins de résistance et des sièges plus ou moins longs.

Entre 661 et 750 ans apr. J.-C. Damas (la capitale actuelle de la République Arabe Syrienne) fut la capitale de l'empire Omeyyade qui s'étendait, à une époque, de l'Espagne à l'Asie centrale en passant par l'Afrique de nord et le Moyen Orient. Pendant cette période Damas a connu son âge d'or. Prospérité économique, domination sur une grande partie du monde, stabilité politique et une grande force armée la mettant à l'abri de toute menace sécuritaire.

Les Abbassides mettent fin à l'ère Omeyyade en 750 et mettent en place leurs empire qui eut pour capitale Bagdad en Iraq. Le territoire syrien commence donc à perdre de son importance politique et économique. Occupés par les crises politiques diverses à Bagdad, les califes Abbassides n'ont pas les moyens d'imposer leurs autorité sur le vaste empire musulman qui commence à se désintégrer dès la première décennie du règne des Abbassides. La Syrie tombe alors aux mains des Ikhchidides qui forment un Etat indépendant en Egypte et en Syrie dans le X^{ème} siècle. Après cela, la Syrie entrera dans une période de non stabilité et de succession de pouvoirs politiques qui perdurent jusqu'au XVI^{ème}. Pendant ces cinq siècles le territoire a connu des guerres atroces qui ont opposées les royaumes naissants de l'époque entre eux et contre les croisés.

La Syrie est devenue Ottomane en 1516 après la bataille de Marj Dabiq au nord d'Alep. Suite à cette défaite des Mamlouks, les Ottomans entrèrent dans les villes syriennes sans résistance.

Le découpage administratif de la Syrie historique pendant l'ère ottomane se développe selon les circonstances politiques et sécuritaires. Deux wilayets autour de Damas et d'Alep en XVI^{ème} siècle, ce nombre s'accroît à cinq à la fin de XIX^{ème} siècle (Alep, Damas, Raqqa, Beyrouth, Acre).

Plusieurs révoltes ont fait la preuve des sentiments hostiles envers les envahisseurs turcs. En outre des révoltes locales et des mouvements indépendantistes durement réprimés, les Ottomans

comme les Mamlouks ont mené plusieurs campagnes militaires contre des populations locales pour des motifs religieux ou ethniques. Des lois (*faramane*) et des politiques démographiques et économiques ont été appliquées à l'encontre de ces populations visant à déformer le système social en place à fin de ne plus pouvoir développer de la résistance [Farhan A. et Shamo K., 2009a, 2009b ; Fareed M., 2006].

1.2.3. La Syrie du vingtième siècle

Le vingtième siècle a été pour la Syrie, comme pour toute la région, une période très riche en événements et en transformations. Dans l'espace de cinquante ans au début de ce siècle, la Syrie a vu la montée de nationalisme arabe, la sortie des Turcs, l'établissement d'un éphémère Royaume, l'occupation française, la résistance, les tentatives de partition du pays, l'indépendance et plusieurs coups d'Etats pour gouverner le jeune Etat qui contrôle un territoire dessiné par les puissances mondiales de l'époque. La deuxième moitié du siècle, si elle a été moins troublée au niveau politique avec deux événements majeurs ; l'unification avec l'Egypte et l'arrivée du parti Baath au pouvoir, elle a été surtout marquée par une révolution économique sans précédente. Une transformation spectaculaire de l'économie syrienne amorcée par le renversement des rapports de force économique et politique en faveur des classes paysanne et ouvrière, puis par un rôle éminent de l'Etat dans tous les aspects de la vie économique.

1.2.3.1 La faiblesse et la fin de l'influence ottomane

L'influence des Empires occidentaux sur les provinces arabes de l'Empire ottoman prend des formes multiples [Laurens, 2003] ; des investissements, des infrastructures, des campagnes missionnaires [Aubes, 1904], ingérence diplomatique (comme lors de l'affaire de Damas en 1840), ou encore une présence militaire directe, comme fut le cas des forces française envoyées en Syrie (actuel Liban) pour y rétablir l'ordre après le conflit qui opposa les Chrétiens aux Druzes et le massacre de 1860 [Abkarius, 1920, p. 35]. Pour justifier son ingérence, la France, dirigée par Napoléon III, a rappelé son ancien rôle de protecteur des chrétiens dans l'Empire ottoman. Ce rôle découle d'un traité entre les deux puissances en 1523 [Priestley H. I., 1938, p. 87]. Grâce à son rayonnement éducatif et culturel, la France est en avance sur les autres puissances

occidentales pour dominer en « Syrie naturelle ». L'on arrivait même à évoquer une « France du Levant » [Laurens, 2003].

A la fin du XIX^{ème} et début du XX^{ème} siècle, les sentiments nationalistes séduisent les peuples de la région. Chez les Arabes, les sociétés secrètes de tendance nationaliste se multiplient. Face aux politiques de turquification menées par les nationalistes turcs (Comité Union et Progrès), au pouvoir depuis 1909, des sociétés secrètes telles la *Ligue de la jeunesse arabe* (جمعية العربية الفتاة) ou *Al Ahd* (جمعية العهد) voient le jour. Au départ, elles revendiquaient plus de droits aux peuples arabes dans les *wilayas* ottomanes. Leur position va évoluer jusqu'à proclamer l'indépendance totale de tous les provinces arabes de l'Empire ottoman.

En 1914, la Turquie entre dans la première guerre mondiale. Le gouvernement Jeune-turc au pouvoir ne cherchera pas seulement à se débarrasser de l'ingérence occidentale, mais également il réprimera durement les mouvements de nationalisme, hormis le turc, qui se sont développés dans ces provinces à cette époque. Ainsi, les Arméniens et autres populations chrétiennes de l'Anatoly se font massacrés ou déportés. Les élites autonomistes arabes sont recherchées et exécutés. L'attitude brutale du gouvernement turc face aux aspirations des peuples et son centralisme autoritaire ajoutés à sa politique de turquification vont pousser les mouvements autonomistes arabes à chercher l'appui des européens [Laurens, 2003].

Les turcs mobilisent le statut du *Khalifa* (chef suprême des musulmans) dont dispose le sultan. La guerre sainte est déclarée en novembre 1914, tous les sujets du Khalifa, c'est-à-dire tous les musulmans du monde, sont appelés à se regrouper pour combattre la Russie, l'Angleterre et la France désignées comme ennemies de l'islamisme et du *Khalifa* [Rhétoré, 2005, p. 332]. Cette déclaration de la guerre sainte avait pour objet de déstabiliser les empires russe, anglais et français qui contiennent des populations musulmanes importantes, au Caucase, en Afrique et jusqu'à en Inde [Laurens, 2003]. Les Anglais ne mettront pas beaucoup de temps pour se tirer de ce piège. En 1915, par les correspondances Hussien-McMahon, les Anglais suscitent un soulèvement du Shérif Hussein, émir de la Mecque, ce qui conduira, entre-autres, à la révolte arabe proclamée le 5 juin 1916, de la Mecque [Bokova, 1990]. Hussein « voyait avant tout dans la révolte arabe la promotion de ses propres intérêts, mais [il] ne sut pas, en temps voulu, faire reconnaître sa cause par la Grande-Bretagne dans un traité formel et signé » [Besson Y., 1979, p. 258]. L'émir croit à la promesse anglaise d'un royaume arabe dont il deviendra le roi, il se

proclame lui-même dès 1916, roi de tous les Arabes [Anhoury, S., 2003]. L'appel du Shérif Hussein à la révolte rencontre un écho favorable dans les provinces ottomanes travaillées par les mouvements nationalistes, c'est-à-dire, en Syrie et en Iraq [Bokova, 1990]. Mais ailleurs dans le reste du monde musulman, cet appel est considéré comme une trahison à la cause de l'Islam [Qasimiyya K., 1983, p.258 ; cité en Bokova, 1990, p. 26]. Au départ, les forces arabes liées avec le général britannique Allenby, paraissent aux yeux de certains officiers arabe-ottomans, éveillés aux idées nationalistes, comme « *trop faibles pour porter le poids des espoirs que les Arabes mettent en elles* » [Qawaqji F., 1975, p.60 ; cité en Bokova L., 1990, p. 202].

Malgré les promesses faites au Shérif Hussein, la Grande-Bretagne et la France signent en 1916, l'accord secret Sykes-Picot qui prévoit les formes de partage du Moyen-Orient entre les deux puissances à la fin de la guerre [Sicker, 2001, p. 26]. L'accord est découvert en 1918, le Shérif Hussein demande une explication au gouvernement Britannique. La réponse fut de nouvelles promesses, le Shérif continue la guerre au côté des britanniques [Baron, 2003].

1.2.3.2 La Syrie sous le mandant français

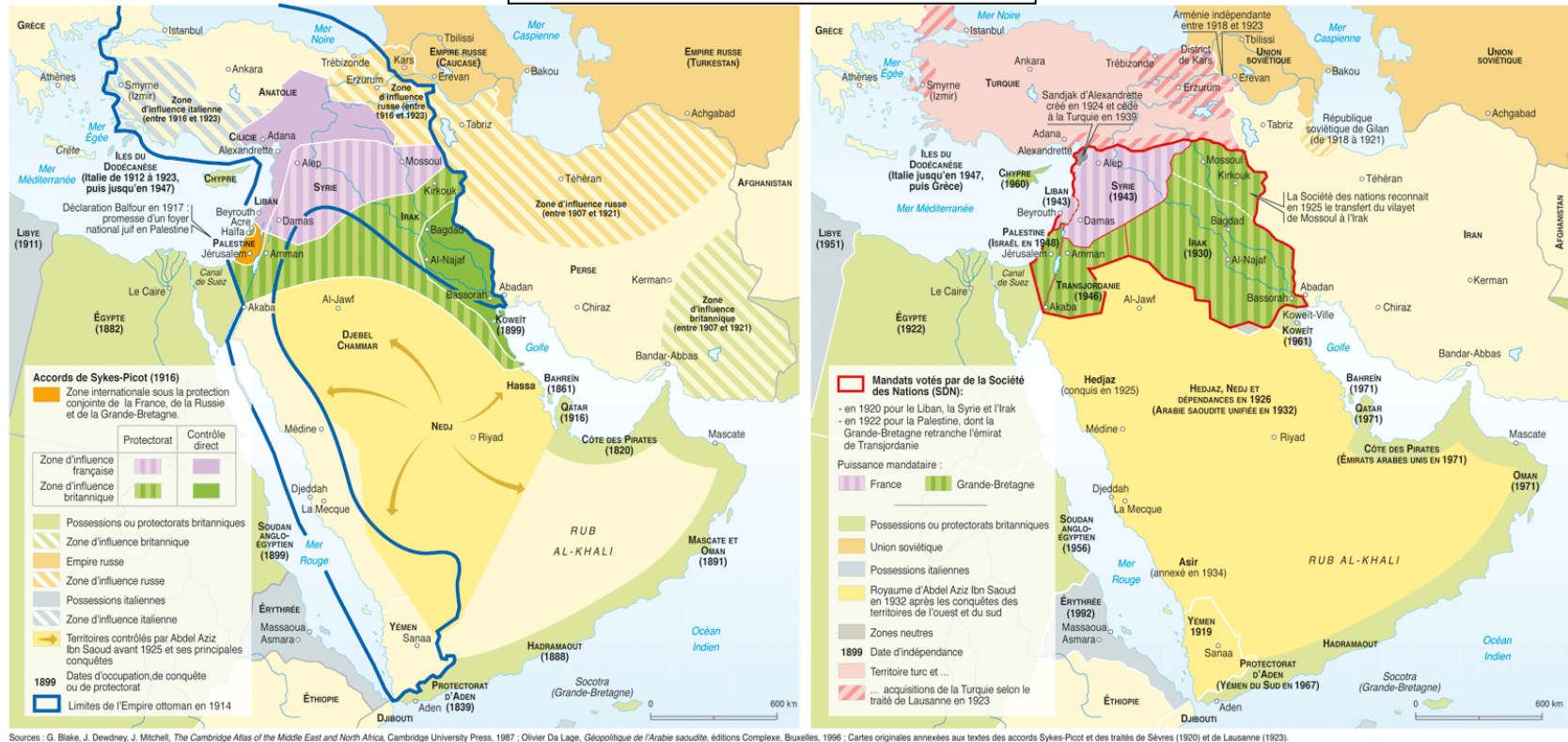
Début octobre 1918, Damas fut libérée. L'émir Faysal (fils du désormais roi Hussein) entra à Damas en compagnie du général Allenby. Alep fut libérée au courant du mois. Une part importante a été prise des mains des turcs lors de la reddition de l'Empire ottoman le 30 du même mois [Couland J., 1990]. Aussitôt, un gouvernement arabe provisoire est formé à Damas.

Dans la conférence de paix de Versailles en 1919, Fayçal échoue à porter les revendications des Arabes à l'indépendance. Les Américains, essayent de mettre en application les idées du président Wilson et le principe de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ils soutiennent l'idée d'envoyer une commission dans les provinces arabes de l'ancien Empire ottoman afin d'enquêter sur place sur les volontés des populations. Le président Wilson souhaite que cette commission composée d'Américains, de Britanniques, de Français et d'Italiens enquête sur l'opinion des populations concernant leur avenir, dans tous les territoires liés par les accords Sykes-Picot [Anne L., Chaigne O., 2010]. Malgré les souhaits de Wilson la commission est finalement composée exclusivement d'Américains. La commission commence à enquêter en juin 1919, et sort son rapport en août de la même année. Les résultats exprimés dans le rapport sont

claires, les Syriens sont opposés à un mandat dans leur pays, ainsi qu'à la déclaration Balfour. Ils souhaitent voir s'établir une Grande Syrie englobant la Palestine (King-Crane commission rapport, 1919). Les résultats de cette commission, malgré la non-participation française, argumentée par la présence des troupes britanniques sur place, sont considérés par certains auteurs français comme « *l'expression réel et générale de la volonté populaire en Syrie* » [Gontaut-Biron R., 1922, p.273].

En dépit des résultats de la commission King-Crane, les troupes françaises débarquent sur le littoral syrien en octobre 1919. En coordination avec les français, les troupes britanniques se retirent de la zone située à l'ouest de la ligne Sykes-Picot, qui comprend Damas, en novembre, laissant ainsi Arabes et Français face à face. Les nationalistes arabes à Damas se radicalisent. Lors du congrès arabe réuni à Damas le 8 mars 1920, la Syrie dans ces frontières naturelles (englobant la Palestine et l'actuel Liban et l'actuelle Jordanie) est déclarée unilatéralement royaume arabe avec Faysal comme roi [Anhoury, S., 2003]. « *La France coloniale, poussée par les milieux d'affaires, lyonnais et marseillais principalement, devra donc forcer la concrétisation de sa prime orientale de guerre* » [Couland J., 1990, p. 9]. En avril 1920, la conférence de San Remo confirme les accords modifiés de Saykes-Picot (Mossoul est cédé aux Britanniques contre une part à la future exploitation pétrolière) [Couland J., 1990, p. 8]. Lors de cette conférence, les Alliés donnent à la France un mandat transitoire sur la Syrie destiné à conduire les populations de ce pays à s'auto-administrer.

Carte 1 : Des accords Sykes-picot au Proche-Orient Contemporain



Philippe Rekacewicz, 2003, Des accords Sykes-Picot... Au Proche-Orient contemporain, en ligne sur le lien : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/sykes-picot>, consulté le 19/06/2013. Sources : G. Blake, J. Dewdney, J. Mitchell, *The Cambridge Atlas of the Middle East and North Africa*, Cambridge University Press, 1987 ; Olivier Da Lage, *Géopolitique de l'Arabie saoudite*, éditions Complexe, Bruxelles, 1996 ; Cartes originales annexées aux textes des accords Sykes-Picot et des traités de Sèvres (1920) et de Lausanne (1923).

Au vue des résultats de la commission King-Crane qui montrent le refus populaire du mandat français chez les populations (hormis les maronites de Mont-Liban), et la radicalisation d'une partie du gouvernement de Damas, la France est obligée de conquérir le pays par la force. Ainsi en juillet, les troupes françaises se dirigent vers Damas. Une faible armée arabe commandée par le colonel Youssef al-Azmeh, ministre de la guerre, essaye en vain de stopper leur avance vers la capitale. Ce fut la bataille de Mayssaloun (toujours commémorée en Syrie le 25 juillet). Le colonel Youssef al-Azmeh « *périra sur le champ de la défaite, dans un combat qui, par son caractère inégal, par sa charge sentimentale d'honneur et de fidélité, inaugure la série des luttes de résistance arabe contre l'Occident* » [Bokova L., 1990, p.39]. Le jour même de cette défaite les troupes françaises entrent à Damas. C'est l'effondrement de l'éphémère royaume arabe et le commencement du mandat français sur la Syrie.

La Syrie actuelle, *la République Arabe Syrienne*, dans ces frontières politiques, est le résultat en grande partie des accords Sykes-Picot (figure 1). La France mandataire a beau avoir voulu créer plusieurs Etats confessionnels dans les territoires sous son administration, la volonté et la dynamique des populations concernées ont partiellement triomphé (encadré 1). L'indépendance de la Syrie est concrétisée avec le départ du dernier soldat français du port de Lattaquié le 17/04/1946.

Encadré 1 : L'organisation des territoires sous mandat français

En juillet 1920, après une brève campagne, le royaume de Damas est détruit. Puis il faut organiser le terrain conquis pour le tenir. Dès septembre un Etat du Grand-Liban, à majorité chrétienne, est constitué par annexion à l'ancien Mont-Liban de territoires appartenant aux anciens vilayets de Beyrouth et de Damas. Mais [le] commentaire du prétexte humanitaire de la présence française est, au-delà des chrétiens, maintenant élargi aux minorités, hétérodoxe de l'islam ou ethniques, du levant. Il en justifie le fractionnement pour ne pas retenir ici que les plus durables pour la période mandataire, deux Etats confessionnels sont ainsi créés, autour des hétérodoxes de l'islam : l'Etat alaouite et l'Etat druze. C'est cet état des choses, en tous cas, que légitime la S.D.N. quand elle confie le mandant du levant à la France en juillet 1922, avec effet à compter de septembre 1923. Le délai pour un examen de la capacité des populations à s'autogouverner est fixé à trois ans après, en 1926.

On sait qu'il n'en sera rien. C'est l'administration directe de la France qui s'impose, contre la résistance de la population, ininterrompue en Syrie, plus sporadique au Liban. La France du front populaire amorcera une nouvelle logique en 1936. Mais les traités passés avec la Syrie (réunifiée) et le Liban ne seront pas ratifiés. C'est contre elle que les deux pays imposent leurs indépendances à la fin de la deuxième guerre mondiale. Ce sont les premiers à se détacher de l'empire, les premiers aussi dans le monde à se libérer politiquement des dominations coloniales.

Coulard J., 1990, p. 10.

1.2.3.3 La Syrie indépendante

De 1946 jusqu'en 1958, dans un intervalle de douze ans entre l'indépendance de la France et l'union avec l'Egypte, la Syrie a connu six présidents dont un pour deux mandats. Cette période troublée fut temporairement interrompue pendant les années de la République Arabe Unie. En 1961, l'union est dissoute. Les anciennes élites reviennent au pouvoir pour une courte période. En 1963, le parti socialiste pan-arabiste, le *Baath* occupe le pouvoir. Sept années de non stabilité, marquées par l'échec de la guerre israélo-arabes de 1967, s'ouvrent sur le mouvement de rectification du Général Hafez Al-Assad en 1970 [Dupret B. *et al.*, 2007]. La longue période de règne du président Hafez Al-Assad fut marquée par nombreux événements d'une importance grave : la guerre d'octobre 1973 ; la guerre civile au Liban où la Syrie joua un rôle crucial ; les épisodes féroces de violence qui ont marqués la lutte des islamistes, pendant plus d'une décennie,

contre le pouvoir laïc jusqu'à la répression sanglante de leur insurrection dans la ville de Hama au début des années quatre-vingt ; les deux guerres du golf, et enfin, les mouvements de résistance au Liban et en Palestine dont la Syrie est toujours supportrice. Malgré ces difficultés récurrentes qu'a confrontées le système baathiste, le président Hafez Al-Assad a toujours su trouver l'équilibre tant au niveau national qu'international, il avait beaucoup d'amis et beaucoup d'ennemis. Il a pu mettre en place une stabilité politique lui permettant de garder le pouvoir jusqu'à sa mort en juin 2010. A la mort du Président Hafez Al-Assad, son fils Bashar Al-Assad lui succède après un référendum en juillet 2000 [pour une description détaillée de cet événement, voir Droz-Vincent P., 2001]. Les nombreuses réformes économiques et l'ouverture politique voulue par le nouveau président s'inscrivent dans la droite ligne de la relative ouverture amorcée en 1990 par son père [Belhadj S. et Kienle E., 2007, p. 710]. Bashar Al-Assad est reconduit à la présidence pour un deuxième septennat en 2007.

1.3. La Syrie sur la scène régionale

Dès 1946 on remarque que « *même s'il n'y avait pas de Syriens, il y aurait toujours un problème syrien* » [Hourani A., p.6, cité in Droz-Vincent Ph., 2007, p.781]. L'histoire géopolitique de la Syrie a connu deux phases distinctes : depuis l'indépendance et jusqu'avant la stabilisation politique sous le régime Baasiste du président Hafez Al-Assad, la Syrie présentait un enjeu pour les puissances régionales. A point que l'on évoquait une « *lutte pour la Syrie* » [Seale P., 1965]. A cette époque, dans une Syrie faible, « *la politique régionale est utilisée par les différents dirigeants de la Syrie indépendante pour défendre leurs fragiles positions internes et régionales par des tentatives d'union avec l'Irak hachémite puis républicain, la Jordanie ou l'Egypte* » [Droz-Vincent Ph., 2007, p.783, d'après Mufti M., 1996] ; une deuxième phase commence en 1970 avec le mouvement de rectification du président Hafez Al-Assad, « *le tableau change radicalement et la Syrie entame une montée en puissance régionale* » [Droz-Vincent Ph., 2007, p.783]. Dorénavant, l'on parle de la « *lutte pour le Moyen-Orient* » [Seale P., 1988] dont la Syrie est un acteur incontournable.

La position géographique de la Syrie et sa forte capacité de nuisance lui confère le statut de *pivot géopolitique* selon la définition du terme proposé par Zbigniew Brzezinski [Brzezinski Z., 1997

cité par Geronimo J., 2013]. Ce statut lui sert comme levier pour son rôle régional que certains estiment plus grand que son poids réel [Droz-Vincent Ph., 2007, p.794]. Les traits de la politique régionale de la Syrie se regroupent autour de deux axes : le nationalisme arabe et la confrontation avec Israël. Le discours officiel évoque la Syrie comme citadelle du nationalisme arabe, surtout que la résistance à Israël légitime en quelque sorte la position de la Syrie comme « *le plus arabe des Etats arabes* » [Droz-Vincent Ph., 2007, p.789]. Au point que la nature idéologique et les initiatives du Président Bashar Al-Assad dans les réunions de la ligue Arabe ont pu gêner ses homologues comme ce fut le cas lors du sommet arabe à Beyrouth en mars 2002 lorsqu'il prend des positions très en avant en ce qui concerne l'Irak et la question palestinienne [Al-Assad, 2002 ; Droz-Vincent Ph., 2007, p.789]. La confrontation avec Israël est multiforme : la guerre directe et frontale comme en 1967 ou 1973 ; la guerre sur un autre territoire comme dans la guerre du Liban à partir de 1982 ; le soutien aux mouvements de résistance libanaises et palestiniennes ou encore la « *parité et la dissuasion stratégique* ». La parité stratégique avec Israël passe par le développement considérable du potentiel militaire de l'armée syrienne grâce à l'aide soviétique et puis russe, par l'influence syrienne sur les mouvements de résistance et surtout par l'alliance durable avec l'Iran qui dure remarquablement depuis la révolution islamique [Khalidi A. et Agha H., 1991 ; Droz-Vincent Ph., 2007, p.795]. Malgré la confrontation continue, la Syrie accepte le principe de négociations pour arriver à la paix basée sur le retrait complet des territoires occupés en 1967. La Syrie demande l'application de la résolution 338 (1973) du Conseil de sécurité qui ordonne le cessez le feu, l'application de la résolution 242 (1967) et le début des négociations « *en vue d'instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient* » [Conseil de sécurité, octobre 1973]. L'habileté syrienne dans « *la manipulation des alliances régionales et internationales pour se placer en position incontournable ou être partenaire sans apparaître demandeur [...]* et la ténacité dans la poursuite des objectifs font de la Syrie un acteur redouté » [Droz-Vincent Ph., 2007, p.785]. En outre, « *la Syrie déconcerte souvent par les configurations mouvantes qu'elle utilise pour tenter d'arriver à ses fins et par sa capacité à empêcher les autres acteurs ayant des buts contraires aux siens d'aboutir, en faisant usage de tous les moyens* » [Droz-Vincent Ph., 2007, p.785]. Tous les éléments évoqués font que la Syrie émerge comme une puissance militaire et diplomatique régionale centrale [Quilliam N., 1999, reporté par Droz-Vincent Ph., 2007, p.786]. Aucune déclaration ne souligne la centralité de la Syrie autant que celle d'Henry Kissinger, il y a plus de 30 ans, reporté dans [Samo E., 2010], selon laquelle les Arabes ne

peuvent faire la guerre sans l'Égypte et la paix sans la Syrie. Samo propose d'élargir l'affirmation de Kissinger et dire que « *ni la paix israélo-arabe ni la stabilité régionale ne sont envisageables sans la Syrie* » [Samo E., 2010]. Ce qu'affirme plus que toute la crise actuelle en Syrie en déstabilisant, à des degrés divers, tous les pays de la région.

1.4. La crise syrienne de 2011

Depuis mi-mars 2011, la Syrie connaît sans doute une des pires moments de son histoire moderne. Le mouvement de contestation populaire, limitée aux villages et aux petites villes de la périphérie syrienne, a pris les traits d'une guerre civile selon les critères appliqués par la Croix Rouge [reporté par le BBC, 15 juillet 2012]. Cet état de guerre civile est toutefois contesté par le gouvernement syrien qui se déclare en guerre contre le terrorisme et l'instabilité en Syrie¹. Le conflit est d'autant plus compliqué à cause de la division des opposants syriens dans des multiples corps représentatifs. Il faut noter qu'une partie importante des opposants au régime syrien résident depuis des longues années à l'extérieur de la Syrie, ce qui les éloigne des réalités du terrain. Cette critique est évoquée par la secrétaire d'Etat américaine Hilary Clinton le 31 octobre 2012², au sujet du conseil national syrien, pour justifier la volonté américaine de créer un nouveau corps politique plus élargie et mieux représentant l'opposition syrienne. Onze jours après les déclarations de Mme. Clinton, les opposants syriens réunis à Doha au Qatar déclarent la formation de la *Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution syrienne*. Les exemples sur l'ingérence des pays étrangers dans les choix et les décisions de ce nouveau corps représentatif sont nombreux³. La subordination de certains groupes de l'opposition à des puissances régionales et internationales fait l'objet de vives critiques publiques au sein même de

¹ Interview avec le président syrien Bashar Al-Assad le 08/11/2012 par la chaîne *Russia Today* (en Angalis). En ligne consulté le 16/07/2013 sur le lien : http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=Kv1nltAZwXw

² « Clinton: Washington a préparé une liste de candidats à l'entrée dans le leadership de l'opposition syrienne », RT (en arabe), en ligne consulté le 17/07/2013 sur le lien : <http://arabic.rt.com/news/598527>

³ A l'image de la vidéo d'un diplomate occidental dans une vive altercation dans les coulisses d'une réunion de l'opposition syrienne à Istanbul en Turquie. En ligne consulté le 17/07/2013 sur le lien : <http://www.youtube.com/watch?v=iSHpXX7X50A>

l'opposition⁴. Le gouvernement syrien, quant à lui, ne cache pas ses « *amitiés stratégiques* » avec des pays comme la Russie ou l'Iran, toutefois, il déclare n'accepter que des conseils et des critiques de leur part mais jamais des obligations⁵.

La « *stratégie de communication politiquement orientée et unilatéralement focalisée contre la « dictature » Assad, désigné par le consensus médiatique comme l'ennemi à abattre* » [Géronimo J., 2013] ne semble pas pouvoir continuer. Ainsi des médias internationaux importants tels que le *Time* traitent souvent des atrocités attribués aux rebelles islamistes ainsi que d'autres attribués aux forces armées syriennes [Daker A., 2013].

La présence des groupes terroristes ouvertement liés à Al-Qaïda rend la situation encore plus compliquée. Ces groupes représentent une menace pour l'avenir du pays mais aussi ils constituent un danger pour les pays dont sont originaires ses membres. La Syrie ne représente pas seulement une terre de djihad pour ces groupes mais aussi une terre d'entraînement pour des futurs actes terroristes dans le monde. La guerre en Syrie attire les djihadistes du monde entier beaucoup plus de ce qu'ont fait les autres guerres en Afghanistan, en Iraq ou en Afrique⁶.

Tous les acteurs de la guerre en Syrie, y compris les puissances régionales et internationales, déclarent leur intention de trouver une sortie politique du conflit, et portant la guerre continue. Le gouvernement syrien et l'opposition ont accepté le principe de la négociation. Ils se sont réunis à Genève à l'initiative de l'organisation des Nations Unies, les russes et les américains. Plusieurs réunions ont eu lieu mais toujours sans résultat tangible sur le terrain.

⁴ Interview de la chaîne al-Jazeera (en Arabe) le 15/07/2013 avec Michel Kilo le président du mouvement politique « le Forum démocratique ». en ligne consulté le 17/07/2013 sur le lien : https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=0JCqond-dMw#at=511

⁵ Plusieurs interviews du Président syrien Bashar Al-Assad avec des médias :

- Interview avec la chaîne *Al-Manar* le 30/05/2013 (en Arabe)
http://www.youtube.com/watch?v=cEMTlq_qmqQ
- Interview avec la chaîne *Al-Ikhbariyah* le 17/04/2013 (en Arabe)
<http://www.youtube.com/watch?v=SELng-fPVFM>
- Interview avec deux medias turcs, *Ulusol Canal* et *Aydinlik* le 06/04/2013 (en Arabe)
<http://www.youtube.com/watch?v=x1s5-c3LPTA>

⁶ « Syrie terre d'accueil pour djihadistes français », *le monde*, 25/05/2013 : http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/05/25/syrie-terre-d-accueil-pour-djihadistes-francais_3417387_3218.html

Plusieurs dizaines de milliers ont trouvé la mort dans le conflit syrien, et des millions de personnes sont maintenant déplacés à l'intérieur et à l'extérieur du pays selon les nations unies dans une des plus grande catastrophe humanitaire perpétrées depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le secteur touristique syrien a lourdement souffert du conflit. Depuis 2011, le tourisme international en Syrie est à l'arrêt, mais cela n'empêche pas la poursuite de la réalisation des projets touristiques ayant commencé avant ou même pendant la crise. Ainsi, le directeur de la Direction du Tourisme à Lattaquié M. Mansour Muhanna explique dans une interview⁷ que 11 projets touristiques ont commencé leurs activités en 2013 tandis que le nombre de projets en attente de licence était de 10. Ce paradoxe explique que le secteur touristique est loin d'être condamné à l'échec, au moins dans certaines régions du pays dont la région côtière.

1.5. La croissance démographique à deux vitesses

Les données démographiques⁸ sur un pays peuvent être l'objet de plusieurs types d'analyse géopolitique, économique et socioculturelle. Ici nous allons présenter la tendance globale de la dynamique démographique de la Syrie ainsi que ces différences régionales et la structure de la population syrienne. La croissance démographique en Syrie reste forte. Contrairement à la majorité des pays en voie de développement.

La transition démographique peine à s'installer dans toutes les régions de la Syrie. En considérant le taux de natalité comme critère de division, Youssef Courbage [Courbage, 2007], regroupe les quatorze *Mouhafaza* (unité de division administrative) qui forment la Syrie en trois groupes selon leur avancement dans le processus de transition démographique : 1- régions les moins avancées (les gouvernorats de : Raqqa, Deir ez-Zor, Deraa, Idlib et Alep) où le taux de natalité était supérieur à 30‰ en 2003, ce groupe compte 45% de la population syrienne ; 2- régions en situations intermédiaire (les gouvernorats de : Damas, Homs, Hama et Hassakeh) où le taux de

⁷ <http://www.dp-news.com/pages/detail.aspx?articleid=158997> (en Arabe). Consulté le 20/03/2014.

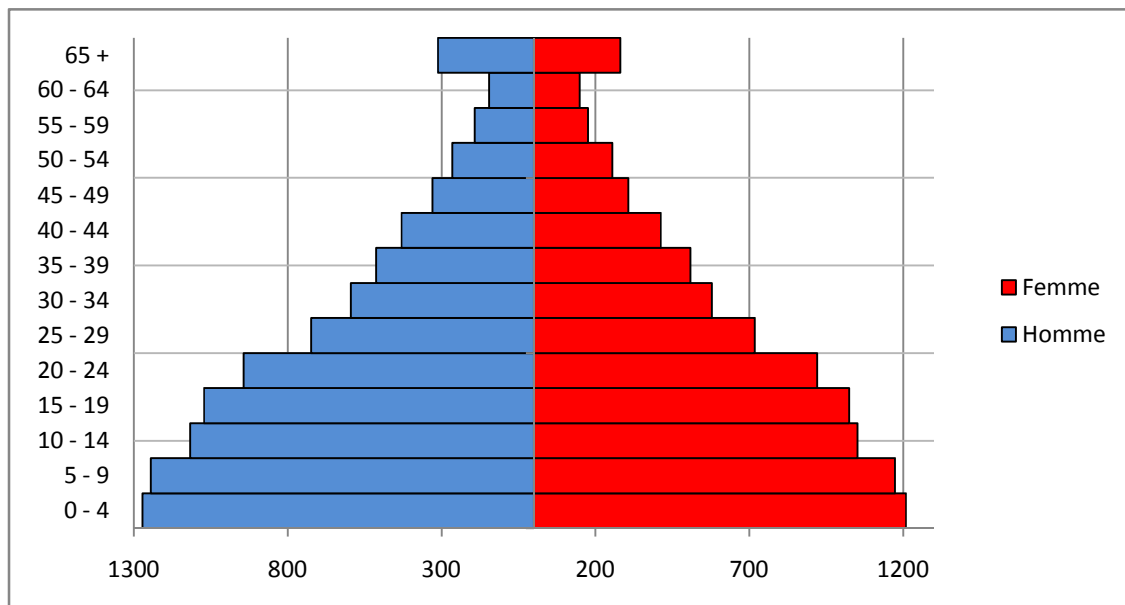
⁸ Les données statistiques sont extraites du résumé statistique de la Syrie, Bureau central de la statistique, 2011, Damas.

natalité était inférieur à 30‰ en 2003, ce groupe compte 44% de la population syrienne ; 3- les régions précurseurs de la transition démographique (Lattaquié, Tartous, Qouneitra et Souweyda) où le taux de natalité voisine ou inférieur à 20‰, ce groupe compte seulement 11% de la population syrienne.

Les facteurs socioculturels (statut de la femme et instruction) sont les plus pertinents pour expliquer les différences régionales de fécondité. Dans le contexte syrien, la division du pays en zones selon l'avancement dans le processus de transition démographique semble coïncider avec une certaine répartition communautaire sur le territoire national. Ainsi, les systèmes de valeurs et les systèmes anthropologiques fondamentaux propres à chaque communauté jouent un rôle déterminant dans le suivi du processus de transition démographique.

De manière globale, la population syrienne est une population jeune. Selon le dernier recensement de 2004, 40% de la population ont moins de 15 ans, et 70% de la population ont moins de 30 ans.

Figure 1 : La pyramide des âges de la population syrienne selon le recensement de 2004 (chiffres exprimés en 1000)



Source de données : Bureau Central de Statistiques, 2011, *Le résumé statistique de la Syrie*, Damas.

La baisse de fécondité des femmes syriennes était marquante pendant les années 80 où le nombre d'enfant par femme a baissé de 7,8 jusqu'au 4,2 en moyenne en 1991. La crise économique que traversait le pays dans cette décennie semble être une explication pertinente de ce phénomène. Pendant les années 70, la conjoncture économique et politique (aide des pays arabes aux « *pays de la confrontation* », c'est-à-dire les pays arabes voisins d'Israël) a permis à l'économie syrienne de réaliser une performance remarquable avec un taux annuel de croissance de PIB de 9,4% en moyenne. Mais cette tendance s'inverse dans les années 80. « *À partir du milieu des années 80 la diminution de l'aide Arabe puis son interruption en 1987 provoquent le ralentissement, puis l'arrêt brutal du programme d'industrialisation dans toute la Syrie* » [Balanche, 2007, p. 91]. Outre l'arrêt de l'aide arabe et ses effets négatifs, la Syrie a connu dans les années 80 « *la sécheresse et, plus encore, l'assèchement des sources de l'économie rentière : pétrole, transit, émigration et tourisme* » [Courbage, 2007, p. 184-185]. Si la transition démographique a commencé dans les années 80, elle semble être bloquée aujourd'hui. Selon les chiffres de 2004, le nombre d'enfant par femme en Syrie était de 3,58 en 2009 il a été de 3,5 loin encore du seuil de remplacement des générations de 2,1 enfants par femme que d'autres pays de la région ont atteint. La cause de cette stabilité du taux de natalité revient principalement au faible taux de féminisation de la main d'œuvre dans les secteurs de l'économie nationale. En 2010, les femmes représentaient encore 12,9% de la main d'œuvre syrienne (autant qu'en 1989), même si elles formaient 20% de la main d'œuvre agricole.

La forte fécondité des femmes syriennes n'est pas la seule explication à la forte croissance de la population. A cela s'ajoute la baisse de la mortalité dont le taux brut⁹ a atteint un seuil très bas. Il était de 3,75‰ en 2010. Dès lors ce taux de mortalité doit remonter du fait du vieillissement de la population. Ainsi le taux moyen de croissance de la population syrienne était de 4% entre 1981 et 1994, de 3% pour la décennie entre 1994 et 2004. Malgré sa diminution, il reste tout de même trois fois le taux d'accroissement de la population mondiale estimé à 1,14 en 2006.

⁹ **Le taux brut de mortalité** est le rapport des décès d'une année à la population moyenne de cette année, c'est-à-dire la moyenne de la population en début d'année et de la population en fin d'année.

1.6. L'économie syrienne

Dans les années soixante, le parti Baath, fraîchement au pouvoir, a entamé une transformation spectaculaire de l'économie syrienne. Le changement a été amorcé par le renversement des rapports de force économique et politique en faveur des classes paysanne et ouvrière, puis par un rôle éminent de l'Etat dans tous les aspects de la vie économique. Toutefois, vers la fin du siècle dernier, une série de mesures économiques libérales ont sérieusement altérés la nature socialiste de l'économie syrienne et une phase de transition a été ainsi ouverte.

1.6.1. Planification et économie politique

Malgré l'existence depuis 1960 des plans quinquennaux, les caractéristiques spécifiques de l'économie syrienne ne permettaient pas de la qualifier d'économie planifiée [Chatelus, 1980, p.242]. De nos jours, Cette qualification est encore plus inappropriée surtout après l'affichage de la volonté de conversion de l'économie syrienne vers une *économie sociale de marché*, ce qui se traduit sur le terrain par des mesures plus libératrices. En fait les plans quinquennaux sont édités par "*l'organisme d'Etat pour la Planification et la Coopération Internationale*". Les plans sont l'occasion pour les responsables du pays de dresser les objectifs poursuivis dans tous les secteurs de l'économie, mais aussi l'éducation, le logement, la culture, etc. Pour donner une idée de la stabilité de ce processus de planification, rappelons que, depuis 1958, date de la création du ministère de planification lors de l'union avec l'Egypte, 32 ministres se sont succédé à ce poste, dont 12 pour moins de 1 an. Depuis la première édition des plans quinquennaux, des caractéristiques permanentes les réunissent, par exemple : parvenir à un développement stable ; améliorer la répartition des revenus entre les citoyens ; diriger la société syrienne vers une société socialiste développée ou encore contribuer à l'intégration économique avec les pays arabes. Mais il y a aussi des objectifs liés aux impératifs conjoncturels comme : accroître la productivité agricole ; développer des industries de substitution à l'importation ; mobilisation des ressources disponibles au service de la bataille de libération (du plateau du Golan occupé par Israël depuis 1967) ; la mise en place de coopératives en substitution aux formules individuelles d'investissement agricole ; rationalisation de la consommation ; la réforme administrative ; la préservation de l'environnement ; l'activation du rôle de la recherche scientifique. Mais en tous cas, depuis le début de la période de planification, l'économie syrienne évolue avec une forte préférence pour les infrastructures. Cette tendance est expliquée par la volonté affichée des

dirigeants du pays pour parvenir à l'autosuffisance alimentaire et énergétique et donc plus de liberté et de puissance vis-à-vis de l'extérieur. Les stratégies de l'école néo-marxiste sont suivies pour appliquer une politique de développement qu'on peut qualifier d'autocentré [M. Ababsa, C. Roussel, M. Al-Dbiyat, 2007, p. 41]. Mais cette préférence pour des infrastructures implique des efforts considérables d'investissement ce qui explique l'importance des dépenses publiques de l'Etat surtout dans les années soixante-dix.

Un des aspects important de l'économie syrienne est l'importance du budget public. En plus de son autorité législative, le rôle de l'Etat dans l'économie se traduit souvent par l'importance de son budget. L'évolution des dépenses publiques nous donne une idée de l'évolution des choix de l'Etat en ce qui concerne l'économie nationale. Le tableau suivant nous montre que si la répartition des dépenses entre dépenses ordinaires et dépenses de développement (investissement) reste plus ou moins stable sur la période, le pourcentage des dépenses publiques totales dans le Produit Intérieur Brut va clairement à la diminution. Sur la longue période, il est clair que le pourcentage des dépenses publiques dans le P.I.B. baisse pendant que ces dernières augmentent, ce que signifie que l'augmentation des dépenses est moins rapide que la croissance économique. Cela montre, alors, un choix de moins d'engagement de l'Etat dans la vie économique. En fait, *« le mouvement de redressement du Président Hafez al-Asad fin 1970, se traduit dès le début de 1971 par des mesures d'ouverture et de libéralisation économiques »* [Chatelus, 1980, p. 248]. Depuis 1990, les mesures d'encouragement du secteur privé sont consolidées par la *loi numéro 10 sur l'investissement*. Cette loi qui offre aux investisseurs un large éventail de facilités financière, douanières et fiscales a permis une plus large participation du secteur privé aux efforts d'investissements.

Tableau 1 : Evolution des dépenses publiques

	<i>Dépenses Publiques (en million de livre syrienne – prix courants)</i>	<i>Pourcentage des dépenses ordinaires dans les dépenses totales</i>	<i>Pourcentage des dépenses de développement (investissement) dans les dépenses totales</i>	<i>Pourcentage des dépenses totales dans le P.I.B.</i>
1970	2780	50%	50%	41%
1975	10445	44%	56%	51%
1980	28903	50%	50%	56%
1985	42984	55%	45%	51,5%
1990	61875	61%	39%	23%
1995	162040	54%	46%	28%
2000	275400	52%	48%	30,5%
2005	460000	61%	39%	30,5%
2010	754000	57%	43%	27%

Source : Bureau central de statistiques

1.6.2. Le secteur agricole

La réforme agraire lancée par le Président Nasser en 1958 pendant l'union syro-égyptienne passe par plusieurs cases avant d'être réellement et systématiquement appliquée sur tout le pays en 1965. Le changement fut radical. La terre est rendue à ceux qui la cultivent. Les rapports de forces économiques et sociales furent renversés surtout que les paysans ont adhéré massivement au parti Ba'th et sont devenus une réelle force politique. L'Etat a mis en place un système de coopératives agricoles où les paysans du même village se regroupent pour organiser certains aspects de leurs activités (prêts bancaires, l'accès aux engrais, vente et commercialisation des produits). Pour protéger ces nouveaux propriétaires au profil financier fragile, et pour empêcher le retour en force des anciens propriétaires féodaux par le biais des prêts à des taux d'intérêts élevés accordés aux paysans, l'Etat socialiste a créé une banque spéciale pour le secteur agricole, la Banque Agricole.

L'importance de l'activité agricole est bien mesurée par la participation du secteur agricole dans le PIB du pays comme dans le tableau suivant.

Tableau 2 : Pourcentage de la participation du secteur agricole à la composition du P.I.B.

	1963	1970	1980	1990	2000	2010
Aux prix fixes de 2000	39%	29%	29%	25%	25%	16%
Aux prix courants	30%	22%	21%	28%	25%	20%

Source : Bureau Central de Statistiques.

Nous pouvons faire deux remarques à ce tableau : d'abord, la participation du secteur agricole dans la composition du P.I.B. baisse, ce qui traduit un changement structurel important. L'économie syrienne n'est plus une économie essentiellement agricole, comme ce fut le cas jusqu'à dans les années cinquante, où l'agriculture participait à presque 50% du Produit National [F. Metral, 1980, p. 298]. La deuxième remarque concerne les différences dans les pourcentages de la participation du secteur agricole considérées en prix constants ou en prix courants. En prenant les prix de l'an 2000 comme prix de référence, les participations du secteur agricole en prix courants avant l'an 2000 sont revues à la hausse, pendant que la participation du secteur agricole en l'an 2010 est revue à la baisse, ce qui montre l'importance des hausses des prix de produits alimentaires dans le pays sur toute la période¹⁰. En outre, la baisse continue de la participation du secteur agricole à la formation de P.I.B. corrélée à la baisse rapide du pourcentage de la force de travail employée dans ce secteur, est un indicateur explicite du déclin du rôle économique du secteur agricole. Plus de 30% de la population active travaillaient en agriculture en 2001. Ils n'étaient qu'à peine plus de 13% en 2011. Ce déclin de l'importance économique de l'activité agricole n'est pas sans conséquence sur la répartition démographique entre les villes et la campagne. Des milliers de personnes viennent chaque année rejoindre les banlieues des villes. Mais malgré cette dynamique continue de dépeuplement rural 46,5% de la population syrienne vivent encore dans les zones rurales en 2011.

Bien que sa superficie soit petite, la Syrie compte trois régions distinctes en termes de pluviosité : la région côtière à l'ouest qui reçoit 800mm de pluies en moyenne par an ; l'axe centrale Nord-

¹⁰ Malgré l'inflation qui touche la majorité des produits, les prix des produits alimentaires sont les plus concernés par cette inflation.

sud qui rassemble des zones agricoles importantes, de Déraa au sud jusqu'à la région rurale d'Alep en passant par la Gouta de Damas, les plaines de Homs et du Gâab. Cette zone en plus de la majeure partie de la zone au nord de l'Euphrate reçoit entre 250 et 400mm de pluies en moyenne par an. La culture sèche dans ces zones est possible mais elle est fortement influencée par l'irrégularité des pluies qui fait que les récoltes peuvent varier de simple au triple selon les années. Enfin la Badia (le désert de Syrie), qui est à l'est de l'axe précédemment évoqué et au sud de l'Euphrate. Cette région de steppes constitue une large partie de la superficie de la Syrie. La pluviosité moyenne dans la Badia est de moins de 200mm par an ce qui empêche toute forme de culture hormis dans les quelques oasis dont la plus importante est l'oasis de Palmyre.

Les principales récoltes agricoles de la Syrie sont regroupées dans le tableau suivant :

Tableau 3 : les principales récoltes agricoles en Syrie en 2011 (Mille tonnes)

<i>Blé</i>	<i>Coton</i>	<i>Betterave à sucre</i>	<i>Tabac</i>	<i>Olive</i>	<i>Agrumes</i>
3083	628,3	1493	19	960	1070

Source : Bureau Central de Statistiques.

1.6.3. Le secteur industriel

Le secteur industriel étatique surdimensionné est le trait principal qu'a gardé l'économie syrienne de la longue période de rapprochement avec le modèle économique soviétique. Ce secteur désormais vétuste et peu efficace a géré des pans entiers de l'économie en monopole pendant des décennies. Le contraste est fort avec le secteur privé moderne et dynamique. La contribution du secteur industriel représente (pour la dernière décennie) entre 28 et 33% du PIB syrien. Il emploie 33% de la population active (2011). Les trois pôles dominants de l'activité industrielle sont la pétrochimie, l'industrie agroalimentaire et le textile-habillement.

Pendant des décennies (années 60 jusqu'au début des années 2000), les politiques de protection de l'industrie nationale (les restrictions et les interdictions à l'importation imposées par les autorités) ont eu comme résultat d'encourager une vocation essentiellement locale de l'industrie

syrienne. En dehors des produits pétrochimiques, des produits du textile et quelques exceptions (l'huile d'olive, produits artisanaux), la Syrie exporte peu de produits industriels. Le choix de l'ouverture économique entamé depuis les années 90 et renforcé dans les années 2000 met le secteur industriel syrien en difficulté. Plusieurs accords régionaux (l'accord arabe de libre-échange) ou bilatéraux (l'accord de libre-échange avec la Turquie) sont entrés en vigueur au milieu des années 2000. De plus l'accord d'association Syrie-UE attend toujours d'être ratifié. Tous ces accords posent une contrainte externe forte qui oblige à une adaptation rapide de la politique industrielle syrienne. La Syrie attend de ces accords commerciaux plus de possibilités d'exportation mais surtout un encouragement pour l'investissement étranger qui n'était que de l'ordre de 150 millions de dollars en 2003. Selon un rapport publié en 2005 par la mission économique de l'Ambassade de France en Syrie, des obstacles découragent les investisseurs étrangers de venir en Syrie. Le rapport souligne surtout la nécessité d'un « *nouveau code du commerce et des sociétés ainsi qu'un assouplissement du droit du travail qui est aujourd'hui particulièrement favorable à l'employé* » [Mission économique, 2005].

Pour dynamiser l'économie syrienne et répondre aux exigences de modernisation et d'assouplissement, les efforts syriens en matière de promotion des investissements ont été centrés sur la création des zones franches (bénéficiant du traitement spécifique en termes de réglementations du commerce, de droit de douane et autres taxes), des zones industrielles (pôle de concentration et de développement de l'activité industrielle). Ces mesures conjuguées avec d'autres progrès juridique et réglementaire ont donné leurs fruits dans nombre de secteurs. Par exemple, la Syrie a depuis 2006 une production automobile locale grâce à deux partenariats syro-iraniens et un partenariat syro-chinois.

1.6.4. Le secteur des services

Le secteur des services est le secteur qui connaît la plus forte progression en Syrie. Pendant que les services représentaient 42% du PIB syrien en 2000 leur contribution s'est élevée à 56% du PIB en 2010. Le secteur des services emploie 52% de la population active en Syrie et surtout des femmes : 78% des femmes actives travaillent dans les services. Dans ce secteur les mesures de libération de l'économie ont été les plus visibles. Les initiatives privées se sont multipliées dans tous les domaines. Dans l'éducation, la Syrie a vu pour la première fois des universités privées, en plus le nombre des écoles privées a explosé. Dans le domaine de santé, beaucoup d'hôpitaux

privés ont vu le jour. Dans le transport, la communication et dans le commerce le changement est spectaculaire. Mais le domaine le plus sensible qui était jusqu'aux années 2000 le monopole de l'Etat est le secteur de la finance. Avant 2004 la Syrie ne comptait aucune banque privée ni aucune compagnie d'assurance ou société agréée pour le change de devises. En 2010 on comptait 14 banques privées ayant 208 branches dans les villes du pays (contre 293 branches des banques publiques). Les établissements bancaires étatiques gardent encore la plus grande part de l'activité bancaire avec 78% du total des crédits accordées à tous les secteurs de l'économie. La devise locale est la Livre Syrienne (SYP) qui connaît depuis la fin 2003 un taux de change flottant mais limité avec le dollar américain. Le taux de change de livre syrienne était stable pendant toute la décennie avant la crise actuelle. Ce taux flottait autour de (1 USD = 50 SYP), le taux actuel depuis presque un an est de (1 USD = 150 SYP) (2014).

2. Deuxième Section : Le secteur touristique syrien

Dans cette section, nous présenterons quelques aspects de la réalité touristique de la Syrie. Nous ferons certaines remarques sur le système de statistiques touristiques, puis nous montrerons les évolutions en nombres de touristes et dans les structures d'accueil.

2.1. Le tourisme en Syrie, une histoire millénaire

La Syrie était depuis l'antiquité sur des axes importants de commerce. Damas mais d'autres villes aussi comme Acre et Gaza offraient des zones d'échange entre les commerçants venus de l'Égypte de la Perse et de l'Arabie. La Syrie offrait une fenêtre sur la méditerranée pour ces régions. La route de la soie la traversait en plusieurs itinéraires, Alep vers Antioche et Constantinople, ou Palmyre vers Damas et l'Égypte.

L'ère chrétienne a amené avec elle un nouveau mode de voyage, le pèlerinage en terre sainte, dont les effets économiques ne se résumaient pas aux simples dépenses et offrandes des pèlerins puisque les convois de pèlerins étaient généralement accompagnés par des commerçants qui faisaient les marchés tout au long de leurs voyages (Dupront A., 1967).

Les voyages de pèlerinage furent plus massifs et plus organisés en Islam. Avec l'expansion de la nouvelle religion dans l'Anatolie, le Caucase et les Balkans. Des villes syriennes comme Alep et Damas furent des étapes essentielles sur un axe important de pèlerinage vers le Hedjaz où sont situées les villes saintes de la Mecque et de la Médine.

2.2. Les débuts difficiles du tourisme moderne

Jusqu'à la fin de XIX^{ème} siècle, tous les hôtels de la Syrie étaient des hôtels de type traditionnel connus sous le nom de *Khan* (un lieu essentiellement conçu pour le repos des caravanes). A la fin du XIX^{ème} siècle fut bâti en Syrie le premier hôtel moderne selon le style européen. Ce fut l'hôtel *Ararat* fondé par les frères Mazlounian (une famille arménienne) à Alep. Quelques années plus tard ils construisent un nouvel hôtel, l'hôtel *Baron* en 1909. Cet hôtel fonctionne toujours, de nombreuses célébrités ont séjourné dans ces chambres, des responsables politiques et un grand

nombre de figures de la culture comme : Lawrence d'Arabie, Agatha Christie, Charles de Gaulle, Gamal Abdel Nasser.

Grâce à la paix, au progrès économique et technique après la Seconde Guerre mondiale, le tourisme est devenu une activité plus démocratique dans les pays de l'occident. Cette période coïncide en Syrie avec l'évacuation des forces de l'occupation françaises. Après l'indépendance la supervision du tourisme a été confiée au ministère de l'économie nationale. En 1966, après l'arrivée du parti Baas au pouvoir, l'Organisation générale du tourisme a été créée et rattachée au ministère de la Culture et de l'Orientation nationale. Dans la même année 1966 le décret n°46 a été promulgué. Ce décret prévoit l'exonération des hôtels de classe internationale de tous types d'impôts et de charges financières et municipales, et donne aux hôtels des autres catégories des exemptions similaires mais à des degrés divers. Ces exemptions et avantages sont accordés à condition que la mise en place des hôtels et des restaurants soit faite au cours des huit années qui suivent la publication du décret, donc avant le 15/6/1974. Mais le climat de l'investissement n'a pas été encourageant (après la nationalisation et la réforme agraire) aucune demande de licence n'a été présentée. Face à l'échec des mesures prises jusqu'ici le décret législatif n° 348 a été promulgué le 30/12/1969. Ce décret a accordé des dispenses et des garanties pour les expatriés et les ressortissants des pays arabes pour les encourager à investir dans des projets de développement économique, en particulier dans le tourisme. Cependant, aucun hôtel de classe internationale ni de première classe ne fut construit.

2.3. Les initiatives Etatiques pour lancer le secteur touristique

En 1970, la Syrie a reçu 19 000 touristes, tandis que le volume du tourisme international pour l'année en question s'est élevé à 165 millions de touristes [Aidi, 2000, p.5]. Cette année là, le général Hafez Al-Assad a accédé au pouvoir après un mouvement de rectification au sein du parti Baas. Le nouveau pouvoir en place a rapidement senti l'importance de la participation de la bourgeoisie syrienne dans les efforts de l'investissement pour faire face aux défis du développement du pays. L'établissement d'un ministère distinct pour le tourisme date de l'année 1972. Dans la même année, a été créé le Conseil suprême pour le tourisme. Le Conseil suprême pour le tourisme a bénéficié de l'octroi de larges pouvoirs en ce qui concerne la ratification des contrats et accords, en plus, ces décisions ont obtenu un statut législatif. Aussi dans la même année a été modifié le décret n° 46 de 1966 de sorte que les exemptions prévues dans le décret

soient ouvertes et sans restriction, la condition que le projet soit achevé dans un délai déterminé a été levée.

Même en 1972, il n'y avait pas en Syrie des hôtels de classe internationale. Parmi les hôtels de la capitale Damas deux seulement étaient de la première classe. Ainsi, les directives ont été données au ministère du Tourisme immédiatement après sa création pour construire des hôtels internationaux. Rapidement, la construction de cinq hôtels internationaux a débuté: deux à Damas et un dans chacune des villes d'Alep, de Lattaquié et de Palmyre. A cause de l'absence, à l'époque, de main-d'œuvre qualifiée en Syrie, le Ministère du Tourisme a conclu un contrat, début 1973, avec deux entreprises étrangères pour gérer ces hôtels internationaux. Le ministère espérait, à travers ce contrat, que les sociétés internationales allaient former des cadres syriens capables de gérer les hôtels et qu'elles allaient faire du marketing touristique pour la Syrie, en raison de la présence de ces entreprises dans toutes les régions du monde à ce moment-là. La première entreprise (Meridian) était une branche de la compagnie française Air-France, la deuxième (Sheraton) avait comme principal actionnaire la compagnie aérienne américaine (TWA).

En plus des hôtels appartenant directement au gouvernement, plusieurs sociétés mixtes (publique-privées) travaillant dans le secteur touristique, ont vu le jour en Syrie dans les années soixante-dix. La réticence du secteur privé à faire les investissements nécessaires pour relancer le tourisme, était la principale incitation pour que le gouvernement mette en place ces sociétés mixtes. Une importante société mixte du secteur touristique est la *Société Arabe Syrienne pour les Installations Touristiques* qui a construit une importante chaîne hôtelière dans le pays, connue sous le nom *Cham*.

Ainsi a été lancé le secteur du tourisme en Syrie, mais sa croissance est restée faible jusqu'en 2000. Les difficultés de l'activité hôtelière n'est pas la seule faiblesse du secteur touristique syrien, une autre fait marquant est la faiblesse du système de statistiques.

2.4. Les statistiques touristiques

L'institution chargée de rassembler et de publier les statistiques en Syrie est le Bureau central de statistiques qui utilise, en matière de statistiques touristiques, plusieurs méthodes directes ou indirectes d'établissement de données. Cependant l'observation statistique du phénomène touristique en Syrie, comme dans tous les états de monde [Pierre Py, 2007], révèle des insuffisances majeures.

2.4.1. Des statistiques partielles

En Syrie, il n'existe aucune observation de la fréquentation des lieux touristiques en dehors des sites historiques où l'on paie des prestations d'entrée permettant de connaître le nombre exact de visiteurs. On peut dire la même chose en ce qui concerne l'hébergement. La location des lieux de résidence pour des courts séjours touristiques auprès des agences immobilières sur place se passe hors la réglementation de l'état. Au contraire, il y a une observation régulière des séjours en hôtels. Quant aux enquêtes sur le tourisme interne, elles sont exceptionnelles.

2.4.2. Une fiabilité relative

Dans certains cas, les informations statistiques sont fiables, comme quand on considère par exemple le nombre des arrivés internationaux et des syriens en mouvement international. En effet, cette information est le résultat d'un simple calcul des données enregistrées sur les postes-frontières. D'autres informations posent plus de problèmes en termes de fiabilité : par exemple, recenser les arrivés internationales ne permet pas de faire la distinction entre les diverses catégories de voyageurs inclus ou non dans les statistiques touristiques, ou encore les deux catégories de visiteurs : les "touristes" et les "visiteurs de la journée". Pour cela le Bureau central de statistiques met en place un système d'échantillons au sein duquel on interroge les arrivants et les partants de la Syrie sur leur destination, leur motif de voyage, la durée de leurs séjours, et d'autres questions permettant d'en savoir plus sur leurs dépenses touristiques et leurs situations économiques et sociales. Les statistiques touristiques doivent donc être considérées avec prudence.

2.4.3. Les conséquences de la crise sur les statistiques

Les derniers chiffres fiables publiés sur le secteur touristique en Syrie concernent l'année 2009. Il faut savoir que le dernier numéro du *Résumé Statistique de la Syrie*, publié chaque année par le *Bureau National de statistiques*, est celui de l'an 2011 dans lequel il y a des valeurs estimées et non confirmées pour les indicateurs touristiques de l'année 2010.

Il est connu que la sensibilité du secteur touristique vis-à-vis de la situation sécuritaire est importante. Des chiffres présentés par le ministère du tourisme pour le premier trimestre de l'année 2012 montrent l'effet dévastateur de la crise sur l'activité touristique¹¹. Ainsi selon le ministère, le nombre de touristes a chuté de 79% par rapport à la même période de l'année 2011. Il faut considérer ces chiffres tout en sachant que la situation au début de l'année 2012 ne s'était pas encore aggravée comme par la suite.

Les statistiques que nous utilisons dans cette section, pour illustrer la dynamique du secteur touristique, couvrent une période de dix ans entre 2000 et 2009. Cette période coïncide avec le début de plusieurs changements majeurs dans la vie politique, économique, culturel et social du pays [Barout M., 2005].

2.4.4. Les voyageurs inclus dans les statistiques touristiques

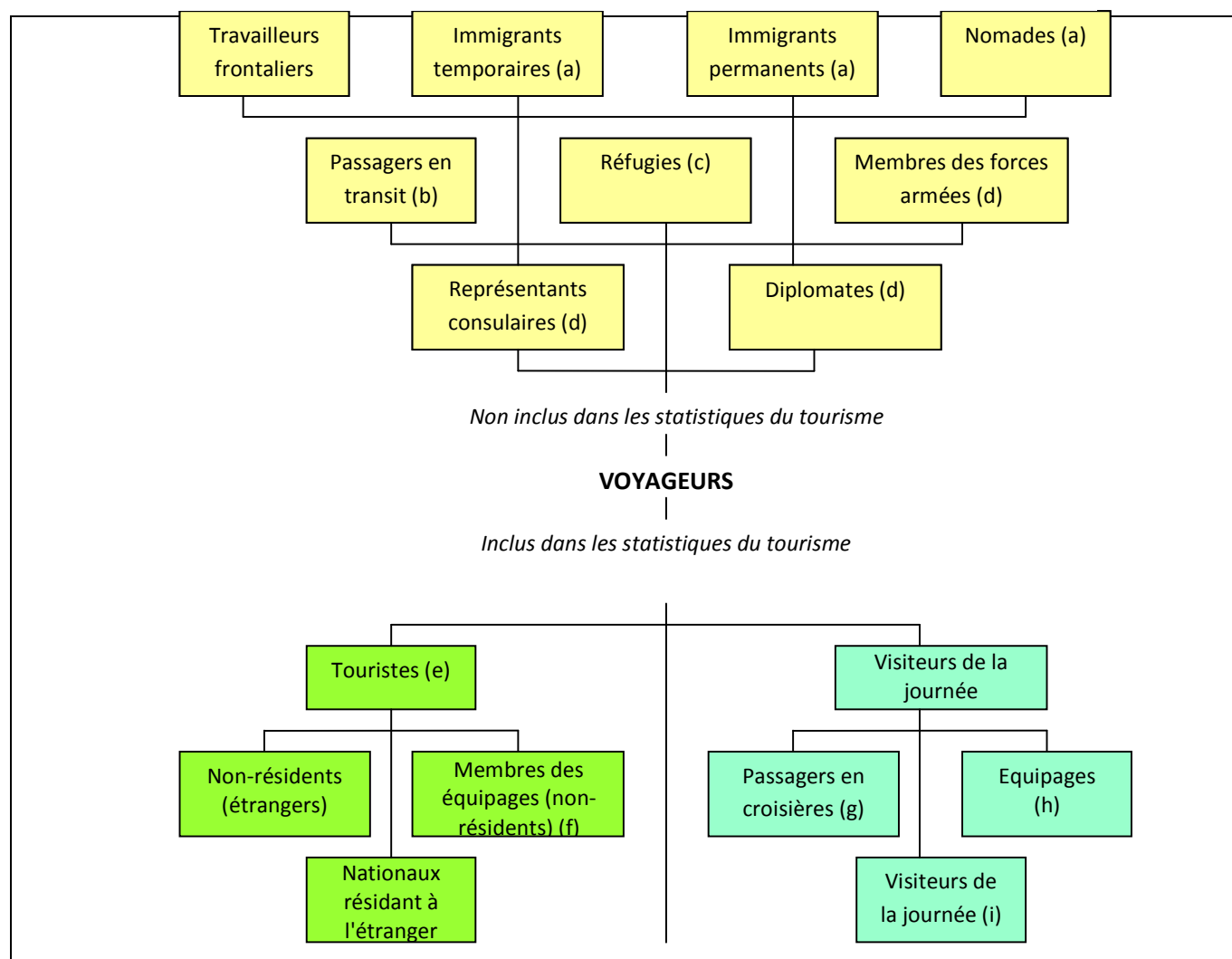
En appliquant les recommandations de l'O.M.T. sur les statistiques du tourisme adoptées par la Commission de statistique des Nations unies lors de sa 27^e session le 4 mars 1993, la Syrie distingue dans ses statistiques plusieurs catégories de visiteurs.

La dernière définition du *tourisme* adoptée par L'O.M.T. et la Commission de statistique des Nations unies (2000) [citée en Meyer-Demen C., 2005] tient, en théorie, lieu de référence pour l'ensemble des pays membres: « *Les activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans les lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires et autres motifs* »

¹¹ <http://www.dp-news.com/pages/detail.aspx?articleid=122357> (en Arabe) consulté le 20/03/2014.

L'encadré suivant [Py P., 2007, p.16] montre les différents types de voyageurs et les types inclus dans les statistiques du tourisme, aussi bien que les types non inclus. En outre, elle cite les motifs principaux des visites touristiques selon l'OMT.

Encadré 2: Classification des différents types de voyageurs et des motifs de visites



Motif principal de la visite

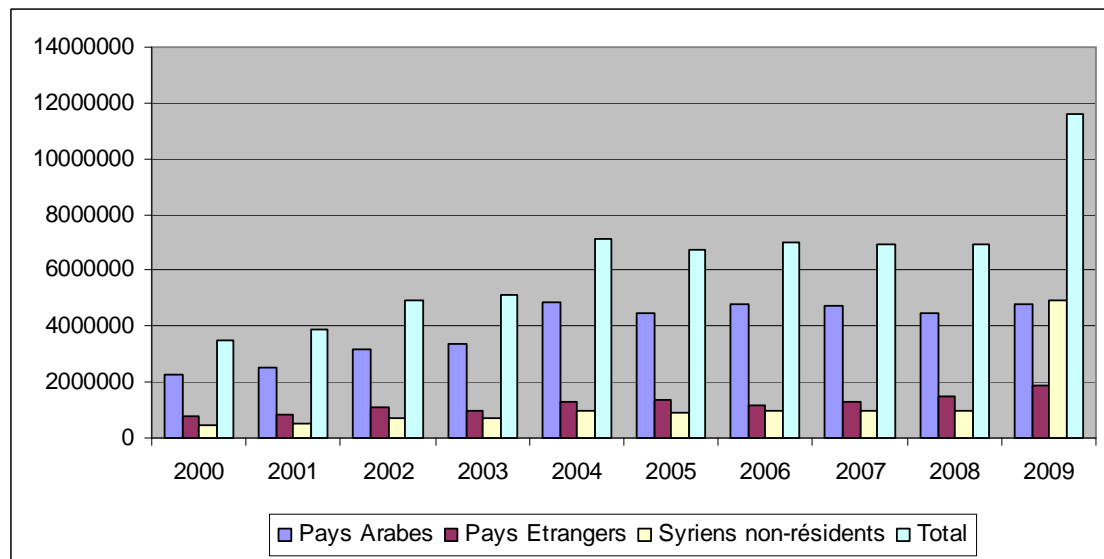
- Loisirs, détente et vacances
- Visites à des parents et amis
- Affaires et motifs professionnels
- Traitement médical
- Religion / pèlerinages
- ...

- (a) Tels que définis par les Nations unies dans les « Recommandations sur les statistiques des migrations internationales, 1980.
- (b) Qui ne quittent pas l'aire de transit de l'aéroport ou du port, y compris le transfert entre aéroports ou ports.
- (c) Selon la définition du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, 1967.
- (d) Lorsqu'ils se déplacent de leur pays d'origine vers le pays où ils sont en poste et inversement.
- (e) Tout visiteur qui passe au moins une nuit, mais pas plus d'une année, dans le pays visité.
- (f) Les équipages des navires ou des avions étrangers en réparation ou faisant escale dans le pays et qui utilisent les moyens d'hébergement du pays.
- (g) Personnes qui arrivent dans un pays à bord d'un navire de plaisance – tel que défini par l'Organisation maritime internationale (OMI), 1965 – et qui sont logés à bord même s'ils débarquent pour des visites d'une ou plusieurs journées.
- (h) les équipages qui ne sont pas résidents du pays et qui séjournent pour la journée.
- (i) Visiteurs qui arrivent et repartent le même jour, pour des motifs de loisirs, détente et vacances ; visites à des parents et amis ; affaires et motifs professionnels ; traitement médical ; religion / pèlerinages et autres, y compris les visiteurs de la journée en route vers ou en provenance de leur pays de destination.

Source : OMT. Cité en Pierre PY, 2007, *Le tourisme un phénomène économique*, La documentation Française, p.16

La figure suivante montre les nombres d'arrivés enregistrés sur les postes-frontières syriens pendant la période entre 2000-2009.

Figure 2 : L'évolution en nombre d'arrivés en Syrie entre (2000-2009)



Source des données : Ministère du tourisme syrien.

On remarque rapidement l'écart considérable enregistré en 2009. En fait, cet écart est dû à un changement dans le mode de calcul de nombre d'arrivés de la nationalité syrienne. Avant 2009, l'on ne comptait comme arrivant en Syrie que les syriens résidants à l'étranger. Mais à partir de 2009 on compte tous les mouvements des syriens même si ils sont sortis du pays pour un jour ou s'ils traversent les frontières pour des raisons de travail (chauffeurs de taxis et de camions).

On remarque dans cette figure l'augmentation considérable en 2004 qui va se stabiliser dans les années suivantes. La cause principale de cette augmentation en 2004 était le début de la fuite massive des irakiens en Syrie. Les irakiens sont inclus dans les statistiques touristiques puisqu'ils n'entrent pas en étant des réfugiés¹², mais comme tous les ressortissants des pays arabes qui ont la

¹² Voir pour plus d'informations : Fawaz SALEH, *Les Réfugiés irakiens en Syrie*, série "CARIM-AS" No.2009/25, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, San Domenico di Fiesole (FI) : Institut universitaire européen, 2009.

possibilité d'entrer en Syrie sans visa¹³. En 2007, des responsables gouvernementaux ont déclaré qu'environ 1,5 millions d'Irakiens vivaient en Syrie. La présence de ces réfugiés irakiens provoque également d'autres types de mouvements transfrontaliers : par exemple, des personnes tenues, pour une raison ou une autre, de se rendre dans leur pays pour quelque temps, ou des visites entre des gens de même famille se retrouvant des deux côtés des frontières. On ne peut considérer ces séjours que comme étant "touristiques" puisque les critères de l'OMT s'appliquent sur eux malgré la cause de ses séjours et la situation de ses "touristes".

En outre, nous devons nous rappeler l'exode des Libanais en Syrie pendant la dernière guerre au Liban en juillet-août 2006, où des centaines de milliers de personnes sont entrées massivement dans l'espace de quelques jours.

2.4.5. L'augmentation ne peut être négligée

Dans tous les cas, et malgré l'influence de la situation instable dans la région qui fait augmenter le nombre d'arrivées en Syrie pour des raisons lointaines de tourisme, on ne peut négliger le fait que ce nombre est en augmentation considérable. Pour le confirmer, nous avons calculé les moyennes annuelles de l'augmentation en nombre d'arrivées après l'exclusion des arrivées des nationalités irakienne et syrienne¹⁴ puis nous avons calculé la moyenne annuelle générale pour la période entre 2000-2009 et le résultat était de 8,35%¹⁵.

Puisque les arrivées internationales (les voyageurs) ne sont pas tous des touristes, nous allons nous intéresser maintenant aux deux catégories qui forment l'ensemble de ces arrivées, à savoir, les touristes et les visiteurs à la journée.

¹³ Une nouvelle loi est à l'étude pour imposer des visas aux ressortissants des pays Arabes.

¹⁴ Nous avons exclu les ressortissants irakiens pour éliminer l'influence de la guerre en Irak. Quant aux ressortissants syriens nous les avons exclus car nous n'avions pas des données exactes sur leur nombre avant l'année 2009.

¹⁵ Voir pour plus de détails : Tableau N° 11 dans les annexes.

2.4.6. Les touristes internationaux en Syrie

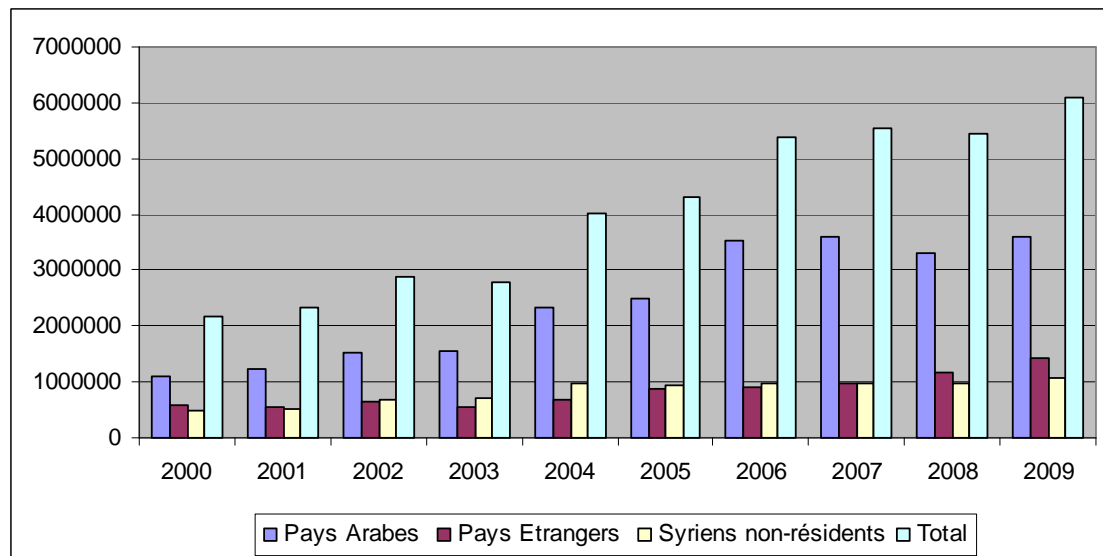
Comme nous l'avons précédemment évoqué, pour distinguer les touristes des autres catégories de visiteurs, la Syrie applique les recommandations de l'O.M.T. sur les statistiques du tourisme.

Nous allons nous intéresser, ici, à l'évaluation de nombre de touristes internationaux en Syrie, et à la connaissance des espaces émetteurs pour le tourisme et l'évaluation du nombre de touristes provenant de chacun de ces espaces.

Dans ce domaine, un nouvel obstacle concernant le système de statistiques syrien se révèle. Le système de statistiques syrien tient compte de la nationalité des visiteurs et non pas de leur lieu de résidence. Pour cela, un français en provenance de l'Arabie Saoudite par exemple est compté comme un français en provenance de la France. Pour la même raison nous allons voir aussi un segment important pour les touristes de nationalité syrienne qui vivent et travaillent à l'extérieur de la Syrie.

Nous allons diviser les touristes internationaux en trois catégories. Les Arabes, les étrangers (les non Arabes) et enfin les syriens résidant à l'étranger. Nous avons opté pour ce choix car au sein de chacune de ces trois catégories nous trouvons, en général, des points communs nous permettant de les ressembler ainsi, en plus de l'incapacité technique d'utiliser d'autres méthodes d'assemblage telles que la distance parcourue, le niveau de vie ou les activités touristiques pratiquées.

La figure suivante montre les nombres de touristes internationaux en Syrie entre 2000-2009.

Figure 3 : L'évolution en nombre de touristes internationaux en Syrie entre (2000-2009) 16

Source des données : Ministère du tourisme syrien.

Le nombre de touristes a dépassé en 2009 pour la première fois le seuil de six millions de touristes. Mais le plus important est l'augmentation considérable réalisée en 2009 par rapport à l'année 2008. Tandis que le tourisme mondial connaissait une baisse de nombre d'arrivées de touristes de 4% [OMT, 2010], les touristes en Syrie ont augmenté de 12%¹⁷.

2.4.7. La performance des marchés émetteurs

Si le nombre de touristes internationaux a augmenté de 12% en 2009, cette augmentation ne n'est pas répartie uniformément entre les marchés émetteurs. Par ailleurs, ce résultat de 2009 n'est pas extraordinaire comparé aux résultats des années précédentes en termes absolus.

Pour illustrer les performances des marchés émetteurs au cours de la période étudiée et les changements sur leurs attitudes pendant cette période, nous proposons le tableau suivant¹⁸ :

¹⁶ Pour des données plus détaillées sur les touristes en Syrie et leurs nationalités, voir les tableaux (4, 5, 6) dans les annexes.

¹⁷ Voir pour plus de détails : Tableau N° 11 dans les Annexes.

¹⁸ Pour plus des détails voir : les tableaux N° 11, 12, 13,14 dans les annexes.

Tableau 4 : La performance des marchés émetteurs entre 2000-2009

	Période	Touristes Arabes	Touristes Etrangers	Touristes Syriens	Total de touristes
N de touristes	2000	1102653	578679	482361	2163693
	2009	3590273	1436679	1064937	6091889
Taux d'accroissement annuel	2001-2003	0.122186	-0.01061	0.13829	0.093247
	2004-2006	0.332252	0.185738	0.126808	0.254511
	2007-2009	0.007962	0.173961	0.035959	0.043632
	2000-2009	0.154133	0.116365	0.100352	0.130464
	par rapport à 2000	0.25067	0.164743	0.134195	0.201723

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Nous pouvons tirer plusieurs remarques de ce tableau :

- le nombre de touristes s'est multiplié par trois lors de ces dix années.
- La moyenne des taux d'accroissement annuel est de 13% sur toute la période étudiée.
- A moyen terme, le marché arabe semble le plus performant avec un taux d'accroissement annuel moyen de 15,4%. Mais, à court terme (dans les trois dernières années de la période), il est le marché qui se développe le moins.

Si les chiffres précédents sont admissibles à la perception antérieure de l'avenir proche, on aurait pu dire que le marché du tourisme syrien attendait dans les années suivantes des augmentations annuelles allant de 400 000 jusqu'à 700 000 touristes.

2.4.8. Proportion de touristes par rapport à la population

La proportion de touristes par rapport à la population est l'un des éléments nécessaires au calcul de l'**Indice de saturation touristique** IST. En outre, le calcul de ce ratio nous permet de faire des comparaisons avec d'autres pays. Dans le tableau suivant nous mettons les résultats de

nos calculs de ce ratio pour deux pays proches de la Syrie, et pour la France qui est le premier pays touristique au niveau mondial :

Tableau 5 : Proportion de touristes par rapport à la population

	2007		
	Nombre de touristes	Population	N. Touristes/Population
France	81.9	63.2	1.295886
Turquie	22.2	70.6	0.314448
Syrie	5.5	19.4	0.283505
Egypte	10.6	72.8	0.145604

Sources des données :

Réalisation : Sinan Halloum.

- France : INSEE, recensement de la population 2006¹⁹.
- Egypt: Central Agency for Public Mobilization and Statistics²⁰.
- Turquie News²¹.
- GÉOTOURISME, Le site de la Géographie touristique en France et dans le Monde²².
- Ministère du tourisme syrien.

¹⁹ <http://www.recensement.insee.fr/tableauxDetaillies.action?zoneSearchField=FRANCE&codeZone=1-FE&idTheme=12&idTableauDetaillie=43&niveauDetail=1> : Consultée le 15 juin 2010.

²⁰ <http://www.msrintranet.capmas.gov.eg/pls/fdl/ab2?lang=0&lname=> : Consultée le 15 juin 2010.

²¹ <http://www.turquie-news.fr/spip.php?article1473> : Consultée le 15 juin 2010.

²² http://geotourweb.com/nouvelle_page_2.htm : Consultée le 15 juin 2010.

2.5. L'évolution dans les structures d'accueil

Le retard du développement des structures d'accueil jusqu'au début des années deux mille a été fortement compensé par une explosion de nombre de projets touristiques en construction. Mais cette tendance ne change rien de l'attribution territoriale de la capacité d'accueil déjà établie auparavant.

2.5.1. Changements dans les politiques économiques et financières en faveur de l'investissement

Déjà adoptée en 1991, la loi nommée "*loi N° 10 sur l'investissement*" a été largement modifiée en mai 2000. Depuis l'année 2000, des changements dans l'idéologie économique avaient commencé en Syrie aboutissant en 2005, lors de la dixième conférence nationale du parti Baathiste, à la déclaration du début de la transformation de l'économie syrienne en une "*économie sociale de marché*". Cette évolution a conduit à de nombreux changements dans les politiques économiques de l'Etat. Ce qui nous intéresse, ce sont les politiques de promotion d'investissement qui ont encouragé l'entrée des investissements étrangers. En 2005, le ministère du tourisme a lancé une série de "*forums sur l'investissement touristique*", qui furent une sorte d'exposition des futurs projets touristiques étudiés par le ministère et offerts à l'investissement sous différents types de contrats. Ces forums et d'autres politiques mises en place ont entraîné l'entrée de compagnies étrangères expérimentées dans la construction et le management touristiques. En plus, des partenariats syro-étrangers sont mis en place. On voit alors entrer en Syrie de grandes chaînes hôtelières comme la "Four Seasons" à Damas, et des grands projets en partenariat international comme "Antrados" à Tartous.

2.5.2. Une vague de construction à noter

La Syrie connaît depuis 2003 une forte vague de construction. Ceci se voit bien dans la surface annuellement construite qui n'était en 2002 que de 3039 milles m² carré, et qui s'est multiplié en l'espace de 5 ans plus de cinq fois pour arriver à 16786 milles m² en 2008. Par ailleurs, en raison de son retard dans le domaine des banques et de la finance, la Syrie n'a été que légèrement touchée par la dernière crise financière, et selon les responsables syriens, les effets négatifs de la crise ont été faibles et surtout indirects. Cela est évident dans le bilan

consolidé des banques syriennes où on note en 2009 la poursuite d'une série de hausses des dépôts et des crédits de toute sorte²³.

Dans ces nouvelles constructions il y a certaines installations purement touristiques, mais il y a aussi en grande partie des logements et des résidences secondaires qui se louent et qui forment un des principaux types de séjours touristiques en Syrie avec plus de 24 millions nuitée en 2009, en comparaison avec 11,5 millions nuitée effectuées dans des hôtels. Cependant, et malgré l'importance du sujet, on ne trouve aucune étude sur les résidences secondaires dans les lieux touristiques, type de propriété, taux de séjour, ou même la distinction entre l'accroissement naturel du nombre de logements dû à la croissance de la population et l'augmentation en nombre de résidences secondaires due à l'activité touristique. De ce fait nous ne pouvons que noter que la vague de construction continue à gagner les lieux touristiques sans pouvoir le préciser avec des chiffres. En revanche, concernant les hôtels, le sujet est plus simple comme nous allons le voir plus loin.

2.5.3. Evolution en hôtellerie et répartition au niveau des régions du pays

En relation avec ce que nous avons précédemment évoqué sur l'accroissement du nombre de touristes en Syrie, et la volonté annoncée des dirigeants du pays de transformer l'économie syrienne en une économie sociale de marché, des politiques économiques et financières ont été mises en place pour favoriser l'investissement privé en général et surtout l'investissement touristique.

En premier lieu, nous allons montrer la répartition en termes absolus des lits touristiques entre les régions du pays. Par la suite, la répartition de ceux-ci sera étudiée par rapport à la population de chaque région et par rapport à la surface de chaque région.

2.5.3.1. Répartition des lits touristiques en termes absolus

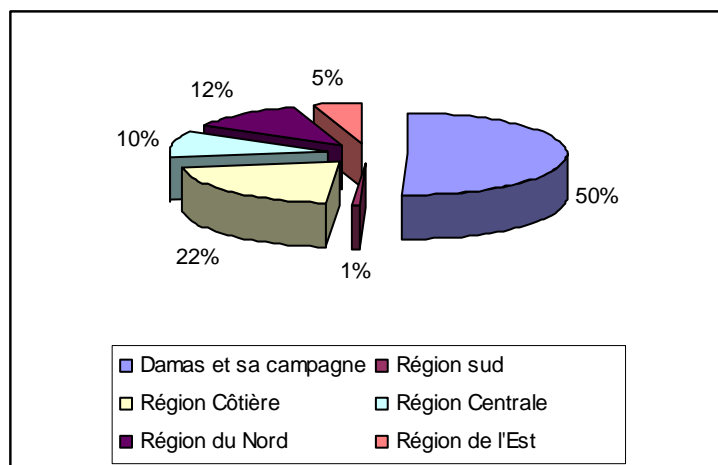
Dans cette section nous allons présenter la répartition en 2004 des lits touristiques entre les six régions du pays, puis nous dévoilerons la répartition de ceux-ci dans les projets touristiques ayant eu les permis de construction pendant la période de 2004 à 2008, et dont un certain nombre est encore en cours de construction. Ensuite, nous montrerons l'augmentation

23 Bulletin trimestriel de statistiques, 2009, Banque Centrale de Syrie, vol 47 N° 3-4 2009.

en nombre de lits touristiques mis en service pendant la période de 2004 à 2008. Enfin, nous découvrirons la répartition des lits touristiques à la fin de l'année 2008.

En 2004, il y avait 40017 lits touristiques mis en service répartis entre les régions du pays comme le montre la figure suivante :

Figure 4 : La répartition des lits touristiques en 2004



Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

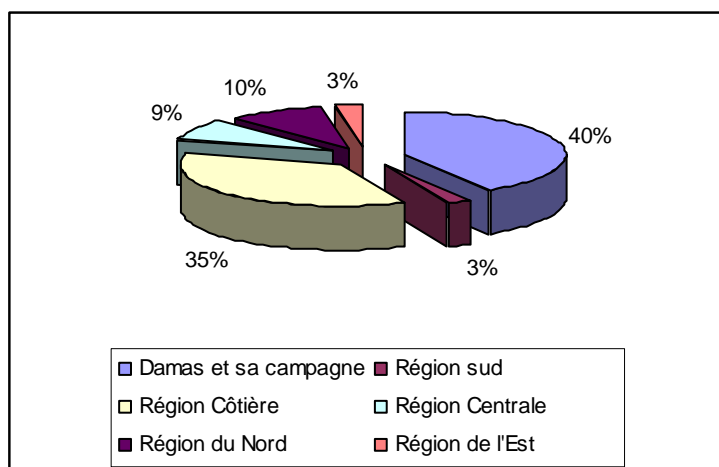
Nous avons choisi l'année 2004 comme année de référence pour étudier l'évolution de nombre de lits touristiques et leur répartition pour plusieurs raisons :

- En 2004, la Syrie a connu la création de la première banque privée après plus de quarante ans de monopole du secteur bancaire par l'Etat.
- En 2005, a eu lieu la déclaration de début de la transformation de l'économie syrienne en une économie sociale de marché.
- En 2005, a eu lieu le premier forum sur l'investissement touristique.

Ainsi, il convient de montrer l'état de la capacité d'accueil en termes de lits touristiques avant ces mutations.

Malgré le déséquilibre territorial en termes de répartition des lits touristiques déjà présent en 2004, la vague de nouveaux investissements touristiques après 2004 affirme ce déséquilibre. La figure suivante présente la répartition des lits touristiques dans les projets touristiques ayant eu les permis de construction pendant la période de 2004 à 2008:

Figure 5 : la répartition des lits touristiques dans les projets touristiques ayant eu les permis de construction pendant la période 2004-2008



Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Alors, durant la période de 2004 à 2008, plus de 52000 lits touristiques ont été admis à entrer dans le marché touristique, ce qui présente 130% des lits touristiques existants en 2004. Autrement dit, en l'espace de 5 ans, la Syrie a admis l'entrée d'une quantité, en termes de lits touristiques, supérieure par une grande marge à tout ce qu'elle avait accumulé durant toute son histoire en matière de tourisme.

Si nous voulons faire la même comparaison que celle décrite ci-dessus, mais en ce qui concerne les valeurs des investissements avant 2004 et pendant la période de 2004 à 2008 nous arrivons à des résultats similaires.

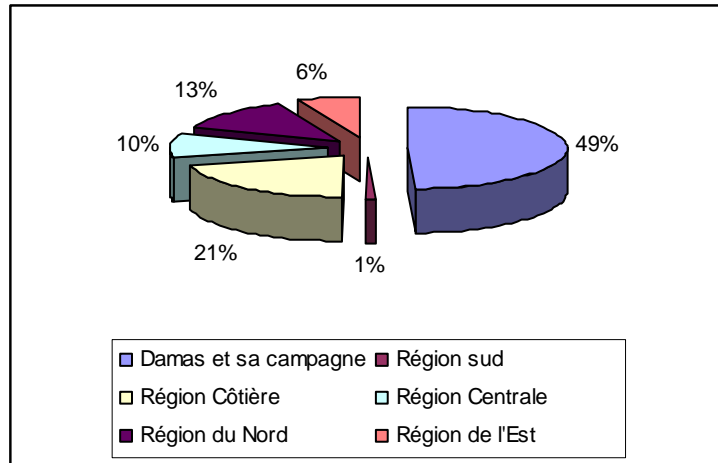
Cependant, et malgré cette forte vague d'investissement touristique, l'accroissement annuel en nombre de lits touristiques mis en service, évalué à 4%, reste inférieur à l'accroissement annuel en nombre de touristes, évalué à 7% pour la même période. Cela est dû au temps nécessaire de la mise en service de l'installation touristique. Cependant, on attend une forte augmentation en capacité d'accueil dans les années qui viennent.

Pour tester l'impact de cette vague d'investissement touristique, de la période de 2004 à 2008, sur la répartition des lits touristiques entre les régions du pays, nous proposons la figure suivante qui montre cette répartition à la fin de l'année 2008.

Les 8568 lits touristiques qui sont entrés en service pendant la période de 2004 à 2008, n'ont fait que confirmer la répartition de 2004, avec toujours la région de Damas et sa campagne en

tête avec une portion de 49% de nombre total de lits touristiques, suivi par la région côtière avec une portion de 21%.

Figure 6 : La répartition des lits touristiques en 2008

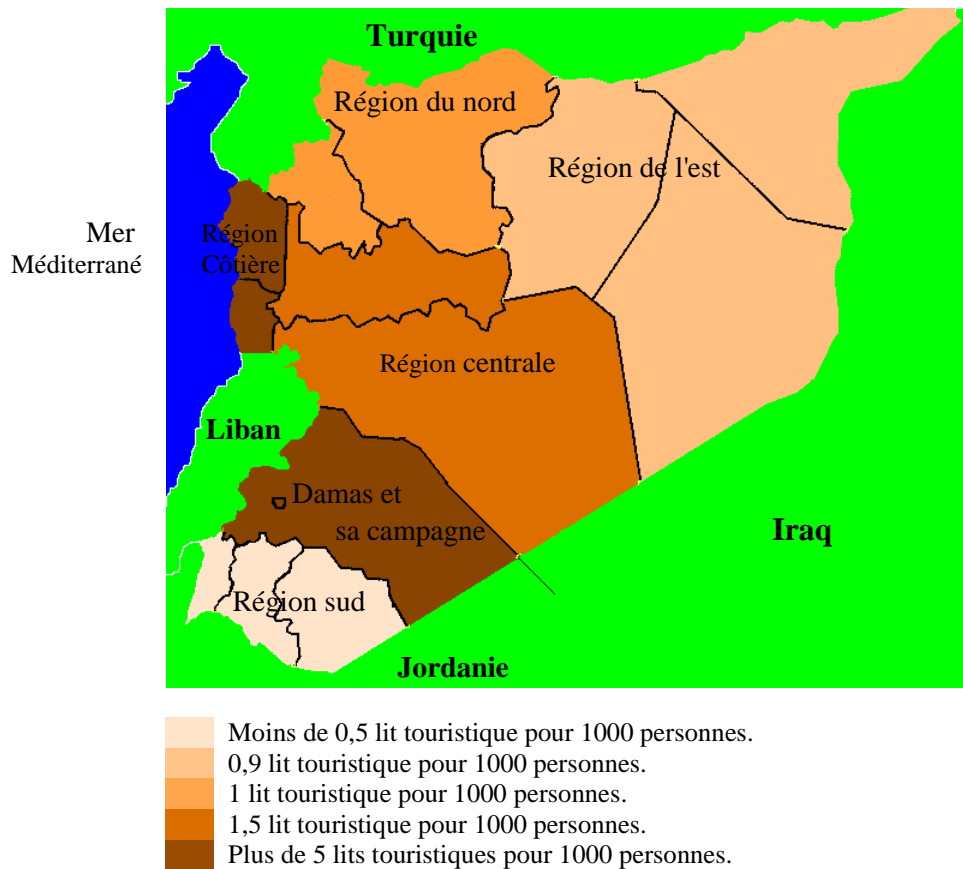


Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

2.5.3.2. Répartition des lits touristiques par rapport à la population et à la surface de chaque région

Si le taux des lits touristiques par rapport à la population est un indice acceptable pour évaluer l'importance du secteur touristique dans la vie économique d'une région, on note l'écart qui existe entre les différentes régions de Syrie au niveau de cet indice. La valeur comparée de cet indice entre certaines régions peut varier du simple au décuple (région Sud et région côtière).

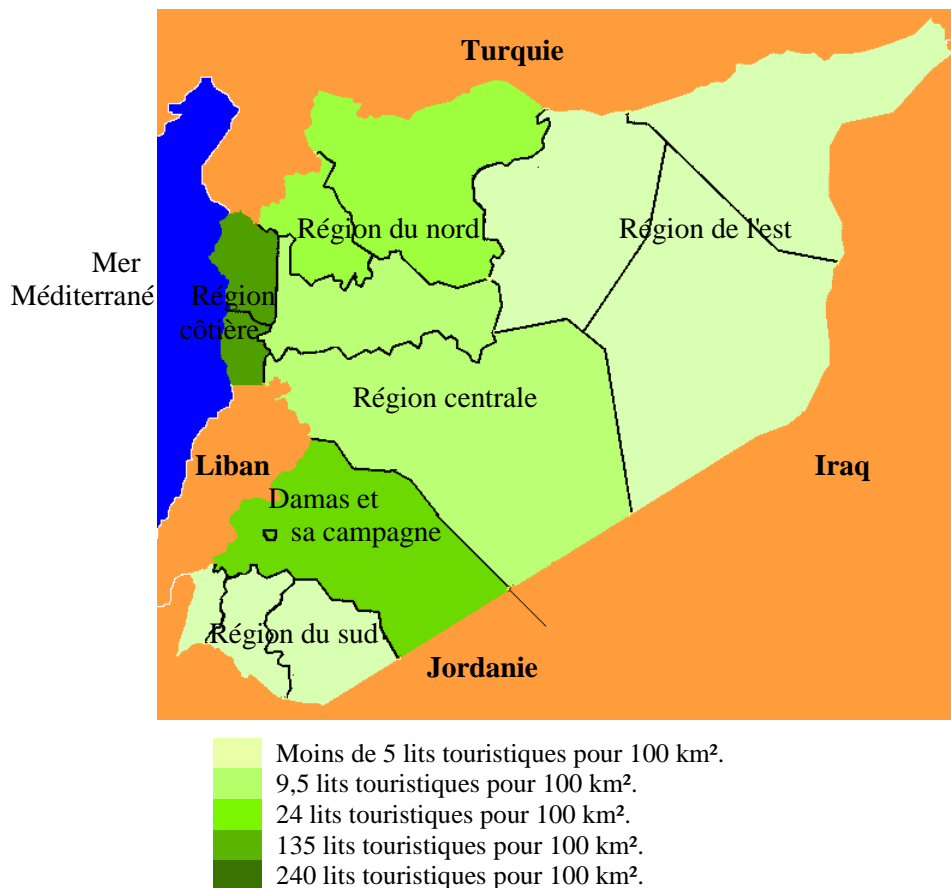
Par rapport à cet indice, la carte suivante nous révèle un changement dans l'ordre établi jusqu'ici. La région du nord, la plus peuplée du pays, se place à la troisième tandis que la région centrale occupe la deuxième place. La région côtière, quant à elle, partage la première place avec la région de Damas.

Carte 2 : Ratio de lits touristiques par rapport à la population dans les régions de la Syrie

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Intéressons nous maintenant à la répartition des lits touristiques par rapport à la surface de chaque région. Deux autres changements se révèlent ; le premier est que la région côtière s'empare de la première place avec une différence importante avec la région de Damas en deuxième place. Le deuxième changement concerne la position de la région centrale qui, faute de son grand étendue, recule vers la troisième position contre la région du nord.

Si le ratio des lits touristiques par rapport à la surface des régions est un indice acceptable pour indiquer la richesse du territoire en activités touristiques, on pourrait considérer que cette activité prend une importance territoriale particulière dans la région côtière de la Syrie.

Carte 3 : Ratio de lits touristiques par rapport à la superficie dans les régions de la Syrie

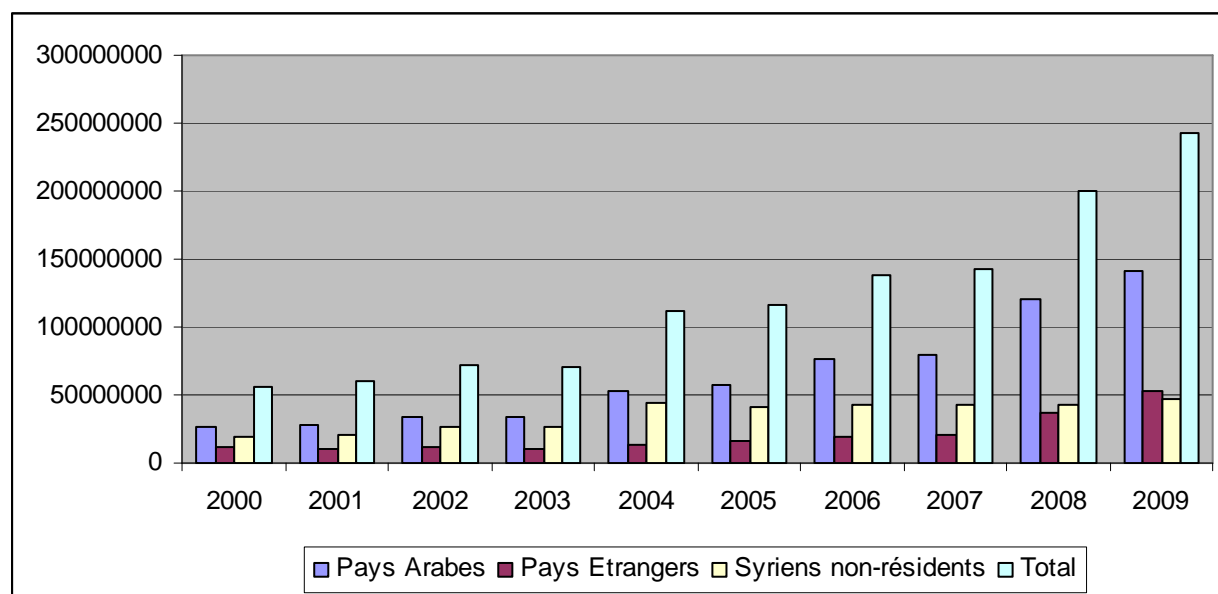
Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

2.6. Quelques aspects de l'importance du tourisme pour l'économie syrienne

Dans cette partie, nous allons discuter deux éléments qui expliquent l'importance macroéconomique du tourisme en Syrie : l'évolution des dépenses touristiques qui contribuent à renforcer la demande agrégée, et le rôle de la balance du tourisme comme élément de la balance des paiements.

2.6.1. L'évolution des dépenses touristiques en Syrie

En relation avec la forte progression du nombre de touristes depuis l'an 2000, les dépenses touristiques montrent un comportement similaire. La figure suivante révèle l'évolution des dépenses touristiques pendant la période entre 2000-2009 :

Figure 7 : L'évolution en dépenses touristiques

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Après avoir montré l'évolution des dépenses touristiques en général, nous allons voir, dans le tableau suivant, comment évoluent les dépenses venant de chacun des marchés émetteurs. (Pour plus d'information voir les tableaux 16-19 dans les annexes).

Tableau 6 : L'évolution des dépenses touristiques selon les marchés émetteurs

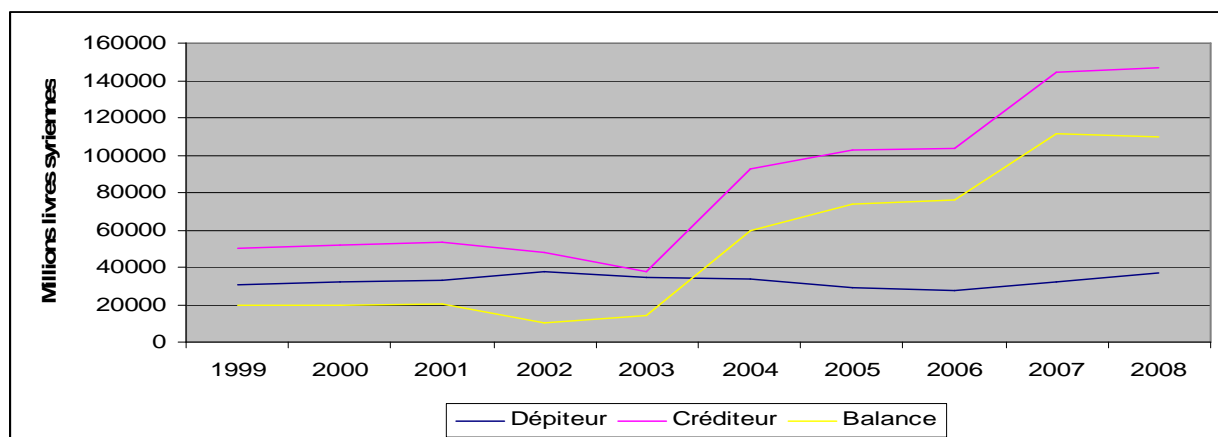
	Période	Touristes Arabes	Touristes Etrangers	Touristes Syriens	Total
	2000	26319764	11513551	18428341	56261657
Dépenses	2009	141563752	52856999	47756226	242185977
	2001-2003	0.086778	-0.03166	0.138289	0.08258
	2004-2006	0.33408	0.230855	0.208151	0.271844
	2007-2009	0.243694	0.431078	0.035889	0.213253
	2000-2009	0.221517	0.210089	0.127443	0.189226
	par rapport à 2000	0.486512	0.398983	0.176828	0.367182
Taux d'accroissement annuel					

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

2.6.2. La contribution de la balance du tourisme dans la balance des paiements

Etant donné le fait que la Syrie est plutôt un pays récepteur de tourisme, la balance du tourisme syrien (solde entre les dépenses des touristes internationaux à l'intérieur du pays et les dépenses des touristes syriens à l'extérieur) montre toujours des résultats positifs. On voit à travers la figure suivante que pendant que les dépenses des touristes étrangers se développent, les dépenses touristiques des syriens à l'étranger restent largement stables. Il en découle que le résultat de la balance du tourisme se développe suivant l'évolution des dépenses des touristes étrangers.

Figure 8 : La balance du tourisme syrienne pour la période (1999- 2008)



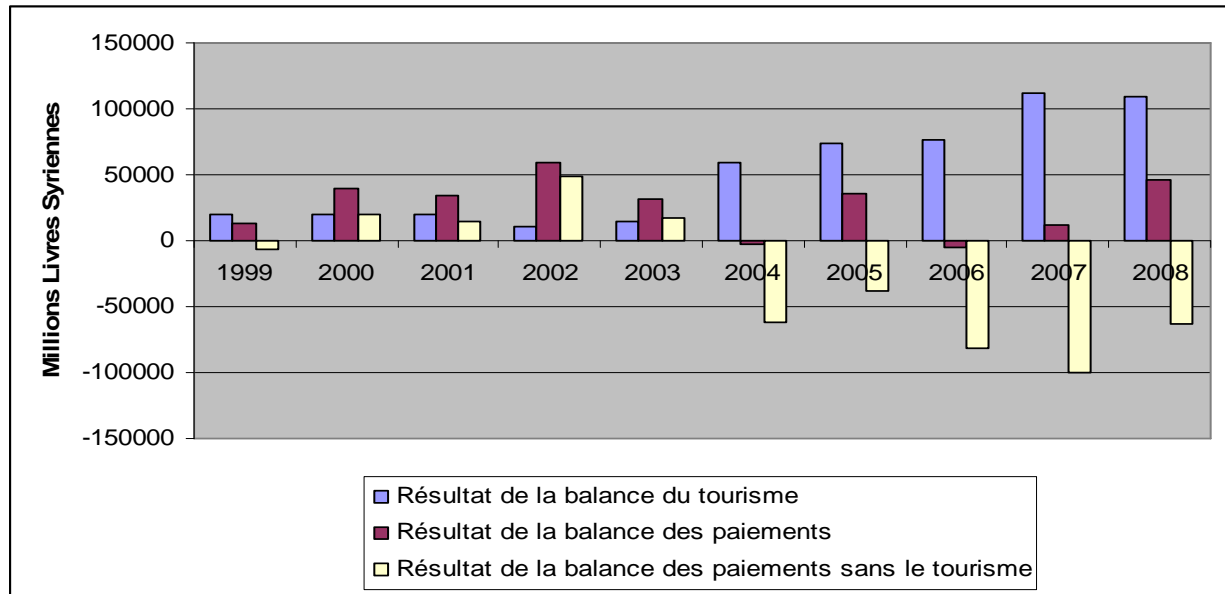
Source des données : Bureau Central de Statistique syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Ce résultat positif de la balance du tourisme prend une importance particulière lorsqu'on prend en compte la baisse continue des recettes d'exportation du pétrole en raison de la baisse de production, d'une part, et de l'augmentation de la consommation domestique d'autre part.

Dans la figure suivante, nous évoquons l'importance capitale de l'activité touristique pour la stabilité de la balance des paiements syrienne. Sur cette figure qui couvre une période de dix ans (1999-2008), nous remarquons les résultats croissants de la balance du tourisme surtout à partir de l'année 2003. Pour montrer cette importance de l'activité touristique nous enlevons la contribution de la balance du tourisme des résultats de la balance des paiements. Nous remarquons alors une forte dégradation de ces résultats à partir de l'année 2003. L'accroissement des résultats positif de la balance du tourisme face à la dégradation des résultats de la balance des paiements, sans prendre en compte l'activité touristique, crée une sorte de stabilité dans les résultats finaux de la balance des paiements. Cette augmentation

dans les résultats de la balance du tourisme empêche ainsi le solde de la balance des paiements de décliner fortement dans les valeurs négatives. On remarque même que parfois, les bons résultats de la balance du tourisme réussissent à transformer le résultat négatif de la balance des paiements en un résultat positif.

Figure 9 : Résultat de la balance des paiements avec et sans le tourisme



Source des données : Bureau Central de Statistique syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

2.7. Le futur du tourisme en Syrie

Il est évidemment très difficile de se prononcer sur le futur de l'activité touristique en Syrie. L'épisode tragique que traverse le pays, et les pertes que subissent le secteur touristique prouvent que compter de manière excessive sur le tourisme international est un pari difficile dans une région aussi troublée que le Moyen-Orient. Alors les efforts et les stratégies du développement touristique devraient se tourner plus vers l'encouragement du tourisme local et les loisirs de proximité. L'orientation pour promouvoir le tourisme local et l'investissement dans le tourisme local n'est pas totalement étrangère aux principes du développement touristique affichés dans le dernier plan quinquennal²⁴. Plusieurs paragraphes de ce plan ont insisté sur la stimulation du tourisme local. Le tourisme comme facteur de développement

²⁴ Dixième plan quinquennal, Commission nationale de planification, Damas, 2006.

local équitable entre les régions est aussi évoqué. Le soutien aux activités touristiques est également rappelé dans le cadre de l'orientation du plan pour la promotion des petites et moyennes entreprises.

Les touristes locaux, à moyen pouvoir d'achat, sont en général moins exigeant en terme de qualité d'accueil et de produits touristiques. L'investissement dans l'accueil du tourisme local est, de ce fait, moins coûteux. Dans les conditions actuelles et dans un futur proche, il est difficile d'imaginer que l'investissement touristique ait la priorité dans les choix d'utilisation du capital financier, d'où la nécessité de chercher à révéler et à valoriser toutes les ressources possibles pour venir alimenter la dynamique du secteur touristique.

Résumé

Dans ce chapitre, nous avons donné une introduction résumant quelques aspects de l'histoire, de l'actualité de la Syrie ainsi que de son économie et de son secteur touristique. Il a été important d'évoquer les points essentiels de l'histoire moderne de la Syrie puisque dans le Moyen-Orient le poids de l'histoire pèse encore fortement sur l'actualité et sur les choix à venir. L'exploration de la démographie syrienne nous a dévoilé l'existence de plusieurs sous-ensembles régionaux différents de point de vu démographique. La distinction est notamment marquée entre le littoral et les centres urbains d'un côté et les régions de l'intérieur du pays de l'autre. L'examen de l'économie syrienne a révélé les mutations multiples dont il fait l'objet. Un développement rapide du secteur tertiaire au détriment de la place traditionnellement occupée par l'agriculture d'un côté, et une libéralisation en marche dans en économie, long temps, marquée par l'embargo, les cartes de rationnement et le rôle éminent des institutions étatiques dans tous les aspects de la vie économique. Concernant le secteur touristique, nous avons vu comment l'hésitation des investisseurs privés (leur méfiance après l'expérience de nationalisation des années soixante) a poussé l'Etat à s'engager dans l'investissement touristique. Ainsi furent construits plusieurs hôtels internationaux dans des zones choisies pour devenir des pôles de croissance touristique. Toutefois, les climats politique, sécuritaire et économique ne permettront le véritable déclenchement de l'activité touristique qu'au début des années 2000. Aujourd'hui, à cause de la crise actuelle, cette activité est à l'arrêt. Nous avons vu que les touristes des pays Arabes (surtout ceux du Golf) constituaient une catégorie très importante des touristes en Syrie et que les recettes de l'activité touristique permettaient notamment de contrebalancer l'effet de la diminution de l'exportation syrienne de pétrole liée à la diminution de la production de celui-ci et à l'augmentation de la consommation intérieure. Par rapport aux événements actuels, il est difficile de se prononcer sur le futur de l'activité touristique en Syrie. Malgré l'arrêt du tourisme international en Syrie, le suivi de la mise en œuvre de certains projets touristiques permet d'espérer une reprise rapide de l'activité touristique. De toute façon, dans un futur proche, il est difficile d'imaginer que l'investissement touristique aura la priorité dans les choix d'utilisation du capital financier, d'où la nécessité de chercher à révéler et à valoriser toutes les ressources possibles pour venir alimenter la dynamique du secteur touristique, notamment le capital social.

Après ce chapitre préliminaire, nous allons dans le chapitre suivant tacher de présenter notre objet de recherche et le cadre théorique de cette recherche pour pouvoir ainsi présenter notre question de recherche, en toute clarté, à la fin de la première partie.

Dans le chapitre suivant nous allons expliquer notre choix de l'économie territoriale comme cadre théorique ainsi que notre choix du capital social comme la ressource territoriale dont nous allons analyser par la suite le rôle dans la dynamique du secteur touristique dans une région de Syrie qui est la région côtière.

Deuxième Chapitre

L'approche territoriale de développement et l'intérêt du capital social comme ressource pour le développement

« L'utopie se situe vers l'horizon.

*Nous faisons deux pas, l'utopie s'éloigne de deux pas
et l'horizon court dix pas plus loin.*

Alors, à quoi sert l'utopie ?

A cela, elle sert à avancer. »

Eduardo Galeano

Écrivain et journaliste uruguayen.

Introduction

Le secteur touristique syrien s'est beaucoup développé au cours de la décennie qui a précédé la crise actuelle. Ainsi on a compté près de 10 millions de touristes en 2010. Depuis 2011, le tourisme international en Syrie est à l'arrêt, mais cela n'empêche pas la poursuite de la réalisation de plusieurs projets touristiques ayant commencé avant ou même pendant la crise. Ce paradoxe montre que le secteur touristique n'est pas absolument condamné à l'échec, au moins dans certaines régions du pays dont la région côtière.

Les pertes que subit le secteur touristique, à cause des événements actuels, démontrent qu'il ne faut pas compter essentiellement sur le tourisme international dans une région aussi troublée que le Moyen Orient. Alors les efforts et les stratégies du développement touristique devraient se tourner plus vers l'encouragement du tourisme local et les loisirs de proximité. Après une crise aussi terrible que la crise syrienne, il est normal que les ressources soient mobilisées dans les efforts de reconstruction et de restauration du fonctionnement des secteurs comme la santé ou l'éducation. La restauration de la vie économique dans des secteurs créateurs de richesse comme l'industrie et l'agriculture devrait avoir clairement la priorité dans les choix d'utilisation du capital financier d'où la nécessité pour le secteur touristique de chercher à révéler et à valoriser toutes les ressources possibles pour venir alimenter la dynamique du secteur touristique.

Parmi les ressources possibles, l'importance du capital social est à souligner. De nombreuses études ont révélé une implication multiforme du capital social dans la dynamique du secteur touristique [Truchet *et al.* 2008 ; Obasogiye Khalepo 2010 ; Nasser 2011]. Le rôle du capital social est d'autant plus perceptible dans le contexte de petits projets touristiques tels que la restauration, la location et les divers services liés au tourisme.

La théorie de l'économie territoriale [Courlet, 2008 ; Courlet *et* Pecqueur, 2013] nous fournit un cadre théorique important pour étudier le capital social [Bourdieu 1980 ; Coleman 1988 ; Putnam 1993, 1995] comme ressource pour le territoriale [Gumuchian *et* Pecqueur, 2007] et mesurer sa contribution à la dynamique territoriale du secteur touristique dans la région côtière syrienne. Le choix de l'économie territoriale comme cadre théorique ne se justifie pas seulement par ses portées scientifiques mais d'autres facteurs nous guident vers ce choix dont les caractéristiques de l'économie syrienne et le besoin d'accompagner au niveau scientifique

une volonté affichée du gouvernement à encourager un nouveau mode de développement et de planification plus local que central.

Dans ce chapitre nous présentons le cadre théorique dans lequel s'inscrit notre travail. Nous exposons les concepts théoriques mobilisés et discutons les justificatifs de nos choix. Cette présentation théorique nous permet, à la fin de ce chapitre, de présenter notre problématique de recherche et les hypothèses que nous cherchons à tester.

1. Pourquoi l'économie territoriale ?

Dans cette section nous présentons la notion du développement pour ensuite introduire l'économie territoriale comme une approche nouvelle dans l'évolution de l'économie du développement.

1.1. La notion de développement

Le mot " développement " désigne notamment le fait de croître, de se multiplier. Le terme même s'apparente le plus souvent au mot " progrès " qui peut signifier l'amélioration au sens positif ou juste l'évolution par degrés, en bien ou en mal.

La notion du développement apparaît dans le vocabulaire économique au milieu du XX^e siècle [Cadene Ph., 2003, p.245] pour exprimer une idée déjà ancienne, celle des transformations économiques et sociales. Certains auteurs considèrent que “ l'ère du développement ” a été inaugurée par le Point IV du discours d'investiture du président américain Truman le 20 janvier 1949 [Rist G., 2013]. En effet ce Point IV envisageait la mobilisation des ressources américaines en connaissance technique pour venir en aide aux nations défavorisées. Les œuvres des “ *pionniers du développement* ” [Meier G., Seers D., 1988] comme Lewis, Myrdal, Hirschman, Nurkse et Perroux sont publiées dans les années 1950. La notion du développement concerne un champ d'intérêt vaste. On parle de développement humain, de développement social ou de développement économique etc. l'origine de l'économie du développement se situe après la deuxième guerre mondiale, à un moment où la communauté internationale a considéré l'évolution des pays pauvres de la planète comme question majeure. C'est pourquoi certains auteurs considèrent la notion du développement comme issue de “ *l'action tiers-mondiste* ” [P-N. Denieuil & H. Laroussi, 2005]. D'ailleurs, le terme de “ *Tiers Monde* ” a été employé pour la première fois en 1952 par Alfred Sauvy pour désigner « *l'ensemble de ceux que l'on appelle, en style Nations Unies, les pays sous-développés* » [Sauvy A., 1952, p.14]. Alfred Sauvy suggère une opposition binaire " développement " / " sous-développement ". Quelques années plus tard, le sous-développement est défini comme une incapacité de la croissance à faire face aux besoins, eux-mêmes croissants, des populations [Lacoste Y., 1965]. Cependant les pays dits sous-développés ne sont pas homogènes, leurs niveaux de développement sont très différents. Ainsi, le terme renvoie en général à tous les pays ne faisant pas partie des pays développés.

"Développement économique" : En premier lieu, en sens traditionnel, « *le développement économique est une croissance de revenue par tête, durable ou auto-entretenu et largement diffusée dans les différentes couches de la population.* » [Guillaumont P., 2001, p. 305]. Le développement est en d'autres termes une réduction progressive et durable de la pauvreté. Récemment la définition de développement élaborée par Amartya Sen (prix Nobel d'économie, 1998) relie la notion du développement économique à la notion de liberté et du capital humain quand il explique le développement par l'amélioration des capacités humaines [Sen A., 1997]. Pour Sen le développement est abordé selon une approche microéconomique, le développement est défini comme un « *processus d'expansion des libertés dont jouissent les individus* » [A. Sen, 2000, p. 13].

Néanmoins, la notion de développement ne met pas d'accord tous les auteurs. Puisque elle contient la notion de progrès qui pose tant de questions sur ses possibles « *conséquences néfastes sur la vie et la liberté des hommes et des femmes* » [Cadene Ph., 2003, p.249]. en outre, les problèmes graves dont souffre notre monde d'aujourd'hui : le réchauffement climatique et les inégalités sociales croissantes sont étroitement liés à la croissance économique [Rist G., 2013]. D'ailleurs, Serge Latouche s'est demandé depuis 1986, "*Faut-il refuser le développement?*" [Latouche, 1986].

Il est tout à fait évident que la question de Latouche, que l'on pourrait classer dans le courant post-moderne, ne se pose pas pour les sociétés qui vivent dans des conditions misérables. Cela n'empêche que « *une réflexion sur de nouvelles voies de développement s'avère plus que jamais nécessaire* » [Cadene Ph., 2003, p. 249]. Dans les conditions du monde actuel, Gilbert Rist prédit que « *la décroissance n'apparaît plus comme un idéal mais comme une nécessité, voire une chance à saisir* » [Rist G., 2013, p. 446].

1.1.1. Développement et croissance économique

Pour mieux définir la notion du développement, il convient de la confronter à la notion de "croissance". La croissance est généralement définie comme « *l'augmentation soutenue, pendant une ou plusieurs périodes longues, d'un indicateur de dimension, le produit global en termes réels.* » [Abraham-Frois G., 2001, p.232].

Comparé au développement, qui désigne l'ensemble des transformations techniques, sociales et culturelles accompagnant l'accroissement de la production, celui de la croissance est plus restrictif.

Etant nécessaire au développement, La croissance économique n'en est qu'un des aspects. Il y a même des zones, dans le monde, en croissance par la force d'inertie de tendance, ou sous l'effet de changements externes ou de dopants artificiels, sans pour autant connaître des transformations de structure propres au développement, qui assurent sa continuité. L'augmentation du prix du pétrole qui génère une forte croissance économique temporaire dans les pays productifs en est un exemple. De-là on peut dire que prospérité économique et développement humain ne vont pas de pair. Mais il convient ici de rappeler les facteurs qui portent la croissance économique [Fitoussi J.-P., 2006, p. 221]: «

- *L'élévation du niveau moyen d'éducation et de compétence des populations.*
- *L'augmentation du stock de capital.*
- *Le progrès technique.*
- *La recherche incessante de nouveaux modes de coopération et d'organisation de la société. »*

Alors, si le développement est une réalité économique et sociale complexe, comment mesurer le développement ?

1.1.2. Les indicateurs de développement

Les indicateurs traditionnels longtemps utilisés pour comparer les niveaux de développement des pays sont le PNB, PIB²⁵ et le PIB/Hab. Etant des Indices de la puissance économique d'une nation, le PNB, PIB et le PIB/Hab. mesurent la richesse créée dans un pays, ou la richesse créée par ses habitants. Mais ils ne fournissent qu'une estimation très

²⁵ Dans la définition classique de la comptabilité nationale, le PIB correspond à la somme des valeurs des biens et des services issus de la production d'unités résidant à l'intérieur d'un territoire, et qui sont disponibles pour des emplois finals (la consommation, la formation de capital, l'exportation, la constitution de stocks). Il ne comprend pas les biens et services intermédiaires exigés par ces productions : c'est en ce sens qu'il correspond à une somme de « valeurs ajoutées ». On peut aussi calculer un agrégat global à partir des revenus distribués ; mais le « revenu national » ne comprend pas les revenus distribués aux non-résidents, par exemple les dividendes perçus par des actionnaires étrangers.

vague du bien-être des habitants qui y vivent. Alors, on peut signaler les critiques suivantes sur les indices traditionnels de développement :

- L'impact d'un large éventail d'activités non-marchandes réalisées hors marché comme les tâches ménagères ou les activités artistiques.
- Les externalités négatives causées par les activités productives ne sont pas prise en compte dans ces indicateurs (l'effet sur l'environnement par exemple).
- Ils ne prennent pas toujours en compte les différences de parités de pouvoir d'achat des monnaies.
- Ils ne donnent pas d'informations sur la répartition de la richesse produite.

Depuis la fin des années 1980, les critiques et les mises en cause de la capacité du PNB à représenter toutes les dimensions du niveau de vie se sont multipliées. Ainsi, au début des années 1990, les institutions de l'Organisation des Nations unies ont proposé de nouveaux indicateurs de développement. Des économistes comme Amartya Sen ont collaboré avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), ce qui a permis de proposer, tour à tour, toute une série de nouveaux indicateurs multidimensionnels du développement qui incluent, en plus des indicateurs traditionnels, des indicateurs sociaux. L'indice le plus connu est l'IDH²⁶ (l'Indice de développement humain).

En ce qui concerne la place de la Syrie sur le plan du développement, la crise actuelle a fortement affecté tous les aspects du développement mesurés par l'indice de développement humain. Par contre, la trajectoire de l'évolution des valeurs de cet indicateur avant 2011 laisse

²⁶ D'après une communication faite par Gilbert Aho : économiste principal PNUD / Bangui (RCA), « indicateurs du développement humain: signification et interprétation » proposée sur le site de PNUD <http://www.undp.org/content/undp/fr/home.html> (visité le 10/09/2010)

l'IDH est un indice multidimensionnel mesure les aspects suivants du développement :

- Les capacités de mener une vie longue et en bonne santé (longévité).
- Les capacités d'acquérir des connaissances, de communiquer et de participer à la vie de la communauté (niveau d'éducation).
- Les capacités de mener une vie saine et de garantir la mobilité géographique ou sociale (accès aux ressources nécessaires pour un niveau de vie convenable).

Les variables retenues dans le calcul de l'IDH :

- La longévité est mesurée par l'espérance de vie à la naissance.
- Le niveau d'éducation est mesuré par une combinaison du taux d'alphabétisation des adultes et du taux de scolarisation.
- L'accès aux ressources nécessaires est mesuré par le revenu.

espérer un retour rapide vers une évolution positive (pour plus de détails sur l'IDH pour la Syrie voir dans les annexes).

1.2. Vers une nouvelle approche du développement

Une nouvelle tendance dans la pensée économique autour du développement prenait place suite à la constatation de la résistance des PME dans le centre de l'Italie face à la crise internationale. Selon Courlet [1989] et Ferguène [1997], on assistait à l'émergence de nouvelles dynamiques de développement plus endogène et territorialisées qui se fondent sur des entreprises de petite et moyenne taille, se distinguant par leur présence dans un lieu donné et exerçant des activités similaires et/ou complémentaires. Comme l'économie du développement, le développement local est né dans les pays développés. Contrairement à l'économie du développement, qui ne voit pas la sortie du sous-développement qu'en faisant référence à l'histoire économique des pays industriels, le développement local tient compte des réalités vécues sur les territoires, ainsi, les stratégies d'industrialisation largement revendiquées par l'économie du développement laissent plus d'espace à d'autres possibilités de développement selon les spécificités locales. Pendant que l'économie de développement proposait de suivre l'un des deux modèles économiques, à savoir, l'économie de marché ou l'économie planifiée, elle voyait les stratégies de sortie du sous-développement d'une optique constamment macroéconomique. A l'inverse, le développement local met en avant la notion d'acteurs qui travaillent ensemble pour élaborer leur projet de développement. Pendant que l'économie du développement se concentre sur les possibilités ouvertes par la théorie keynésienne sur l'activisme étatique pour résoudre les problèmes de sous-développement [E. Assidon, 2002], le développement local croit dans la force des territoires à créer leur développement. L'apparition des approches locales du développement dans les années quatre-vingt est précédée par les réflexions et les doutes autour de l'économie du développement. Jusqu'au là, les théories du développement étaient ancrées dans un paradigme fondé sur « *un postulat de spécificités communes à un ensemble de pays, ancré dans une conception évolutionniste du progrès et de la modernité* » [E. Assidon, 2002, p. 7]. Dans les années soixante-dix, les thèmes de l'économie du développement, qui traitaient la question principale des voies et moyens de la sortie du sous-développement, se dissipent dans plusieurs champs

spécialisés (économie industrielle, économie du travail, économie publique, finance internationale...). Dans les années quatre-vingt-dix, des changements remarquables sont constatés dans la littérature autour du développement. L'« humain » prend une importance croissante avec les théories de la croissance endogène (le capital humain). La notion d'éthique est conjuguée avec l'économie dans la théorie du développement humain. Cette montée de la considération de l'humain dans les théories du développement coïncide, en matière de développement local, avec plus de considération pour l'espace à laquelle on attribue une identité et des spécificités culturelles, économiques et historique. C'est alors avec la notion du territoire que cette considération se concrétise.

1.2.1. La notion de territoire

« Les sociétés humaines créent leur propre espace : consciemment par leurs décisions d'implantation et d'aménagement ; inconsciemment, par l'ensemble de leurs pratiques spatiales. [...] Cet espace, fruit du travail et de la communication, sert à la reproduction sociale. » [Brunet R. & al., 1992, p. 233]

Apparu dans le XIV^e siècle, le terme territoire a rarement été utilisé avant le XVII^e siècle. Littéralement, il signifie une « *étendue de la surface terrestre sur laquelle vit un groupe humain* » [Le Robert, 2009, p. 2539]. De manière plus explicite, un **territoire** désigne un « *Espace approprié par ses habitants, c'est-à-dire un espace sur lequel vivent des hommes et des femmes, avec leur histoire et leur lien social. Un territoire est donc porteur d'identités, d'échanges* » [Minot D., 2001, p. 35]. Donc le **territoire** lie directement la notion de l'espace à la société qui l'occupe. Alors, on pourrait considérer que le territoire consiste en deux éléments : un *géographique* (matériel) et l'autre *social* (humain).

Certains auteurs voient la notion de territoire qui émerge dans les dernières décennies comme « *vision nouvelle de la gestion de l'espace et, également, une conception nouvelle de l'action public* » [Gontcharoff G., 1996, p. 10]. Ce sens se croise avec le sens juridique du mot **territoire** qui, d'ailleurs, développe cette notion en évoquant le principe de limite puisque le **territoire** forme un élément constitutif de la collectivité où s'exercent les compétences. La question des limites prend encore plus d'importance dans la définition du territoire proposée par P. George et F. Verger dans le dictionnaire de la géographie : selon ces auteurs, le territoire est un « *Espace géographique qualifié par une appartenance juridique : territoire national, ou par une spécificité naturelle ou culturelle : territoire montagneux, territoire linguistique. Implique la reconnaissance de*

limites. La notion de territoire est associée à celle de frontière.» [P. George & F. Verger, 2006, p. 457]

1.2.2. Le territoire en géographie

Le territoire est avant tout un objet géographique. Il est au cœur des intérêts de la science de la géographie puisque il est l'illustration même « *de cette œuvre humaine qu'est la production et l'organisation de l'espace* » [R. BRUNET & al., 1992, p. 234]. Pour autant, le terme **territoire** est d'usage récent dans le vocabulaire spécialisé de la géographie. L'entrée "officielle" de ce terme dans la production francophone fut en 1982 dans la rencontre Géopoint, « *Les territoires de la vie quotidienne* » [R. Knafo & M. Stock, 2003, p.907]. Pendant la phase moderniste de la rénovation de la géographie, le choix s'est porté, généralement, à ne pas utiliser ce terme, car « territoire » aurait pu suggérer la poursuite d'un exceptionnalisme, de l'impossible comparaison des situations alors que « espace » donnait une coloration plus mathématique, donc plus savante [F. Auriac, 1983]. Cette tendance demeure chez ceux qui utilisent préférentiellement le mot « espace » et, de temps en temps comme synonyme sans signification particulière, « territoire ». D'autres auteurs ont pris le choix inverse, ils préféraient le mot territoire, plus incarné dans des réalités non exclusivement géographiques, telle que l'histoire. Le terme « espace » pouvant servir, de temps en temps, de substitut. Pour Jean-Paul Ferrier, le **territoire** correspond à l'espace socialisé. Selon lui le territoire est défini « *comme surface terrestre humanisée, le territoire est scène, où en tout point s'exerce l'interface nature-culture, se déroule la vie des habitants, se manifeste l'écoulement du temps; comme paysage, il est décor, où s'affichent tant d'objets culturels. Ensemble des lieux où se déroulent les activités humaines, domaine d'intervention et d'aménagement-ménagement, "espace" de déploiement du double processus d'humanisation-territorialisation de la Terre, le territoire est le "monde" comme domaine de l'habitation des hommes.* » [J-P. Ferrier, 2013, p. 1000]. A l'opposé de ce sens passif du terme territoire, Bernard Debarbieux propose un sens plus subjectif. Il désigne le territoire comme déterminant des conditions de la vie d'un individu ou d'un collectif social, et de leur identité. Le territoire selon lui est un « *Agencement de ressources matérielles et symboliques capable de structurer les conditions pratiques de l'existence d'un individu ou d'un collectif social et d'informer en retour cet individu et ce collectif sur sa propre identité.* » [B. Debarbieux, 2013, p. 999].

1.2.3. Le territoire en économie

En économie, même si la dimension spatiale a été prise en compte dès le XIX^{ème} siècle par le modèle de Von Thünen et avant lui dans les travaux de Richard Cantillon. L'apparition du *territoire* comme modèle de développement s'inscrit dans le contexte post-fordiste [H. FRANCOIS, 2007].

Dans la littérature du développement standard, l'approche de l'espace était uniquement fonctionnelle. Dans ce contexte, l'espace est appréhendé simplement dans sa dimension géographique, comme étendue ou distance entre lieux, ce qui se reflète, sur le plan économique, en des coûts, notamment coûts de déplacement et de transports. Dans cette conception, l'espace n'est qu'un support subissant de manière passive des lois de fonctionnement exogènes définies indépendamment de lui [C. Courlet, 2001].

En réponse à l'échec de la théorie des " Pôles de croissance " dont F. Perroux a proposé la formulation la plus aboutie [F. Perroux, 1961], on a assisté à l'émergence de nouvelles dynamiques de développement plus endogènes et territorialisées [Courlet C., 1989 ; Ferguène A., 1997]. Pierre Veltz voit le territoire comme un espace dont l'enracinement historique et l'identité peuvent contribuer comme des ressources pour le développement [P. Veltz, 1996]. Pour Bernard Pecqueur le territoire est une : « *Entité socio-économique construite. Il engendre des processus de création de ressources en vue de résoudre des problèmes productifs inédits... Le territoire n'est pas une échelle géographique de coordination entre acteurs mais une dimension qui se situe entre l'individu et les systèmes productifs nationaux. Le territoire est ... la constitution d'un espace abstrait de coopération entre différents acteurs avec un encrage géographique pour engendrer des ressources particulières et des solutions inédites.* » [B. Pecqueur, 2000, P. 15].

1.2.4. Les ressources du territoire

Nous allons aborder dans cette partie la notion de ressource en général, pour passer par la suite à la notion de ressource territoriale, sa définition et sa typologie.

1.2.4.1. La notion de ressource

La "ressource" est une « *richesse, et dans certains cas ce qui sert à produire des richesses.* » [R. BRUNET & al., 1992, P.391]. Dans ce sens, elle est aussi définie comme «

réalité entrant dans un processus de production et incorporée dans le résultat final de cette production » [J. Levy, 2003, P.798].

La notion de ressource n'est pas sans ambiguïté car « *une ressource est toujours relative : elle n'existe comme ressource que si elle est connue, révélée, et si l'on est en mesure de l'exploiter; sinon ce n'est pas encore une ressource* » [R. BRUNET & al., 1992, P.391]. Par exemple : « *Une ressource naturelle est justement le résultat du traitement particulier qui consiste à lui trouver une place dans un ensemble d'actions finalisées* » [J. Levy, 2003, P.798]. Face à cette opposition binaire (ressource – non ressource), des auteurs classent la ressource selon le processus de sa mise en œuvre en : ressource initiale (potentielle), et ressource accomplie (effective) [H. Gumuchian & B. Pecqueur (dir.), 2007].

La ressource peut être : physique (naturelle) ou humaine (immatérielle), renouvelable ou non-renouvelable, consommable ou non-consommable, mais dans tous les cas, la valeur de cette ressource est dépendante du processus social qui lui donne de l'utilité. Les auteurs sont d'accord sur ce facteur social nécessaire pour transformer la ressource de l'état latent à une ressource accomplie. Pour certains auteurs, « *Une réalité issue du monde physique ou biologique ne peut être ressource que s'il existe un processus de production identifié dans lequel elle peut être insérée et qui, par définition, provient de la société* » [J. Levy, 2003, P.798]. De même, les ressources « *... n'ont pas de valeur en elles-mêmes..., elles n'ont que celles que la transaction sociale leur attribue* » [[R. BRUNET & al., 1992, P.392]. Ce processus social consiste à découvrir la ressource puis à l'invention de son utilité puis la socialisation de cette invention pour l'amener à être une "innovation" reconnue, « *Les ressources sont donc toujours inventées, parfois bien après avoir été "découvertes" comme le pétrole en tant que source d'énergie ou la haute montagne comme "gisement" touristique* » [J. Levy, 2003, P.798]. Ce processus est mené par une « *initiative d'acteur qui fournit une intention à la ressource initiale lui donnant alors une situation de ressource accomplie* » [H. Gumuchian & B. Pecqueur (dir.), 2007, P. 7].

La mention du rôle d'acteur dans le processus de transformation des ressources nous permet d'introduire la notion de "ressource territoriale" car un acteur ne se définit pas sans son champ d'action à savoir "le territoire".

1.2.4.2. La ressource territoriale

Considérons la ressource dans son contexte relationnel « *la ressource ne préexiste pas. C'est un construit dans le temps et dans l'espace* » [L. Kebir, 2006, P. 704]. La ressource est le résultat de la relation entre l'objet et le système productif, cette relation est un processus social réalisé dans l'espace de vie de la société, autrement dit le territoire. D'ailleurs, la temporalité et la localisation font partie des caractères fondamentaux de la ressource territoriale, à savoir ; sa position entre matérialité et relativité, sa constructibilité, sa localisation, enfin, un double caractère, le sens et la temporalité [H. Gumuchian & B. Pecqueur (dir), 2007]. La ressource territoriale se définit comme « *un construit d'acteurs pourvus d'intentionnalité marquée ; la ressource territoriale se fabrique, c'est-à-dire qu'elle n'est aucunement indépendante des temporalités diverses qui la traversent. Ainsi le processus de fabrication est inhérent à la ressource* ». [B. Pecqueur & H. Gumuchian (dir), 2007, p. 230]. La ressource est qualifiée de territoriale dans un contexte qui évoque la compétition entre les territoires pour attirer les firmes à s'y installer et y rester. Face au processus de globalisation, les territoires « *doivent développer des stratégies nouvelles d'adaptation au global à travers une offre spécifique capable d'ancrer, autant que possible, les firmes : en d'autres termes, les territoires sont en concurrence pour tenter de freiner la tendance au nomadisme des firmes de l'économie-monde* » [B. Pecqueur, 2000, P. 10]. Mais à travers quelles politiques les territoires seront-ils mieux placés pour gagner cette compétition? Des éléments de réponse peuvent être clarifiés si nous approfondissons notre étude pour arriver à classer les ressources de territoire selon des critères qui vont nous permettre d'estimer les compétences et les opportunités du territoire.

1.2.4.3. Typologie des ressources

Selon Bernard Pecqueur l'offre des villes en direction des entreprises potentielles pourrait se reposer sur trois sortes de dotations [B. Pecqueur, 2005] :

- Dotations données : dotations factorielles (ressources naturelles, main-d'œuvre non qualifiée, etc.).
- Dotation accumulées : résultent d'un long processus d'accumulation de savoir-faire.
- Dotation produites : résultent d'une production de biens collectifs financés par la collectivité. (main-d'œuvre qualifiée et spécialisée).

Selon cette analyse, les territoires deviennent producteurs de valeur et non seulement espaces de consommations.

Pour clarifier la nature des ressources territoriales, Pecqueur fournit une double distinction : d'une part entre actifs et ressources, et d'autre part entre génériques et spécifiques.

Ressource – Actif :

- *Ressource* : Les ressources représentent un potentiel pour le territoire car elles ne sont pas en activité. Les ressources peuvent *exister* mais elles ne sont pas exploitables puisque leur coût d'exploitation est incompatible, du moins temporairement, avec les conditions du marché (ex. : la main-d'œuvre non active). Les ressources peuvent être *virtuelles* à révéler ou à organiser, ces ressources n'existent pas comme telles.
- *Actif* : Les actifs sont des facteurs en activité, réalisés sur un marché (p.ex. : la main-d'œuvre qui se présentent effectivement sur le marché du travail).

Générique – Spécifique :

- *Générique* : le générique est une donnée exogène. Les ressources ou les actifs sont qualifiés de "génériques" lorsque leur présence est indépendante du processus de production ou de la dynamique sociale et entrepreneuriale.
- *Spécifique* : les ressources ou les actifs sont qualifiés de "spécifiques" lorsqu'ils résultent explicitement de stratégies d'acteurs et s'ils sont dédiés à un usage particulier, en cela elle est territoriale.

La présentation précédente des types de ressources est résumée par le tableau suivant:

Tableau 7: Typologie des ressources territoriales

	Génériques	Spécifiques
Ressources	<ul style="list-style-type: none"> - Hors marché - Exogène 1	<ul style="list-style-type: none"> - Non marchand - Endogène 4
Actifs	<ul style="list-style-type: none"> - Marchand - Exogène 2	<ul style="list-style-type: none"> - Marchand - Endogène 3

Quadrant 1 : la ressource générique est un potentiel à la fois non exploité et donné.

Quadrant 2 : cette ressource est activée sur le marché.

Quadrant 3 : l'actif spécifique est construit par les acteurs et valorisé par le marché.

Quadrant 4 : la ressource spécifique est un avantage révélé résultant de la combinaison dynamique des stratégies d'acteurs. Cette ressource, jusque-là virtuelle, est le résultat d'une mise en relation créatrice d'acteurs confrontés à un problème inédit.

Source : Bernard Pecqueur, 2005

Ainsi, les intérêts des institutions territoriales se centrent sur des dynamiques qui poussent le passage des ressources du quadrant 1 vers le quadrant 2, et du quadrant 2 vers le Quadrant 3, et du quadrant 4 vers le quadrant 3, et enfin du quadrant 1 vers le quadrant 4.

En d'autres termes, le passage doit être soutenu de l'état "ressource" vers l'état "actif", et de l'état "générique" vers l'état "spécifique". Sachant que la spécification des ressources pourraient assurer avec une pérennité variable, un avantage d'un site par rapport aux autres, et cela est dû à deux raisons : en premier lieu, la présence des ressources et actifs spécifiques incite les entreprises à venir s'installer sur le territoire puisque les ressources et actifs spécifiques constituent des facteurs de production recherchés qui sont absents ailleurs. En deuxième lieu, une fois l'entreprise installée dans le territoire, la présence des actifs spécifiques au sein de cette entreprise freine sa volatilité et consiste en un coût additionnel de sa délocalisation potentielle car « *les actifs spécifiques présentent un "coût de réversibilité" ou encore un "coût de réaffectation"* ». Cela signifie que l'actif perd une partie de sa valeur productive dans le cas où il est redéployé vers un usage alternatif. Il apparaît donc coûteux pour une entreprise de se délocaliser dans la mesure où elle ne peut trouver ailleurs, immédiatement, au même prix, le même actif » [B. Pecqueur, 2005, P. 260].

Enfin, à l'heure où l'économie mondiale, au sein du processus de globalisation, se reforme en « *réseau global interconnecté d'économies régionales* » [A.-J. Scott, 2001], l'économie territoriale et les processus territoriaux et locaux « *ne sont que la face inversée de la globalisation* » [B. Pecqueur, 2005, P. 257]. De là, nous comprenons l'importance de l'économie territoriale et du développement territorial qui se base sur des relations marchandes et non-marchandes, au sein de la société, valorisant les ressources territoriales.

1.2.5. Le développement territorial

1.2.5.1. Le contexte de l'émergence de la notion du développement territorial

Basée sur la notion « d'industrie motrice », la théorie des « pôles de croissance » indique que la croissance ne se produit pas simultanément dans les différentes parties d'un espace donné. Elle apparaît en certains points particuliers de cet espace, puis, selon les « effets d'entraînement et de diffusion », elle se propage au reste de l'économie considérée. Cette transmission de la croissance – de « l'instance motrice » aux « instances mues » - intervient principalement, soit par la fourniture d'inputs (effets en aval) soit par l'acquisition d'outputs (effets en amont). [R. Banat, 2007].

Ainsi, chez François Perroux, le développement est conçu comme la dynamique de l'inégalité. Il partage l'espace en deux : d'un côté, l'espace actif et volontariste du développement, qui peut prendre des formes différentes mais qui est caractérisé par la présence des industries motrices ; de l'autre côté, l'espace passif du sous développement. Autrement dit, l'espace se présente comme un champ de forces où les agents actifs – les industries motrices – induisent le développement des agents passifs [Courlet C., Pecqueur B., 2001]. Selon cette conception, la théorie des « pôles de croissance » est à la fois une théorie de développement économique et une théorie de la diffusion spatiale de la croissance et du développement.

En réaction à l'échec de la théorie des « pôles de croissance » privilégiant la grande structure industrielle et favorisant les politiques de développement à une échelle macroéconomique, on a assisté (au Nord comme au Sud) à l'émergence de nouvelles dynamiques de développement aboutissant à un développement plus territorialisé. Ces nouvelles dynamiques se fondent sur des PME (entreprises de petite et moyenne taille) ayant tendance à se regrouper spatialement dans un lieu donné et exerçant des activités similaires et/ou complémentaires. Ces nouvelles dynamiques économiques localisées sont, dès lors, associées à une logique plus territoriale et horizontale par rapport à la logique précédente de développement fonctionnelle et verticale des grands secteurs qui se décentralisent [Courlet C., Judet P., 1986]. Ce nouveau modèle de développement évoque la réémergence des PME en tant que moteurs de la croissance et de la création d'emplois.

1.2.5.2. Définir le développement territorial

Le développement territorial se définit comme tout « *processus de mobilisation des acteurs qui aboutit à l'élaboration d'une stratégie d'adaptation aux contraintes extérieures, sur la base d'une identification collective à une culture et à un territoire* » [Pecqueur B., 2004].

Selon cette définition, le développement n'est plus exclusivement perçu comme « *un processus résultant essentiellement de l'action de l'État et des grands ensembles industriels (les fameux « pôles moteurs du développement » de F. Perroux) [mais...] le développement est le fait d'une multiplicité des acteurs organisés en réseaux formels et informels, et entretenant entre eux des relations intenses et économiquement fécondes* » [Ferguène A., 2004, P. 50].

Le développement du territoire, "développement territorial", repose sur un processus de transformation du système social de ce territoire selon des principes qui visent la revalorisation et la diversification des ressources, et surtout la mobilisation des acteurs autour d'un projet, etc. [Teisserenc P., 1994]. En ce sens, cette mobilisation interpelle les identités collectives et s'appuie sur l'apparition d'acteurs nouveaux. Considérant cette mobilisation, le territoire tire profit des nouvelles structures pour soutenir la pérennité de son développement, et favoriser l'intégration des nouveaux acteurs dans le système social. En conclusion : « *Le développement du territoire s'accompagne de l'émergence d'acteurs nouveaux et d'une création institutionnelle active* » [Teisserenc P., 1994, P 56-57].

1.2.5.3. Du développement local au développement territorial :

Le développement local « *se rapporte aux diverses initiatives mises en avant, dans un cadre d'action partenariale, par les acteurs intéressés à l'amélioration des conditions de vie dans leur environnement immédiat. Les objectifs de la démarche adoptée sont à la fois économiques et sociaux.* » [A. Joyal]. Le développement local est basé sur l'utilisation des initiatives au niveau des petites collectivités comme moteur de développement économique. Il « *s'agit aussi de mettre en évidence une dynamique qui valorise l'efficacité des relations non exclusivement marchandes entre les hommes pour valoriser les richesses dont ils disposent.* » [Pecqueur, 2000, P. 13]. En valorisant l'aspect social du développement local, Cette dimension du développement local illustrée par Pecqueur évoque l'importance des relations

non exclusivement économiques (capital social) pour mieux valoriser et exploiter les opportunités du développement.

Le développement territorial repose sur l'existence d'un territoire. Il y a plusieurs découpages possibles des territoires qui prennent en compte des critères différents. Toutefois, ces découpages peuvent montrer certaines faiblesses :

- le découpage administratif : dans certains cas arbitraire, et sans considération de la réalité de regroupement humain.
- l'appartenance identitaire : qui peut entrer en conflit avec "l'espace vécu" [A. Frémont, 1976, 2005].
- Le regroupement autour d'un projet de développement territorial.
- le système ouvert, qui comporte l'idée que "l'action ne s'exerce pas sur le territoire, elle le crée".

De ce fait, une même collectivité peut faire partie de plusieurs territoires selon la méthode de délimitation adoptée.

Le développement territorial est, à la base, conçu autour d'un projet collectif, ce qui est bien illustré par François Clément dans sa définition de la charte de territoire [F. Clément, 1999, p. 6-7] : « *Texte qui exprime les conditions de mise en œuvre d'un projet de développement durable sur un territoire. C'est en fait, la concrétisation de l'élaboration du projet en un document ratifié par les acteurs locaux* ». Le projet de développement territorial se veut valorisant une ou plusieurs spécificités de ce territoire. Par exemple, un territoire désigné touristique a naturellement d'autres spécificités ou qualités à exploiter en faveur de son développement qu'un territoire industriel. Toutefois, plusieurs projets de développement "territorial" peuvent se croiser sur un même espace. Tous vont contribuer au développement de cet espace, tous vont créer du développement local. De ce constat nous pouvons considérer le développement local comme le champ d'exercice du développement territorial.

Dans notre étude nous préférons utiliser le terme développement " territorial " plutôt que " local " car notre travail porte sur la mise en valeur d'une ressource territoriale au service du développement d'une activité économique « le tourisme ».

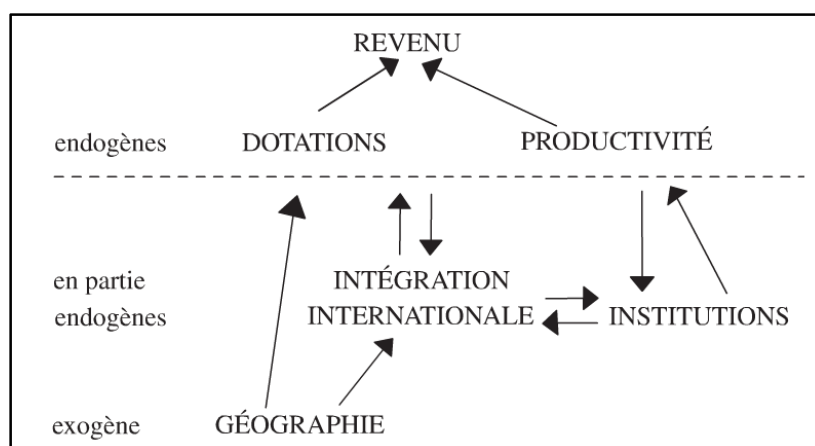
1.2.5.4. Développement exogène ou endogène pour le territoire

D'un point de vue territorial, on pourrait désigner les modèles de développement proposés par les théories de développement économique, autres que celles de développement local et humain, comme des modèles de développement exogène qui pensent « *le territoire comme une ressource pour les grandes firmes mobiles. Cette analyse relève d'un présupposé issu d'une pensée libérale standard : les facteurs de production sont mobiles; ils font l'objet d'un mécanisme d'allocation (i.e. ils sont plus ou moins demandés) et la production de richesse est principalement organisée par la firme. Le territoire, immobile par définition, se réduit à une fonction de ressource mise à disposition de la firme transnationale qui gère une activité de production en fonction d'une nouvelle division internationale* » [Lamarche T. 2003, p. 5].

Dans un monde allant vers la « *glocalisation* » [B. Galland, 1995] où « *la planète prend progressivement la forme d'un « archipel » de villes, de métropoles* » [C. Courlet, 2008, p.19], les économies nationales ressemblent de plus en plus à des configurations relâchées d'économies régionales [A. J. Scott, 2001]

Selon le schéma proposé par Dani Rodrik sur l'économie du développement [cité in E. Assidon, 2002, p. 108] la théorie de l'économie territoriale recouvre toutes les catégories du développement puisque elle intègre la géographie et les dotations (les ressources) et le rôle des institutions (acteurs et gouvernance territoriale).

Figure 10 : Typologie du développement selon Dani Rodrik



Source : E. Assidon, 2002, *Les théories économiques du développement*, p. 108.

Avec la théorie de l'économie territoriale, le développement est devenu plus que jamais une affaire de tous. Le développement n'est plus un processus entièrement lié à l'action de l'Etat

ou aux grandes firmes, il peut tout à fait résulter des actions d'acteurs territoriaux mobilisés autour d'un projet commun et d'une vision commune de leur territoire, où ils vivent et entretiennent des relations économiques, sociales et culturelles.

Le développement territorial dépasse également la typologie traditionnelle du développement comme un phénomène résultant d'action menée « par le haut » ou d'actions menées « par le bas » [W-B. Stohr, 1981 & 1984]. En effet, les institutions publiques et les grandes firmes présentes sur le territoire peuvent aussi être des acteurs qui participent de manière active dans la vie de leur territoire. L'idéal serait que les acteurs locaux (organisés en réseaux ou pas) puissent dialoguer, par l'intermédiaire des acteurs publics et institutionnels, avec les différents pouvoirs à l'échelle de l'organisation nationale dans une forme de démocratie participative.

1.2.6. Pourquoi l'économie territoriale pour la Syrie ?

Le choix de l'économie territoriale comme cadre théorique ne se justifie pas seulement par ses portées scientifiques mais d'autres facteurs nous guident vers ce choix dont les caractéristiques de l'économie syrienne ; et le besoin d'accompagner au niveau scientifique une volonté affichée du gouvernement à encourager un nouveau mode de développement et de planification plus local que central.

1.2.6.1. L'histoire de l'économie du développement

L'économie du développement, d'une histoire pourtant courte de quelques décennies, a connue l'essor de plusieurs courants de pensées et des stratégies d'application très variées et même contradictoires.

Selon des auteurs comme Harvey Leibenstein [1957], on est en présence, dans les pays attardés, d'un équilibre quasi stable de subsistance. Pour rompre avec les cercles vicieux et sortir du sous-développement il faut déclencher la croissance. Deux choix s'ouvrent alors : une croissance équilibrée (R. Nurske) ou une croissance déséquilibrée (A.O. Hirschman) ? Mais dans tous les cas un effort massif est nécessaire. Ainsi les économistes du développement ont présenté leurs visions de l'enclenchement du processus de croissance : le “ Big push ” de Roesenstein-Roden [1943], le “ take off ” de Rostow [1960] ou encore le “ Spurt ” de Gerschenkron [1962]. Mais tous les courants de pensée autour de la croissance, dans les années cinquante et soixante, garde un rôle important pour l'Etat soit pour assurer la défense de l'intérêt commun, soit pour remédier aux imperfections du marché. Le choix des

technologies utilisées dans le processus d'industrialisation est lui aussi problématique. L'arbitrage entre les techniques, intenses en travail ou en capital, dépend des objectifs de maximisation soit du produit soit de l'emploi.

La théorie de la dépendance de Fernando H. Cardoso et Raul Prebisch a connu son essor dans les années cinquante et soixante. Cette théorie soutient que la pauvreté, l'instabilité politique et le sous-développement des pays du Sud sont les conséquences de processus historiques mis en place par les pays du Nord et ayant comme résultat la dépendance économique des pays du Sud. Par exemple, selon R. Prebisch [1964] [cité en E. Assidon, 2002, p. 32] le principale obstacle à la croissance, en Amérique latine, réside dans son insertion défavorable dans l'économie internationale. D'ailleurs, les économistes de la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine) pensent que la spécialisation primaire des pays de l'Amérique latine a produit plusieurs blocages à la croissance.

L'accusation du Nord d'être à l'origine de sous-développement du Sud va encore plus loin avec des auteurs comme Pierre Jalée [1965] dans son livre « Le pillage du tiers monde » où il exprime comment l'impérialisme va chercher des ressources dans le tiers monde. Ou encore le « développement de sous-développement » de André Gunder Frank [1968]. L'industrialisation de certains pays de Sud a été poussée par la validité de la thèse de la dégradation des termes de l'échange des produits primaires. Cette industrialisation a été intégrée dans une analyse plus large de la dépendance structurelle extérieure. En effet, l'impossibilité pour les pays du Sud de se développer sans sortir de la dépendance a incité certains pays à appliquer des stratégies d'industrialisation inspirées par cette théorie comme le modèle d'industrialisation par substitution d'importations ou l'industrialisation de substitution d'exportation.

Les politiques d'ajustement du FMI, qui consistent à restreindre l'offre de monnaie et à recourir à la dévaluation, et puis les politiques de libéralisation portées par la Banque mondiale et les économistes de l'université de Chicago qui consistent à “ moins d'Etat ”, n'ont pas réussi à atteindre les objectifs affichés du développement. En réalité *« l'application de la « purge libérale » aggrave souvent la maladie, ce qui, aujourd'hui, est assez majoritairement reconnu. Les réalités économiques de chaque pays et région doivent être prises en compte »* [C. Courlet, J. Fontanel, 2007, P. 8]. John Williamson [1990] recense dix mesures libérales dans ce qu'il a appelé le « Consensus de Washington » autour duquel s'organise toute la pensée économique libérale. Les principes du Consensus de Washington

reposent notamment sur la libéralisation des marchés financiers et du commerce, l'incitation à l'augmentation des échanges internationaux, la privatisation du secteur public, le contrôle des dépenses de l'Etat, et un système fiscal dont l'assiette est la plus large possible avec un niveau de prélèvement modéré. Le Consensus de Washington est fondé sur le double analyse des économistes Arthur Lewis (prix Nobel 1979 pour ses travaux en économie du développement) et Simon Kuznets (prix Nobel 1971 Pour son élaboration de modèles économétriques et sa conceptualisation pour la comptabilité nationale) [C. Courlet, J. Fontanel, 2007, P. 7]. Pour A. Lewis, le développement économique dépend des investisseurs riches, les seuls capables d'accumuler du capital, ce qui doit inciter les Etats et les territoires à leur accorder des avantages économiques et fiscaux importants. Pour S. Kuznets, l'inégalité est une nécessité du développement, qui sera ultérieurement résorbée par ce même développement. Et pourtant, dans la mise à l'application, « *l'échec des politiques mises en œuvre par les fondamentalistes du capital qui n'ont fait qu'accroître le sous-développement de certaines régions, notamment au Sud* » est à souligner [J. Lapèze, 2007, P. 15].

« *Après la décennie quatre-vingt de l'ajustement structurel, le paradigme du développement se recompose dans de nouvelles directions à la fois à partir de l'expérience acquise et de l'évolution de la pensée économique* » [E. Assidon, 2002, p. 100]. Pour certains auteurs le processus de développement ne s'explique qu'en termes de développement endogène : « *Le développement est maintenant, par définition, endogène, il ne peut plus être expliqué par les paradigmes néoclassiques, à la Perroux ou d'ordre keynésien* » [CAPELLO R., NIJKAMP P., (eds.), 2009, p. 41-42]. Une de ces directions dans lesquelles l'économie du développement s'engage est l'approche territoriale de développement.

1.2.6.2. Le développement territorial pour les pays en développement

Les formes territoriales du développement existent avec ou sans la volonté des pouvoirs publics. Les nombreux exemples de dynamiques territoriales de développement dans les pays en développement en témoignent : Sfax en Tunisie, Fès au Maroc ou encore Alep en Syrie. Claude Courlet [2008] remarque le processus de développement localisé dans les pays en développement qui se manifeste accompagné d'un processus d'industrialisation à petits pas. Mais ce processus de développement localisé ne concerne pas seulement l'industrie, il gagne les autres secteurs de l'économie comme l'agriculture et le tourisme.

Comme mentionné plus haut, l'analyse en termes de territoire est essentiellement inspirée des expériences des pays développés, mais cela n'entrave pas sa validité en ce qui concerne les pays en développement surtout que l'analyse territoriale tient compte des spécificités de chaque territoire étudié.

Développement territorial “développement autonome”

Face aux théories économiques du développement qui voient le développement comme un processus de rupture avec le passé, la théorie du développement endogène voit le développement comme un processus « sans fracture » [G. Fuà et C. Zacchia, 1973, cité en Courlet, 2008]. Dans la théorie endogène du développement, le territoire devient un facteur essentiel de développement puisque la notion du territoire inclut tous les facteurs économiques, historiques, culturels et sociaux du développement. Et dans le sens où le développement endogène tient compte de ces facteurs dans le processus du développement, l'approche endogène est alors une approche territoriale [A. Vasquez-Barquero, 2007]. Ainsi, « *la variable territoriale [...] entraîne la naissance et la promotion d'un processus de développement autonome* » [C. Courlet, 2008, P. 105].

De ce qui précède nous pouvons constituer une petite comparaison entre la théorie de développement territorial et les autres théories économiques du développement (hors développement endogène).

Tableau 8 : Comparaison entre le développement territorial et les autres théories du développement

Théories économiques du développement	Développement territorial
Analyse macroéconomique	Analyse méso-économique
Mesures et stratégies applicables sur tous les pays	Prise en compte des spécificités historique et culturelles
Spécialisation internationale	“Glocalisation”
Rupture “Décollage”	Continuité
Industrialisation technique	Savoir faire locale
Coûts comparatifs	Spécificités territoriales
Acteurs dominants (Etats, Grandes firmes)	Jeu d'acteurs complexe et subtil

Source : l'auteur

1.2.6.3. Le développement local en Syrie une volonté de l'Etat

Dans un pays comme la Syrie, où les institutions étatiques sont archi-présentes dans tous les aspects de la vie, la tendance vers un nouveau mode de planification et de fonctionnement ne pouvait pas être amorcée par un autre acteur que l'Etat.

1.2.6.3.1. Les réformes locales

Les pouvoirs publics en Syrie affichent une volonté de décentralisation après des décennies de mode de gestion étatique fortement central. En effet « *l'adoption de la tendance vers d'un nouveau contrat social rassemblant tous les acteurs en tant que partenaires dans la formulation, la mise en œuvre et l'évaluation des plans de développement, nécessite l'adoption de nouvelles idées pour le développement local permettant l'élargissement de la profondeur de la participation populaire* » [Dixième plan quinquennal, 2006, p. 888]. En ligne avec cette tendance le décret n° 107 de l'année 2011 a été publié. Il prévoit notamment le développement de la communauté locale et la diffusion de la croissance équilibrée et de l'égalité des chances entre les régions ainsi que le renforcement des principes de coopération conjointe entre les unités administratives. Il vise aussi à la simplification des procédures pour fournir des services aux citoyens par la mise en place de centres de services spécialisés dans l'octroi de licences et de services. Cependant, il ya de nombreux problèmes et défis qui entravent la bonne application de cette loi. De ces problèmes, on peut souligner le chevauchement des rôles entre les autorités centrales et locales, et la tendance à maximiser le rôle des autorités centrales, qui est compensée par la réduction du rôle des autorités locales. Le manque de clarté de la taille réelle des ressources allouées par l'Etat aux administrations locales, et la faible transparence de la méthode central de distribution, ce qui incite certaines administrations locales à relever le plafond de ses demandes, sans pour autant fournir une étude sérieuse de la teneur de ces demandes. En outre, on peut citer la faible capacité institutionnelle des administrations locales, ce qui se reflète dans la faiblesse de leur capacité à mobiliser la participation populaire ou à persuader leurs partenaires de développement local pour activer leurs contributions tant qu'ils ne sont pas des partenaires dans la prise de la dernière décision, qui est souvent confiée à l'autorité centrale.

En conclusion, la faiblesse de la décentralisation affaiblie les chances de participation populaire, qui est la base du développement locale, qui et à son tour la base du développement national.

Les objectifs à long terme des réformes entreprises en matière de décentralisation des administrations sont résumés ainsi :

- les institutions locales doivent posséder les pleins pouvoirs administratifs et organisationnels de toutes les activités et les services gouvernementaux à l'exception de ceux de nature souveraine (la défense, la sécurité, la justice). La nouvelle législation voit la décentralisation du développement local comme un processus originel, et non pas comme un résultat de la délégation de pouvoirs.
- le recours à une approche participative locale dans la formulation et la mise en œuvre des plans locaux de développement au niveau des provinces, des villes et des villages, de sorte que ces plans locaux soient la base pour l'élaboration de plans nationaux de développement, afin de réaliser le plan national en adoptant un mode de planification de bas en haut.
- Élargir la base de participation populaire au développement local par le biais des mécanismes de participation permettant une bonne représentation des acteurs dans toutes les communautés.
- Attirer le secteur privé à occuper un rôle fondamental dans le développement économique local.
- L'intégration organique entre les plans de développement locaux à différents niveaux au sein du même gouvernorat et entre les gouvernorats du même *territoire économique*.

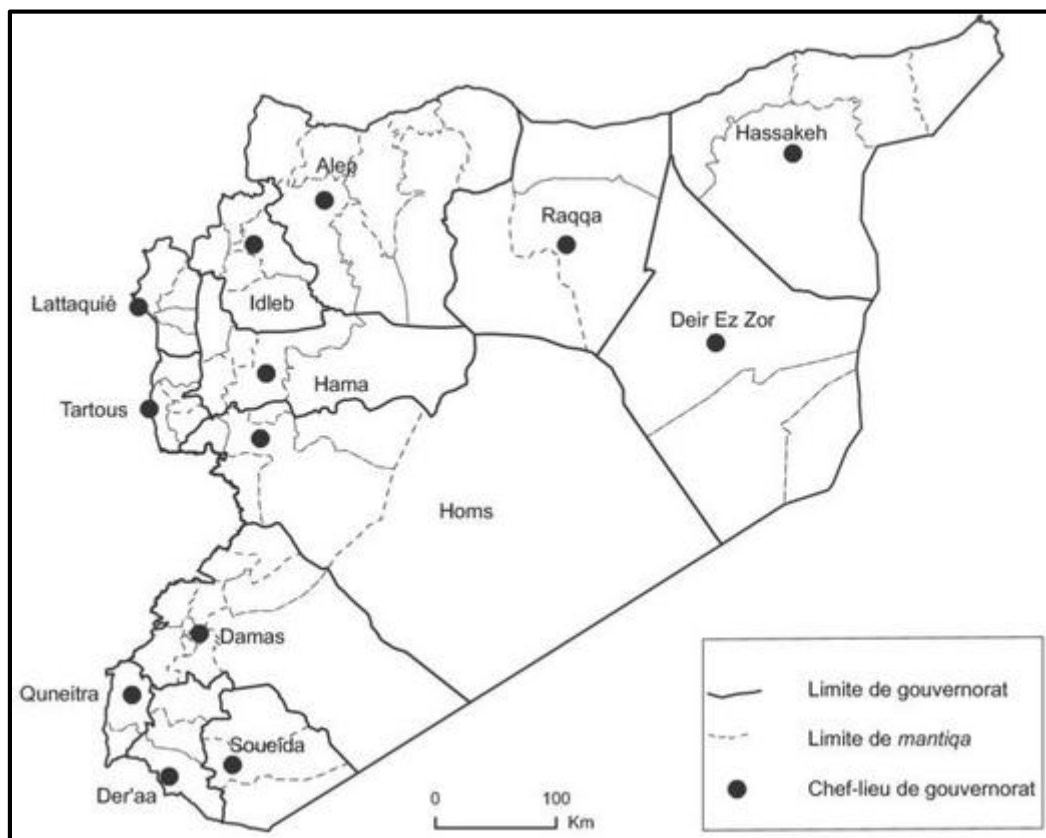
1.2.6.3.2. Encourager la création des pôles de croissance

Une caractéristique importante de développement local en Syrie est d'établir et de promouvoir les villes et les zones industrielles. Rassembler les industries de cette manière permet de fournir l'infrastructure nécessaire. Au même temps, la proximité géographique permet de créer une dynamique propre au développement local afin que ces villes servent de pôles de croissance et de développement local. Les plus importantes de ces villes sont *Adra* dans la campagne de Damas, *Hasia* au centre et *Al-Shikh Najjar* près d'Alèp. Par exemple, la ville industrielle d'*Adra* compte plus de 48000 ouvriers dans les secteurs de textile, ingénierie, industrie chimique et l'agro-alimentation.

1.2.6.3.3. La notion du territoire dans les textes officiels syriens

La notion de territoire dans les textes officiels syriens n'est pas liée à l'élaboration d'un projet régional, mais à la division administrative héritée de l'occupation française. Il est fait mention de la notion de territoire économique, qui comprend plusieurs provinces et est similaire à la notion de régions en France, mais sans qu'il y ait actuellement des institutions réelles. Ainsi la Syrie est découpée en six régions (territoires économiques) en évoquant les similarités économiques et géographiques qui les unissent. Le découpage administratif syrien comprend quatre niveaux sous-nationaux (voir carte suivante) : la municipalité, la *Nahia* qui regroupe plusieurs municipalités, la *Mantiqa* qui regroupe plusieurs *Nahia* et le *Gouvernorat* qui regroupe les *Mantiqa*. La population choisit ces représentants par élection au niveau de municipalités seulement, les autres institutions sont nommées en haut. Quand les textes officiels évoquent les institutions locales ils font référence à ces institutions.

Carte 4 : La Syrie administrative



Source : Balanche F., 2008, p. 174.

1.2.6.3.4. La nécessité d'adopter un développement local équilibré en Syrie

La Syrie a adopté depuis les années soixante du siècle dernier, les plans quinquennaux comme outil dans le domaine de la planification, et une approche centrale de planification. Dans ce contexte, la Commission nationale de planification a été créée pour élaborer des plans de développement économique et social. De nombreux projets et programmes de développement ont résulté de ces plans quinquennaux dans le domaine de l'éducation de l'investissement et de santé à l'échelle nationale, mais ces plans successifs se sont focalisé sur l'aspect sectoriel du développement et ont eu tendance à sous-estimer son aspect géographique et cela jusqu'à l'émergence du concept de la « planification régionale » dans le dixième plan quinquennal [M. Makhoul & A. Ghanem, 2011]. L'importance de la planification régionale est déterminante notamment avec le phénomène croissant de l'urbanisation rapide, qui a conduit à une demande accrue de services et une pression forte sur les ressources limitées. L'urbanisation rapide, formelle et informelle, constitue un nouveau défi pour le gouvernement à tous les niveaux de développement.

Malgré les discours sur l'aménagement du territoire depuis des décennies et malgré la création du ministère de l'Administration locale et malgré l'existence de l'arrêté de l'administration locale depuis 1971, et la présence d'un département spéciale pour la planification territoriale au sein de la commission nationale de planification, la Syrie n'a pas connu un énorme succès dans le domaine du développement local et régional. Il s'agit d'un ensemble de caractéristiques et de déséquilibres qui montrent l'inefficacité des politiques et des procédures suivies jusqu'à présent pour réduire la grande disparité de développement entre les régions et les différents territoires :

- 1- Le déséquilibre dans la relation entre la population, la croissance de la population et l'espace géographique²⁷

La Syrie a une population de 23 millions de personnes, selon les registres de l'état civil au 01/01/2010, le nombre de résidents est 20,4 millions. Il est prévu que le taux de croissance de la population diminue de 2,45% actuellement à 1,94% en 2025. Et ce dernier est le taux actuel de croissance démographique moyen pour la plupart des pays du Moyen-Orient et Afrique du Nord, ce qui signifie que le taux de croissance démographique actuel (2,45%), malgré une baisse du taux qui prévalait dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix du siècle dernier

²⁷ Les chiffres sont issues de :

- Bureau central de statistiques, 2009, Résumé statistique de la Syrie.

- Commission nationale de Planification & PNUD, 2010, Le rapport national de perspectives Syrie 2025.

(3,35%), est encore élevé par rapport aux pays voisins. La population de la Syrie serait d'environ 31 millions d'habitants en 2025 et jusqu'à 40 millions en 2040, et cela avec un taux de croissance de 1.94%. La Syrie est un Etat peu peuplé (98 habitants / km²), mais elle appartient aux pays à forte densité de population dans les zones urbaines. La densité de population dans les zones urbaines est évaluée à 273 habitants / km². 60% de la population de la Syrie (jusqu'à 12 millions de personnes) est concentrée dans certaines parties des provinces de Damas, Alep, Homs, Hama, sur une superficie de 13% de la superficie totale de la Syrie. La population d'Alep et de Damas et de sa campagne représente 44% de la population de la Syrie sur une superficie ne dépassant pas 8% de la superficie du pays. Le gouvernorat de Homs compte 8,6% de la population syrienne pour 22,1% de la superficie de la Syrie. La population des gouvernorats de Lattaquié et de Tartous forme 8,8% de la population de la Syrie, alors que la surface de ces deux gouvernorats ne dépasse pas 2,26% de la superficie de la Syrie. La répartition géographique de la population devrait rester en grave déséquilibre jusqu'en 2025. 97% de la croissance démographique du pays concernerait les zones urbaines qui ne forment que 33,6 % de la superficie de la Syrie. La densité de la population augmenterait jusqu'à 480 habitant/km² dans les zones urbaines.

2- La récession de la surface totale des terres agricoles et la diminution de la part par habitant des terres agricoles

La pression démographique et l'urbanisation non planifiée dans les centres urbains ont conduit à l'ingestion de grandes étendues de terres agricoles. Il n'y a pas de statistiques précises sur les espaces amputés de terres agricoles au profit de l'étalement urbain, mais il est de vastes étendues sans aucun doute. La superficie totale des terres cultivées en 1993 a été de 4,939 millions d'hectares et est tombé à 4 610 millions d'hectares en 2008 donc une diminution de 329 mille hectares. Dans le cas de la poursuite de la situation telle qu'elle est actuellement, l'urbanisation planifiée et non planifiée (urbanisation aveugle) pourraient utiliser environ 400 mille hectares au cours des vingt-cinq années à venir.

3- Migration de la campagne vers les villes et les banlieues surpeuplées

Plusieurs facteurs (le faible niveau ou l'absence de services et d'infrastructures ou le manque d'investissement) ont conduit à la transformation de la campagne à une zone de répulsion de la population vers les grandes villes et leurs banlieues, où le secteur informel et l'économie souterraine prolifèrent. Ces facteurs de répulsion joints aux facteurs d'attraction disponibles dans les villes ont conduit à l'explosion de l'immigration des zones rurales vers les centres urbains, et des petites villes vers les grands centres urbains non équipés à les recevoir. On

note aussi la prolifération non équilibré du réseau urbain, et la domination des villes de Damas et Alep et leurs métropoles au niveau de la densité de population et de d'offre d'emploies. Ainsi, le pourcentage de la population d'Alep et de Damas et leurs métropoles atteignait 44% de la population totale en 2004. Cette concentration de la population met en cause la capacité à résoudre les problèmes liés. Selon le rapport, la Syrie en 2025, environ 95% de la population du pays vivra sur une superficie de 35,8 de la Syrie en 2025 et le reste (5% de la population) vivra avec 64,2% de la superficie.

4- La pollution

Les surcharges et la concentration de la population et l'expansion rapide des banlieues dans les métropoles importantes (Damas, Alep, Homs) ont conduit à une augmentation de la pollution et la destruction de l'environnement et de la détérioration de la qualité du sol, de l'air et de l'eau.

5- Diminution des services

La concentration imprévue de la population et l'inflation des banlieues ont causé une grande détérioration des services publics et des infrastructures (routes, électricité, l'eau, l'assainissement, etc.) et la dégradation des services de transport et divers services sociaux ainsi que la surpopulation des quartiers résidentiels et la congestion de la circulation dans les grandes villes.

6- La croissance rapide des zones urbaines non planifiées

Parmi les manifestations les plus importantes du retard de développement en Syrie est l'apparition des zones urbaines aléatoires dans les entrées des villes où se chevauchent modèles ruraux et urbains et où se propagent les maladies et les problèmes sociaux.

Le nombre des zones urbaines informelles en Syrie est de 131 localités concentrées notamment à Damas et sa campagne à Alep et à Homs. Avec une population de 2,5 millions de personnes, les zones informelles représentent 14,6% de la population totale. Dans d'autres estimations la population des zones informelles représente 20% de la population totale. La plupart de ces communautés sont construites sur des terres agricoles ouvertes. A Damas, Alep et la campagne de Damas, les zones urbaines informelles concentrent entre 30 et 53% de la population. Jusqu'à présent, il n'existe pas de politique ou d'un plan spécifique avec un horizon stratégique clair pour faire face à ces bidonvilles. Les processus de développement qui ont eu lieu précédemment ont été limités à lier ces zones aux réseaux d'électricité, d'eau et

de l'assainissement et à la fourniture de certains services publics. Cependant, le développement de ces zones dépasse largement ce qui a été fait.

7- La répartition inégale des investissements

La répartition inégale des investissements entre les régions est le résultat de l'absence d'une politique claire pour le développement régional d'une part, et dans le même temps, la raison de la grande disparité de développement entre les régions. Si nous prenons, en guise d'échantillon, la répartition géographique des projets autorisés sur la base de la loi sur l'investissement n°10 et la loi sur la promotion de l'investissement n°8, nous constatons que la plupart des projets autorisés sont concentrés dans les provinces de Damas et sa campagne, Alep et Homs, où la proportion de projets autorisés dans ces provinces est 62,2% du nombre total de projets (2175 projets sur 3437 projets), plus précisément, 31,3% des projets pour Damas et sa campagne et 21% des projets pour Alep.

8- La répartition inégale de la pauvreté²⁸

62% de la population urbaine pauvre en Syrie vit dans la région Nord-est. Dans la région de Sud vit 17% de la population urbaine pauvre, tandis que le pourcentage de population urbaine pauvre à Damas ne dépasse pas 4,74%.

52% de la population rurale pauvre vit également dans la région Nord-est, et 26% vit dans la région du Sud. Les taux les plus élevés de chômage sont dans les provinces d'Al-Hasakah (Nord-est), Lattaquié et Tartous.

Ces faits, et ces données imposent la nécessité d'une stratégie de développement régional tangible (et non une procédure d'improvisation en temps réel) [R. Khaddour, 2010]. Avec l'objectif d'une réinstallation de l'activité économique et la redistribution de la population en rapport avec les ressources naturelles, le potentiel économique, et la capacité actuelle et potentielle de chaque région.

²⁸ Données extraites de : La commission nationale pour la planification, 2004, Le rapport national sur la pauvreté, en Arabe.

1.2.6.3.5. Systèmes locaux et secteur informel en Syrie

Selon Claude Coulet, « *le système local peut être aussi adéquat pour l'évolution du secteur informel et la valorisation des nombreux savoir-faire locaux, que ce soit dans les filières traditionnelle de l'artisanat (textile, habillement, cuir, céramique, poterie, meubles, etc.) ou des filières proches de l'agriculture (filiale viticole, oléicole, plantes aromatiques, médicinales...* » [Coulet, 2008, p. 109].

R Banat [2007], évoque l'importance du secteur informel dans le système productif local spécialisé dans le textile-habillement à Alep. En effet, le secteur informel s'étend à toutes les activités artisanales mais aussi au petit commerce, à l'agriculture et au tourisme. On peut même dire que le manque de "formalité" est la norme dans le recrutement et les échanges économiques. Dans ce contexte, les normes et la confiance suffisent. La réputation est une notion très importante, elle est considérée comme une forme de capital (capital social) permettant l'existence sur le marché.

Les exemples des systèmes locaux de production à petite échelle sont nombreux. Dans la production laitière, Abdelali-Martini et Aw-Hassan [2007] soulignent l'importance de l'organisation locale dans la vallée de Khanasser pour permettre au petit producteur d'écouler leur production mais aussi d'avoir un financement au cas de besoin. Dans cet exemple, l'accent est mis sur le rôle du capital social qui permet le bon fonctionnement de ce système de production. Dans la région côtière syrienne la production de l'huile d'olive s'organise aussi dans des systèmes de production localisés. Les propriétaires des terrains, les saisonniers qui font la récolte et les moulins à huile se situent (sauf exception) dans un périmètre très limité et souvent dans le même village, seule la commercialisation de la production pourrait faire intervenir des acteurs extérieurs au village mais pas extérieurs au territoire. L'absence de formalités dans ce système est compensée par la force des normes et la forte connectivité des réseaux d'acteurs.

2. Tourisme et développement, quels rapports ?

Après avoir présenté les concepts de développement et de territoire, nous nous intéressons dans cette section à étudier le concept de tourisme et sa relation avec le développement.

2.1. Définition du tourisme

Le tourisme est né dans l'Europe occidentale de la Révolution industrielle. On reconnaît deux origines des pratiques touristiques en Europe : a. la villégiature de la couche aristocratique, qui trouve ses continuités dans des pratiques touristiques comme par exemple, passer une semaine dans une station de montagne; b. le voyage que faisaient des jeunes aristocrates anglais, sorte de parcours plus ou moins initiatique sur le continent. Ce voyage appelé en Anglais " *tour* " – mot d'origine française - va donner les mots anglais " *tourist* ", ensuite " *tourism* ", traduits en français respectivement en 1816 et 1841 [Knafou R. et Stock M., 2003b, p. 932].

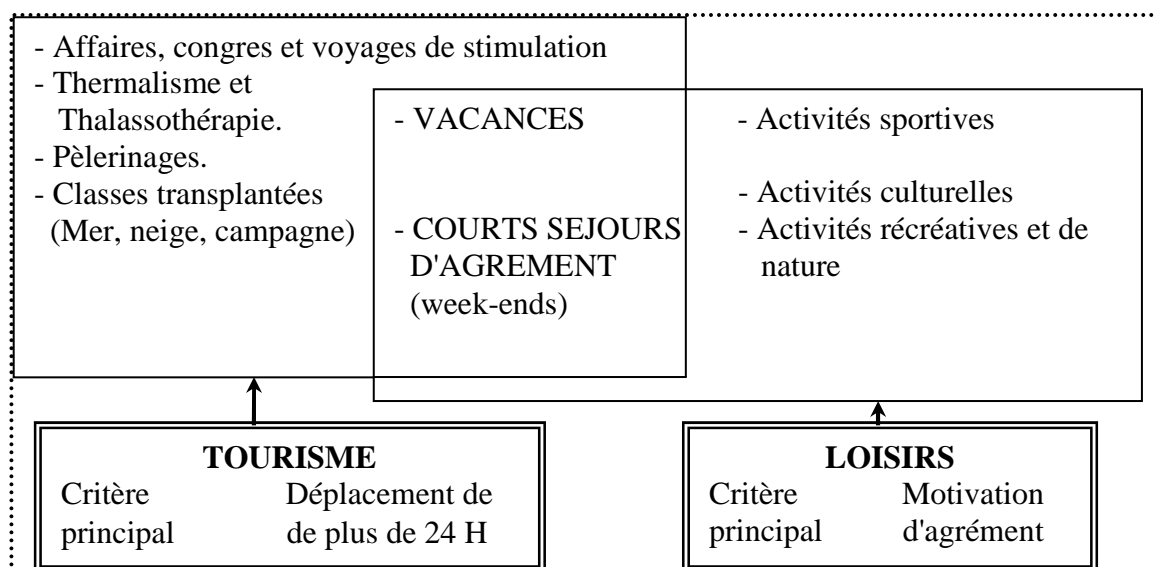
Selon Le Robert, le tourisme est « *le fait de voyager, de parcourir pour son plaisir un autre lieu que celui où l'on vit habituellement* ». Cette définition repère trois éléments constitutifs du tourisme : le déplacement, la motivation d'agrément et le lieu étrange visité. Pour Robert Lanquar, le tourisme correspond à « *l'ensemble des phénomènes de déplacement temporaire et volontaire liés au changement du milieu et du rythme de vie et devrait être lié à la prise de contact personnel avec le milieu visité, milieu naturel, culturel et social* » [Lanquar R., 1990, p.13]. Dans cette définition on identifie déjà les éléments élaborés postérieurement par des auteurs comme Knafou et Stock (2003b) pour lesquels les pratiques touristiques sont constituées par : 1. Un déplacement, c'est-à-dire un changement de place, un changement d'habiter. 2. Une inscription dans l'hors quotidien qui suppose l'éloignement de l'individu de

son espace de vie habituel. De là, nous pouvons souligner la différence des pratiques touristiques des autres pratiques de loisirs. Cependant, la notion de loisir ne met pas tous les auteurs d'accord sur sa définition. Du point de vue des économistes comme Joffre Dumazedier, le loisir fait référence au non-travail [Dumazedier J., 1954], donc il n'existe que lorsque l'individu se libère de toutes ses obligations. Marc Boyer va aller plus loin, il n'exclut du champ de loisirs que les obligations professionnelles mais aussi les obligations familiales et sociales, malgré le fait que ces derniers se font en dehors du temps de travail. Pour lui « *le loisir est un ensemble d'occupations auxquelles l'individu peut s'adonner de plein gré, soit pour se délasser, soit pour se divertir, soit pour se développer après s'être dégagé de ses obligations professionnelles, familiales et sociales* » [Dumazedier J., 1962, p.29] .

En conclusion, le tourisme peut rejoindre le loisir puisque dans les deux cas la personne répond à des motivations d'agrément, sauf que le tourisme reste une activité de rupture avec le quotidien, qui implique un déplacement de l'individu d'au moins une nuit passée hors de son environnement habituel.

Pour illustrer les idées précédemment posées sur la définition du tourisme et ses différences des autres pratiques de loisirs nous proposons le schéma suivant :

Schéma 1 : Définition du tourisme



Source : Jean-Pierre LOZATO-GIOTART, 2003. P. 9.

Enfin, une définition plus riche du tourisme est élaborée par Jean-Luc Michaud pour qui: « *le tourisme regroupe l'ensemble des activités de production et de consommation auxquelles*

donnent lieu des déplacements assortis d'une nuit au moins passée hors du domicile habituel, le motif du voyage étant l'agrément, les affaires, la santé (thermalisme et thalassothérapie) ou la participation à une réunion professionnelle, sportive ou religieuse, etc. » [Michaud J.- L., 1983, p.18].

2.1.1. Le touriste

Le tourisme est un phénomène majeur de notre époque, il ne se limite plus à la vieille Europe et aux catégories dominantes de la société. Grâce aux progrès dans le domaine du transport, la mobilité est devenue une caractéristique de nos sociétés. Comme le montre bien Jean-Didier Urbain [cité en Hoerner J.-M., 2002, p.17] « *aujourd'hui les gens voyagent comme ils mangent* ».

L'imaginaire joue un rôle essentiel dans le fonctionnement du système touristique, l'image d'un ailleurs meilleur est essentielle pour que l'individu accepte de quitter son domicile et se déplacer pour habiter temporairement un autre espace. Cependant, nous ne pouvons pas définir ce qui est meilleur car cela revient au jugement personnel. On se met facilement d'accord que l'homme n'agit que pour satisfaire des besoins, mais ces besoins varient considérablement d'une personne à l'autre, en fonction notamment, de sa situation et des conditions et des pratiques du groupe social dont la personne concernée relève. Cela est vrai pour les touristes aussi, ce qui peut expliquer l'attitude des touristes volontaires (ressortissants des pays riches) qui consacrent une partie de leurs vacances à contribuer aux projets de développement dans des milieux défavorisés en Asie ou en Afrique. Ces touristes ne cherchent pas, clairement, un espace meilleur pour passer leur temps mais une manière meilleure de le passer. Toutes les images, qui constituent la représentation du lieu visité, contribuent à la préparation du voyage mais aussi à la modélisation des lieux touristiques.

Rémi Knafo constate que « *l'intensification et la complexification croissantes des déplacements touristiques ne se font pas accompagnées d'un effort de remise en cause des définitions officielles du tourisme* » [Knafo R., 2006, p. 1181]. Cela est vrai aussi concernant la définition du "touriste". Pour illustrer la « *cacophonie* » au niveau mondial en ce qui concerne la définition technique du touriste Christine Meyer-Demen avance l'exemple suivant : « la France, qui dès 1950, fait une distinction entre les vacances et les autres séjours. Alors que jusqu'en 1994 l'INSEE a utilisé cette distinction, en 1994-95 la SOFRES (enquête

annuelle) se base sur les concepts de visiteurs. Il n'y a plus de distinction entre l'été et l'hiver ni selon la durée du séjour, ce qui produit une impossibilité de comparaison avec avant 1994. Le Canada définit quant à lui, très précisément un rayon de 80 kilomètres pour qu'un canadien soit considéré comme un touriste à la condition qu'il n'ait pas traversé une frontière internationale » [Meyer-Demen Ch., 2005, p.9]. Selon Marc Boyer [cité en Meyer-Demen Ch., 2005, p.9] « *l'erreur est à la base : s'être préoccupé du comment ? (Comment compter les touristes) avant d'avoir dit pourquoi ?* » Toujours selon Boyer « *les définitions actuelles tombent dans le piège de l'énumération et de la définition de ce qu'est et n'est pas un touriste* ».

Au niveau du regard social, la situation du "touriste" n'est pas mieux. Des stéréotypes négatifs sont collés à l'image du touriste. Le touriste devient alors : « *inculte et incapable de saisir le sens des lieux et la subtilité des situations, ne comprend pas les espaces qu'il traverse, ignore leur culture et par sa présence même les rend insupportables* » [Knafou R., 2006, p. 1181]. Ce regard négatif à l'égard du touriste va inciter des auteurs comme J.-D. Urbain (1991) et R. Amirou (1992) à étudier cette *touristophobie* ambiante. Urbain démontre la vision du touriste en tant qu' « *idiot du voyage* » [Urbain, 1991], Amirou étudie le voyageur en tant que « *mythe, au sens de modèle exemplaire, bien ancré dans l'imaginaire social* » [Amirou, 1992].

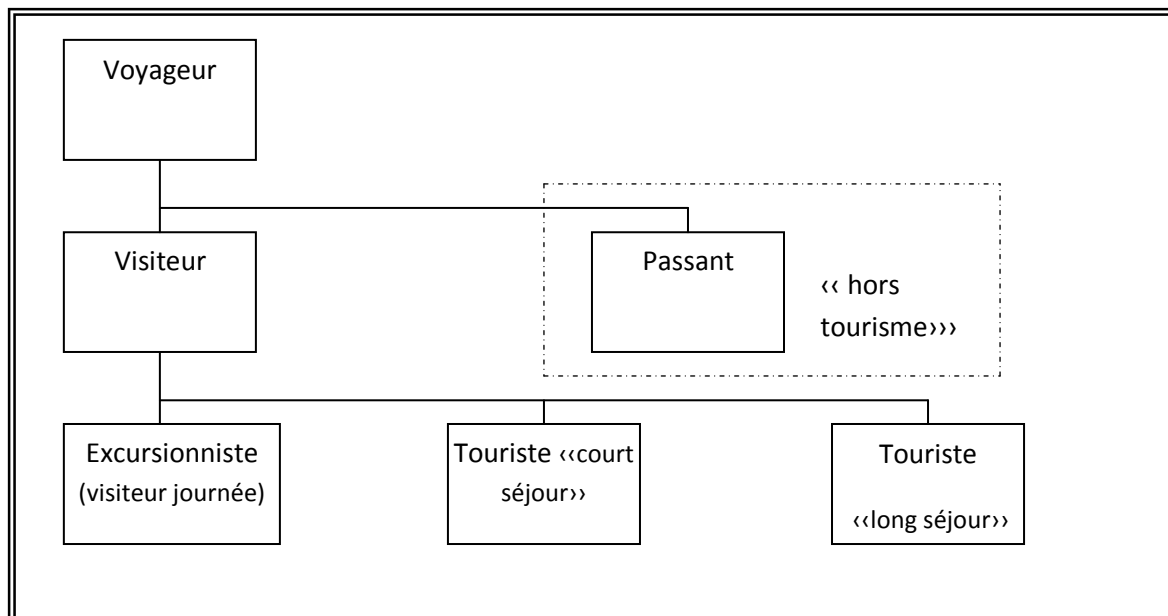
Les auteurs de l'équipe MIT [MIT, 2001, 2005] évoquent la responsabilité des médias et de l'ensemble des intellectuels dans la construction de cette image inappropriée du touriste. Plus encore, ils montrent, selon leur analyse, trois aspects expliquant ce genre d'attitude : 1. une nostalgie sociale et élitiste de perte de privilèges et d'influence car le tourisme est devenu aujourd'hui un objet banal et accessible. 2. une nostalgie personnelle qui fait regretter les lieux connus autrefois et dont le changement est systématiquement vécu comme une dégradation puisqu'il est toujours difficile de confronter les souvenirs à la réalité modifiée par la présence des touristes. 3. le dénigrement du touriste comme substitut socialement accepté du refus de l'Autre. C'est dans ce dernier sens que l'équipe MIT explique comment « *la dénonciation récurrente du tourisme et des touristes remplit une fonction de catharsis au sein de notre société, véritable purgation de passions rentrées, sous une forme admissible socialement* ». On trouve un exemple très remarquable sur cette question lorsqu'on lit la définition donnée au touriste pas la communauté des *Cataphiles* (un cataphile est un visiteur clandestin des anciennes carrières de la région Parisienne). Bien que cette pratique soit totalement interdite, les cataphiles, habitués à descendre dans les carrières, se différencient des touristes : le cataphile « *utilise un pseudo et vit la nuit. Quand il ne fait pas la fête, il creuse des chatières* ».

ou chasse le Touriste »²⁹. « Un touriste est une personne qui descend dans les carrières en baskets et avec un plan de surface (si si ça existe !) sans connaître ni respecter les lieux... Le touriste est l'ennemi du cataphile »³⁰. On pourrait imaginer un scénario similaire chez les pêcheurs, les chasseurs ou encore chez les habitants locaux, etc.

De là, beaucoup de touristes refusent de se dire "touristes". Ils préfèrent d'avantage le terme "vacanciers" ou encore "voyageurs", pour être à l'abri de toutes les qualités négatives réservées aux touristes. Mais comment différencier un *voyageur* d'un *touriste*?

Pour répondre à cette question, J.-P. Lozato-Giotart propose le schéma suivant :

Schéma 2 : Du voyageur au touriste



Source : LOZATO-GIOTART J.-P. et al., 2004. P.6.

Ainsi, chaque touriste est un voyageur et non l'inverse.

2.1.2. Le système touristique

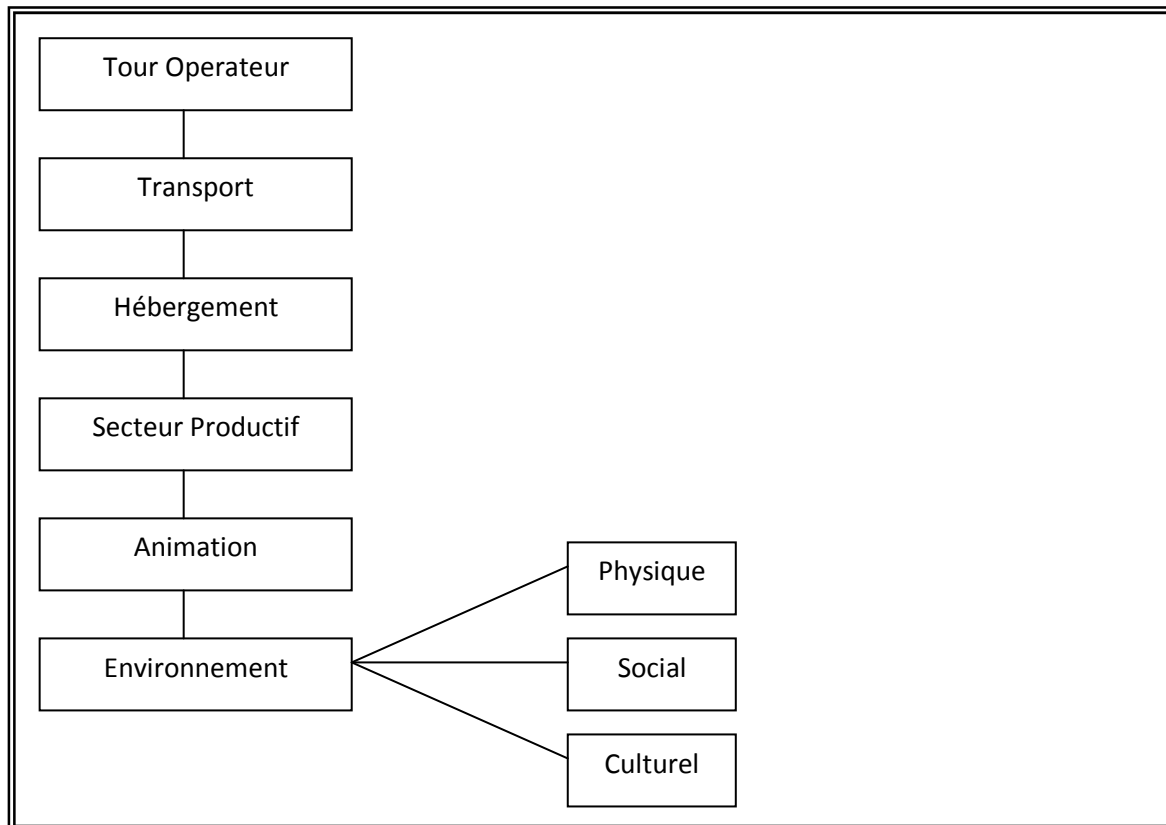
Le tourisme peut se définir comme un « système d'acteurs, de pratiques et d'espaces qui participent de la récréation des individus par le déplacement et l'habiter temporaire hors des lieux du quotidien » [Knafou R. et Stock M., 2003a, p. 905]. Alors, en le définissant

²⁹ <http://catacombes.web.free.fr/Glossaire.html> visitée le 9 août 2013 à 11H 40.

³⁰ <http://catacombes.web.free.fr/Glossaire.html> Op. Cit.

comme système, le tourisme est considéré comme un « *ensemble d'éléments qui sont reliés et co-existants; il constitue une totalité organisée distincte de son environnement* » [Thibault S., 2003, p. 884]. Le système touristique est constitué selon R. Knafou d'entreprises de plusieurs sortes, de normes et valeurs, de lois, de touristes de lieux touristiques de qualités différentes, de marchés et de relations non-marchandes. Ce système fonctionne grâce à la "chaîne touristique", un terme schématisé de la façon suivante par Henri Aimé Pastal :

Schéma 3 : La chaîne touristique



Source : Henri Aimé PASTEL, 1986. Cité en RABOTEUR Joël, 2000.

2.2. Tourisme et développement

Avec le temps, « *le tourisme international est devenu une partie fondamentale de la spécialisation internationale des pays* » [VELLAS F., 2007, p. 51] tout comme le commerce international des marchandises et les mouvements des capitaux...

Le tourisme est une activité spéciale, elle consomme de l'espace. En regardant une carte de la distribution du développement à l'échelle mondiale, on constate facilement que les pays en

développement ou encore sous-développés occupent des zones géographiques, plutôt au sud. De ce fait, les environnements naturel et culturel de ces pays sont différents de ceux des pays développés, plutôt au nord, qui sont d'ailleurs les pays émetteurs de la majorité des touristes internationaux. Ces différences naturelles et culturelles incitent les touristes, toujours en quête de quoi nourrir leur curiosité, à aller découvrir le sud.

Le tissu économique des pays en développement repose souvent sur des activités du secteur primaire (agriculture, exploitations minière, etc.). Ainsi, le tourisme peut participer à la diversification de la structure économique de ces pays.

Le tourisme présente de nombreux intérêts pour les pays en développement. En plus de diversifier le tissu économique du pays, le tourisme contribue également à diversifier ces ressources en devise. Un autre point positif du tourisme vient du fait que la balance du tourisme ne subit pas, autant que la balance commerciale, les aléas de la dégradation des termes d'échange. Sans compter que l'emploi dans le secteur touristique n'exige, encore aujourd'hui, pour la plupart des postes de travail, malgré les progrès technologiques, qu'une qualification moyenne ou faible.

Ainsi, pour ces raisons, le tourisme peut être conçu comme un secteur stratégique de développement pour les pays en développement.

2.2.1. Le tourisme une opportunité de développement pour les pays du sud

Le progrès du secteur touristique, au cours des dernières décennies, est particulièrement dû aux évolutions des communications et principalement à la libéralisation du marché du transport aérien. Bien que non suffisante à elle seule, la réduction des distances grâce au transport aérien fut une condition nécessaire au développement du tourisme international. De ce fait, le voyage est devenu une banalité. Dans ce sens Mimoun Hillali [Hillali, 2003] considère le tourisme comme un « *fil de l'industrialisation et de la démocratie, bon élève de la consommation et de la mondialisation* ».

Par la réduction des coûts et des distances, une nouvelle dimension théorique peut s'appliquer sur le secteur touristique, à savoir, la théorie de la spécialisation internationale. Ainsi en faisant le rapport entre : les dotations factorielles, les coûts comparatifs et les conditions de la

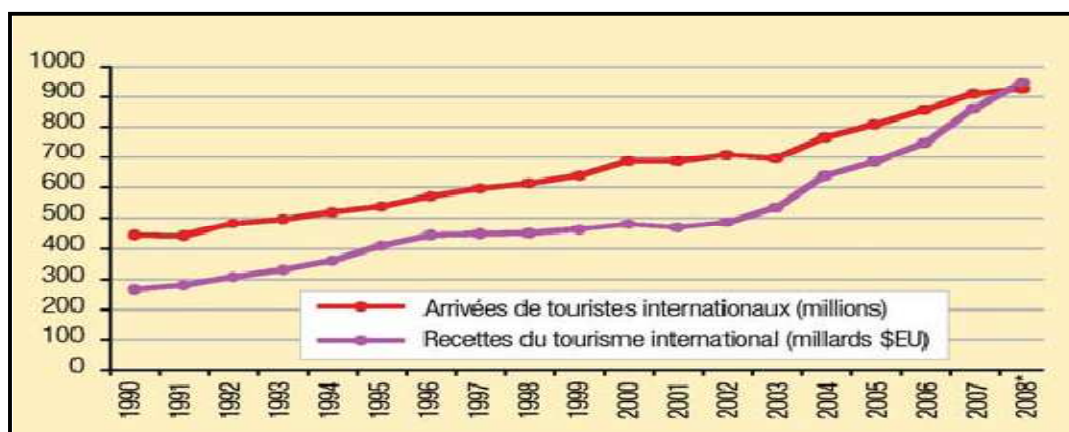
demande, le secteur touristique, en général, pourrait tirer des avantages pour sa croissance, surtout dans les pays du Sud [Vellas F., 2007].

Toutefois, les patrimoines culturel ou naturel ne suffisent pas à eux seuls pour motiver les touristes à venir, et l'activité touristique à se développer. Georges Cazes et George Courade soulignent les critères que doit posséder un pays pour être qualifié de touristique : « *s'il dispose d'avantages naturels et culturels recherchés, un pays peut devenir touristique si le niveau d'insécurité reste supportable pour le touriste, l'accueil de la population motivant, le confort satisfaisant et, surtout, les capitaux étrangers bienvenus et peu taxés. Le régime politique importe peu s'il assure la stabilité, et le non-respect des droits de l'homme n'y est pas un obstacle* » [Cazes G. ; Courade G., 2004, p. 258].

Après cette introduction, nous allons nous poser deux questions : pourquoi et par quels moyens le secteur touristique pourrait-il être capable de s'imposer comme vecteur de développement? Comment le secteur touristique pourrait tenir ses promesses pour le développement ?

2.2.1.1. Le poids du tourisme dans le monde

Selon l'OMT, le tourisme est devenu un des principaux acteurs du commerce international. Les recettes d'exportation produites par le tourisme international, y compris le transport de personnes, ont totalisé 1,1 mille milliards de dollars EU en 2008, ce qui équivaut à environ 3 milliards de dollars par jour. Les exportations touristiques représentent 30% des exportations mondiales de services commerciaux et 6 % des exportations totales de biens et services. Globalement, au niveau des exportations de biens et de services, le tourisme se place au quatrième rang derrière les carburants, les produits chimiques et les automobiles. Pour beaucoup de pays en voie de développement, il constitue l'une des principales sources de revenus et la première catégorie d'exportation, créant des emplois et des opportunités de développement plus que nécessaires [OMT, 2009].

Figure 11 : Tourisme récepteur 1990-2008

Source : Organisation Mondiale du Tourisme

En 2009, le nombre d'arrivées de touristes internationaux a baissé à 880 millions, soit 42 millions ou 4 % de moins qu'en 2008.

2.2.1.2. Tendances en faveur des pays en développement

Les touristes internationaux ont continué à arriver toujours plus nombreux : de 25 millions en 1950 à 277 millions en 1980, à 438 millions en 1990, à 684 millions en 2000, et à 880 millions en 2009.

Dans les dernières décennies, le tourisme se développait et se diversifiait sans cesse. Le secteur touristique est devenu le secteur économique qui croît le plus solidement et le plus rapidement au niveau mondial. À côté des destinations classiques de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, des nouvelles destinations sont ainsi apparues.

La croissance ayant été particulièrement élevée dans les régions émergentes de la planète, la part du tourisme international qui revient aux pays en développement a augmenté régulièrement, passant de 31 % en 1990 à 45 % en 2008 [OMT, 2009].

Selon les estimations de l'OMT, à moyen terme, le nombre d'arrivées de touristes internationaux devrait atteindre 1,6 milliard d'ici 2020.

2.2.2. Comment penser les effets du tourisme du point de vue macroéconomique

Au niveau d'une économie nationale, l'importance du tourisme est évaluée par rapport à ses apports à la réalisation des objectifs économiques, à savoir, la croissance économique, l'équilibre de la balance des paiements, la stabilité des prix et le plein emploi, etc.

Robert Lanquar dénombre les effets du tourisme sur le plan national, selon le classement de l'OMT, comme la suite [Lanquar, 1994, p.11] : «

- *Les effets sur la stratégie du développement, dénommés également effets globaux.*
- *Les effets partiels sur l'économie nationale, c'est-à-dire sur les agents, les secteurs, les variables fondamentales de l'économie nationale.*
- *Les effets externes qui, dans le domaine socioculturel, le domaine physique et celui des ressources humaines, sont plus proches des effets économiques pris dans le sens strict du mot. »*

2.2.2.1. Tourisme et emploi

Comme nous l'avons noté précédemment, le secteur touristique est un grand générateur d'emplois. On peut classer ces derniers en trois catégories :

- Emplois directs : les postes de travail impliqués directement dans le processus de l'offre touristique comme le personnel hôtelier, les guides touristiques, etc.
- Emplois indirects : les travailleurs dans des activités qui participent en partie de leurs productions à l'offre touristique, comme les marchands de produits manufacturés, les cafés et les restaurants, etc.
- Emplois induits : les travailleurs dans des secteurs qui n'ont pas de liens marchands directs avec les touristes mais qui voient leurs activités augmenter grâce au tourisme comme les agriculteurs, ou encore, les travailleurs dans des investissements installés au cours de la croissance générale de l'activité économique liée au tourisme et aux effets multiplicateurs du tourisme que nous allons aborder par la suite.

Le tourisme présente une caractéristique spéciale car il rassemble à la fois deux visages distincts; 1. Une activité fournissant une large offre d'emploi. 2. Un secteur exigeant de grands placements. De ce point de vue, le secteur de l'hôtellerie regroupe les caractéristiques de l'industrie de main d'œuvre et de l'industrie lourde [Vellas F., 2007, p. 78].

- Une industrie de main d'œuvre ; car le fonctionnement des hôtels nécessite un rapport élevé d'emploi par chambre pour assurer un service de qualité surtout si l'on veut respecter les normes internationales.
- Une industrie lourde ; tenant compte de l'importance des placements à réaliser et des moyens financiers à mobiliser pendant une durée de plusieurs années de non-rentabilité correspondant à la construction immobilière.

2.2.2.2. L'effet multiplicateur du tourisme

L'effet multiplicateur s'explique en tant que « *phénomène d'entraînement qui, pour une variation initiale d'une variable, provoque une variation finale plus importante* »³¹. En économie il désigne la croissance économique ΔY engendrée par une variation d'une des composantes de la demande agrégée³². Quant au tourisme, il influence la demande agrégée à deux reprises ; d'abord il contribue à l'investissement total à travers les investissements touristiques, puis les dépenses des touristes influencent également le solde commercial.

2.2.2.3. Les effets annexes du tourisme

Au-delà de ses effets multiplicateurs, le tourisme implique aussi des effets "induits". Loin du développement lié directement à l'activité touristique, du développement d'hôtels, d'agences de voyages, qui sont des effets "normaux" au sein du secteur touristique, le tourisme peut pousser le développement des autres secteurs de l'économie tels que les transports, les communications ou l'agro industrie [Vellas F., 2007]. Ainsi, la transmission de la croissance du secteur touristique aux autres secteurs de l'économie intervient

³¹ WIKIPEDIA L'encyclopédie libre ;
http://fr.wikipedia.org/wiki/Effet_multiplicateur#Cas_d.27une_.C3.A9conomie_ferm.C3.A9e ; visitée le 14 août 2013 à 16H07.

³² La demande agrégée (notée Y) représente la demande totale dans une économie. Elle comprend 5 éléments :
 $Yd = C + I + G + NX$ où :

- C est la consommation des ménages,
- I est l'investissement,
- G représente les dépenses des Administrations publiques,
- $NX = X - M$ est le solde commercial,
- X : exportation
- M : importation.

principalement, soit par la fourniture d'inputs (effets en aval) soit par l'acquisition d'outputs (effets en amont).

2.3. Tourisme et territoire quels rapports ?

Les pratiques touristiques sont constituées par un déplacement. Le tourisme est un consommateur d'espace et de paysage. Nous allons nous intéresser dans cette section à la manière dont le tourisme participe à construire le regard social sur les espaces et à comment il crée les lieux touristiques.

2.3.1. Tourisme et vision sociale de l'espace

Une relation inverse existe entre la vision sociale de l'espace et le développement du tourisme. D'un côté, tout au long de l'histoire du tourisme, les regards envers les espaces ont souvent changé en fonction de la succession d'inventions de pratiques touristiques. De l'autre côté, le changement du regard porté par la société sur son espace a été une condition essentielle du développement du tourisme [Knafou, 2006]. Les exemples sur ce sujet sont nombreux : la plage, longtemps ignorée par tous ceux qui n'y travaillaient pas, a été progressivement incorporée à l'espace des fréquentations citadines [Knafou, 2000]. La montagne, longtemps perçue comme un milieu hostile, devient un espace à voir, un espace où s'émouvoir et jouer. *« Ainsi, par la construction d'un nouveau regard sur les lieux et leurs qualités, l'eau, l'air, la neige et le paysage sont devenus des leviers d'une transformation décisive des lieux et ces espaces que la société européenne a progressivement construit »* [Knafou, 2006, p. 1182].

2.3.2. Tourisme et lieux touristiques

Les lieux touristiques sont soit des lieux où les touristes habitent pendant leurs déplacements temporaires, ou alors des lieux où les touristes exercent leurs pratiques touristiques. Ces deux catégories de lieux touristiques se croisent souvent lorsque les pratiques touristiques se font dans le même lieu du séjour temporaire comme dans des clubs touristiques ou des stations balnéaires. Toutefois, le problème de définir le lieu touristique se complique lorsque l'on aborde la question du tourisme itinéraire comme la randonnée ou le voyage organisé. Dans l'exemple de la randonnée, les lieux visités (les espaces habités) sont surtout des lieux de départ pour faire de la randonnée, ou des lieux de repos pour se recharger et continuer. Le but des touristes étant ici le déplacement et non pas le séjour. Alors, considérer ou pas le déplacement comme une pratique touristique est une question primordiale pour définir le lieu touristique.

Pour R. Knafo et M. Stock (2003) : *« les lieux touristiques peuvent s'agréger et constituer des territoires continus, à métrique topographique, dont les exemples sont légion (notamment le long des littoraux). Certaines pratiques touristiques (les randonnées, les voyages organisés...) agencent leurs espaces sous la forme d'un réseau, dont les nœuds sont, en général, des lieux touristiques et dont les lignes d'itinéraires sont bordés par des paysages. »* [Knafo R. et Stock M., 2003b, p. 932]

2.3.3. Typologie des lieux touristiques

La création des lieux touristiques passe généralement par un des deux processus [Knafo, 2006] : 1. La création de lieux *ex nihilo*, comme c'est le cas pour les stations et les comptoirs touristiques 2. Le développement du tourisme au sein de lieux déjà constitués, comme dans les villes.

« Dès ses débuts, le tourisme a suscité son propre bâti, le souci des premiers touristes étant, dès qu'ils le purent, de ne pas se mélanger aux populations locales. Des constructions isolées surgirent, puis, rapidement, des quartiers nouveaux, à l'écart des habitants existants, comme à Nice, dès le début du XIXe siècle, à Cannes ou à Brighton. La station définie comme un lieu créé par et pour le tourisme, fut inventée au milieu du XIXe siècle, réponse des entrepreneurs au surgissement d'un marché nouveau » [Knafo R., 2006, p. 1182].

Pour classifier les lieux touristiques, il existe plusieurs approches. Ils sont appelés "lieux périphérique" en opposition binaire aux "lieux centraux" par Walter Christaller (1955). D'autres auteurs vont essayer de catégoriser les lieux touristiques selon leurs milieux géographiques. Ainsi, on distingue les lieux touristiques de montagne, des lieux touristiques de campagne, de ceux de bord de mer et de ville. Mais on peut noter deux faiblesses de cette approche³³ : d'abord, un lieu touristique peut appartenir à deux des catégories précédentes, et il est impossible selon cette méthode de comparer les lieux touristiques entre eux. Pour répondre à ces critiques, R. Knafo et M. Stock proposent une série de quatre types de lieux touristiques. Leur classement est établi à partir des critères suivants : présence ou absence de capacité d'accueil, présence ou absence de population permanente et fonctions urbaines diversifiées [Knafo R. et Stock M., 2003b].

Tableau 9 : Distinction des différents types de lieux touristiques

	Présence ou absence de capacité d'accueil	Présence ou absence de population locale	Fonctions urbaines diversifiées
Site touristique	-	-	-
Comptoir touristique	+	-	-
Station touristique	+	+	-
Ville touristique	+	+	+

Source : Knafo et al. (1997), Stock (2001) cité en [Knafo R. et Stock M., 2003b, p.933]

³³ KNAFOU Rémy & STOCK Mathis, 2003, « Tourisme », in LEVY Jacques & LUSSAULT Michel (dir.), *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*, BELIN, Paris

2.3.4. Le tourisme, axe de développement local en Syrie

Dès les années soixante-dix, les plans de l'Etat pour le secteur touristique prévoyaient l'instauration de plusieurs pôle de croissance touristique autour des projets touristiques d'envergure réalisés à l'initiative de l'Etat. Si les résultats en matière de développement touristique étaient inférieurs aux aspirations, les nouvelles mesures en faveur de l'investissement touristique à partir des années deux-mille semblent relancer la dynamique du secteur touristique.

2.3.4.1. Les tentatives de développement touristique avant les années 2000

Depuis les années soixante-dix du siècle dernier, le gouvernement syrien avait pris conscience de l'importance économique et politique du tourisme. En raison de la faiblesse de l'initiative du secteur privé et son hésitation à cette époque, l'Etat avait pris sur lui-même la responsabilité de développer ce secteur. Pour ce faire, il s'est appuyé sur la mise en place de projets de grande envergure dans des zones spécifiques dans l'espoir que ces projets soient le noyau de plusieurs "pôles de croissance" touristiques. Cette stratégie n'a pas fonctionné, d'un côté, parce que le coût d'un séjour dans ces hôtels était trop élevé pour le pouvoir d'achat de touristes locaux, et de l'autre parce que le tourisme extérieur n'a pas évolué comme prévu en raison de nombreux obstacles politique, économique et sécuritaire. Dans le cadre de cette stratégie de création de pôles de croissance touristiques, la zone appelée "la côte d'azur" a été sélectionnée pour devenir une zone de développement touristique dans la région côtière syrienne. Deux hôtels de niveau international ont été construits à l'initiative de l'Etat ou des entreprises dans lesquelles l'Etat est actionnaire majoritaire. Le cas de "la côte d'azur" démontre bien le dysfonctionnement de la politique des pôles de croissance touristiques voulu par l'Etat. En effet, après la construction des deux hôtels de niveau international, les autorités ont permis des constructions dans une zone jusque là interdite. Ainsi naquit rapidement une zone de logements destinés à la location touristique, ce qui a sans doute contribué à la diversification de l'offre touristique en fonction des capacités de touristes locaux, mais le développement du tourisme a été limité à ce stade, cette zone n'a pas connu de développement ou de nouveaux projets pendant des décennies jusqu'aux années deux mille.

2.3.4.2. Les années deux mille et les forums de l'investissement touristique

Pendant plusieurs décennies le secteur de tourisme n'a pas connu une grande dynamique de développement et ce jusqu'aux années deux mille où le tourisme est réapparu dans les

discours officiel et puis scientifique comme axe important de croissance et de développement. Cette nouvelle prise de conscience de l'importance du tourisme s'explique par la nécessité de trouver une nouvelle ressource à mettre en valeur et à exploiter pour compenser la chute de la production syrienne du pétrole. Le tourisme récepteur est, comme le pétrole, une bonne source de devises étrangères. L'accent mis sur les ressources naturelles et archéologiques du pays traduit la volonté d'exploitation de ces ressources. Les campagnes publicitaire et de marketing faites à l'époque, en direction des marchés émetteurs témoignent de cette approche de considérer le tourisme comme un secteur rentier où la présence de ressources suffit pour garantir les recettes. Cette vision va évoluer au cours des années deux milles et notamment après 2005 où se tiendra la première version du Forum de l'investissement touristique.

La politique promue par les Forums de l'investissement touristique est de mettre en avant la participation du secteur privé dans le développement touristique. Les capitaux nationaux et étrangers sont les bienvenus pour accroître rapidement la capacité d'accueil touristique. Les forums de l'investissement touristique ont contribué à faire connaître le nouvel environnement économique du pays, notamment les mesures prises en faveur de l'investissement et l'investissement touristique en particulier. L'intérêt du gouvernement dans la promotion de l'investissement touristique intervient avec la prise de conscience de la nécessité de diversifier les produits touristiques afin d'enrichir l'offre touristique et réduire la saisonnalité subi par le secteur du tourisme.

L'investissement touristique en Syrie a connu une évolution quantitative et qualitative claire à partir de 2005. Il faut noter que l'enthousiasme des investisseurs pour entrer dans le secteur touristique en Syrie a été une conséquence naturelle de la croissance du marché du tourisme. En effet, le nombre de touristes a augmenté de 8%, en moyenne, dans les années quatre-vingt-dix, et le pourcentage d'augmentation a atteint la limite de 16% au début des années deux mille. En revanche, la capacité d'accueil des hôtels n'a augmenté que de 4% sur toute la période. En résultat, le taux d'occupation des hôtels a atteint 66% pour toute l'année 2004, ce qui est considéré comme très bon, vue la saisonnalité de l'offre touristique.

Dans le cadre des Forums de l'investissement touristique, l'Etat tient un double rôle : un rôle législatif réformiste pour préparer le marché et l'environnement économique à l'insertion de ces nouveaux projets touristiques ; le deuxième rôle est un rôle logistique très important où le ministère du tourisme travaille, en coopération avec les autorités centrales et locales et les organismes publics propriétaires des terrains, sur l'accommodation des terrains appropriés

pour l'investissement touristique. De plus, le ministère du tourisme met des programmes pour l'utilisation optimale de ces terrains par les promoteurs touristiques, et cela en collaboration avec des équipes nationales et internationales d'experts et des bureaux d'études internationaux spécialisés dans la planification touristique. Ces programmes ont pour objectif de garantir la bonne utilisation des terrains mais aussi de parvenir à la meilleure diversification de l'offre touristique syrienne. En plus de ces deux rôles directs, le gouvernement a rénové l'offre en main d'œuvre qualifiée. Plusieurs facultés du tourisme ont été ouvertes dans les universités publiques et privées et la recherche scientifique s'est orientée pour accorder plus d'importance aux questions du tourisme. En outre, l'autorisation de travail a été donnée aux instituts privés de formation aux métiers touristiques. Ces instituts coopèrent avec des entreprises étrangères spécialisées dans ce domaine.

Dans notre travail de recherche actuel, après avoir déterminé le cadre théorique dans le quel s'inscrit notre travail (l'économie territoriale), en partant d'une réflexion autour de l'augmentation et l'enrichissement de l'offre touristique local, l'importance du "capital social" comme ressource mobilisée au niveau micro économique et méso économique a attiré notre attention. Dans la section suivante, nous présentons les liens entre ce concept et le cadre théorique de notre travail ainsi que son importance pour notre sujet d'étude.

3. Capital social et développement territorial

Dans cette section, nous évoquons les liens entre le concept du capital social et le développement. En effet, un véritable processus de développement se base clairement sur des aspects sociétaux. Le capital social est une ressource qui se trouve (où devrait se trouver) au cœur des stratégies de développement territoriales.

3.1. La notion du capital social, un pont entre l'économique et le social

La notion du capital social et ses différentes définitions seront pleinement exposées dans le troisième chapitre. Il s'agit ici de donner une courte introduction sur la notion du capital social pour passer ensuite à la justification de son choix comme objet d'étude dans une problématique de développement territorial reposant sur le tourisme.

Il est à remarquer que le succès que rencontre le concept du capital social est peut être lié à une vision d'institutionnalisation du marché qui vise à généraliser les raisonnements en capital, même pour l'humain et le social [Pesqueux, 2010].

Bien que l'on puisse faire remonter les origines des idées sur lesquelles se fonde le concept de capital social jusqu'aux pensées philosophiques grecques, la première utilisation du terme est constatée au début de XXème siècle dans un article américain sur l'école en milieu rural. Le superviseur d'état des écoles en milieu rural Lyda Judson Hanifan explique que son utilisation de l'expression « capital social » n'a rien à voir avec l'acceptation habituel du mot “capital” qui renvoie à l'immobilier ou à des biens personnels ou à l'argent. Pour Hanifan le capital social désigne « *ces substances tangibles qui comptent le plus dans la vie quotidienne des gens, c'est-à-dire la bonne volonté, la camaraderie, la sympathie et les relations sociales entre les individus et les familles qui forment une unité sociale, la communauté rurale dont le centre logique est l'école* » [Hanifan, 1916, p.130].

La notion du capital social resurgit de nouveau dans les années 1970³⁴. Il rencontre une importance croissante dans les domaines de la sociologie, des sciences politiques, de

³⁴ Des auteurs pourraient, à tort, faire remonter la renaissance de la notion du capital social au début des années 1960 et l'attribuer à W.W Rostow en reprenant une erreur de traduction de son célèbre livre de 1960 « The Stages of economic growth, a non-communist manifesto » traduit en français en 1963. En fait, Rostow a énuméré les infrastructures « social overhead capital » parmi les conditions requises pour passer au stade du démarrage de l'économie « take-off » [Rostow, 1960, P.8] mais la traduction de ce passage du livre évoque la

l'économie, et des sciences de la gestion. Les auteurs qui ont le plus contribué à la construction et à la diffusion du concept du capital social sont Pierre Bourdieu, James Coleman et Robert Putnam.

Pour Bourdieu « *Le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interconnaissance* » [Bourdieu, 1980, p.2].

Coleman propose une définition fonctionnelle du capital social assez obscure : « *Le capital social est défini par sa fonction. Il ne s'agit pas d'une entité unique, mais d'un ensemble d'entités qui ont deux caractéristiques communes : elles relèvent toute d'un aspect de la structure sociale, et elles facilitent les actions des individus au sein de la structure. [...] La fonction qu'identifie le concept de " capital social" est la valeur des aspects de la structure sociale que les acteurs peuvent utiliser comme des ressources pour atteindre leurs objectifs* » [Coleman, 1988, cité en Ponthieux, 2006, p. 13].

Pour R. Putnam « *le capital social renvoie aux connexions entre les individus – les réseaux sociaux et les normes de réciprocité et de l'honnêteté qui en découlent. En ce sens, le capital social est étroitement relié à ce que certains appellent "vertu civique", à la différence que le "capital social" attire l'attention sur le fait que la vertu civique a plus de pouvoir si elle se manifeste dans le contexte d'un réseau dense de relations sociales de réciprocité* » [Putnam, 2000 cité en Ponthieux, 2006, p.68].

Il est clair que la notion du capital social pourrait constituer un pont entre les analyses sociologique et économique de l'acteur, où la rationalité économique et le déterminisme social conduisent ensemble le comportement de l'acteur. Dès lors, on peut sortir du matérialisme imposé par les économistes utilitaristes et mobiliser l'apport de l'anthropologie et de la sociologie culturelle pour étudier la complexité des positions sociales des individus et des groupes sociaux.

constitution d'un « capital social » comme condition pour le démarrage de l'économie [Rostow, 1963, Traduit de l'américain par M.-J. du Rouret, P. 19]. Erreur de traduction reprise, par exemple, par F. Carlier [F. Carlier, 2002, P. 25].

3.2. Le développement, un processus social

« *Le développement est maintenant, par définition, endogène, il ne peut plus être expliqué par les paradigmes néoclassiques, à la Perroux ou d'ordre keynésien* » [R. Capello, P Nijkamp, 2009, p.41-42]. Les différentes définitions du développement se rejoignent sur l'importance de la dimension sociétale du développement. Pour Claude Courlet, « *les facteurs critiques du développement sont historiquement enracinés dans la réalité sociale locale et ne sont donc pas facilement transférable à d'autres espaces* ». La dimension sociétale du développement est tellement importante à point que « *le développement apparaît en définitive comme un processus social et non comme un processus uniquement technique* ». Dans un tel raisonnement le territoire devient un facteur privilégié du développement « *dans la mesure où il inclut tous ces facteurs – historiques, culturels, sociaux – qui sont à la base de modèles spécifiques d'organisation de la production et de la continuelle interaction entre la sphère économique et la sphère sociale* » [C. Courlet, 2008, p.106].

Un autre trait social du développement réside dans l'importance du rôle des réseaux dans le processus du développement. Selon A. Ferguène, « *le développement est le fait d'une multiplicité des acteurs organisés en réseaux formels et informels, et entretenant entre eux des relations intenses et économiquement fécondes* » [Ferguène A., 2004, P. 50]. L'importance des acteurs peut être différente, la nature de ceux-ci aussi (économique, institutionnels, culturels, etc.) mais il est clair que le développement territorial « *dépend d'un jeu d'acteurs à la fois complexe et subtil qu'on ne peut réduire à une seule fonction animée par un acteur dominant* » [C. Courlet, 2008, p.106].

Il est d'ailleurs constaté que « *des variables économiques (telles que le capital et le travail) interagissent avec les cultures et les institutions de telle manière que le développement du système social engrange des accroissements plus rapides du revenu par tête* » [Y. Hayami, 1997, p. 9 cité in E. Assidon, 2002, p. 8]. Jean Lapèze, quant à lui, dénombre l'analyse de l'impact de la structure sociale sur les résultants économiques parmi les réflexions fondamentales sur le développement [J. Lapèze, 2007, P. 13].

Une conclusion commune est que les niveaux observés de la croissance économique ne peuvent pas être expliqués simplement par des changements dans le stock de capital ou la population et la main-d'œuvre dans l'économie. Par conséquent, le progrès technologique mais aussi la structure sociale jouent un rôle clé dans la croissance économique des nations, ou l'absence de celui-ci. Dans ce sens « *l'histoire nous apprend en fait que les individus tirent la*

plus grande partie de leur force productive des conditions sociales et des institutions de la société » [F. List, 1856, pp. 178-179, cité in F. Carluier, 2002, p. 22].

3.3. Le capital social, une ressource pour le développement

La notion du développement a beaucoup évolué ces derniers temps. La notion même de la richesse a évolué pour rejoindre partiellement celle de « bien être ». La notion de la richesse ne correspond plus à la simple valeur monétaire détenue par les agents économiques, elle renvoie aussi à des ressources non monétaires contribuant à la création du « lien social » entre ces agents [F. Carluier, 2002, P. 10]. Le développement du territoire, "développement territorial", repose sur un processus de transformation du système social de ce territoire selon des principes qui visent la revalorisation et la diversification des ressources, et surtout la mobilisation des acteurs autour d'un projet [Teisserenc P., 1994]. Il « *s'agit aussi de mettre en évidence une dynamique qui valorise l'efficacité des relations non exclusivement marchandes entre les hommes pour valoriser les richesses dont ils disposent* » [Pecqueur, 2000, P. 13]. En valorisant l'aspect social du développement local, cette dimension du développement local illustrée par Pecqueur évoque l'importance des relations non exclusivement économiques (capital social) pour mieux valoriser et exploiter les opportunités du développement. Le capital social opère comme ressource pour le développement sur trois niveaux :

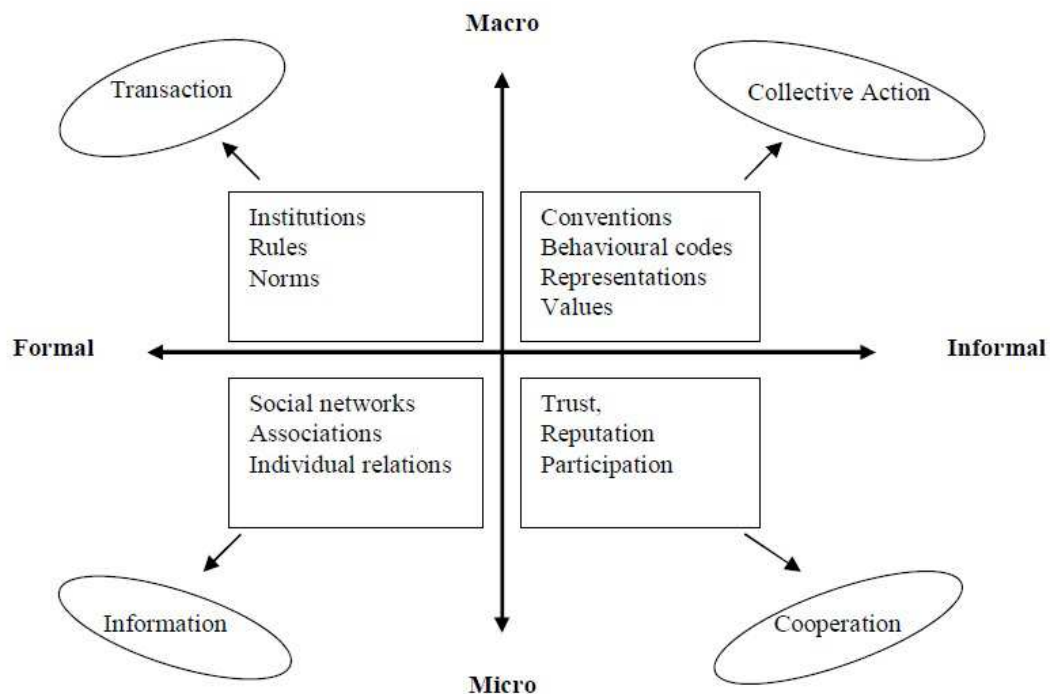
- Au niveau micro économique, par exemple, quand un individu utilise son stock de capital social (i.e., ses relations et la confiance de son entourage en lui) pour obtenir un prêt ou obtenir de l'information [Granovetter, 1973].
- Au niveau méso économique, comme l'a expliqué Bourdieu [1980], le capital social présent au sein d'un groupe (un réseau) augmente la capacité d'action de ce groupe, ou quand le capital social présent au sein d'un territoire transforme les capacités individuelles de ses habitants en « *capacités territoriales* » [F. Loubet, 2011].
- Au niveau macro économique, quand la confiance entre les individus et la confiance dans les institutions expliquent la prospérité et la puissance des nations [F. Fukuyama, 1997].

Pour illustrer et simplifier les différentes manières dont le capital social influence le développement local, Roberto Camagni [R. Camagni, 2008] propose une classification des différentes composantes du capital social, selon deux dimensions, ou dichotomies pertinentes:

la micro-macro dichotomie qui distingue les éléments qui concernent directement les individus de celles du système, et la dichotomie entre l'aspect formel ou informel du capital social, en distinguant les éléments exprimés à travers des objets observables (rôles, réseaux, normes ou structures sociales) des autres éléments plus abstraits tels que les valeurs, les représentations, les attitudes et les codes de conduite.

Selon la représentation volontairement simplifiée de R. Camagni, l'on constate que dans chaque cas les éléments du capital social ont un rôle plus direct dans une direction spécifique du fonctionnement du marché ou de développement.

Figure 12 : Dimensions, formes et rôles du capital social



Source : Roberto Camagni 2004, cité en Camagni, 2008, p.38

Dès 1996, la banque mondiale a lancé son « Social Capital Initiative³⁵ ». Selon les auteurs de cette initiative « *un nombre croissant de preuves empiriques suggèrent que la densité des réseaux sociaux et des institutions, et la nature des interactions interpersonnelles qui les sous-tendent, affectent de manière significative l'efficacité et la durabilité des programmes de*

35

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTSOCIALDEVELOPMENT/EXTTSOCIALCAPITAL/0,,contentMDK:20194767~menuPK:418848~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:401015,00.html>

développement » [Grootaert *et* Bastelaer, 2001, p.1]. Ainsi, et afin de faire progresser la compréhension théorique et la pertinence pratique du concept du capital social, la Banque mondiale a lancé en Octobre 1996, son initiative avec le soutien financier du gouvernement du Danemark. L'initiative avait trois objectifs : (1) évaluer l'impact du capital social sur l'efficacité des projets ; (2) identifier les moyens par lesquels l'aide extérieure peut aider dans le processus de formation du capital social ; et (3) contribuer à l'élaboration d'indicateurs pour le suivi du capital social et des méthodologies pour mesurer son impact sur le développement. Six études de cette initiative fournissent des preuves concrètes de l'impact du capital social sur le développement. Ils indiquent que le capital social contribue directement à l'augmentation des revenus et améliore l'accès aux services non disponibles autrement, voir [Krishna *et* Uphoff, 1999 ; Fafchamps *et* Minten, 1999 ; Reid *et* Salmen, 2000 ; Isham *et* Kähkönen, 1999 ; Pargal, Huq *et* Gilligan, 1999 ; Rose, 1999].

3.4. Le capital social, une ressource territoriale ?

Si l'on reprend la typologie de ressources selon Pecqueur, une ressource territoriale est par définition une ressource dite "spécifique". Elle résulte explicitement de stratégies d'acteurs et elle est dédiée à un usage particulier. C'est un construit d'acteurs pourvus d'intentionnalité marquée. Elle se fabrique dans l'espace et dans le temps.

L'aspect territorial du capital social est pour le moins ambigu. D'une part, le capital social résulte d'une fabrication sociale extrêmement complexe, où les normes sociales, la confiance et les modes de diffusion de l'information prennent des générations pour s'établir. D'une autre part, la fabrication du capital social par la société n'est pas un processus intentionnel (sur un plan individuel l'on peut constater des comportements intentionnels pour maximiser le capital social personnel pour arriver à des fins économiques ou autres) ; en plus, le capital social n'est pas dédié à un usage particulier.

L'absence d'intentionnalité dans le processus de fabrication du capital social altère aussi sa nature de "capital" puisque un capital (humain ou physique) résulte d'un processus intentionnel d'investissement dans le temps et dans les moyens économiques, ce qui n'est pas toujours clair et établi dans la fabrication du capital social. (Nous allons aborder le débat sur cette question dans le troisième chapitre)

Malgré le débat autour de la désignation du capital social comme “capital” par nombre d’auteurs [Bagnasco, 2002 ; Meda, 2002 ; Perret, 2006], le terme “capital social” semble bien établi, et cela grâce aux fonctions que remplit le capital social comme les autres types de capital en terme de bénéfices économiques, de pouvoir et de statut social.

Au sujet du capital social, Colletis et Pecqueur (2004) parlent d’une métamorphose qui permet de passer de la ressource générique à l’actif spécifique. La vitalité du capital social d’un territoire est alors une source importante de ressources, et d’innovation [Marcelpoil E., Bensahel L., 2007].

Pour résumer, le capital social est donc une ressource spécifique au territoire, il est endogène et non marchand. C’est une ressource territoriale ou pas, selon le degré de prise de conscience de son importance et de son implication dans la vie économique par les acteurs territoriaux. La qualification du capital social comme “ressource territoriale” semble alors possible, malgré la non-intentionnalité initiale de sa production.

3.5. Capital social et développement touristique quels rapports ?

En matière de tourisme, l’étude de Wafaa Nasser (2011), sur le Liban, a montré un lien fort entre un plus grand stock de capital social et des revenus par habitant plus importants au niveau territorial. Des auteurs trouvent que des éléments importants pour la production des services (dont le tourisme) se retrouvent aussi dans le capital social, à savoir : la production en réseau et la notion de confiance [Marcelpoil E., Bensahel L. *et al.*, 2007]. Tsanta Ny Aina [Ny Aina, 2012] souligne le rôle important des règles et des normes organisatrices de la société malgache pour gérer les conflits et dans le comportement des acteurs touristiques. Cette organisation sociale est tellement importante à point qu’on peut dire que « *la réussite d’un projet touristique à Madagascar dépend de la capacité de ses initiateurs à tisser des liens [...] avec la population locale.* » [Ny Aina, 2012, p.283]. Sans pour autant ignorer que dans certains cas ces mêmes normes sociétales peuvent constituer un frein aux projets touristiques.

Problématique de recherche

Comme mentionné plus haut dans l'introduction de cette thèse, nous partons d'un constat commun partagé par les sociologues et les économistes de notre ère, nous sommes dans un monde de plus en plus individuel régit par la logique utilitaire. Les individus sont en recherche constante pour plus de rationalité dans leurs activités de consommation, de production et même de loisir.

Dans un monde pareil, égoïsme et compétition sont des règles de jeu générales dans les champs d'action économique et social. La propriété privée n'a jamais, auparavant, été aussi développée et protégée. Dans le monde de l'entreprise, les pratiques de compétition conduisent parfois à la perte et même à la disparition de l'entreprise moins compétitive.

Au même temps, des concepts comme le capital social, la coopération ou le capital relationnel, nous expliquent que la solidarité, la confiance, l'action collective et la collaboration conduisent à des résultats économiques et sociaux plus avantageux ! Ces concepts sauraient expliquer une partie du facteur intangible « *something in the air* » mentionné par Marshall pour expliquer le choix de localisation des entreprises et le niveau d'innovation qui influencent directement le niveau de développement des territoires et des nations ?

Comment des normes et des valeurs, des attitudes ou même des sentiments (confiance dans les autres) seraient économiquement bénéfiques et rémunérées dans un marché capitaliste où prône le calcul utilitariste ?

Dans notre thèse, nous tentons de répondre en partie à cette problématique en étudiant certains aspects de l'influence du capital social sur la dynamique territoriale d'une activité économique spécifique qu'est le tourisme. Notre étude cherche à répondre à la question suivante : **dans quelle mesure le capital social, comme ressource spécifique au territoire, influence-t-il la dynamique du secteur touristique ?**

Dans la large question de l'influence du capital social sur la dynamique du secteur touristique, en considérant qu'à long terme, les approches axées sur l'offre ont surperformé celles strictement axées sur la demande dans l'interprétation des processus de développement régional [Camagni, 2008], nous nous intéressons à révéler une partie du rôle du capital social employé au niveau micro économique par les différents acteurs pour soutenir l'offre touristique local.

En fait, dans la région côtière syrienne, les dynamiques de développement se basent de plus en plus sur le développement de l'activité touristique, dans ce contexte le capital social pourrait jouer un rôle fédérateur des acteurs autour d'une dynamique territoriale de développement touristique, en rapport avec les principes de la gouvernance territoriale.

Dans un travail antérieur [Halloum, 2010], nous avons défendu l'hypothèse selon laquelle la stratégie de développement touristique adoptée par le gouvernement syrien et axée sur l'encouragement de la création de grands projets touristiques, financés en grande partie par des capitaux étrangers et tournés vers l'accueil des touristes étrangers, n'est pas capable à elle seule de garantir une activité touristique durable, au sens de la continuité, dans la région côtière syrienne. Nous avons proposé, en complémentarité avec cette stratégie, le développement de tourisme local et des activités de loisirs de proximité pour enrichir l'offre touristique dans la région et proposer des produits abordables pour les touristes locaux. En fait, le tourisme local est moins sensible aux tensions politiques et sécuritaires, et présente une saisonnalité moins accentuée que le tourisme venant de l'extérieur. La crise syrienne ces dernières années a, malheureusement, contribué à la confirmation de notre hypothèse ; le tourisme venant de l'extérieur est à l'arrêt ; les projets touristiques en collaboration avec des actionnaires étrangers (notamment originaires des pays du Golf) subissent la tension politique, ce qui entrave leur achèvement. Nous avons souligné l'importance d'une dynamique touristique territoriale qui stimule l'offre touristique local et repose sur l'initiative des acteurs locaux.

Notre objectif était de mettre l'accent sur le processus d'intégration de la production par le territoire (interdépendance entre le système productif et la demande locale de biens et services) à travers l'encouragement des nouvelles pratiques touristiques et de loisirs de proximité.

Hypothèses

Après avoir déterminé le cadre théorique (économie territoriale) et sélectionner les éléments de notre objet de recherche (développement touristique local, capital social), nous avons procédé à une consultation de chercheurs en tourisme afin de mieux construire nos hypothèses, nous avons questionné huit experts en France sur leur jugement de l'importance du capital social pour la dynamique locale du secteur touristique. Après revue de l'état de l'art

sur la question du tourisme, la sélection de ces experts s'est imposée naturellement. Tous les experts questionnés ont fait plusieurs publications scientifiques qui traitent des problématiques liées au tourisme. Le questionnaire comportait sept questions. Les réponses d'experts ont été triées par l'ordre de consensus décroissant (méthode Delphi³⁶), (voir le questionnaire et les résultats dans les annexes). La consultation a été réalisée en ligne par le biais d'un outil informatique au cours du mois de septembre 2013.

Les experts consultés ont estimé que l'importance du capital social est équivalente à l'importance du capital produit pour le développement du secteur touristique et avant même le capital humain. Les résultats de ce questionnaire ont convergé pour souligner l'importance du capital social pour plusieurs aspects de la création et la gestion de petits projets touristiques comme le financement, le fonctionnement et les démarches administratives liées à la création du projet. Parmi les composants qui forment le capital social, l'importance des réseaux sociaux est mise en avant dans le même ordre que l'action collective. En outre, les experts ont estimé que les échanges humains et économiques, au cours d'un séjour touristique, favorisent la création des liens sociaux plus élargis et plus diversifiés. Il ressort également de cette consultation l'importance académique du concept en France. En Syrie, en revanche, et dans la langue arabe en général, cette importance est moindre.

Nos réflexions et la consultation d'experts nous poussent à vérifier la validité des hypothèses suivantes dans notre terrain de recherche :

- Le capital social en général, est un élément positivement important pour la dynamique du secteur touristique.
- Toutes les dimensions du "capital social civil" sont positivement important pour la dynamique du secteur touristique.
- Le capital social "institutionnel" joue un rôle positif dans la dynamique du secteur touristique.
- Le capital social joue un rôle fondateur dans la constitution des réseaux d'acteurs.

³⁶ Le principe de cette méthode est que des prévisions réalisées par un groupe d'experts structuré sont généralement plus fiables que celles faites par des groupes non structurés ou des individus.

Résumé

Dans ce chapitre, nous avons examiné la notion du développement ainsi que les indicateurs permettant de le mesurer. Après une revue rapide de l'histoire de l'économie du développement, nous avons présenté l'économie territoriale comme une approche nouvelle dans l'évolution de l'économie du développement. En suite, nous avons argumenté notre choix de l'économie territoriale comme mode développement pour la Syrie. Nous avons aussi abordé la définition du tourisme, ses liens avec le développement ainsi qu'avec la notion du territoire. A la fin, nous avons discuté l'importance du capital social comme ressource pour le développement.

Passer en revue tous les éléments précédents, nous constatons leurs intersections multiples dans le champ du développement territorial. La confrontation de ces éléments avec les éléments de contexte présentés dans le premier chapitre, sur l'importance de l'activité touristique pour l'économie syrienne et le besoin de développer le tourisme local tout en considérant la pénurie des ressources et la nécessité de valoriser des ressources nouvelles pour l'investissement, nous guide à établir la question centrale de notre étude : **dans quelle mesure le capital social, comme ressource spécifique au territoire, influence-t-il la dynamique du secteur touristique ?**

Enfin, une consultation d'experts scientifiques en tourisme vient enrichir notre appréciation du rôle du capital social dans une dynamique d'offre touristique local. Cette consultation nous permet de poser plusieurs hypothèses que nous allons essayer de trouver les moyens de les tester par la suite dans le quatrième chapitre.

Troisième Chapitre

Le concept de Capital Social

« La société existe pour le bénéfice des hommes, et non les hommes pour le bénéfice de la société. »

Herbert Spencer (1820-1903)

Philosophe et sociologue anglais, prix Nobel de littérature.

Ou bien...

« L'homme n'existe que par la société et la société ne le forme que pour elle. »

Louis de Bonald (1754-1840)

Homme politique, philosophe français.

Introduction

« *Sociologie et sens commun s'accordent pour penser qu'il est fort utile de connaître des « gens bien placés » et qu'avoir « le bras long » permet de régler nombre de problèmes* » [Ferrand, 1996, p.1]. Cela affirme l'aphorisme célèbre qui dit : « *Ce qui importe, ce n'est pas ce que tu connais, mais qui tu connais.* ».

Le succès que connaît le concept du capital social au niveau institutionnel est peut-être dû à « *la perspective d'institutionnalisation du marché qui conduit à généraliser les raisonnements en capital, en particulier pour l'humain et le social, avec l'idéologie qui lui est sous-jacente.* » [Pesqueux, 2010, p.1].

Le concept de capital social apparaît dans sa première formulation par le superviseur d'état des écoles en milieu rural, l'américain Lyda Judson Hanifan en 1916 dans un article sur l'école en milieu rural. Il explique que son utilisation de l'expression « *capital social* » n'a rien à voir avec l'acceptation habituel du mot capital qui renvoie à l'immobilier ou à des biens personnels ou à l'argent. Pour Hanifan le capital social désigne « *ces substances tangibles qui comptent le plus dans la vie quotidienne des gens, c'est-à-dire la bonne volonté, la camaraderie, la sympathie et les relations sociales entre les individus et les familles qui forment une unité sociale, la communauté rurale dont le centre logique est l'école* » [Hanifan, 1916, p.130]. Dans les décennies qui suivent, le concept du capital social ne rencontrera pas un grand écho, puis il resurgit de nouveau dans les années 1970. Selon les termes d'Alain Caillé [Caillé, 2006, p. 7] la notion de capital social prend « *son premier essor significatif* » grâce aux contributions du sociologue Pierre Bourdieu, puis elle connaît sa montée en puissance dans les années 1990, et on voit apparaître des centaines de documents par an dans tous les champs des sciences humaines et sociales. Cette montée en puissance est due aux travaux du politologue américain Robert Putnam, particulièrement après la publication, en 1995, de son court essai, « *Bowling alone : America's declining social capital* ». Putnam n'a pas inventé le capital social, mais il y a clairement un « avant » et un « après » « *Bowling alone* ». [Ponthieux, 2006].

Un certain nombre de questions constitutives d'une approche du capital social étaient déjà abordées dans les années 1960 et 1970 [Ferrand, 1996]. Mais bien avant cela, selon

James Farr « *Dans son esprit, la notion de capital social a une histoire intellectuelle que l'on peut faire remonter à la philosophie grecque ancienne, mais, dans sa lettre, elle trouve ses points d'origine dans les sciences sociales classiques du XIX^e siècle, avec des auteurs comme Tocqueville, Mill, Marx, Durkheim et Weber* » [Farr, 2004].

Bien que le terme "Capital social" semble familier, parce qu'il associe deux mots largement compréhensibles, il est impossible de donner une définition consensuelle du capital social. Certes, la notion réfère toujours aux relations sociales et à leurs effets, mais elle est déclinée dans des nombreux champs d'études et elle est appliquée sur différents sujets économiques et sociaux. Dans tous les cas, C'est bien le pont qui relie l'économie au social qui fait la colonne vertébrale du concept de Capital social.

Pour longtemps les analyses sociologique et économique de l'acteur étaient opposées « *L'économie ne parle que de la façon dont les individus font des choix, la sociologie ne parle que du fait qu'ils n'ont aucun choix à faire* » [Duesenberry, 1960, p.233].

Avec le développement de concept de capital social, on peut, dès lors, sortir du matérialisme primaire imposé par les économistes utilitaristes et mobiliser l'apport de l'anthropologie et de la sociologie culturelle pour étudier la complexité des positions sociales des individus.

On peut percevoir trois manières dont le concept va émerger en transgressant le clivage entre l'économie et le social. [Ponthieux, 2006]. La première est celle de Pierre Bourdieu. Elle peut être considérée comme une transgression totale. La deuxième, ce fut le procédé de James Coleman. Il intègre le choix rationnel, au sens pur des économistes dans la construction d'une théorie sociologique générale.

La troisième s'appuie sur les travaux de Mark Granovetter et sur ses thèses des liens faibles et de l'encastrement. Formulée dans le cadre de la sociologie des réseaux, à l'inverse de Coleman, elle apporte du social dans l'explication des comportements économiques.

Par la suite, La contribution de Putnam va permettre un vaste usage de concept de capital social. Actuellement, « *Peu de questions, semble-t-il, peuvent résister à l'application d'un peu de capital social* ». [Ponthieux, 2006, p.5]. En effet, l'ampleur du domaine couvert par la notion de capital social est fondamentalement le reflet des différences de ses définitions [Ballet J. et Guillon R., 2003].

1. Bourdieu : les débuts du « capital social »

Pierre Bourdieu, dès 1972, était le premier à introduire la notion de « capital social » pour renvoyer aux engagements, aux dettes et aux relations accumulés au fil des générations par les familles et par les groupes [Ponthieux, 2006]. Pour Bourdieu la notion de capital social est *« le seul moyen de désigner le principe d'effets sociaux qui, bien qu'on les saisisse clairement au niveau des agents singuliers [...], ne se laissent pas réduire à l'ensemble des propriétés individuelles possédées par un agent déterminé ; ces effets, où la sociologie spontanée reconnaît volontiers l'action des « relations », sont particulièrement visibles dans tous les cas où différents individus obtiennent un rendement très inégal d'un capital à peu près équivalent, selon le degré auquel ils peuvent mobiliser par procuration le capital d'un groupe »*. [Bourdieu, 1980, p. 2].

1.1. Définir le capital social selon Bourdieu

Dans son article fondateur (1980), abondamment cité, Bourdieu donne sa définition de capital social : *« Le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interconnaissance ; ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe [italique d'origine], comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes [...], mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles. »* [Bourdieu, 1980, p.2]. La durabilité sur laquelle Bourdieu insiste sera essentielle, par la suite, pour affirmer que le capital social est bien un « capital » [Collier, 1998, p.4].

Mais qu'en dit Bourdieu des déterminants de volume de ce capital social ? *« Le volume du capital social que possède un agent particulier dépend donc de l'étendue du réseau des liaisons qu'il peut effectivement mobiliser et du volume du capital (économique, culturel ou symbolique) possédé en propre par chacun de ceux auxquels il est lié [...], il exerce un effet multiplicateur sur le capital possédé en propre [...]. Les profits que procure l'appartenance à un groupe sont au fondement de la solidarité qui les rend possibles. »*

1.2. La formation de capital social selon Bourdieu

Bien avant Putnam, Bourdieu commence son raisonnement en partant de l'échange répétée qui crée la norme de réciprocité et puis qui tisse le groupe : « *L'échange transforme les choses échangées en signes de reconnaissance et, à travers la reconnaissance mutuelle et la reconnaissance de l'appartenance au groupe qu'elle implique, produit le groupe et détermine du même coup les limites du groupe, c'est-à-dire les limites au-delà desquelles l'échange constitutif, commerce, commensalité, mariage, ne peut avoir lieu.* » [Bourdieu, 1980, p.3]

Bourdieu refuse l'idée selon laquelle le capital social serait un attribut général de la structure sociale dans laquelle une personne est insérée [Coleman], mais pour lui le tout résulte des "stratégies d'investissement social" : « *L'existence d'un réseau de liaisons n'est pas un donné naturel [...], mais le produit du travail d'instauration et d'entretien qui est nécessaire pour produire et reproduire des liaisons durables et utiles, propres à procurer des profits matériels et symboliques [...], [le réseau] est le produit de stratégies d'investissement social consciemment ou inconsciemment orientées vers l'institution ou la reproduction de relations sociales directement utilisables, à court ou à long terme [...]* » [Bourdieu, 1980, p.2].

1.3. Un Concept au sens économique

Selon Joël Sobel [2002], la définition de Bourdieu est celle qui se rapproche le plus d'un concept qui aura un sens en économie. Mais, pour clarifier les rapports de Bourdieu avec l'économie et, en particulier avec l'école de néomarginalistes (Chicago), on retient ce qu'il en dit lui-même : « *Ce qui peut tromper, c'est que, comme les économistes néomarginalistes, je mets au principe de toute les conduites sociales une forme spécifique d'intérêt, d'investissement. Mais seuls les mots sont communs. L'intérêt dont je parle n'a rien à voir avec le self-interest d'Adam Smith, intérêt anhistorique, naturel, universel [...]* » [Bourdieu, 1984, p.33]. En fait l'intérêt dont parle Bourdieu n'est que le sens du *principe de raison*

suffisante. Selon ce principe il y a une cause ou une raison permettant de comprendre ou d'expliquer une institution ou une pratique sociale. Ainsi, des pratiques ruineuses et incompréhensibles de point de vue des économistes peuvent être bien expliquées en prenant en compte leur intérêt social. Par exemple, prêter de l'argent sans intérêt ou participer financièrement dans les œuvres de bienfaisance n'ont pas toute leur explication dans le champ purement économique mais plutôt dans le champ du social (altruisme ou recherche de reconnaissance sociale).

1.4. La nature “sociale” du concept

Bourdieu souligne que *« les profits que procure l'appartenance à un groupe sont au fondement de la solidarité qui les rend possibles »*. [Bourdieu, 1980, p. 2].

Mais l'intérêt que met Bourdieu derrière toutes les actions sociales, ne lui interdit pas de qualifier le capital social de « social » parce que *« [les stratégies d'accumulation de capital social] sont fondées sur une notion de l'« intérêt » qui n'est pas l'intérêt universel atemporel, et finalement asocial qui détermine les actions de l'homo-oeconomicus, mais qui est au contraire indissociable des différences de conditions et de positions entre les groupes – différences manifestées par le volume et la structure du capital qu'ils possèdent ; les conditions d'accumulation du capital social sont les mêmes que celles qui conduisent à l'accumulation des autres capitaux. »* [Ponthieux, 2006, p.42].

1.5. Le problème de l'inégalité et la transformation entre les différentes formes de capital

Pour Bourdieu, la position d'un individu dans la société (position de classe) est dépendante de trois variantes, elles-mêmes dépendantes entre elles, à savoir, le capital physique, humain et social. La notion de classe sociale est donc approfondie chez Bourdieu plus que l'on peut trouver chez Marx par exemple. Cette distinction entre les trois formes de

capital (physique, humain et social) est essentielle car seulement la somme de ces trois formes est importante pour situer un individu dans l'espace social.

Ainsi une faible dotation en capital économique peut-elle être compensée par un fort capital social, l'idée va être reprise plus tard par Collier [1998]. Ou encore, un fort capital culturel peut compenser l'absence de capital économique et/ou de capital social.

Plus encore, dans la production de chaque forme de capital l'on peut utiliser son stock d'autres formes de capital, et parfois cette utilisation est indispensable. Selon Bourdieu : « *la reproduction du capital social est tributaire [...] du travail de sociabilité [...] qui suppose [...] une dépense constante de temps et d'efforts (qui ont leur équivalent en capital économique) et aussi, bien souvent, de capital économique.* » [Bourdieu, 1980, p.3].

Les exemples sur la transformation de capital culturel en capital économique ou l'inverse sont encore plus faciles à citer. Alors, la question qui se pose est, un individu pourrait-il acquérir du capital sans avoir en hérité ?

Alors, si les trois formes de capital ont tendance à se renforcer mutuellement, à se cumuler, accroissant ainsi les inégalités, l'on mesure l'importance des politiques publiques de redistribution et de promotion sociale.

1.6. Le problème de pouvoir

Bourdieu s'interroge aussi sur les rapports de pouvoir au sein des groupes, il souligne les dangers qui peuvent résulter des processus d'individualisation de capital social : « *Tout le capital collectif pouvant être individualisé dans un agent singulier qui le concentre et qui, bien qu'il tienne tout son pouvoir du groupe, peut exercer sur le groupe (et dans une certaine mesure contre le groupe) le pouvoir que le groupe lui permet de concentrer* » [Bourdieu, 1980, p.3].

Mais pourquoi alors les groupes permettent l'individualisation de capital social qui peut être dangereuse ? La réponse selon Bourdieu est « *parce que [l'individualisation de capital social] permet à des agents nombreux, divers et dispersés d'agir «comme un seul homme» et de*

surmonter les effets de la finitude qui lie les agents, à travers leur corps, à un lieu et un temps » [Bourdieu, 1980, p.3].

Au même temps, l'individualisation de capital social se fait selon des règles et des normes qui garantissent le bon usage de cette individualisation sous des formes de délégation ou de représentation : « *Les mécanismes de délégation et de représentation [...] qui s'imposent — sans doute d'autant plus rigoureusement que le groupe est plus nombreux — comme une des conditions de la concentration du capital social [...] enferment ainsi le principe d'un détournement du capital qu'ils font exister.* » [Bourdieu, 1980, p.3].

Ces mécanismes de délégation aident les groupes aussi à faire face à la concurrence entre les membres et empêcher des comportements nocifs pour le groupe : « *Pour circonscrire la concurrence interne dans des limites au-delà desquelles elle compromettrait l'accumulation du capital qui fonde le groupe, les groupes doivent régler la distribution entre leurs membres du droit à s'instituer en délégué (mandataire, plénipotentiaire, représentant, porte-parole) du groupe, à engager le capital social de tout le groupe* » [Bourdieu, 1980, p.3].

Mais selon Bourdieu, les mécanismes de délégation n'installent pas l'égalité de répartition de capital social entre les membres de groupe : « *ainsi, les groupes institués délèguent leur capital social à tous leurs membres mais à des degrés très inégaux (du simple laïc au pape ou du militant de base au secrétaire général)* » [Bourdieu, 1980, p.3]. Dans ce sens, il convient de rappeler la remarque de B. Perret [2006, p. 297] sur la conception que fait Bourdieu de la notion de capital social. Selon Perret ce qui intéresse Bourdieu le plus dans la notion de capital social est sa signification en termes de rapports sociaux. Par analogie avec les effets de dominations liés au capital économique, toute forme de domination est indexée à la possession d'un capital. Selon Bourdieu les individus et les groupes sociaux mobilisent trois types de capitaux dans leur dynamique pour conserver ou accroître leur position au sein de la hiérarchie sociale : le capital économique, le capital culturel et le capital social [Meda, 2002, p.36]

2. Le capital social selon Coleman

Dans ses travaux, Coleman essaye de formuler un concept de capital social qui va intégrer les approches sociologiques et économiques de l'explication de l'action sociale. Coleman [1988] constate qu'il y a deux courants pour appréhender l'action sociale : l'un est sociologique, il considère que toutes les actions d'un acteur social sont gouvernées par les normes et les obligations sociales. L'autre est économique, il considère que l'acteur est guidé toujours par son seul intérêt personnel. Coleman va donc proposer une formulation qui dépasse cette séparation dans l'analyse de l'action sociale et il va introduire les choix rationnels de la théorie économique en sociologie.

Coleman commence son analyse au niveau micro, la base est dans l'échange entre des acteurs motivés par leur seul intérêt personnel. Sur cette base d'échange, et à force de répétition, se forment des relations de durabilité qui vont constituer les structures sociales. Pour Coleman, ces relations durables sont des ressources qui forment le capital social pour les individus. Il intègre aussi les normes et les sanctions sociales dans son analyse, et le tout va constituer une explication de l'échange fondé sur l'intérêt personnel, et délimité par la réciprocité et les normes et sanctions sociales.

2.1. Définir le capital social

Coleman propose une définition fonctionnelle du capital social assez obscure : « *Le capital social est défini par sa fonction. Il ne s'agit pas d'une entité unique, mais d'un ensemble d'entités qui ont deux caractéristiques communes : elles relèvent toute d'un aspect de la structure sociale, et elles facilitent les actions des individus au sein de la structure. [...]* La fonction qu'identifie le concept de " capital social" est la valeur des aspects de la structure sociale que les acteurs peuvent utiliser comme des ressources pour atteindre leurs objectifs » [Coleman, 1988, cité en Ponthieux, 2006, p. 13].

Évaluer la valeur du capital social est peut-être plus facile en son absence. Cette valeur est constatée dans les coûts élevés pour réaliser les transactions économiques ou pour obtenir

de l'information, comme nous le montrent les exemples de Coleman [1988]. Ainsi pour Coleman : « *L'organisation sociale, en ce qu'elle facilite la réalisation d'objectifs qui ne seraient pas réalisables en son absence, ou seulement à un coût très élevé, constitue le capital social* » [Coleman, 1990, p. 304, cité en Ponthieux, 2006, p. 13].

2.2. Capital social et capital humain

L'on peut considérer la notion de capital social proposée par Coleman comme une contribution à la théorie de capital humain. En s'appuyant sur les travaux de Glenn Loury [1977], Coleman utilise le concept de capital social dès l'année 1982 pour expliquer les différences des résultats scolaires entre les écoles publiques et les écoles catholiques. Il sort avec une conclusion que le capital social fortement présent autour des étudiants des écoles catholiques est la seule explication possible. Ce capital social est constitué de normes religieuses qui incitent les enseignants à bien s'occuper de leurs étudiants et d'une société fermée où tous les membres se connaissent et sont en relation entre eux.

« *Glenn Loury [1977], utilise la notion de capital social pour expliquer les différences raciales de salaire que ni la théorie du capital humain ni la théorie du « goût pour la discrimination » [Becker, 1957] ne permettent selon lui de comprendre ; Loury propose d'employer le terme « capital social » pour désigner l'influence des caractéristiques du milieu social d'origine (famille, communauté) sur l'acquisition de capital humain* » [Ponthieux, 2006, p.11-12]. Ainsi, le capital humain ne serait pas seulement le résultat des investissements principalement éducatifs des individus, mais il est aussi corrélé avec les caractéristiques de leur milieu social [Loury] et avec leur héritage en capital culturel [Bourdieu, 1984].

2.3. Le Capital social comme organisation sociale : Formes, fonction et résultats

2.3.1. Les formes de capital social

Pour Coleman le capital social apparaît sous trois formes :

- 1- Obligations et attentes : prenons l'exemple de deux acteurs A-B dans une société. quand A fait une faveur à B, cela crée l'attente de A à ce que B lui rend la pareille dans le futur. Si B est quelqu'un d'honnête, il doit se sentir redevable, il va, l'occasion venue, rendre la faveur à A. par rapport à la rationalité intéressée des acteurs, Coleman analyse la situation de chacun des acteurs : Pour A, le donneur, il n'y a pas de contradiction, que le don soit demandé ou spontané, puisque ce don est un investissement qui donne à A un droit qu'il pourra utiliser le moment venu. Du côté de B, qui reçoit ou qui demande le don, Coleman souligne une contraction. Le fait que l'acteur B devient redevable le pousse à éviter tant que possible de recourir à l'aide d'autrui. Cette forme de capital social dépend, selon Coleman, des caractéristiques de l'environnement social. Coleman note la remarque suivante : *« quand, parce qu'ils s'enrichissent, qu'ils sont aidés par l'Etat ou pour toute autre raison, les individus ont moins besoin les uns des autres, une moindre quantité de capital social est produite »* [Coleman, 1990, p.321]. Donc, les individus ne doivent pas être totalement autosuffisants, ou encore qu'ils n'aient pas d'autre alternative que de recourir à l'aide d'un autre membre de la société.
- 2- Information : l'information, selon Coleman, est présentée à la fois comme un avantage du capital social et comme l'un de ses supports. Grace à leurs relations au sein de la société, les membres pourraient acquérir de l'information gratuitement, alors que les autres ont dépensé de l'argent ou de temps pour les trouver. Pour illustrer cette idée, Coleman nous propose plusieurs exemples : le chercheur qui tire avantage de ses conversations avec des collègues pour se tenir au courant de la recherche dans d'autres domaines que la sienne, et l'exemple d'une femme qui tire avantage de sa relation avec une amie qui achète les magazines de mode pour se tenir au courant des tendances de la mode. [Coleman, 1990, p.310]. l'information est importante aussi pour le maintien des autres formes de capital social : puisque les réputations sont basées sur l'échange d'informations et les opinions diffusées. L'échange et la diffusion des opinions sont essentiels pour l'application des

normes dans une société. Ce qui donne au bavardage et aux « *gossips* » une dimension particulière.

- 3- Normes et sanctions : les normes respectées au sein d'une société délimitent le cadre des comportements de ses membres, ainsi, elles réduisent l'incertitude sur les comportements des autres. Les sanctions, quant à elles, réduisent les comportements opportunistes. Ainsi, tout le monde respecte les mêmes règles de jeu, et cela profite à tous. Coleman [1990] souligne que des normes incitant les membres à adopter des comportements favorisant les intérêts collectifs aux intérêts personnels se traduisent par un stock plus fort de capital social au sein de la société. Toutefois, Coleman note que les normes fortes, mêmes si elles ont des effets positifs, elles peuvent également s'avérer contreproductives. Pour justifier ce point, Coleman nous propose des exemples : la surveillance qui empêche les comportements criminels peut aussi empêcher des comportements non criminels, et l'inacceptation des comportements déviants peut diminuer la capacité d'innovation et de mutation d'une société [Coleman, 1988]. Parfois le capital social est essentiel pour le bon fonctionnement des organisations criminelles (des exemples sont soulignés dans les travaux de Diego Gambetta [1988] sur la mafia sicilienne, ou ceux de Maurizio Rubio [1997] sur le cartel de la drogue en Colombie). Malgré cette réserve, Coleman, dans son propos, met l'accent sur les résultats positifs de capital social tels que : l'économie de coût de transaction, la capacité d'organisation, la qualité de vie... etc.

2.3.2. Conditions favorables au capital social

On peut regrouper les conditions favorables au capital social selon Coleman en deux catégories :

- 1- Des caractéristiques des structures sociales : Coleman considère la stabilité des structures sociales comme une condition favorable au maintien de capital social. La mobilité des gens est considérée comme facteur potentiel de destruction du capital social tout comme n'importe quel changement qui bouscule une société.
Par ailleurs, des normes valorisant les comportements altruistes encourageraient le développement du capital social. Par exemple, dans son article de 1988, Coleman met en évidence un effet spécifique de la religion pour expliquer les résultats de la réussite scolaire des enfants.

- 2- Des caractéristiques des relations : Coleman [1988] affirme que la démultiplication des relations entre les individus, c'est-à-dire des relations non spécifiques à un contexte particulier, favorise le développement du capital social. Il montre que le capital social qui s'est formé dans une structure sociale donnée peut avoir pour effet la création de nouvelles structures. Un autre effet positif des relations multiples, c'est l'augmentation de la surveillance mutuelle.

La fermeture de réseau joue un rôle important pour déterminer le niveau de stock de capital social dans une structure sociale. Coleman explique la fermeture de réseau par l'existence de relations entre tous les points de la structure sociale. Cela a pour effet selon Coleman de limiter le développement des relations asymétriques au sein de la structure. Également, la fermeture de réseau facilite l'application des normes et la diffusion des informations et des opinions dans la structure, de ce fait, aucun point n'échappe à la surveillance des autres.

2.3.3. La nature de capital social selon Coleman

Le "capital social" présenté selon Coleman accomplit certaines des critères qui définissent un "Capital" : *« Comme le capital physique est créé en fabricant des outils qui facilitent la production, le capital humain résulte d'un changement qui donne aux personnes des connaissances et des capacités améliorant leurs possibilités. Le capital social quant à lui provient de changement des relations entre les personnes qui facilitent les actions. Comme le capital physique et humain, le capital social facilite l'activité productive »* [Coleman, 1990, p. 304, cité en Ponthieux, 2006, p. 19]. Donc, selon Coleman le capital social, comme les autres formes de capital, est le résultat d'une transformation. Il sert également à faciliter l'activité productive.

- Un capital non intentionnel ?

Malgré cela, Coleman [1990] avoue les différences qui existent entre ce capital social et les autres formes de capital. Le capital social est indissociable de la structure sociale dans laquelle il fonctionne, les différentes formes de capital social sont construites ou détruites au cours d'autres activités sociales. Alors, ce capital social non intentionnel n'a pas pour objectif d'atteindre des bénéfices futurs. Au sens économique, le capital social est plus proche de la définition d'une externalité que d'un capital.

- La propriété de tous ?

Pour Coleman [1988] le capital social est un attribut de la structure sociale dans laquelle une personne est insérée, donc le capital social n'est la propriété d'aucun de ceux qui en profitent. Nous comprenons alors que le capital social n'appartient à personne en particulier, même pas à une institution qui représente la société, il est donc ni divisible ni cessible. Le capital social ne peut pas être un bien public même s'il est la propriété de tous puisqu'il n'est pas le résultat d'un investissement. Puisque ses bénéfices ne reviennent pas à ceux qui investiraient, il n'y a pas donc une incitation à l'investissement. Le capital social serait-il alors un bien commun qui ne résulte pas d'investissement ? Et dont l'utilisation est caractérisée par la non-exclusion et la non-rivalité ?

3. Putnam : l'essor du capital social

Putnam est politologue, spécialiste des approches comparatives, célèbre par ses écrits sur l'engagement civique. Il introduit la notion de capital social, à partir d'une recherche sur les facteurs qui affectent les performances démocratiques des sociétés. Pour Putnam, « *Par analogie avec les notions de capital physique et de capital humain – les outils et la formation qui améliorent la productivité individuelle-, celle de “capital social” fait référence aux caractéristiques de l'organisation sociale, telles que les réseaux, les règles et la foi en l'action collective, qui facilitent la coordination et la coopération pour le bien de tous* » [Putnam, 1995a, p. 67 cité en Bevort A. et Lallement M. (dir.), 2006, p. 37].

L'approche de Coleman va lui permettre de substituer la notion de capital social à celle de « culture civique » qu'il employait dans ses premiers travaux sur les déterminants de la démocratie [Ponthieux, 2006]. Du même, des auteurs comme Arnaldo Bagnasco trouvent que la problématique posée dans l'article célèbre de Putnam “Bowling Alone”, sur la crise de la culture associative aux Etats-Unis, n'est qu'un « *écho à la question posée bien des années auparavant par J. Coleman [1993] : comment remplacer les formes premières (primordial) de capital social ?* » [Bagnasco A., 2003 cité en Bevort A. et Lallement M. (dir.), 2006, p. 53].

Putnam attache une grande importance aux associations. En effet, il fonde sa construction sur l'idée que les associations émergent les normes de réciprocité qui permettent aux sociétés de bien fonctionner.

3.1. L'effet de l'approche toquevillienne : démocratie locale et associations volontaires

Dans les années 1830, lors de son voyage aux Etats-Unis, Tocqueville avait été principalement surpris par la tendance des Américains à s'engager dans tout type d'association civile, phénomène qui, pour lui, était le facteur essentiel derrière leur capacité à bien faire fonctionner leur démocratie.

Pour le sociologue Tocqueville de XIX^{ème} siècle, l'égalité des conditions que garantit la démocratie pourrait, en ouvrant aux individus des possibilités de promotion sociale inimaginables auparavant, conduire vers une société d'individualistes soucieux simplement de l'amélioration de leurs conditions personnelles, repliés sur leur famille et leurs amis, et sans engagement social et politique – à l'exception d'une demande croissante de tranquillité publique. Contre cette tendance vers une société d'individus isolés, il opposait les associations « permanentes » de la démocratie locale et les associations civiles. La contribution à la démocratie locale permet ainsi de rapprocher intérêt privé et intérêt général. Avec la participation à la démocratie locale, les individus se rappellent qu'ils ne sont pas si autonomes les uns des autres que peut le laisser penser l'égalité de leur condition. Les associations basées sur le volontariat quant à elles, politiques ou civiles, permettent aux individus de rassembler le pouvoir ou les moyens qu'ils n'ont pas de façon individuelle [Ponthieux, 2006].

Putnam est convaincu de la relation positive entre l'engagement civique et la qualité de vie en société ou encore le degré d'efficacité des institutions sociales. En ce qui concerne l'éducation, la pauvreté urbaine, le chômage, la criminalité et la toxicomanie voire la santé, il cite dans son article de 1995, les résultats de plusieurs recherches qui ont mené à la conclusion « *qu'il y avait plus de chances de s'en sortir quand on faisait partie d'une communauté fortement engagée civiquement* » [Putnam, 1995, cité en Bevort A. et Lallement M. (dir.), 2006, p. 36].

3.2. L'engagement civique et le familialisme amoral

Putnam se sert de la notion de culture civique ou politique, développée dans les années 1960 par les politistes américains [Almond et Verba, 1963] pour parfaire sa notion d'engagement civique. L'engagement civique est, selon Putnam, ce qui définit une communauté civique. La communauté civique est, selon Putnam, une société dont les membres sont disposés à la confiance, à la solidarité et expriment un intérêt pour les affaires publiques. Tous ces caractères trouvent leur traduction dans la participation associative d'une part, la participation dans les élections d'autre part.

Putnam n'oublie pas de mentionner la notion de « familialisme amoral » mise en œuvre par Edward Banfield [1958], qui se rattache aux approches culturalistes développées dans les

années 1930. Dans ces approches, tous les individus d'une même culture auront, face à une situation donnée, la même réaction ou les mêmes comportements. Ce sont donc les valeurs intériorisées lors de la formation de la personnalité qui déterminent les actions, et non pas les conditions économiques ou les rapports sociaux [Ponthieux, 2006].

Le « familialisme amoral » indique une disposition authentique des individus qui, hors des relations familiales, ne sont capables que de défiance : les relations sociales sont rendues impossibles du fait de comportements qui visent à maximiser les avantages matériels à court terme de la famille, et de l'idée que tous les autres font de même [Ponthieux, 2006]. Ainsi, « *tous ceux qui ne font partie du cercle restreint de la famille sont vus à priori comme des concurrents, et du coup comme des ennemis potentiels* » [Banfield, 1958, p. 110 cité en Ponthieux S., 2006 p. 46].

3.3. La théorie de débordement

Dans ses travaux sur l'Italie [Putnam *et al.*, 1993], Putnam évoque sa théorie de débordement selon laquelle la multiplication des associations volontaires dans la société engendre un débordement de la participation dans les autres domaines de la vie communautaire. Au contraire, dans des structures hiérarchiques, les individus auront des comportements égoïstes, où ils cherchent à répondre à leur intérêt personnel.

3.4. Formation et fonctionnement de capital social

Faute de recherche approfondie, la « réciprocité généralisée » devient selon les travaux de Putnam un attribut quasi naturel des sociétés, et quasi culturel des individus sans expliquer les mécanismes de son instauration.

La synthèse de l'analyse de Putnam, dans son livre « *Bowling Alone: the Collapse and revival of American Community* » [2000] (une version développée de son court essai de 1995), illustre les trois dynamiques par lesquelles se forme et fonctionne le capital social dans la société : « 1) *les individus s'associent volontairement mais pas dans un but intéressé au sens*

économique de l'intérêt ; cette première étape de relations répétées (de préférence en face-à-face) permet un apprentissage de la réciprocité au niveau local ; 2) l'expérience de la coopération et des bénéfices qui en découlent change la perception que les individus ont d'eux-mêmes dans la société et modifie leurs préférences, [...] ; 3) [le goût des participants pour les bénéfices collectifs] se généralise par débordement s'il y a une densité suffisamment élevée d'associations. » [Ponthieux, 2006, p. 72].

3.5. Des critiques à Making Democracy Work

Dans ce livre [Putnam et al., 1993a], Putnam évalue la performance institutionnelle des vingt gouvernements régionaux en Italie utilisant des enquêtes, des interviews et un ensemble diversifié d'indicateurs politiques. Sa principale conclusion est que de grandes variations dans les performances de ces gouvernements sont étroitement liées à la vitalité de la vie associative dans chaque région. Dans le nord de l'Italie, où les citoyens participent activement dans les clubs sportifs, les groupes littéraires, les groupes de services et les chorales, les gouvernements régionaux sont « *efficaces dans leur fonctionnement interne, créatifs dans leurs initiatives politiques et efficace dans la mise en œuvre de ces initiatives* » [Putnam et al., 1993a, p.81]. Dans le sud de l'Italie, en revanche, où les modèles d'engagement civique sont beaucoup plus faibles, les gouvernements régionaux ont tendance à être corrompus et inefficaces. Putnam explique cette relation entre de solides réseaux résultant de la participation des citoyens et la performance institutionnelle positive en termes de '*capital social*' : les réseaux, les normes de réciprocité et de confiance qui sont favorisé parmi les membres des associations de la communauté en raison de leur expérience de l'interaction sociale et de la coopération. Putnam soutient que le capital social a un impact positif sur la gouvernance parce qu'il permet aux membres de la communauté de surmonter les difficultés de l'action collective qui, autrement, gênent leurs efforts pour coopérer dans le but d'améliorer la vie sociale.

Tarrow [1996] trouve que Putnam ne traite pas de la question de démocratie, comme il prétend dans le titre, mais il évalue les performances des institutions qui peuvent être bonnes ou mauvaises indépendamment du fait que l'on soit en démocratie ou non.

Deuxième réserve sur le travail de Putnam, c'est qu'il fait une analyse en coupe, et donc il part d'un résultat pour chercher la cause. L'analyse de Putnam identifie une partie des différences qui existent entre les régions de nord et les régions de sud de l'Italie pour expliquer les autres différences, en effet, il explique les différences au niveau de la performance institutionnelle par la différence en capital social.

D'autres critiques vont évoquer l'indicateur employé par Putnam pour mesurer l'engagement civique, et la façon dont il est construit [Tarrow, 1996 ; Lemann, 1996].

Les critiques s'attaquent aussi sur la pertinence de la variable de l'étude, l'indice de performance institutionnelle. En effet, en suivant cette variable dépendante, la corrélation entre l'engagement civique et la performance institutionnelle montre des variations importantes lors de la comparaison entre différentes régions.

Le manque de profondeur historique détaillé dans l'analyse de Putnam, le conduit à oublier des facteurs qui pourraient être importants pour l'explication des différences entre les régions italiennes en terme de capital social, notamment, les conflits politiques et la polarisation sociale qui ont accompagné la construction de l'Etat [Levi, 1996].

Des auteurs [Boix et Posner, 1996] critiquent la thèse de Putnam sur le point qu'elle ne donne pas d'explication sur le cheminement des effets de la participation associative à la coopération et de la coopération à la performance institutionnelle. Pour Putnam, le volume associatif est essentiel et l'acte de s'associer est primordial sans trop s'intéresser à la raison de cette association. Les auteurs ne voient pas dans la quantité d'associations un critère approprié pour qualifier une société.

3.6. Définition du capital social selon Putnam

À l'issue de son étude sur l'Italie, dans un article publié la même année, Putnam suggère que dans une société dotée d'un stock solide de capital social, le travail collectif est plus facile [Putnam, 1993]. Il réaffirme son résultat dans l'article de 1995 « Bowling Alone : America's declining social capital », en expliquant que dans une société comme telle, les tentations opportunistes sont moindres et l'action collective est facilitée grâce aux normes de

réciprocité généralisée. Ainsi, selon Putnam [1993], un niveau plus élevé du capital social doit devenir un des objectifs centraux dans la définition des politiques publiques.

La définition la plus complète du capital social selon Putnam est présentée dans son livre (Putnam, 2000) : « *Alors que le capital physique renvoie à des objets physiques et le capital humain aux propriétés de l'individu, le capital social renvoie aux connexions entre les individus – les réseaux sociaux et les normes de réciprocité et de l'honnêteté qui en découlent. En ce sens, le capital social est étroitement relié à ce que certains appellent “vertu civique”, à la différence que “capital social” attire l'attention sur le fait que la vertu civique a plus de pouvoir si elle se manifeste dans le contexte d'un réseau dense de relations sociales de réciprocité* » [Putnam, 2000 cité en Ponthieux, 2006, p.68].

Dans un entretien accordé au magazine *Sciences Humaines*³⁷, Putnam affiche les points qui opposent sa conception de capital social à celle de Bourdieu ou encore de Coleman : « *Pendant une dizaine d'années, lors de mes recherches en Italie, j'ai utilisé la définition du capital social de James Coleman. Mais je m'en suis écarté car, pour Coleman, les réseaux et les normes ne peuvent avoir que des effets positifs. Pourtant, certains réseaux comme le Ku Klux Klan ou le parti nazi ont des effets désastreux* ». Il nuance aussi sa conception du capital social de la version de Bourdieu qu'il trouve individualiste : « *Pierre Bourdieu s'est aussi intéressé au capital social, mais davantage pour les bénéfices que les individus peuvent en tirer pour eux-mêmes. Ainsi, si vous cherchez du travail, vous utilisez vos réseaux. Pour moi, le capital social peut avoir des conséquences externes, c'est-à-dire qu'il profite aussi aux personnes qui n'en ont pas dotées* »

3.7. Le déclin de capital social

Dans plusieurs de ses travaux, Putnam témoigne du fait du déclin du capital social aux États-Unis [Putnam, 1993b, 1995a, 1995b]. Comme causes possibles de ce déclin, Putnam explore plusieurs champs. Il évoque l'entrée massive des femmes au marché de travail, la

³⁷ Sciences Humaines, 2001, n°33, Le déclin du capital social aux États-Unis. Entretien avec Robert Putnam, Propos recueillis par Martha Zuber

mobilité géographique, les transformations technologiques surtout au niveau des loisirs, les changements de type démographique – vieillissement, plus de divorces, moins d'enfant par famille,...etc. mais la cause principale dans ce phénomène de déclin de capital social est selon Putnam “la télévision” !

Mais ce déclin avéré du capital social selon Putnam n'est pas perçu comme tel par d'autres auteurs [Lemann, 1996 ; Ladd, 1996 ; Schudson, 1996]. Ils critiquent les données utilisées par Putnam pour argumenter son constat de déclin, mais aussi la confusion qu'il peut y avoir entre le déclin du capital social et le changement de modalités de l'engagement civique.

3.8. Les catégories de capital social

Putnam glisse aussi les termes de capital social *bonding*, et capital social *bridging*. Le *bonding*, c'est le capital social résultant des liens forts et affectifs caractérisés par la solidarité (les liens familiaux et amicaux). Le capital social *bridging*, c'est le capital social qui se construit essentiellement des liens faibles (Granovetter) et qui sert à diffuser les informations (les trous structurels de Burt) et à établir des liens entre les différents réseaux. Le capital social *bonding* sert à surmonter les difficultés et de « faire avec ». Le capital social *bridging* sert à progresser et à « aller en avant ». Une étude empirique ultérieure [Beugelsdijk et Smulders, 2003] montre que seul le temps passé à créer de capital social de type *bridging* (relations entre groupes différents) est productif des effets bénéfiques au niveau macroéconomique, et que le temps passé dans les relations de type *bonding* aurait des effets négatifs.

Woolcock [2001] va ajouter à ces deux catégories le capital social *linking* pour désigner les liens verticaux entre les individus et les institutions de la structure sociale. Par ces liens les individus accèdent à des ressources de la société et notamment des services de santé, éducation, justice... etc.

Les institutions comme le régime politique et le système judiciaire ou administratif, sont aussi pris en compte dans le développement du concept du capital social. Ainsi, on trouve la distinction entre “ capital social civil” et “capital social institutionnel” [Collier, 1998 ;

Narayan, 1999]. Les institutions ont, effectivement, un rôle à jouer et un effet sur le niveau de production et de bien-être de la société. Le capital social institutionnel prend aussi en compte la confiance des membres de la société dans les institutions et leur représentation des effets de ces institutions.

4. Capital social et réseaux sociaux

La notion de capital social sert à la sociologie économique pour montrer que la forme des relations sociales n'est pas sans incidence sur la vie économique [Steiner, 1999]. Les auteurs de la nouvelle sociologie économique voient dans le capital social une mise en forme de la notion d'encastrement où le capital social est conçu comme un attribut des individus dans un espace social délimité par l'étendue de leurs réseaux sociaux [Ponthieux, 2006].

Pour Granovetter « *l'action est toujours socialement située et ne peut pas être expliquée en faisant seulement référence aux motifs individuels ; deuxièmement, les institutions sociales ne jaillissent pas automatiquement en prenant une forme incontournable, mais sont "construites socialement"* » [Granovetter, 1990, p.95-96].

La force d'un lien est « *une combinaison de la quantité de temps, de l'intensité émotionnelle, de l'intimité et des services réciproques qui caractérisent ce lien* » [Granovetter, 1973, p. 1361].

4.1. Les fonctions de l'encastrement

L'une des importantes contributions de la sociologie économique est de montrer que dans des situations où l'incertitude ne peut pas être réduite de manière formalisée, des réseaux sociaux permettent la réalisation de transactions économiques grâce à des mécanismes informels de circulation de l'information et de régulation sociale [Ponthieux, 2006].

Granovetter [1973], souligne que les interactions sociales influencent les transactions économiques et que la qualité de ces premières joue un rôle important dans la réalisation des secondes. Cela est la cause de ce que Granovetter appelle l'encastrement social de la transaction, qui signifie que les interactions économiques s'introduisent avec des interactions sociales (lien familial, amical, associatif,...).

Dans des situations incertaines, le lien social constitue un mécanisme plus efficient de coordination économique que le lien contractuel et vient pallier les déficiences du marché [Granovetter, 1985, 2005].

4.2. L'autonomie, intermédiation et trou structural

Pour Burt [Burt, 1982], la structure des relations de l'acteur au sein du groupe prend plus d'importance que sa position hiérarchique pour déterminer les bénéfices qu'il peut retirer en termes de capital social. En introduisant le concept d'autonomie structurale, il souligne que cette autonomie est une condition favorable au volume de bénéfices potentiels. L'autonomie d'un acteur veut dire que ses relations ne sont pas elles-mêmes en relation. Selon Burt, dans la situation inverse, où les relations d'un acteur sont connectées entre-elles, des contraintes fortes peuvent être appliquées sur l'acteur. Ces contraintes peuvent prendre la forme de plus de contrôle et de surveillance par le groupe sur les actions menées par cet acteur.

La notion de « trou structural » reprend cette idée d'autonomie structurale. Le trou structural désigne une position d'un acteur qui bénéficie de l'absence de relations entre acteurs équivalents [Burt, 1992]. L'acteur, dans cette situation, profite d'informations plus variées que celles partagées entre des acteurs liés plus étroitement, qui ont tendance à circuler la même information.

Les bénéfices, d'une telle position d'intermédiation entre les membres du réseau ou même entre des groupes différents dans des réseaux différents, sont essentiellement les informations et le contrôle qu'un acteur est capable d'exercer sur les autres membres du groupe. Selon cette approche, le succès d'un acteur repose sur les caractéristiques du réseau de ses relations personnelles :

- la taille du réseau : moins la taille du réseau est petite, moins la contrainte est forte.
- la densité : moins le réseau est dense, plus il est possible de jouer les contacts les uns contre les autres et maximiser ainsi ses gains.
- la hiérarchie du réseau et de la concentration des contacts dans les sphères différentes du réseau.

Dans la vision de Burt, un acteur disposera de plus de capital social quand il peut profiter d'informations non-disponibles pour les autres acteurs (ou au moins pour une partie d'entre eux), contrôler les actions des autres membres plus que les siennes ne soient contrôlées, et que par sa position d'intermédiaire, les autres doivent passer par lui.

Burt prévoit le capital social comme l'une des dotations d'un acteur en concurrence avec d'autres : « *Un joueur apporte au moins trois sortes de capital dans l'arène de la concurrence : premièrement, il a du capital financier [...], deuxièmement, il a du capital humain [...], troisièmement, il a du capital social : ses relations avec les autres joueurs* » [Burt, 1992, p. 9 cité en Ponthieux S., p. 29].

D'une manière précise, Burt désigne par sa conception du capital social les amis, les collègues et les contacts au sens large, grâce auxquels les individus ont l'opportunité de tirer bénéfice. Et, comme les relations sont dépendantes de la structure et de la position des acteurs dans la structure, le « *capital social relève à la fois des ressources détenues par les acteurs et de la structure des relations dans un réseau* » [Burt, 1992, p. 12 cité en Ponthieux S., p. 29]. Dans cette perception du capital social, Burt rejoint Bourdieu sur l'effet multiplicateur du capital social précédemment cité.

5. Le capital social, un nouvel outil pour le développement

« Le capital social désigne les institutions, les relations et les normes qui façonnent la qualité et la quantité des interactions sociales d'une société. Une preuve croissante montre que la cohésion sociale est essentielle pour les sociétés afin de prospérer économiquement et pour que le développement soit durable. Le capital social n'est pas seulement la somme des institutions qui sous-tendent une société - c'est la colle qui les maintient ensemble. » [World Bank, site internet].

En plus, En 2001 dans un rapport de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) cité par D. Méda [Méda, 2002, p. 39-40] on lit que *« La confiance est un ingrédient qui facilite la productivité, la recherche d'emploi et la promotion sociale, la croissance macroéconomique (...). Concernant ce dernier point, des études ont montré qu'à long terme les pays ont une production par habitant supérieure s'ils ont beaucoup investi dans le capital matériel et humain et que ces investissements sont associés à un haut niveau de l'“infrastructure sociale”. »*

La page du site internet de la Banque mondiale dédiée au capital social nous propose une bibliographie assez diversifiée composée de documents de travail. Christian Grootaert [1998], trouve dans le capital social le « chaînon manquant » pour expliquer la différence de performance économique entre les pays dotés de capitaux physiques et humains équivalents. Toutefois, Grootaert admet que les liens de causalité entre capital social et développement économique ne sont pas toujours faciles à vérifier empiriquement, et cela est à cause de la jeunesse de concept de capital social et les difficultés de le mesurer.

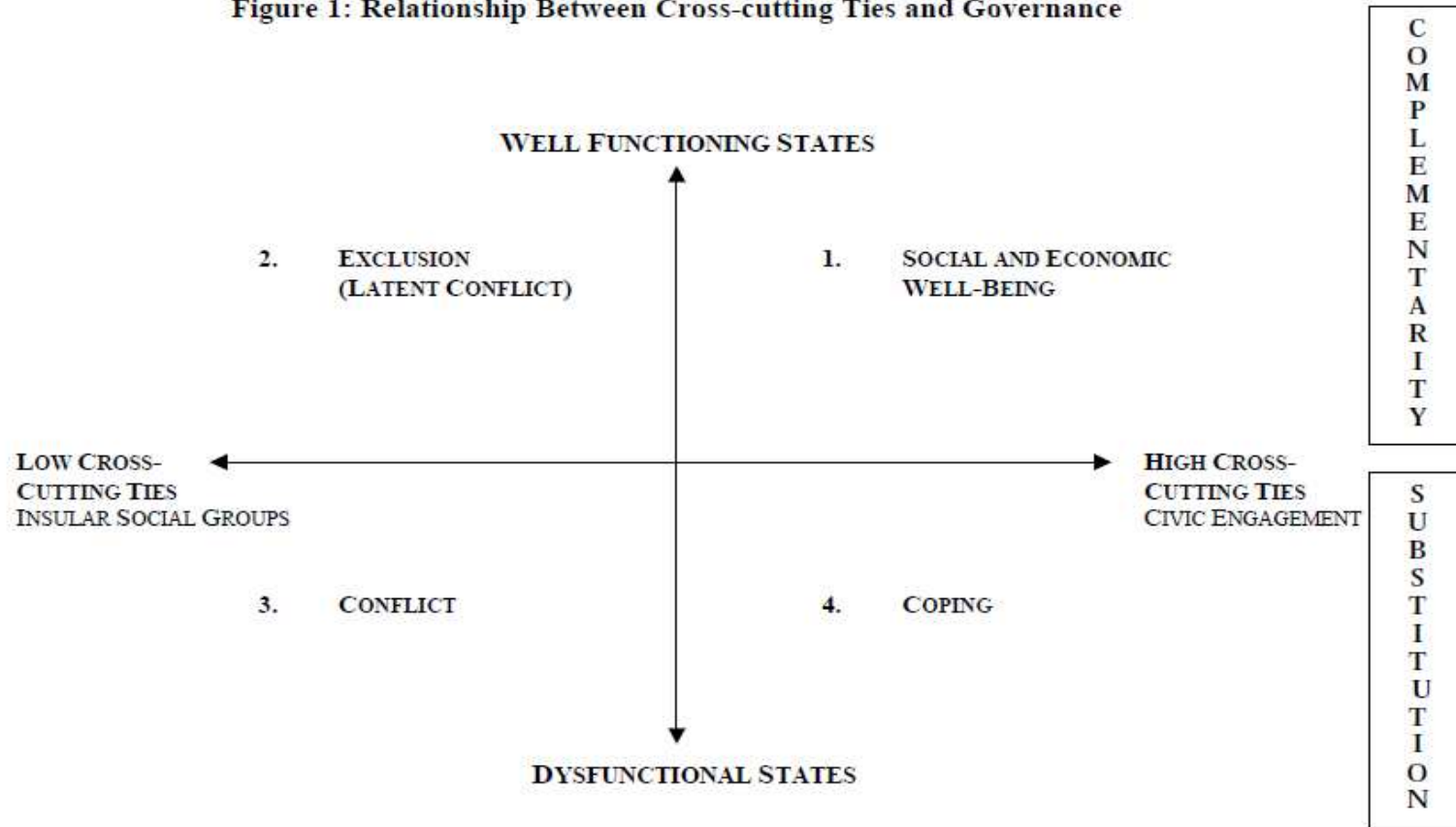
Pour Paul Collier [1998] le capital social est « capital » s'il est durable. Le caractère durable vient de la durabilité des liens sociaux elles-mêmes ou de la durabilité de ses effets. Si le capital social est une forme de capital parmi les autres, alors il peut être un substitut aux autres formes de capital. Puisque produire et entretenir le capital social nécessite avant tout beaucoup de temps, Collier en voit un capital spécialement utile pour les pauvres, pour qui le temps ne vaut pas si cher. Collier [1998] introduit aussi les concepts de capital social “gouvernemental” ou “institutionnel”, pour désigner les institutions et leur rôle dans l'organisation de la structure social, et le capital social “civil”, pour désigner les autres formes

de capital social hors institutionnelles (les valeurs, les relations...etc.). Deepa Narayan [1999] reprendra ce découpage pour étudier les interactions entre capital social civil et capital social gouvernemental. Narayan va s'intéresser à la qualité de chacune de ses formes et aux conditions économiques et sociales qui en résultent. Elle propose un tableau divisé en quatre quadrants par deux axes. Le premier axe représente la qualité de capital social civil dans la société qui peut aller du fractionnement social (groupes exclusifs) à l'intégration sociale (hétérogénéité de la composition des groupes). Le deuxième axe représente la qualité de capital social gouvernemental qui peut aller de bonne à mauvaise gouvernance.

Le premier quadrant (haut niveau d'intégration sociale et bonne qualité de gouvernance) conduit vers un bon niveau de bien-être économique et social. Le deuxième quadrant (faible intégration sociale et bonne gouvernance) aboutit sur des exclusions sociales et des conflits latents. Le troisième quadrant (fractionnement social et mauvaise gouvernance) débouche vers l'explosion des conflits entre les groupes sociaux. Le quatrième quadrant (haut niveau d'intégration sociale et mauvaise gouvernance) le capital social peut combler la défaillance de gouvernement.

Figure 13 : relation entre les liens transversaux (entre groupes sociaux) et gouvernance

Figure 1: Relationship Between Cross-cutting Ties and Governance



Source: NARAYAN D. (1999), « Bonds and bridges: social capital and poverty », *Poverty Group PREM*, World Bank, p. 14.

6. Réflexions et critiques autour du concept de capital social

6.1. Un Concept à la nomenclature ambiguë

O. Godechot et N. Mariot reprennent les termes de l'économiste Friedrich Hayek pour formuler leur critique de l'utilisation du mot « social » dans la nomenclature « capital social » : « *L'adjectif social, difficile à définir, sert parfois plus de marqueur disciplinaire que de caractérisation des propriétés d'un substantif. Lorsqu'il est accolé au concept économique de capital, ne fait-il que jouer son rôle de « mot belette », selon la critique acerbe de l'économiste Hayek (1988), d'épithète capable de priver un substantif de son sens, telle une belette perçant et vidant un œuf sans briser la coquille ?* » [Godechot O. et Mariot N., 2003, p. 5].

Le mot « capital » aussi pousse à des critiques diverses. Par exemple : « *Un capital est fait pour produire ou pour être échangé* » ce qui n'est pas le cas du capital social. Ce caractère différencie le capital social du patrimoine dont la valeur a un caractère personnel et auquel nous « sommes reliés substantiellement ou subjectivement d'une manière qui limite sa disponibilité pour d'autres fins » [Perret B., 2006, p. 293]. En plus de l'impossibilité d'échanger le capital social sur le marché, une autre difficulté concerne sa nature non directement productive : « *Un capital n'est pas un simple stock de richesses accumulées : c'est un bien constitué et configuré pour permettre la production d'autres biens. Pour qu'une richesse devienne un capital, il faut qu'elle puisse être réinjectée dans le circuit de production et d'échange* » [Perret B., 2006, p. 295].

6.2. Notion non encore stable

Un exemple de cette instabilité est la place accordée à la confiance comme composant essentiel du capital social ou un simple indicateur de celui-ci. Dans un développement de sa

définition du capital social « *dans l'introduction de Democracies in Flux, R. Putnam écrit que la confiance ne fait pas elle-même partie du capital social, mais qu'elle en est certainement une conséquence immédiate et pourrait de ce fait être présentée comme un indicateur de ce dernier* » [Perret B., 2006, p. 299]. A la différence des autres auteurs qui donnent une place primordiale à la confiance à l'instar de Francis Fukuyama qui place la confiance au centre de la possibilité de travail collectif et de prospérité des nations[Fukuyama F., 1995].

Tandis que nombre d'auteurs donnent plus d'importance aux aspects structurels et institutionnels du capital social, d'autres auteurs suggèrent en revanche de renforcer le poids des attitudes et valeurs morales. Par exemple le sociologue Claus Offe propose d'inclure le « *concernement* » parmi les composants du capital social : « *le concernement fait référence à un ensemble d'idées et d'opinions concernant la vie sociale et politique. Quand nous surveillons ce qui se passe, ou la manière dont les autres se comportent, ou nous sommes attentifs aux conditions de la vie collective, nous faisons preuve de concernement* » [Offe, Fuchs, 2002, p. 190-191 cité en Perret B., 2006, p. 298].

6.3. Capital social une approche économique du social

B. Perret est conscient que « *l'implication la plus évidente de la notion de capital social n'en est pas moins d'étendre le champ de l'approche économique, tout en l'enrichissant. Elle permet d'appréhender les rapports sociaux sous l'angle de leur rationalité individuelle et collective sans les réduire à de simples rapports d'échange* » [Perret B., 2006, p. 293]. En affirmant cela il n'oublie pas de souligner que la manière dont Putnam affirme que les structures sociales ont de la valeur et s'intéresser à leurs performances à l'échelle individuelle ou en termes d'efficacité de l'action collective, « *cette manière d'aborder les faits sociaux est foncièrement utilitariste* » [Perret B., 2006, p. 293]. En revanche, B. Perret atteste qu'avec la théorie du capital social « *la rupture est nette par rapport aux présupposés habituels de l'analyse économique : la richesse d'une société n'est pas seulement dans le capital matériel et financier, ni même dans les compétences des individus, elle réside aussi dans ce qui se passe entre eux, dans la densité et la qualité des liens qui les unissent* » [Perret B., 2006, p. 294].

Toutefois, B. Perret rappelle les risques d'une instrumentalisation à la putnamienne de la structure sociale car les dangers d'une telle approche sont bien réels. Il évoque une étude

mené par la Banque Mondiale dont le résultat explique que le progrès économique devra conduire les sociétés traditionnelles au « *remplacement des transactions personnalisées par des marchés anonymes* » [Perret, 2003, P. 48], avec pour conséquence garantie « *l'affaiblissement des réseaux d'échange ancrés dans la vie des communautés* » [Perret, 2006, p. 303]. Selon Perret, la pensée technocratique qui privilégie toujours les formes de vie sociale les plus favorables à la croissance économique renforce l'accélération du processus de marchandisation/monétarisation de l'échange social. Cette monétarisation « *renforce inexorablement l'emprise de la logique marchande sur l'ensemble des comportements. [...] il en résulte un déclin des formes non monétaires de la reconnaissance sociale (honneur, estime de soi...) et des formes d'échange les plus étroitement imbriquées dans les structures sociales préexistantes. Ce qui provoque en retour un affaiblissement de celles-ci* ». [Perret, 2006, p. 307]. Perret souligne ainsi une relation négative entre monétarisation et capital social. On constate ici une contradiction importante entre la logique économique utilitariste du capital social qui est en ligne avec les idées de progrès économique, de relations marchandes et donc plus de monétarisation et le vecteur essentiel de capital social qui est le lien social.

Un autre effet de la monétarisation sur le capital social vient du fait de la dépolitisation de la monnaie. Rappelons que les Etats nations ont perdu une part de leur souveraineté économique. On assiste en effet à un désajustement entre l'échelle de la gouvernance des systèmes économiques (le marché mondial) et les espaces publics nationaux qui demeurent jusqu'au présent le seul lieu du débat démocratique. Il en résulte que les règles du jeu économiques échappent à la souveraineté des peuples. « *Il faut être aveugle pour ne pas voir que cette situation affaiblit l'adhésion aux institutions démocratiques* » [Perret B., 2006, p. 308].

6.4. Néolibéralisme et capital social

Pour Katherine Rankin, le capital social « *fournit des réponses toutes prêtes aux architectes du nouvel ordre du monde, qui visent non seulement à gérer les coûts sociaux du néolibéralisme, mais aussi à étendre la rationalité marchande aux domaines antérieurement du ressort des Etats ou hors d'atteinte du capitalisme* » [Rankin, 2002, p. 11]. Dans cette même idée B. Perret indique que « *l'usage du mot capital signale souvent la volonté d'appréhender une réalité social quelconque d'un point de vue économique* ». En rappelant

comment la notion de capital humain a été créée dans le contexte du débat sur les dépenses éducatives, dans le but de faire apparaître celles-ci comme un investissement et non pas simplement comme le financement d'un service public, B. Perret voit que « *l'invention du capital social et son utilisation par les économistes apparaissent à bien des égards comme un prolongement logique des travaux sur le capital humain* » [Perret B., 2006, p. 295].

Néanmoins, B. Perret souligne un enjeu scientifique et politique intéressant en indiquant que « *Le capital social est une arme idéologique à double tranchant qui pourrait se retourner contre le néolibéralisme. La relation entre la croissance économique et l'évolution des structures sociales est en effet une relation à double sens qui ne peut être considérée du seul point de vue de la première. L'analyse des causes d'un éventuel déclin du capital social devrait logiquement déboucher sur une mise en cause des formes actuelles du développement capitaliste* » [Perret B., 2006, p. 294]. Ainsi selon Perret, il est logique « *de chercher du côté de l'économie la cause générale des phénomènes qui affectent de manière comparable l'ensemble des pays développés tels que la crise de la famille, la perte de confiance dans les institutions et le déclin de certaines formes d'engagement social* » [Perret, 2006, p. 306-307].

6.5. Interprétations trompeuses

Le principal danger vient de la possibilité de s'appuyer sur des résultats non généralisables pour justifier des politiques qui privilégieraient le rôle de la « société civile » au détriment de celui du secteur public, comme le souligne Nicolas Sirven [2004]. Enfin, l'accent mis sur le rôle du capital social relègue au second plan une analyse des raisons économiques du sous-développement.

La notion du capital social, dans ses connotations morales, s'offre souvent à des récupérations conservatrices. Selon la théorie du capital social, la création de liens sociaux est un comportement qui concilie intérêt individuel et intérêt collectif. Le capital social donne ainsi à ce comportement un sens moral et rationnel. « *On ne compte plus, par exemple, les enquêtes sur les structures sociales les plus aptes à former du capital social, qui débouchent sur la célébration de la famille nucléaire (au sein de laquelle la femme s'est arrêtée momentanément de travailler pour s'occuper de ses enfants) et sur la condamnation du divorce, dysfonctionnement majeur de l'institution familiale* » [Dreux G., 2004. Cité en Perret B., 2006, p. 306]

6.6. Capital social volontaire ou donnée de la structure sociale

Perret critique chez Putnam l'absence d'une « *véritable théorie des institutions, alors que la transformation des ressources culturelles en capacité d'action organisée suppose des médiations institutionnelles* » [Perret B., 2006, p. 297]. Putnam accorde une plus grande importance aux réseaux d'engagement civique fondés sur le volontariat. Ces réseaux constituent pour Putnam le cœur de la ressource. Le choix que fait Putnam vire vers l'occultation des autres types de liens sociaux notamment ceux qui résultent de situations de fait, ou institués par des structures préexistantes [Perret B., 2006, p. 298].

6.7. L'insuffisance de la théorie du capital social

En plus des faiblesses conceptuelles de la théorie de Putnam soulignées par Perret [Perret B., 2006, p.294]. Pour B. Perret la théorie du capital social centrée sur la notion de « connectivité » est insuffisante pour comprendre l'action collective dans un contexte social donné. Selon Perret : « *la compréhension des dynamiques macro-sociales requiert des schémas théoriques complexes qui excèdent largement le cadre simplifié de la théorie du capital social.* » [Perret B., 2006, p. 300]. L'action collective est le résultat de la combinaison des facteurs qui interagissent ensemble selon des « *dynamiques complexes mettant en jeu diverses échelles de temps et différents registres de coordination (économique, sociétal, religieux, politique...)* » [Perret B., 2006, p. 299].

D'ailleurs, il existe au moins deux types de théories différentes du capital social. Les premières (P. Bourdieu, J. Coleman) le considèrent principalement comme un bien privé, les seconds (R. Putnam et ses émules) comme un bien public.

6.8. Pourquoi pas un patrimoine social ?

D. Méda critique chez Putnam de s'être arrêté aux réflexions toqueviliennes sur l'importance de la vie civile et de « *l'art de s'associer* ». Pour Méda « *si vraiment nous voulons suivre l'ensemble des facteurs susceptibles de dégrader la démocratie et la santé d'une société, nous*

devons disposer d'une bonne image de l'ensemble des ressources qui constituent celle-ci. » [Méda, 2002, p. 42-43]. Dans ces critiques à la notion du capital social D. Méda propose d'étudier la société comme un tout, et de chercher notre richesse dans notre patrimoine. Dans sa réflexion sur le sujet elle pose la question suivante : Pourquoi le capital social doit se résumer aux liens sociaux ? Pourquoi ne pas suivre la notion à la lettre et inclure tout le patrimoine matériel, culturel et naturel de la société ? Méda n'ignore pas les difficultés relatives à sa proposition, elle en propose des voies possibles pour trouver des solutions du côté des théories et indicateurs mis en oeuvre par Amartya Sen et les chercheurs du PNUD. Toutefois, trouvant que la notion du capital social est devenue difficile à modifier pour inclure d'autres aspects de la réalité sociale, elle en préfère l'utilisation de la notion de « *l'état social de la nation* ».

En fin, le capital social est à la fois une des notions les plus populaire et l'une des plus contestées en sciences sociales contemporaines [Woolcock, 2004]. « *Il suffit de voir les utilisations diversifiées qui sont faites du concept pour se rendre compte de l'absence de stabilité (et de peu de rigueur) de la définition.* » [Méda, 2002, p. 40-41].

7. Méthodes et applications de mesure de capital social

Dans cette section, nous allons présenter un échantillon constitué de quelques études remarquables pour leurs méthodologies dans la mesure de capital social et de ses effets sur d'autres variables comme le bien-être ou la croissance économique.

Une mesure simple a été utilisée par R. Putnam [Putnam, 1993]. Dans son étude sur l'Italie, Putnam cherchait à analyser et comprendre les origines des différences dans l'efficacité institutionnelle entre les gouvernements du Nord et du Sud de l'Italie et l'influence que pourraient avoir ces différences sur le développement économique. Le constat de Putnam a été que, dans une large mesure, ces différences pourraient être expliquées par les différences dans le nombre d'adhésions aux associations bénévoles. Cette mesure unidimensionnelle et facilement applicable a été un point de départ pour un bon nombre d'analyses du capital social. Cet indicateur du niveau du capital social est souvent inclus dans les études de mesures de capital social.

Narayan et Pritchett [1997] mesurent le capital social au niveau communautaire dans les régions rurales de la Tanzanie. Narayan et Pritchett mènent une enquête auprès des ménages dans différents villages pour examiner le lien entre le capital social et le niveau du village dans des résultats économiques. Les questions de l'enquête portent sur l'adhésion des ménages dans des groupes, les caractéristiques de ces groupes, les valeurs et les attitudes des individus. Les auteurs utilisent à la fois les deux indicateurs de mesure les plus couramment utilisés, à savoir : organisations et niveau de confiance dans une mesure combinée qualitative et quantitative du capital social.

Rose [1999] étudie le fonctionnement des réseaux formels et informels dans une société antimoderne qui est la société russe. Rose part de sa définition du capital social comme le stock de réseaux sociaux formels et informels que les individus mobilisent afin de produire ou fournir des biens et des services. L'objectif de Rose est d'identifier l'étendue des réseaux formels et informels ainsi que leur interaction. Pareillement à Putnam, Rose considère l'adhésion dans des organismes bénévoles comme un indicateur important du niveau de capital social d'une société.

L'étude de Rose s'intéresse à évaluer l'importance des réseaux informels qui travaillent en opposition avec les réseaux formels ou à la place de ces dernières dans la société russe. Rose ne fournit pas une analyse statistique des données collectées. Il signale simplement la distribution des réponses aux différentes questions, et de là il tire ses remarques et conclusions. Cependant, il donne des réflexions sur la formulation et la sélection des questions à poser. Rose affirme que les situations doivent être pertinentes pour la majorité des ménages interrogés indépendamment de leur statut économique, et il devrait y avoir des situations dans lesquelles les organisations formelles sont attendues pour livrer les biens ou services. Enfin, dans chaque question il faut se concentrer sur un type de bien ou un service particulier. L'objectif est de savoir si le sondé s'appuie sur une organisation formelle ou une organisation informelle pour produire le bien / service.

Dans l'une des études de la « *Social Capital Initiative* » financée par la Banque Mondiale, Krishna et Uphoff [1999] étudient le capital social dans le contexte d'un programme de conservation / développement d'une ligne de distribution des eaux en Inde. Les auteurs ont démontré que le capital social est positivement corrélé avec la performance des régions en ce qui concerne le développement. Ils commencent avec la construction d'un " " indicateur de l'action collective orientée vers le développement " ", et de tester cet indicateur contre d'autres hypothèses qui pourraient expliquer les actions collectives, ainsi tester la validité de cette mesure. Suite à cela, ils construisent un " " indicateur de capital social " " de 6 variables, trois cognitives et trois structurelles, en utilisant l'analyse factorielle. Cet indicateur est positivement et significativement corrélé à leur indicateur de l'action collective orientée vers le développement.

Les auteurs défendent, en matière de mesure du capital social, une approche spécialement conçue pour chaque terrain de recherche. Ils affirment pour leur étude que « *les indicateurs du capital social doivent correspondre avec le motif de la vie dans ce cadre largement agraire* ». Les données de l'étude sont collectées par des enquêtes auprès des ménages, 2397 individus ont été sondés. Krishna et Uphoff comprenaient dans leur questionnaire des questions liées à un grand nombre de ce qu'ils considéraient comme des activités pertinentes pour évaluer le niveau du capital social au niveau local. Ces activités sont des activités qualifiées de collectives où les individus doivent s'organiser et avoir un minimum de confiance pour travailler ensemble. Les activités pour lesquelles plus de 80% des répondants ont indiqué que cela était considéré comme une activité individualiste, ont été exclues.

Krishna et Uphoff approchent leurs estimations et leurs conclusions avec une attitude critique. Ils testent leurs hypothèses contre d'autres explications afin d'être en mesure d'éliminer les variables non pertinentes. Cela assure la validité des mesures et garantit un degré élevé de confiance dans les résultats obtenus.

Dans son étude sur le lien entre le capital social et le bien-être des ménages et la pauvreté en Indonésie, l'approche de Grootaert (1999) consiste à considérer le capital social comme un des facteurs de production du ménage, semblable au capital humain ou physique. Les données sont générées par 1200 entretiens de ménages. Dans une démarche proche de celle de Putnam, l'étude de Grootaert se limite à chercher l'effet des institutions (associations) sur le bien-être des ménages et sur le niveau de pauvreté. L'enquête de Grootaert concerne six variables pour mesurer les différents aspects du capital social dans les associations tel que la densité des associations, l'hétérogénéité des membres à l'intérieur des associations, la fréquence de présence aux réunions, la participation efficace des membres dans la prise de décision, le paiement des cotisations, et l'orientation communautaire des associations. A partir des valeurs de ces six variables, il construit un indicateur de capital social. L'indicateur de capital social ainsi créé semble être en corrélation positive avec le bien-être des ménages (mesuré aussi par un ensemble de variables).

Grootaert a testé aussi l'existence d'une causalité qui va du capital social au revenu, et non l'inverse. Ce résultat a été robuste à plusieurs ensembles de tests. Enfin, Grootaert fait une comparaison entre l'impact de l'adhésion des ménages dans les associations locales et l'impact du capital humain sur le bien-être des ménages. Le constat est que, à faibles revenus, les rendements du capital social sont plus élevés que les rendements du capital humain. À des revenus plus élevés, l'inverse est vrai.

Dans son étude sur les liens entre la croissance et le capital social, Whiteley [2000] adopte une approche économique en incluant le capital social comme l'une des variables explicatives dans un modèle de croissance endogène. Pour mesurer le capital social, Whiteley utilise l'analyse factorielle pour construire une échelle de mesure contenant trois variables issues de la "World Value Survey" (1990-1993). En plus du capital social, le modèle de Whiteley contient d'autres variables explicatives pour déterminer le développement endogène comme l'éducation ou l'investissement. Whiteley régresse sa mesure du capital social sur le PIB par habitant, sur la période 1970-1992, d'un échantillon de 34 pays.

Le modèle de Whiteley se heurte au problème de causalité entre la variable expliquée (le PIB par habitant) et la variable explicative (le capital social) puisque la mesure de la variable explicative est postérieure à la mesure de la variable expliquée. Pour contourner ce problème et valider son approche, Whiteley étend la régression pour inclure des variables plus étendues dans le temps. Pour cela il utilise un indicateur de mesure de la confiance sur la période de 1981 jusqu'à 1992. La régression de cet indicateur avec les données sur le PIB d'une série temporelles sur la même période (1981-1992) donne des résultats similaires aux résultats de la première régression.

Résumé

Dans ce chapitre, nous avons examiné la notion du capital social. Nous avons choisi de respecter les étapes temporelles de l'évolution de cette notion en étudiant trois auteurs influents, à savoir, Pierre Bourdieu ; James Coleman et Robert Putnam. Même-si les premières utilisations du terme "capital social" en son sens actuel ont été faites par Lyda Judson Hanifan en 1916 et puis par Jane Jacobs en 1961, Bourdieu en 1980 et Coleman en 1988 sont considérés les premiers à développer la cadre théorique du concept du capital social. Putnam est, sans doute, l'auteur qui a contribué le plus au succès académique et médiatique du concept. Son article de 1995 puis son livre de 2000, tous les deux ayant pour titre principal « Bowling alone », ont amorcé un vif intérêt pour le concept de capital social. À partir des catégories de capital social mises en place par Putnam et puis développées par des auteurs comme Woolcock [2001], Collier [1998] et Narayan [1999], nous allons dans le chapitre suivant construire notre échelle de mesure de l'effet du capital social sur l'offre touristique sur le terrain de recherche. Cet outil nous permettra de tester les hypothèses avancées à la fin du deuxième chapitre. Les formes de capital social, étudiées par Coleman, selon lesquelles ce capital fonctionne et crée ses résultats, nous serviront dans l'étude du fonctionnement du réseau social que forment les acteurs sur le terrain. Les méthodes de construction de variables et de calcul de notre indicateur sur l'effet du capital social sur l'offre touristique sont en partie inspirées des méthodes présentées dans la dernière section.

Enfin, le concept du capital social fait l'objet de nombreuses critiques venant de tous les champs disciplinaires que couvrent les études dans lesquelles ce concept a été mobilisé. Les critiques portent sur le terme employé pour désigner cet ensemble de liens, de relations, de données structurales ou encore des normes et traditions. Le capital social est-ce bien un capital au sens économique du terme ? Pourquoi ne utilisons nous pas le mot patrimoine qui semble plus à même pour contenir tous les aspects qui constituent le capital social ?

Malgré toutes les critiques, le concept de capital social continue son évolution avec succès à point que des institutions comme la Banque Mondiale en a fait une donnée essentielle pour le développement.

Quatrième chapitre : l'étude de terrain

L'effet du capital social sur l'offre touristique

«La théorie, c'est quand on sait tout et que rien ne fonctionne.

La pratique, c'est quand tout fonctionne et que personne ne sait pourquoi.

*Ici, nous avons réuni théorie et pratique : Rien ne fonctionne... et personne ne
sait pourquoi! »*

Albert Einstein

Introduction

Dans ce chapitre, nous présentons la partie empirique de notre étude. Ce chapitre se constitue de deux sections. Dans la première section, nous abordons le choix de notre terrain de recherche. Nous discutons de la stratégie de développement touristique à l'œuvre actuellement dans la région côtière syrienne. Les résultats de cette discussion et l'analyse du marché touristique de la région nous révèlent un manquement dans la valorisation de l'offre touristique locale.

Dans la deuxième section, sur la base des éléments théoriques et méthodologiques présentés dans le deuxième et troisième chapitre et des éléments du contexte général présenté dans le premier chapitre, nous essayons de répondre à notre question centrale sur l'influence du capital social, comme ressource spécifique au territoire, sur l'offre touristique locale d'une station balnéaire dans la région côtière syrienne.

Pour nous permettre d'apercevoir le rôle du capital social dans la dynamique de l'offre touristique locale dans la station étudiée, nous procédons à l'élaboration d'un indicateur de "l'effet du capital social sur l'offre touristique". Nous présentons les étapes de la construction de cet indicateur ainsi que les résultats obtenus pour terminer en discutant des limites de cet outil.

L'indicateur de l'effet du capital social sur l'offre touristique pourrait nous signifier l'importance de cette ressource pour le secteur touristique, mais ne nous permet pas de comprendre plus sur la manière dont cet effet est produit. Pour cela, nous proposons l'étude d'un réseau formé des acteurs de la station pratiquant la même activité. Dans l'étude du fonctionnement de ce réseau nous discernons la manière dont des normes et principes comme la réciprocité ou la réputation affectent l'activité des acteurs dans la station.

Pour finir, nous discutons de la territorialité du capital social comme ressource dans la station et de l'approche qu'en ont les acteurs.

1. Le terrain de recherche

Dans cette section nous présentons notre choix de terrain de recherche. La région côtière syrienne, dans laquelle se trouve la station où nous allons effectuer notre enquête, est une région très importante sur le plan touristique national. En effet, 24 %³⁸ de la capacité d'hébergement touristique se trouve dans cette région.

1.1. La région côtière syrienne “présentation”

La Syrie se compose administrativement de 14 gouvernorats (semblables aux départements en France) mais d'autres logiques repartissent ces gouvernorats en 6 régions selon des critères économiques et naturels.

Selon l'expression de Jacques Weulersse, la région côtière syrienne « *constitue l'un des fragments de la Syrie méditerranéenne, s'insérant le long des rives les plus orientales de la Méditerranée, entre le Liban au Sud et la région d'Antioche au Nord. Sa longitude de 35,5° à 36, 3° Est de Greenwich, sa latitude - du 34° à 36° Nord – correspond à celle de Chypre, de la Crète et de la Tunisie méridionale.* » [Weulersse J., 1940, P. 9].

La carte suivante montre le positionnement de la, communément désignée, « Région côtière » par rapport à la Syrie. Plus bas, une autre carte présentera les limites des régions syriennes.

³⁸ Données du Bureau Central de Statistiques.

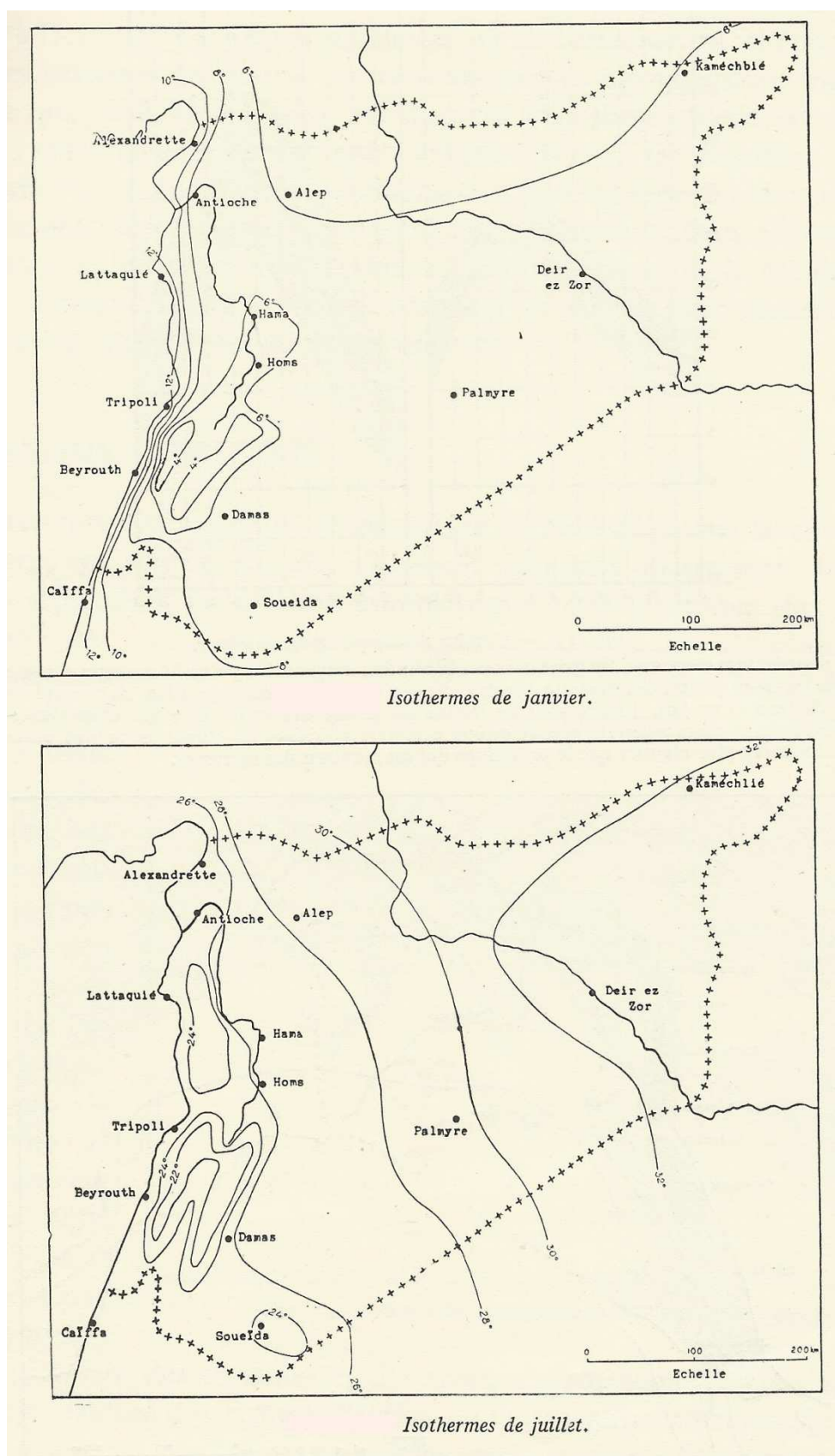
Carte 5 : Positionnement géographique de la Syrie et de la région côtière

Source : De l'internet avec des modifications de l'auteur

La région côtière est séparée de l'intérieur du pays par une chaîne de montagne parallèle à la mer. Cette barrière naturelle limite l'influence de la mer, la zone qui la sépare de la côte formant ainsi une région à un climat spécifique et distinct des autres régions du pays. Cela se manifeste notamment par un climat tempéré à quatre saisons avec des températures moyennes nettement plus douces qu'à l'intérieur du pays. La carte suivante, toujours en adéquation avec les données récentes³⁹, montre les températures moyennes en hiver et en été.

³⁹ Bureau Central de Statistiques, 2008.

Carte 6 : Températures moyennes hivernales et estivales



Source : J. Weulersse, p. 25.

La région côtière fournit à la Syrie sa seule fenêtre sur la mer d'une longueur de 183 km, ce qui est relativement faible en considérant la longueur totale des frontières du pays de 2413 km.

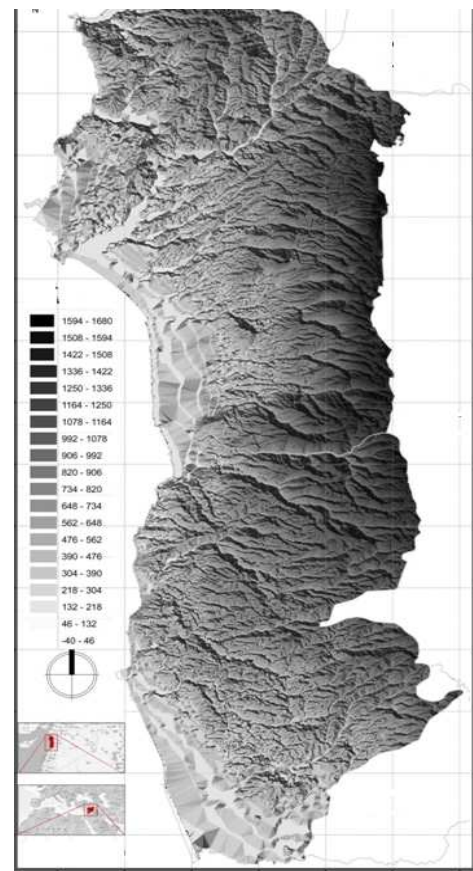
La géomorphologie de la région côtière (carte ci-contre) est caractérisée par l'élévation de la chaîne de montagne côtière parallèlement à la côte, d'Iskenderun au Nord jusqu'à Mont Liban au Sud. La chaîne de montagne côtière s'étend face à la mer à des altitudes variantes entre 400 et 700 mètres, avec quelques sommets au nord de plus de 1500 mètres. Au Sud, l'altitude des montagnes diminue progressivement vers le plateau de Homs en se rapprochant des plaines de l'ouest de Hama près de Masyaf.

Entre la chaîne de montagnes et la mer s'étendent des plaines de largeurs différents, de quelques centaines de mètres dans le nord (le site de Bassit) jusqu'à quelques kilomètres dans les régions de Lattaquié et de Jablé, puis les montagnes se rapprochent considérablement de la mer au sud de la ville de Baniyas, pour atteindre 4 Km de largeur dans la région de Tartous, et finalement jusqu'à 16 km dans la plaine d'Akkar, au sud, à la frontière avec le Liban.

Quant à la côte, on peut différencier trois zones principales : La première zone s'étend de la frontière libanaise dans le sud jusqu'à la ville de Tartous, où la côte se dirige vers le nord-ouest et est constituée la

plupart du temps de plages sablonneuses, la largeur du plateau continental (jusqu'à une profondeur de 200 m) est à environ 16 km. La deuxième zone s'étend de la ville de Tartous au sud jusqu'à la ville de Lattaquié au nord. La côte dans cette zone se dirige vers le nord, elle est sablonneuse ou rocheuse. La largeur du plateau continental est de 6 à 8 km dans cette zone. La troisième zone s'étend de Lattaquié au sud jusqu'à la frontière au nord. La côte dans cette zone se dirige vers le nord-est, elle est généralement rocheuse. La largeur du plateau continental diminue considérablement dans cette zone, elle est seulement de 2 km.

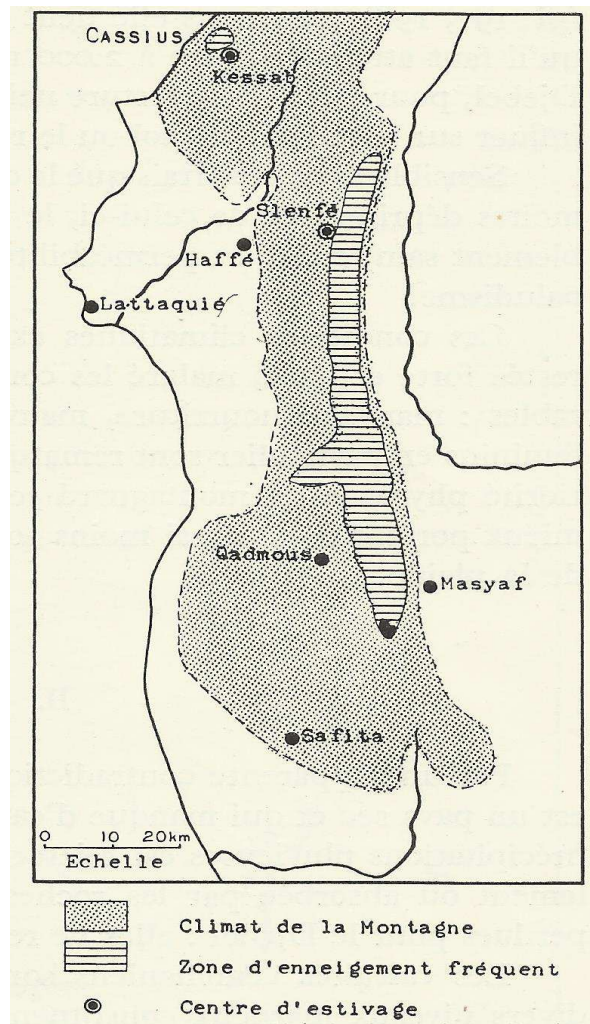
Carte 7 : Topographie de la région côtière



Source : Anis Al-Omar, 2012, p. 114.

Modifications par l'auteur.

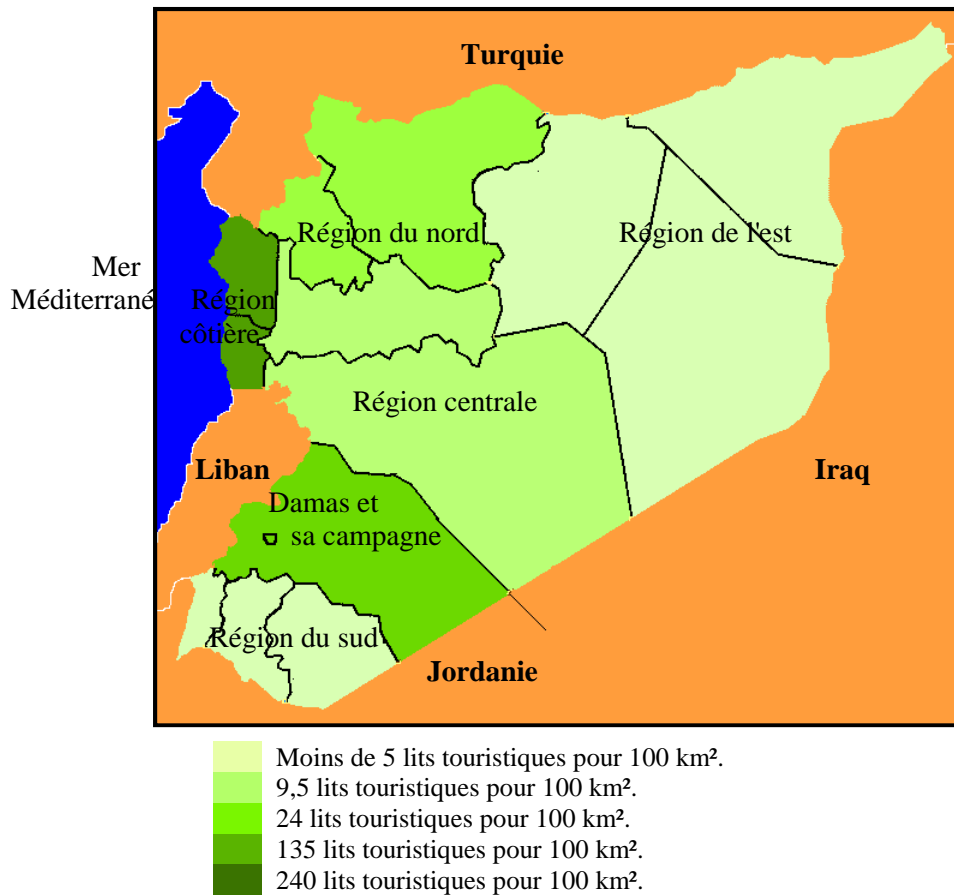
Cette topographie, la proximité des montagnes de la mer fait coexister deux climats assez distincts dans une région relativement petite. Des zones d'enneigement fréquent et des centres



d'estivage existent à une distance de moins de 20 km de la mer (Kessab) (carte suivante).

Source : J. Weulersse, pp. 307.

Nous avons évoqué, dans le premier chapitre, la situation touristique en Syrie et l'importance au niveau macroéconomique de l'activité touristique. La concentration de l'activité touristique dans certaines régions du pays plus que d'autres est un trait important de la réalité touristique syrienne. En effet, les données convergent pour désigner deux régions du pays comme les régions les plus propices au développement du tourisme, à savoir, la région de Damas avec sa campagne et la région côtière (carte suivante).

Carte 9 : Ratio de lits touristiques par rapport à la superficie dans les régions de la Syrie

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

La carte précédente représente la distribution des lits touristiques dans les régions du pays en relation avec leur superficie. La région côtière est la région où la concentration des structures d'accueil est la plus élevée par rapport à la superficie. De la même manière, d'autres indicateurs fournissent également des informations similaires. Ainsi, la région côtière arrive en tête si l'on regarde le pourcentage des lits touristiques par rapport à la population des régions, ou encore le pourcentage des touristes par rapport à la population.

1.2. Quel mode de développement touristique pour la région côtière ?

Dans cette section nous commençons par montrer quelques traits de la stratégie touristique à l'œuvre dans la région côtière, ainsi qu'une analyse primaire des limites de cette stratégie. Par la suite, nous suivrons des étapes méthodologiques extraits du rapprochement de plusieurs auteurs pour concevoir une analyse du marché touristique de la région côtière syrienne. Cette analyse nous permettra de saisir les points faibles dans l'offre touristique dans la région.

1.2.1. La stratégie touristique actuelle, dans la région côtière, et ses limites

Nous discuterons dans cette section d'un aspect important de la stratégie touristique gouvernementale qui est la promotion de l'investissement étranger.

1.2.1.1. La direction de l'offre touristique

Comme nous l'avons déjà montré dans le premier chapitre, la région connaît actuellement une forte vague de constructions touristiques sous forme de complexes touristiques et d'hôtels de luxe généralement financés par des capitaux étrangers. Parmi ces projets, il convient de citer :

- La construction d'un hôtel Sofitel et de sa marina à Lattaquié.
- Le projet de construction de deux complexes touristiques d'une valeur d'environ 70 millions de dollars à Lattaquié par la société du Qatar « Venecia Company for Trade and Tourism ».
- Le vaste projet « Antaradus » à Tartous sur 1,5 km de front de mer d'un montant estimé à 200 millions de dollars, démarré en 2004 mais pas encore en service.

Figure 14: Hôtel Cham Côte d'Azur



- La construction de l'hôtel « Four Points » à Tartous, propriété de « Danial Industries » pour un montant de 25 millions de dollars (la gestion sera assurée par le groupe Starwood).
- Un aménagement complet du bord de mer de la ville de Tartous vient d'être réalisé. Des projets de modernisation et de développement à Lattaquié et ses environs sont également à l'étude.
- L'appel à candidature du Ministère du Tourisme pour la construction d'un complexe touristique proche de Lattaquié sur 13 ha.

1.2.1.2. Un choix de développement touristique qui ne passe pas sans effets négatifs

Malgré les effets positifs du tourisme, le choix d'encourager les grands projets touristiques a un coût social sur les populations locales. Ici nous allons noter les effets négatifs les plus apparents.

1.2.1.2.1. Minimiser l'accès de la population locale à la mer

L'ensemble de ces projets n'a pas pour but de favoriser l'accès, déjà très limité, de la population syrienne à la mer. Bien au contraire, ces projets vont en direction de la transformation de la région en une destination balnéaire internationale, à l'image des destinations de la Tunisie ou de la Turquie, une destination ayant pour cible essentielle les touristes des pays du Golf, mais aussi les touristes européens.

Il convient de noter ici les obstacles déjà existants qui empêchent l'accès des citoyens syriens à la mer :

- Facteur géographique : nous avons précédemment évoqué que la côte syrienne de 183 km ne représente que 7,6% des frontières syriennes. Tenant compte de la population de la Syrie évaluée à plus de 20 millions, on aperçoit la réalité malheureuse que la part par habitant de plage est limitée à moins de 1 cm/hab. (par exemple : ce ratio est évalué à plus de 12,5 cm/hab. pour la France⁴⁰). En plus, les nouveaux projets privatisent une grande partie des plages praticables, et bien sûr, les plus attirantes.

⁴⁰ Calculé à partir des ressources suivantes : Commission européenne, Direction générale de la pêche et des affaires maritimes, « [Politique maritime de l'UE : Faits et chiffres – France \[archive\]](#) » sur [ec.europa.eu](#). La page de la France sur Wikipédia : http://fr.wikipedia.org/wiki/France#cite_note-15 .

- Facteur réglementaire : tout le littoral en Syrie est une propriété publique, répartie entre le ministère du tourisme, ministère de l'agriculture, ministère du transport (ports), et quelques sites occupés par les marines. De ce fait, la construction sur le littoral n'est pas ouverte au secteur privé (à part les grands projets mentionnés plus haut qui sont le résultat des différentes sortes de partenariats avec le gouvernement). Dans les années quatre-vingts, plusieurs coopératives d'habitation ont obtenu des permissions de construction selon une loi spéciale. De même, les grands syndicats ont obtenu des permissions similaires. Toutefois, le nombre de bungalows reste très limité et même pour la partie réservée aux membres des syndicats, louer un bungalow nécessite une inscription sur une liste d'attente.
- Le coût élevé par rapport au pouvoir d'achat : selon l'étude du Bureau Central des Statistique en 2009, le niveau moyen de salaire était évalué à 11133 L.S par mois (185 € environ). Quant aux dépenses touristiques, elles sont évaluées à 3140 L.S par jour (52,3 €). Donc un mois de salaire moyen ne suffit que pour trois jours de tourisme pour une famille.

1.2.1.2.2. Changer de façon spectaculaire le style de vie des habitants locaux

Pour illustrer cet effet, il suffit de noter l'exemple du site d'Ibn Hani, où la société «Venecia Company for Trade and Tourism» (Qatar) plantera ses complexes touristiques. Sur cette zone de littoral, ayant des dimensions historiques et religieuses, vivait un village de pêcheurs. Le village a été rasé, et des appartements résidentiels dans des tours à côté du site ont été distribués aux pêcheurs.

La direction que prend la stratégie touristique dans la région côtière, nous laisse percevoir une faiblesse dans la valorisation de l'offre touristique destinée aux touristes avec un pouvoir d'achat moyen. Dans la section suivante, nous allons procéder à une analyse du marché touristique pour mieux saisir les besoins du développement de l'offre touristique dans la région côtière.

1.2.2. Analyse du marché touristique de la région côtière

Pour analyser le marché touristique de la région côtière, nous allons procéder à une démarche de plusieurs étapes qui constituent la première partie dans la conception d'un projet de

développement touristique. Les étapes méthodologiques que nous suivons sont surtout inspirés des travaux de M. Bruno Carlier [Carlier, 2000], exposés dans le dossier d'experts "*Analyse et conduite des projets touristiques*" au sein des éditions de "*la lettre du cadre Territorial*". Ces travaux permettent de concevoir une série d'étapes pour élaborer une stratégie touristique qui tiendrait compte du territoire et des besoins du marché. Ces étapes commencent par un diagnostic du marché pour déterminer la demande et trouver les possibilités d'adopter l'offre territoriale à cette demande. Une fois le diagnostic du marché réalisé, nous devons choisir un public cible dont les besoins sont convenables avec l'offre touristique de notre territoire. Les étapes ultérieures traitent de la conception du projet touristique adapté et la planification de la réalisation et de la gestion de ce projet.

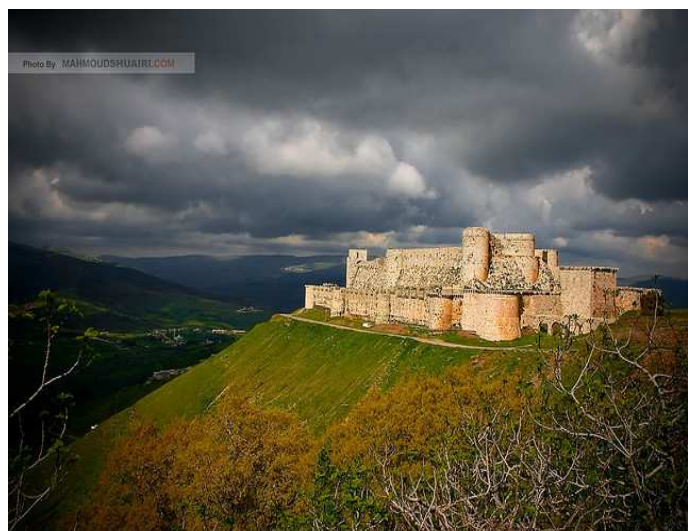
Notre objectif étant de cerner les besoins de développement de l'offre touristique, nous allons nous intéresser aux étapes d'analyse du marché sans aborder les étapes finales de création et gestion du projet touristique territorial.

1.2.2.1. Les produits touristiques

Le produit touristique est un service de nature intangible, il ne peut pas être concrètement appréhendé par l'utilisateur avant sa consommation. Une autre spécificité du produit touristique est sa variabilité. Non seulement les produits touristiques sont hétérogènes entre eux, mais un même produit peut l'être lorsqu'il est vendu plusieurs fois. Des facteurs plus ou moins maîtrisables vont faire varier le produit (l'accueil, la météo...). Le service touristique dépend fortement de l'environnement géographique, climatique et de la période à laquelle il est proposé. Les coûts et les prix de services varient fortement en fonction des saisons [Tauran-Jamelin V., 2002].

Malgré sa richesse naturelle et patrimoniale, la région côtière propose peu de produits touristiques que l'on pourrait classer dans trois catégories :

Figure 15 : Krak des Chevaliers



Source : Mahmoudshuairi.com

1.2.2.1.1. Produits culturels

La région contient de nombreux sites archéologiques, mais ils ne sont pas tous aménagés et investis par le tourisme. Cinq sites seulement exigent de payer une prestation d'entrée, deux entre eux sont classés "patrimoine mondial" sur la liste de l'UNESCO, à savoir le Krak des chevaliers et Qal'at Salah El-Din. Les nombres de visiteurs de ces sites pour la période (2001-2009) sont exposés dans le tableau suivant :

Tableau 10 : Les visiteurs des sites archéologiques dans la région côtière syrienne

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Crac des chevaliers	139318	163511	145247	171913	235979	145247	171913	235979	187980
Qal'at Salah El-Din	28506	48290	42548	42563	44756	42548	41789	44776	41359
Qal'at Al-Marqab	21173	19589	25751	27274	23797	25751	27274	23797	23803
Ougarit	26918	27318	32384	37382	40778	32384	37382	40778	41644
Le théâtre romain	802	947	835	357	226	835	357	415	398
Σ	216717	259655	246765	279489	345536	246765	278715	345745	295184

Source de données : Bureau de statistique syrien ; Département des monuments historique de Lattaquié.

Réalisation : Sinan HALLOUM

Quant aux musées, il y en a seulement trois dans la région. Ils contiennent un simple échantillon des objets authentiques trouvés dans les sites historiques de la région. Les nombres de visiteurs de ces sites pour la période (2004-2010) sont exposés dans le tableau suivant :

Tableau 11 : Les visiteurs des musées dans la région côtière syrienne

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Musée de Lattaquié	1393	1249	1322	1221	739	1498	1495
Musée de Tartous	9957	12131	9985	9023	12540	11925	14413
Musée d'Arwad	40441	53334	51216	71112	67697	50705	70527
Σ	51791	66714	62523	81356	80976	64128	86435

Source de données : Bureau de statistique syrien. Réalisation : Sinan HALLOUM

On remarque clairement la faiblesse de ces nombres, par exemple pour Lattaquié, le nombre moyen de visiteurs à la journée ne dépasse pas les 4 personnes. Par contre le nombre de visiteurs est relativement élevé en Arwad (l'unique île syrienne) parce qu'une fois qu'on y est, il n'y a pas d'autre chose à faire sur l'île que de visiter son château et son musée.

1.2.2.1.2. Produits de tourisme balnéaire

En attendant l'entrée en service des grands complexes touristiques au bord de la mer, l'offre en termes de tourisme balnéaire reste très limitée. La longueur totale de la côte est de 183 km, et les plages praticables n'en constituent qu'un peu plus que la moitié.

En dehors de cela, en matière de sports nautiques, les produits sont très limités. Par exemple, dans tout le gouvernorat de Lattaquié, il n'y a qu'un seul site (la plage de l'hôtel de luxe *Cham Côte d'Azur*) qui propose de pratiquer des sports nautiques comme le scooter, le catamaran ou la planche à voile.

1.2.2.1.3. Tourisme en montagne

Le produit essentiel vendu en montagne est la location des meublés et des villas. Par la suite, les touristes consommeront dans les restaurants et les marchés des villes touristiques montagnardes. Il n'y a pas d'autres produits touristiques comme le ski, l'escalade, le VTT, le camping ou encore la randonnée. Dans ce cas spécial, le tourisme se réduit à sa définition basique "se déplacer pour habiter temporairement un endroit en dehors de son environnement habituel". Le tourisme en montagne est basé sur des ressources essentiellement génériques qui sont le climat et le paysage. Jusqu'à aujourd'hui, on peut dire que cela a bien fonctionné et que "le nombre suffit pour appeler le nombre". Cela se voit surtout la nuit où les rues des villes comme Kassab et Slenfé sont pleines de monde et la circulation presque bloquée.

1.2.2.2. Les touristes présents sur le marché

Maintenant que nous avons recensé les produits touristiques sur le marché, nous allons essayer de définir les principales catégories de touriste dans la région. Nous allons reprendre la classification faite par le Ministère du Tourisme qui utilise la nationalité comme critère de classement des touristes. Toutefois, il faut considérer les interprétations sur chaque catégorie avec beaucoup de prudence car elles sont formulées sur la base des remarques et des expériences. Délimiter et déterminer les types de touristes demande de nombreuses études dont nous n'avons pas actuellement les moyens.

1.2.2.2.1. Touristes Occidentaux

(Europe, Amérique de nord) : Pour cette catégorie, le mode de transport essentiel pour venir en Syrie est l'avion vers les aéroports de Damas ou Alep. Ils achètent leur voyage (organisé) en avance par les tour-opérateurs et ont toujours recours à des guides sur place.

Leurs intérêts dans la région côtière se portent vers les sites historiques. Sur les sites web des tour-opérateurs, les voyages proposés en Syrie comportent toujours une visite dans la région côtière au moins pour voir le Krak des Chevaliers. En revanche, très peu de ces voyages contiennent une baignade dans la mer et généralement les voyages comprennent une nuit à passer soit à Lattaquié ou à Tartous. L'hébergement se fait toujours dans des hôtels.

1.2.2.2.2. Touristes des Pays de Golf

Pour cette catégorie, le mode de transport essentiel pour venir en Syrie est la voiture par les poste-frontières de sud du pays. Ils ne réservent pas toujours leurs séjours en avance car, en plus des hôtels, ils se logent aussi dans des villas ou des meublés dont la location se fait sur place. Ils voyagent en famille (parfois plusieurs familles ensemble) ou entre amis (des hommes). Ils n'ont pas recours à des guides.

Leurs intérêts dans la région côtière se partagent entre la mer et la montagne. Ils effectuent des séjours de plusieurs jours voire deux semaines et ils sont désireux de répartir leurs séjours entre mer et montagne, alors ils se déplacent au sein de la région.

1.2.2.2.3. Touristes locaux

Ils viennent de la même région ou des régions intérieures pour passer un week-end voire une semaine dans les lieux touristiques de la région (mer et montagne). Le mode principal d'hébergement pour cette catégorie est les meublés ou chez les amis (dans les résidences secondaires). Leurs voyages sont généralement non-organisés malgré la présence de plusieurs tour-opérateurs locaux dont la *Société syrienne de tourisme* lancée en 2007 à l'initiative du ministère du tourisme comme un projet coopératif avec le secteur privé pour organiser des voyages touristiques sur le plan national.

1.2.2.2.4. Les syriens résidents à l'étranger

Ils sont considérés comme des touristes car ils ne résident pas en Syrie. Toutefois, leurs comportements touristiques ne se différencient pas beaucoup des autres résidents. Bien qu'ils dépensent plus aux restaurants et qu'ils entraînent plus de sorties en famille ou entre amis, ils préfèrent passer leurs vacances en famille chez leurs proches plutôt qu' "habiter" les lieux touristiques.

1.2.3. Déterminer la demande

L'observation des catégories précédentes des touristes nous révèle qu'il y a deux types de demande dans la région :

1.2.3.1. Demande exigeante de confort et de qualité

Les remarques précédentes sur les catégories de touristes nous donnent des indices sur l'importance particulière de la deuxième catégorie (les touristes arabes). De plus, ils ont un moyen de séjour élevé (12,2 nuits par touriste en 2009, contre 7,2 pour les touristes étrangers et 28 pour les syriens non-résidents). En outre, cette catégorie a le niveau de dépense par jour le plus élevé (6500 mille L.S. par jour en 2009 contre 5100 pour les touristes étrangers et 1500 pour les syriens non-résidents). En deuxième position d'importance vient la première catégorie (les touristes étrangers).

Ces deux catégories exigent un niveau de confort et de qualité important ce qui justifie le choix du gouvernement d'encourager les grands projets touristiques sous forme de complexes touristiques et d'hôtels de luxe. En effet, ces projets vont répondre à la demande croissante des touristes arabes (voir tableau (13) dans les annexes), mais aussi améliorer l'image de la plage pour les touristes étrangers, ce qui nous permettra d'espérer que la région côtière syrienne devienne une destination du tourisme balnéaire pour les touristes européens en quête de soleil à l'image des villes du littoral tunisien ou turque.

1.2.3.2. Demande locale limitée par un faible pouvoir d'achat

Compte tenu du faible pouvoir d'achat des touristes syriens locaux en général en comparaison avec toutes les autres catégories de touristes présentes sur le marché touristique en Syrie, et de la forte progression en nombre de touristes venant en Syrie (évolution constatée entre 2000 et 2010 et bloquée par la crise actuelle mais qui risque de revenir au moyen terme), le pourcentage de touristes syriens diminue dans la consommation touristique. Celle-ci est accaparée alors par les touristes venant de l'extérieur. En outre, le développement actuel de l'offre touristique va encore en direction de la limitation de l'accès de la population locale aux pratiques touristiques à cause des prix de produits proposés qui ne conviennent pas aux touristes locaux.

En plus des pratiques touristiques traditionnelles, des nouvelles pratiques ont émergé ces dernières années, comme la randonnée. Jusqu'à maintenant la pratique de la randonnée reste

largement dans le champ de loisir car elle n'entraîne pas des nuits passées dans la nature ou dans les lieux touristiques à l'exception de rares occasions où les randonneurs montent leurs tentes pour faire du camping sauvage pour quelques nuits, pratique interdite mais tolérée car elle est encore très limitée. Parmi les groupes qui organisent systématiquement des randonnées on peut citer : l'association Nature sans limites, l'association syrienne pour l'exploration et l'authentification, l'association Pionniers de la nature, en plus des groupes de jeunes non-organisés.

Ces pratiques n'ont pas encore mobilisé les acteurs concernés de la question touristique pour répondre à la demande de cette catégorie de touristes innovateurs et proposer des produits touristiques qui leurs conviennent.

1.3. Soutenir l'offre touristique des acteurs locaux

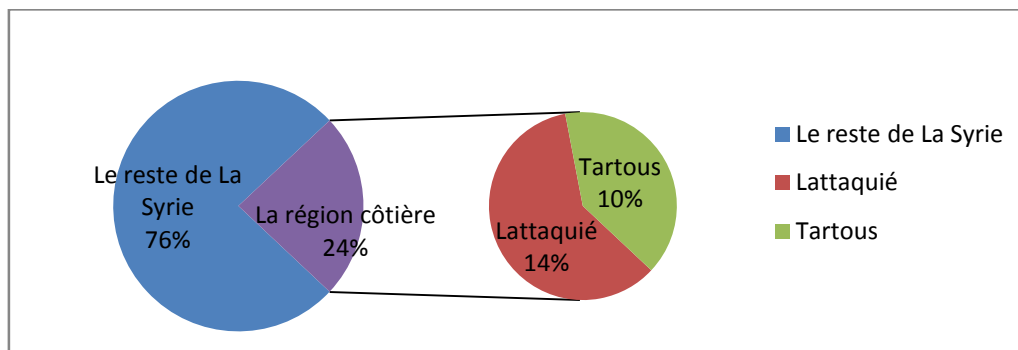
L'analyse précédente et la direction de la stratégie touristique dans la région côtière en favorisant l'offre destinée à la catégorie des touristes venant de l'extérieur laisse pressentir qu'une catégorie de touristes est insuffisamment considérée. Les touristes locaux au pouvoir d'achat relativement limité par rapport aux touristes venant de l'extérieur ne reçoivent pas, de la part des acteurs institutionnels et privés, toute l'attention qu'ils méritent.

De là, dans notre étude du rôle du capital social dans la dynamique du secteur touristique, nous nous intéressons à une catégorie précise de cette offre, l'offre destinée généralement aux touristes de proximité.

1.4. Le choix de la station

Dans la région côtière elle-même la distribution de la capacité d'accueil est marquée par une grande inégalité entre la côte et la montagne d'une part, et entre les deux gouvernorats de la région, Lattaquié et Tartous d'autre part (Figure suivante).

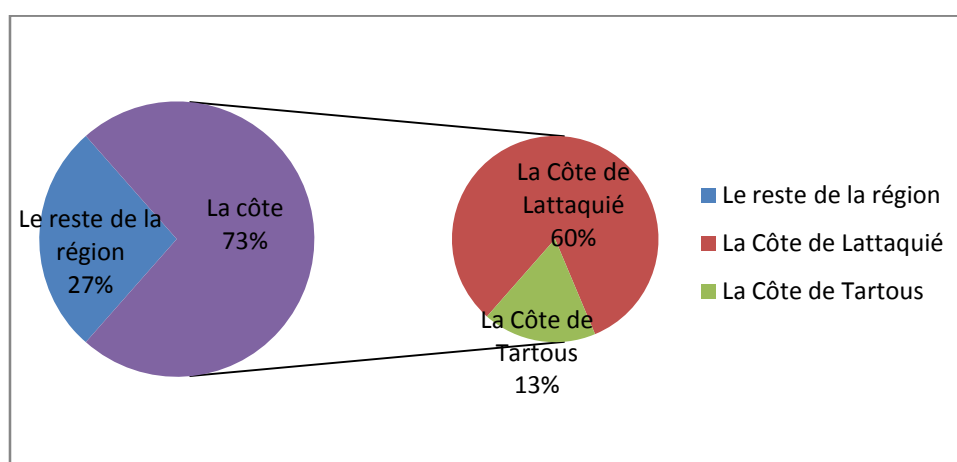
Figure 16 : La distribution de la capacité d'accueil entre Lattaquié et Tartous



Source : Bureau central de statistiques

La majorité des infrastructures touristiques et d'investissements se trouve sur la côte. Naturellement, la mer est la destination principale dans la région. Les stations touristiques et les villes sur la côte rassemblent 73% des lits destinés à accueillir les touristes dans la région.

Figure 17 : La distribution de la capacité d'accueil entre la côte et le reste de la région



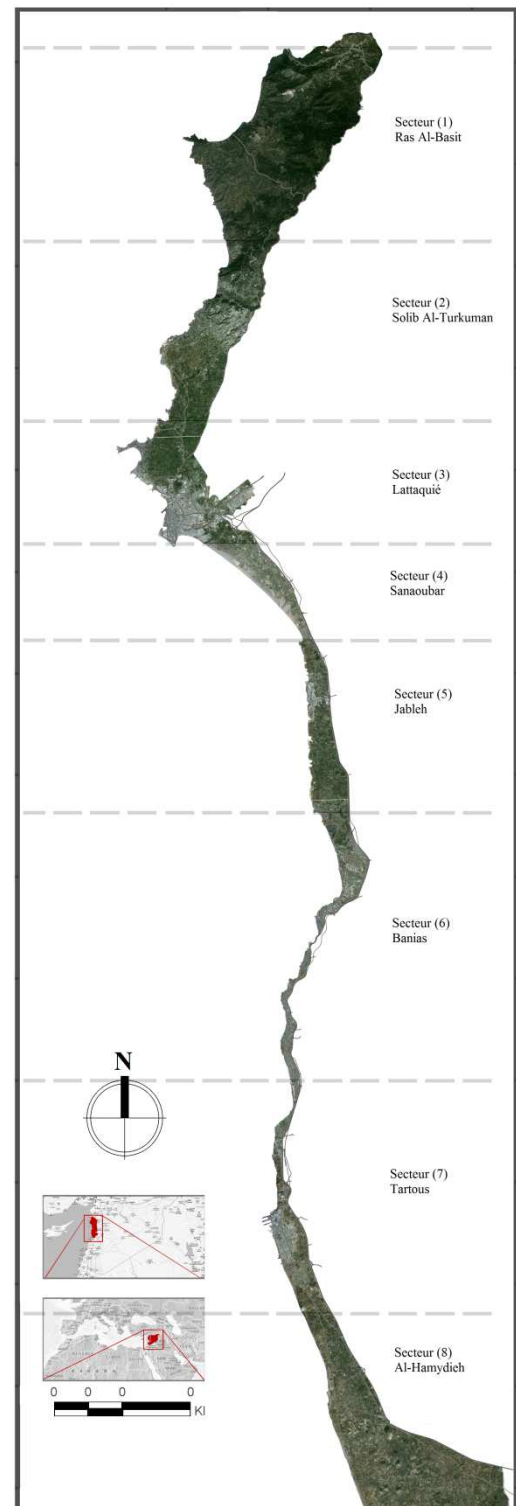
Source : Les directions du tourisme dans les gouvernorats de Lattaquié et de Tartous

Si l'on reprend le découpage en huit secteurs, fait par le premier "plan national du tourisme" en 1974, de la côte syrienne, on remarque la concentration de l'activité touristique dans le troisième secteur, celui du "Nord de Lattaquié". En effet, depuis les années soixante-dix, ce secteur a été désigné par l'équipe du plan national du tourisme, qui regroupaient des experts syriens et français, pour être un pôle majeur de croissance touristique. Ainsi, les deux premiers hôtels de niveau international ont été construits dans ce secteur. La carte ci-contre montre le découpage de la zone côtière par le plan national du tourisme.

Dans ce secteur, une zone se démarque par sa spécialisation exclusive dans le tourisme, la zone de Ras Ibn Hani (couramment appelée La côte d'azur). Si cette spécialisation touristique est moins vraie actuellement, tous les processus de construction dans cette zone avaient une vocation touristique.

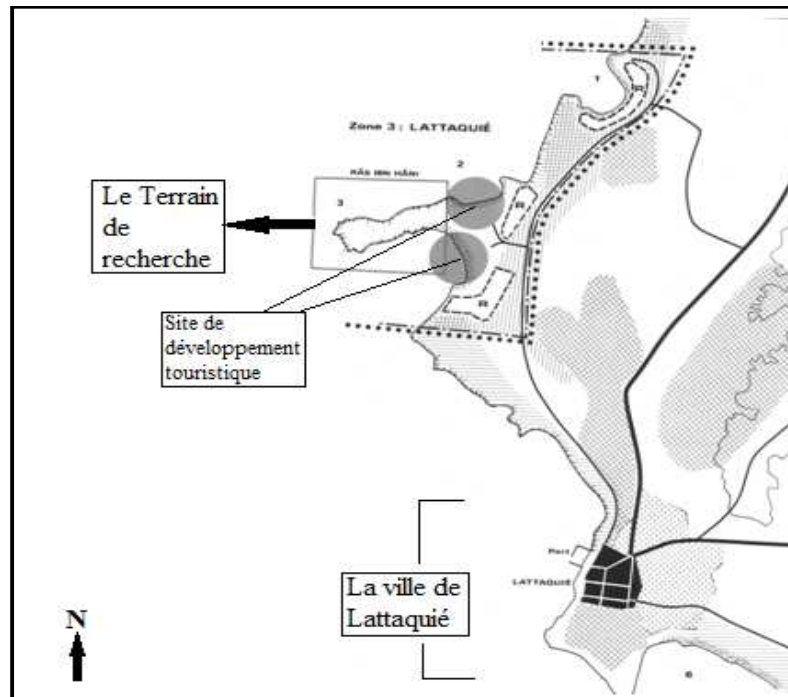
La carte suivante montre cette zone et son emplacement par rapport à la ville de Lattaquié.

Carte 10 : Les secteurs de la côte syrienne selon le plan national du tourisme de 1974



Source : Anis Al-Omar, 2012, pp. 114.
Modifications par l'auteur.

Carte 11 : Le terrain de recherche par rapport à la ville de Lattaquié



Source : Plan national du tourisme 1974, modifications de l'auteur.

Dans cette zone, deux modes d'exploitation touristique cohabitent mais sans réels échanges entre eux. D'un côté les hôtels de niveau international et de l'autre les appartements meublés destinés à accueillir des touristes.

Comme présenté plus haut, nous nous intéressons à l'offre destinée aux touristes de proximité au pouvoir d'achat limité. Donc notre choix se porte vers le secteur où les appartements meublés de tourisme forment le mode d'hébergement touristique (Carte suivante).

Carte 12 : Le terrain de recherche (la partie extrême de la station "côte d'Azur")

Source : Google Maps 2014

Dans ce secteur, plusieurs centaines d'appartements meublés sont offerts à la location. Les propriétaires sont des personnes physiques issues de la région, elles mettent ces résidences secondaires à la location via des agences de location présentes dans la station.

Dans ce secteur, où l'investissement touristique prend la forme de petit projet touristique, et où l'initiative privée individuelle ou collective peut manœuvrer pour modifier le paysage touristique du territoire, nous allons étudier les effets du capital social sur la dynamique touristique territoriale.

2. L'enquête de terrain

Pour étudier l'influence du capital social sur les acteurs touristiques privés dans le secteur choisi, nous avons construit un questionnaire constitué de 23 questions (les réponses à toutes les questions ne sont pas traitées dans cette étude ; vous trouvez la sélection des questions traitées dans les annexes). L'interrogation des acteurs sur ces questions s'est fait en face à face (un groupe d'étudiants du master de l'université Tichrine de Lattaquié ont été formés pour effectuer cette tâche sur place). La collecte de données s'est déroulée pendant trois jours consécutifs au début de mois de septembre 2013 (fin de saison touristique dans la station). Le nombre total des observations valides est de 31 observations⁴¹. Toutes les catégories d'acteurs sur la station sont représentées dans l'échantillon (agences de location, restaurateurs, commerces, activités nautiques). En fait, bien que son effectif soit relativement limité, l'échantillon est quasi-inclusif de tous les acteurs de la station. Les trois jours qu'a pris l'enquête sur le terrain avait eu pour objectif de faire, plus qu'une fois, le tour de la station à la recherche d'un acteur absent ou une agence fermée la veille. L'analyse des réponses de ce questionnaire nous permettra de mesurer certaines dimensions de l'influence du capital social sur le secteur étudié. Un deuxième questionnaire limité aux agences de location sur la station a été effectué pour saisir d'autres dimensions de l'effet du capital social liées au fonctionnement des acteurs en réseau social dans le cadre de leur activité de location. Plusieurs logiciels ont été utilisés ; SPSS (Student Version 18.0) pour le traitement statistique de données ; Gephi pour la représentation graphique et les mesures structurales des réseaux et enfin Microsoft Excel pour quelques illustrations.

⁴¹ Pour qu'il soit représentatif, il n'existe pas de loi générale pour déterminer la taille optimale d'un échantillon. Tout dépend de la nature de la propriété testée d'une population donnée. Dans tous les cas, plus la taille de l'échantillon se rapproche de la taille de la population étudiée meilleure serait la représentativité de cet échantillon. Dans notre étude, nous avons fait l'effort de porter le nombre d'observation au maximum en interrogeant tous les acteurs de la station, ce qui n'était pas impossible vu la taille initiale de la population étudiée. Par la suite, les tests statistiques sur la validité de l'échelle de mesure utilisée donneront plus d'éclairage sur la solidité de l'ensemble des variables et des observations.

2.1. Mesurer l'effet du capital social sur l'offre touristique dans la station

Afin de mesurer l'effet du capital social sur l'offre touristique dans la station nous allons procéder à la construction d'un indicateur calculé à partir de plusieurs variables. Pour être pertinent, cet indicateur doit correspondre à la réalité vécue par les acteurs dans la station. Les mesures de la composante structurelle de capital social doivent porter sur les types de réseaux ou organisations d'entraide qui se trouvent dans cette station.

Les différentes variables incluses dans cet indicateur mesurent des dimensions spécifiques de l'influence du capital social issues de la théorie du capital social présentée dans le troisième chapitre. Les dimensions mesurées du capital social résultent de la combinaison de plusieurs items. Ainsi, les réponses à quatorze questions distinctes, initialement posées, vont être combinées dans quatre dimensions pour construire un indicateur sur l'effet de capital social qui apparaît être valable sur le plan conceptuel ainsi que sur des bases empiriques pour la station étudiée. Notre indicateur intègre les dimensions structurelles et cognitives du capital social. Les items étudiés ont trait aux relations familiales, à des réseaux, ou plus largement à la structure de l'interaction sociale. Étant donné que les associations formelles sont absentes dans la station, l'action collective a été évaluée à partir des réseaux informels.

Ainsi, nous construisons notre indicateur d'effet du capital social sur l'offre touristique à partir des quatre dimensions suivantes :

- L'effet de la famille et des amis proches, le capital social de type “*Bonding*”⁴² : cette dimension mesure l'importance de la famille dans les différentes phases de création et de gestion du projet touristique.
- L'effet de réseau, les connaissances et les amis lointains, le capital social de type “*Bridging*” : cette dimension mesure l'importance du réseau social (amis, connaissances) dans les différentes phases de création et de gestion du projet touristique.
- L'effet des institutions, le capital social institutionnel : cette dimension mesure l'appréciation par les acteurs de l'effet des institutions sur leurs activités touristiques.

⁴² La distinction établie par Putnam entre les types de capital social ; *bonding*, *bridging*, est évoquée dans le troisième chapitre.

- L'effet de l'organisation collective et de la pression de la communauté : cette dimension mesure la densité et la régularité des rencontres entre les acteurs, indice d'action collective et d'organisation d'un côté, mais elle mesure aussi, par un deuxième item, le niveau de verrouillage de la communauté d'acteurs dans la station face à un nouveau acteur.

Pour chaque dimension mesurée nous allons examiner la fiabilité de l'échelle de mesure en testant la valeur du coefficient *alpha de Cronbach*⁴³ (les résultats des tests de fiabilité pour chaque dimension sont à voir dans les annexes). Ensuite, nous procédons à une analyse factorielle exploratoire afin d'exclure les variables de moindre qualité de représentation. Les variables ainsi retenues subissent une dernière fois le test de fiabilité avant de calculer la valeur moyenne de l'indicateur de l'effet du capital social sur l'offre touristique.

Dans ce qui suit, nous allons présenter de manière brève les quatorze items qui constituent les quatre dimensions étudiées. Pour chaque item nous présentons les statistiques descriptives et la distribution des réponses sur les valeurs de l'item.

2.1.1. Première dimension « l'effet du capital social de type “*Bondig*” »

Pour mesurer l'effet de la famille et des amis proches sur l'investissement touristique nous avons procédé à l'évaluation de trois items. Trois questions ont été posées pour évaluer l'importance de l'effet de la famille sur trois aspects liés à la création et le fonctionnement du projet touristique : le financement, les démarches administratives et l'exploitation.

Le premier item est mesuré par la question suivante :

⁴³ La fiabilité d'une échelle de mesure est la capacité de cet instrument à mesurer de façon constante le construit qu'il est censé mesurer [Evrard et al., 2009]. Le coefficient de fiabilité alpha de Cronbach mesure la cohérence interne d'une échelle construite à partir d'un ensemble d'items.

Le coefficient alpha de Cronbach se définit comme suit :

$$\alpha = \frac{k}{k-1} \left(1 - \frac{\sum_{i=1}^k \sigma_{Y_i}^2}{\sigma_X^2} \right)$$

où k est le nombre d'items, σ_X^2 est la variance du score total et $\sigma_{Y_i}^2$ est la variance de l'item i . La valeur du coefficient alpha varie entre 0 et 1. Plus la valeur du coefficient est proche de 1, plus la fiabilité de l'échelle est forte. Une valeur $\alpha < 0,6$ est insuffisante, une valeur α entre 0,7 et 0,8 est bonne [R. F. De Vellis, 2003].

- *Quel degré d'importance accordez-vous à la participation de votre famille et de vos amis proches dans le financement de votre projet ?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert*⁴⁴ en cinq points allant de « 1 = sans importance » à « 5 = très importante ».

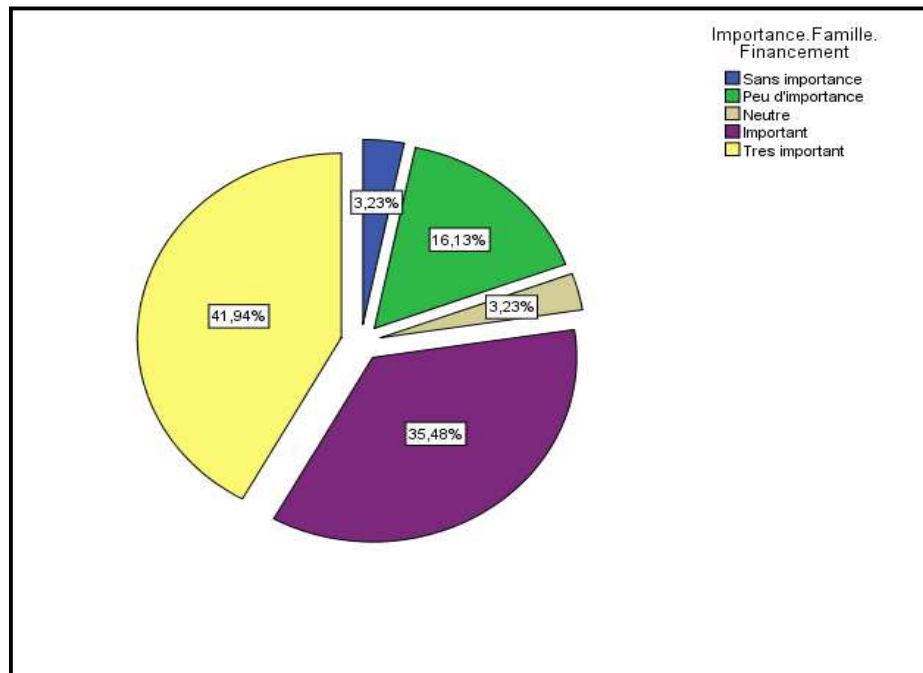
Tableau 12 : Statistiques descriptives de la variable « Importance.Famille.Financement »

N	Valide	31
	Manquante	0
	Moyenne	3,97
	Médiane	4,00
	Ecart-type	1,197
	Variance	1,432

Source : Traitement SPSS

⁴⁴ Une échelle de *Likert* (du nom du psychologue américain Rensis Likert) est une échelle de jugement par laquelle la personne interrogée exprime son degré d'accord ou de désaccord vis-à-vis d'une affirmation ou pour juger les qualités d'une propriété spécifique. L'échelle contient en général cinq choix de réponse qui permettent de nuancer le degré d'accord. Pour les échelles impaires, comme celle utilisée dans notre étude, le niveau central permet de n'exprimer aucun avis (avis neutre). À chaque réponse une note est attribuée qui permet un traitement quantitatif des données, pour calculer par exemple la moyenne (et l'écart-type) des réponses données par l'échantillon interrogé. Source : <http://fr.scribd.com/doc/78417164/Echelles-d-evaluation>.

Figure 18 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Importance.Famille.Financement »



Source : Traitement SPSS

La valeur de la moyenne et le pourcentage des réponses qualifiant la participation de la famille et des amis proches au financement des projets touristiques reflètent un effet positif important du capital social de types « Bondig » sur cet élément. La rareté de réponses ayant négligé l'importance la participation de la famille et des amis proches au financement des projets montre que ces projets sont en majorité des projets familiaux et amicaux où les liens forts servent pour lever les fonds nécessaire à la création des projets.

Le deuxième item est mesuré par la question suivante :

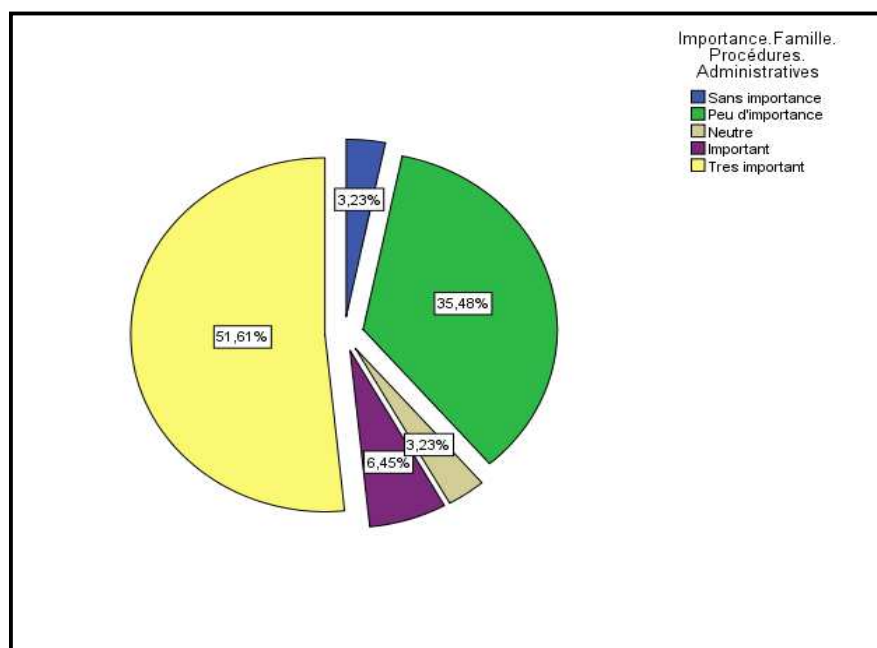
- *Quel degré d'importance accordez-vous à la participation de votre famille et de vos amis proches dans les procédures administratives liées à la création de votre projet ?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en cinq points allant de « 1 = sans importance » à « 5 = très importante ».

Tableau 13 : Statistiques descriptives de la variable « Importance.Famille.Procédures.Administratives »

N	Valide	31
	Manquante	0
Moyenne		3,68
Ecart-type		1,492
Variance		2,226

Source : Traitement SPSS

Figure 19 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Importance.Famille.Procédures.Administratives »

Source : Traitement SPSS

Plus de la moitié des réponses estiment que le rôle de la famille et des amis proches dans les procédures administratives est très important. La valeur de la moyenne ($3,68 > 3$) indique que pour l'ensemble des réponses l'effet du capital social du type « bonding » est positive sur cet élément.

Le troisième item est mesuré par la question suivante :

- *Quel degré d'importance accordez-vous à l'aide fournie par votre famille et vos amis proches dans l'exploitation de votre projet (emploi, fournisseurs, publicité) ?*

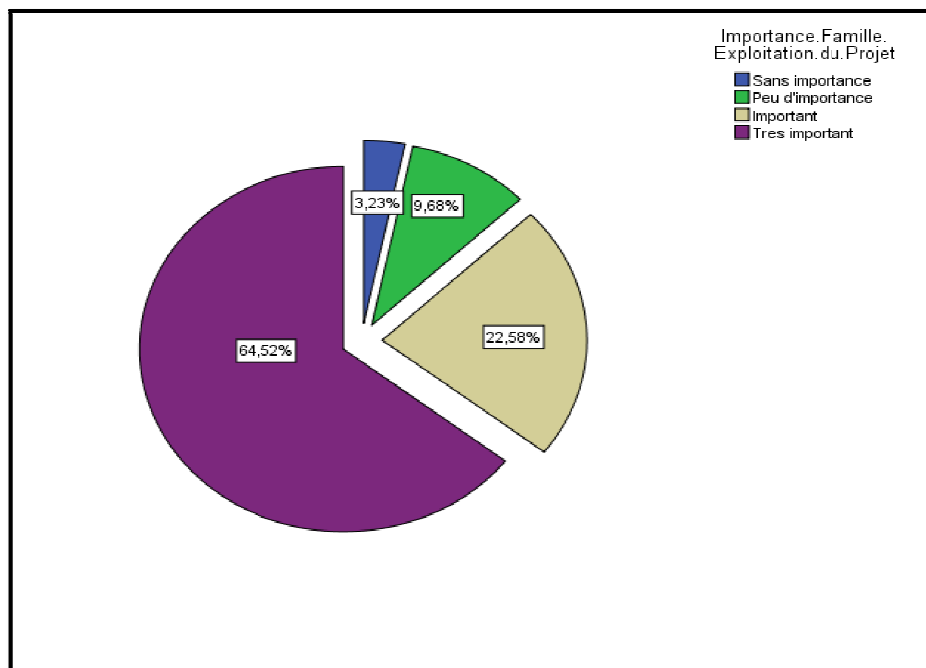
Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en cinq points allant de « 1 = sans importance » à « 5 = très importante ».

Tableau 14 : Statistiques descriptives de la variable « Importance.Famille.Exploitation.du.Projet »

N	Valide	31
	Manquante	0
Moyenne		4,35
Ecart-type		1,112
Variance		1,237

Source : Traitement SPSS

Figure 20 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Importance.Famille.Exploitation.du.Projet »



Source : traitement SPSS

Plus de 85% des réponses sur cette question ont qualifié l'aide fournie par la famille et les amis proches d'importante voire très importante pour 64,52% d'entre elles. La moyenne 4,35 indique que pour l'ensemble des réponses l'effet du capital social du type « bonding » est plus qu'important.

2.1.2. Deuxième dimension « l'effet du capital social de type “Bridging” »

Pour mesurer l'effet des réseaux qu'ont les acteurs sur leurs investissements touristiques dans la station, nous avons procédé à l'évaluation de trois items. Trois questions ont été posées pour évaluer l'importance de l'effet du réseau sur trois aspects liés à la création et le fonctionnement du projet touristique : le financement, les démarches administratives et l'exploitation.

Le premier item est mesuré par la question suivante :

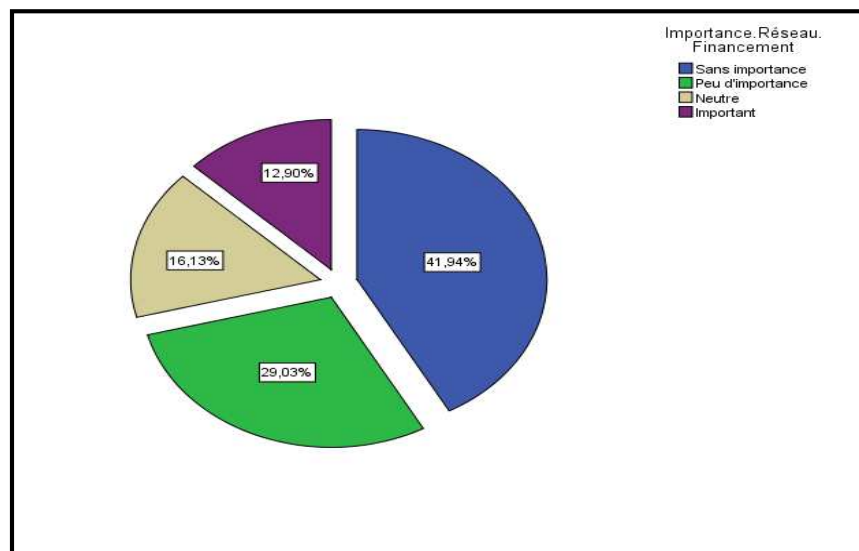
- *Quel degré d'importance accordez-vous à la participation de votre réseau de connaissances et de vos amis lointains dans le financement de votre projet ?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en cinq points allant de « 1= sans importance » à « 5 = très importante ».

Tableau 15 : Statistiques descriptives de la variable « Importance.Réseau.Financement »

N	Valide	31
	Manquante	0
Moyenne		2,00
Médiane		2,00
Ecart-type		1,065
Variance		1,133

Source : Traitement SPSS

Figure 21 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Importance.Réseau.Financement »

Source : Traitement SPSS

La valeur de la moyenne de cet item, reflète le peu d'importance du capital social de type “bridging” dans le financement des projets touristiques. En effet, nous avons vu plus haut que le capital social de type “bonding” avait une forte importance pour le financement. Plus que 41% des réponses n'accordent aucune importance au capital social “bonding” pour le financement des projets touristiques.

Le deuxième item est mesuré par la question suivante :

- *Quel degré d'importance accordez-vous à la participation de votre réseau de connaissances et de vos amis lointains dans les procédures administratives liées à la création de votre projet ? ?*

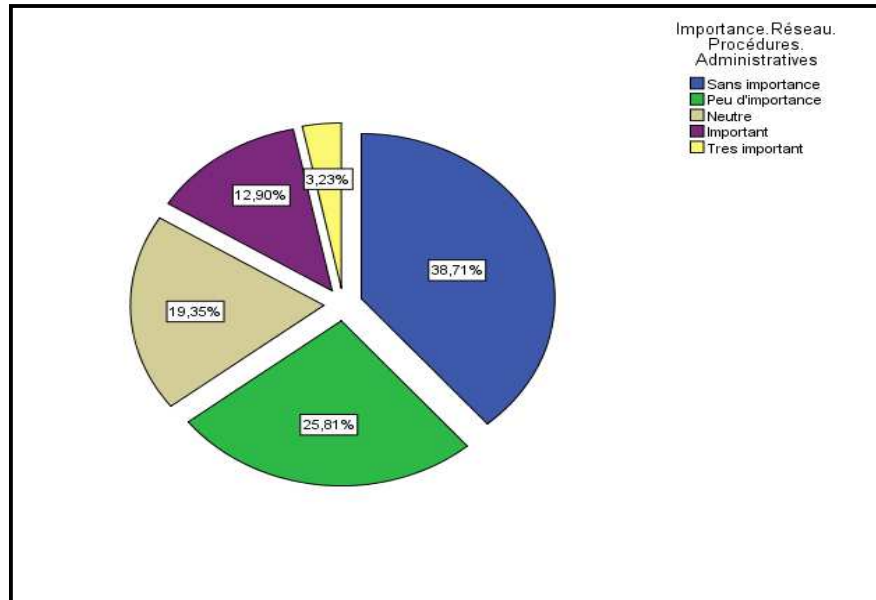
Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en cinq points allant de « 1= sans importance » à « 5 = très importante ».

Tableau 16 : Statistiques descriptives de la variable « Importance.Réseau.Procédures.Administratives »

N	Valide	31
	Manquante	0
Moyenne		2,16
Médiane		2,00
Ecart-type		1,186
Variance		1,406

Source : Traitement SPSS

**Figure 22 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable
« Importance.Réseau.Procédures.Administratives »**



Source : Traitement SPSS

Les résultats statistiques de cet item indiquent aussi le peu d'importance du capital social de types "bridging" dans les aspects liés aux démarches administratives.

Le troisième item est mesuré par la question suivante :

- *Quel degré d'importance accordez-vous à l'aide fournie par votre réseau de connaissances et vos amis lointains dans l'exploitation de votre projet (emploi, fournisseurs, publicité) ?*

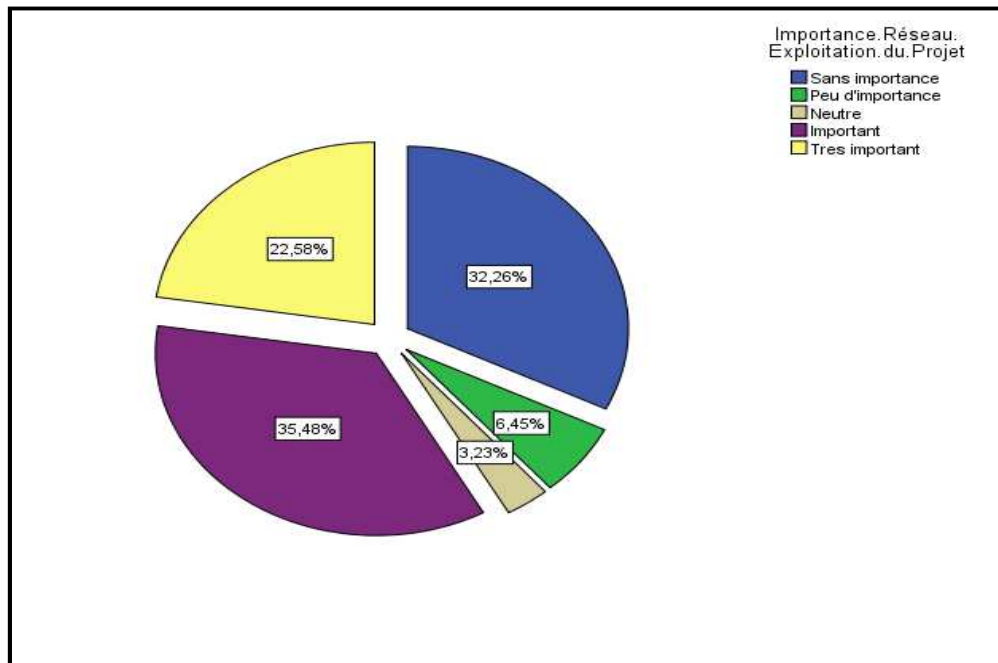
Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en cinq points allant de « 1 = sans importance » à « 5 = très importante ».

Tableau 17: Statistiques descriptives de la variable « Importance.Réseau.Exploitation.du.Projet »

N	Valide	31
	Manquante	0
	Moyenne	3,10
	Médiane	4,00
	Ecart-type	1,640
	Variance	2,690

Source : Traitement SPSS

Figure 23 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Importance.Réseau.Exploitation.du.Projet »



Source : Traitement SPSS

En comparaison avec les valeurs des moyennes des deux items précédents sur l'importance de capital social de type "bridging" sur le financement et les démarches administratives, nous remarquons que l'importance de ce type de capital social sur les aspects liés au fonctionnement du projet touristique est plus forte. Plus que 50% des réponses qualifient l'effet de ce type de capital social d'important voire très important.

2.1.3. Troisième dimension « l'effet du capital social institutionnel »

Pour mesurer le niveau de confiance qu'ont les acteurs dans les institutions et l'effet de celles-ci sur leurs investissements touristiques dans la station, nous avons procédé à l'évaluation de six items. Six questions ont été posées aux acteurs de la station pour évaluer leur appréciation de l'effet général de cinq institutions sur leurs projets touristiques. Les institutions, sur l'effet desquelles nous avons posé nos questions, sont : la Mairie, le Gouvernorat, la Chambre du tourisme, la Direction du tourisme, le Ministère du tourisme et le Gouvernement. En fait, chacune de ces institutions influence d'une manière ou d'une autre le secteur touristique selon le niveau de leurs champs d'actions, national ou local.

Le premier item est mesuré par la question suivante :

- *Comment qualifiez-vous l'effet de la Mairie sur votre projet touristique en général ?*

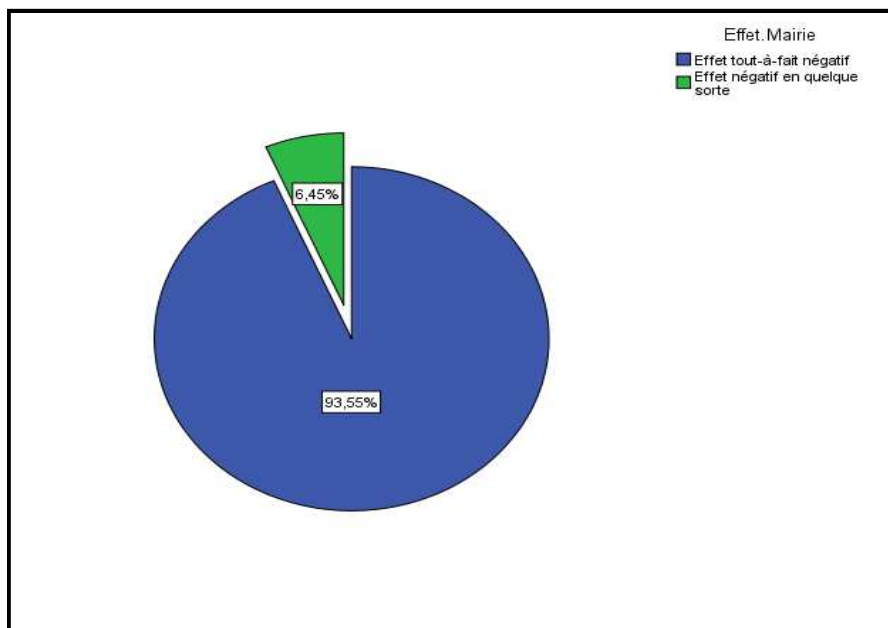
Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en 5 points allant de « 1 = effet tout-à-fait négatif » à « 5 = effet tout-à-fait positif ».

Tableau 18 : Statistiques descriptives de la variable « Effet Mairie »

N	Valide	31
	Manquante	0
	Moyenne	1,06
	Médiane	1,00
	Ecart-type	,250
	Variance	,062

Source : Traitement SPSS

Figure 24 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Effet Mairie »



Source : Traitement SPSS

Les résultats de cet item sont clairs. La totalité des réponses qualifient l'effet de la Mairie sur leurs projets en général d'effet négatif. Les trois autres possibilités de réponses (neutre ou positif) n'ont eu aucune réponse.

Le deuxième item est mesuré par la question suivante :

- *Comment qualifiez-vous l'effet du Gouvernorat sur votre projet touristique en général ?*

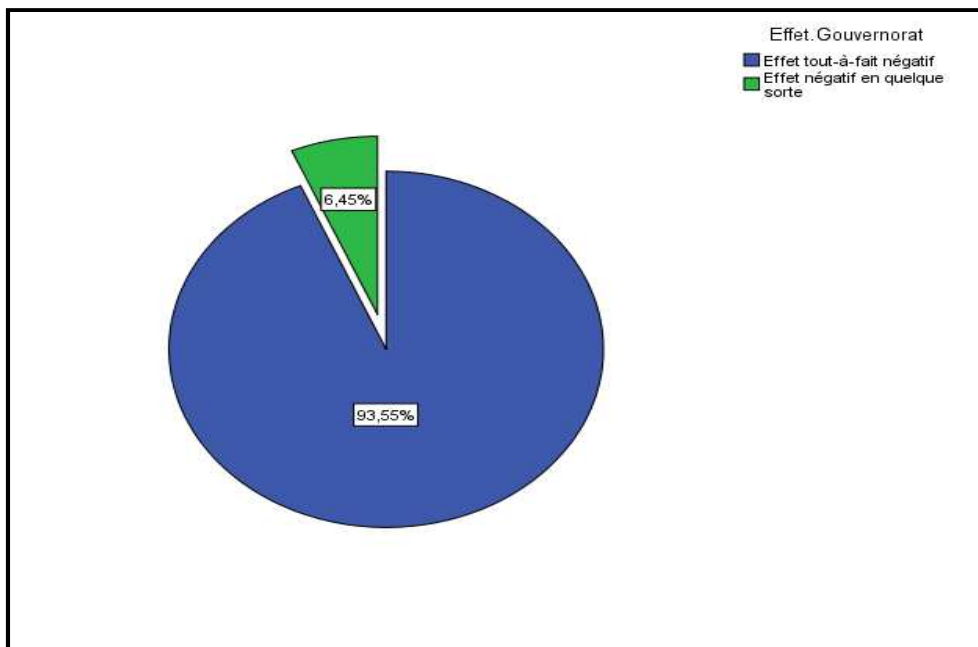
Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en 5 points allant de « 1 = effet tout-à-fait négatif » à « 5 = effet tout-à-fait positif ».

Tableau 19 : Statistiques descriptives de la variable « Effet Gouvernorat »

N	Valide	31
	Manquante	0
Moyenne		1,06
Médiane		1,00
Ecart-type		,250
Variance		,062

Source : Traitement SPSS

Figure 25 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Effet Gouvernorat »



Source : Traitement SPSS

De la même manière, et dans les mêmes proportions, les répondants ont exprimé un effet tout-à-fait négatif de Gouvernorat sur leurs projets touristiques en général.

Le troisième item est mesuré par la question suivante :

- *Comment qualifiez-vous l'effet de la Chambre du tourisme sur votre projet touristique en général ?*

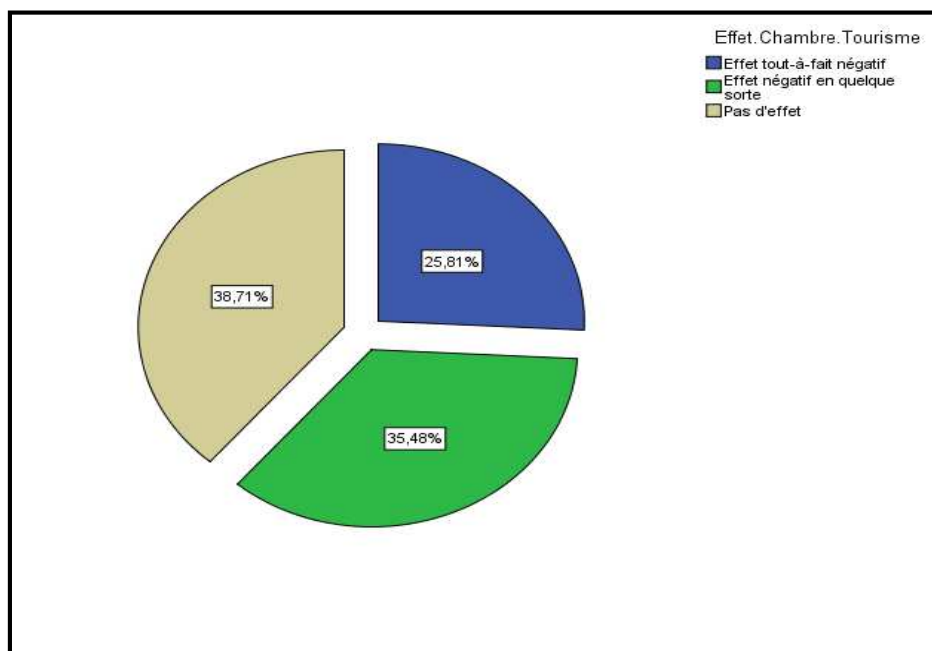
Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en 5 points allant de « 1 = effet tout-à-fait négatif » à « 5 = effet tout-à-fait positif ».

Tableau 20: Statistiques descriptives de la variable « Effet Chambre du Tourisme »

N	Valide	31
	Manquante	0
	Moyenne	2,13
	Médiane	2,00
	Ecart-type	,806
	Variance	,649

Source : Traitement SPSS

Figure 26 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Effet Chamber du Tourisme »



Source : Traitement SPSS

Aucune réponse ne désigne un effet positif de la Chambre du tourisme sur les projets touristiques. Cette institution constituée des acteurs privés et publiques ne semble pas répondre aux exigences des acteurs de la station.

Le quatrième item est mesuré par la question suivante :

- *Comment qualifiez-vous l'effet de la Direction du tourisme sur votre projet touristique en général ?*

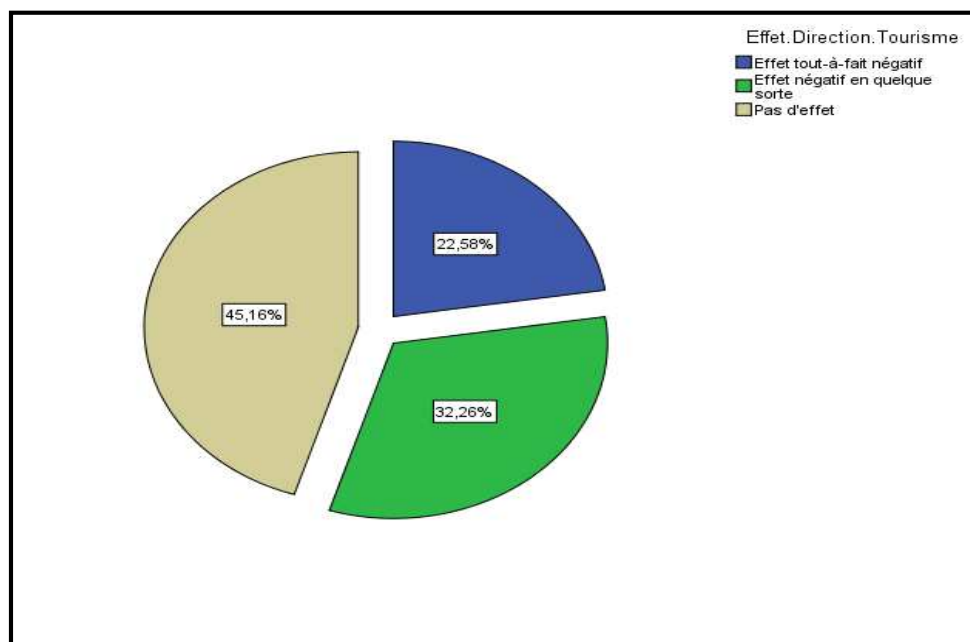
Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en 5 points allant de « 1 = effet tout-à-fait négatif » à « 5 = effet tout-à-fait positif ».

Tableau 21 : Statistiques descriptives de la variable « Effet Direction Tourisme »

N	Valide	31
	Manquante	0
	Moyenne	2,23
	Médiane	2,00
	Ecart-type	,805
	Variance	,647

Source : Traitement SPSS

Figure 27 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Effet Direction Tourisme »



Source : Traitement SPSS

Aucune réponse ne déclare un effet positif de la direction du tourisme sur les projets touristiques dans la station. Cette institution gouvernementale représente le ministère du tourisme dans le gouvernorat et devrait être proche des acteurs locaux et de leurs problèmes.

Le cinquième item est mesuré par la question suivante :

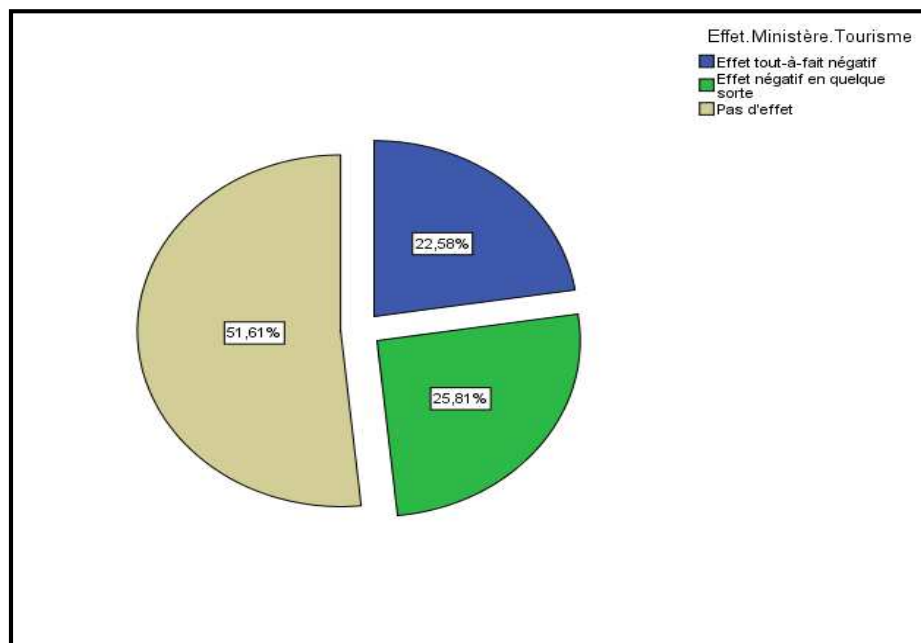
- *Comment qualifiez-vous l'effet du Ministère du tourisme sur votre projet touristique en général ?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en 5 points allant de « 1 = effet tout-à-fait négatif » à « 5 = effet tout-à-fait positif ».

Tableau 22 : Statistiques descriptives de la variable « Effet du Ministère du Tourisme »

N	Valide	31
	Manquante	0
Moyenne		2,29
Médiane		3,00
Ecart-type		,824
Variance		,680

Source : Traitement SPSS

Figure 28 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Effet du Ministère du Tourisme »

Source : Traitement SPSS

Le ministère du tourisme ne bénéficie d'aucune réponse positive sur son effet général. Plus de la moitié des répondants trouvent que l'effet du ministère du tourisme est neutre sur leurs projets.

Le sixième item est mesuré par la question suivante :

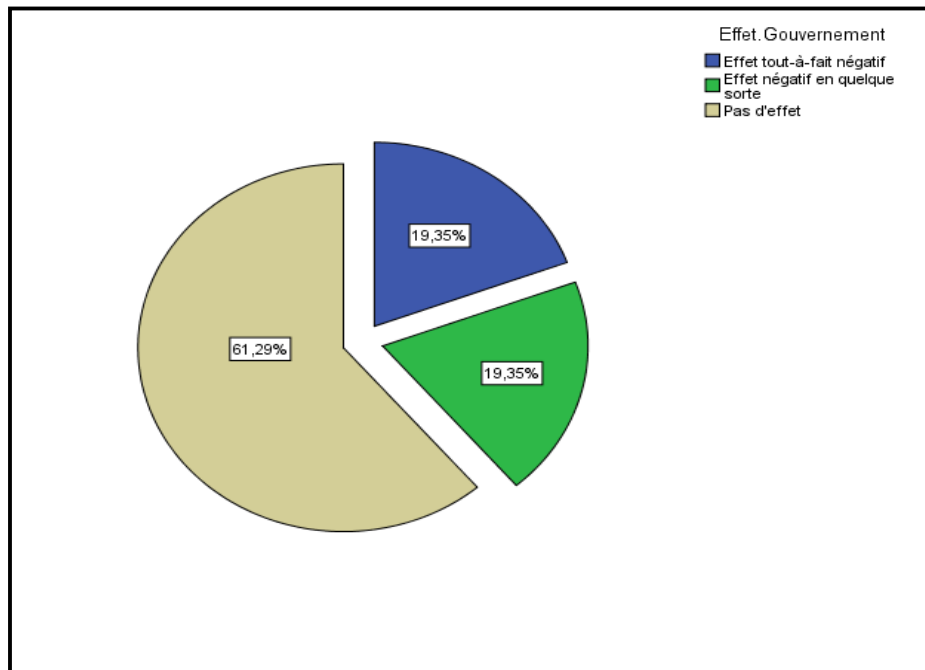
- *Comment qualifiez-vous l'effet du Gouvernement sur votre projet touristique en général ?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en 5 points allant de « 1 = effet tout-à-fait négatif » à « 5 = effet tout-à-fait positif ».

Tableau 23 : Statistiques descriptives de la variable « Effet du Gouvernement »

N	Valide	31
	Manquante	0
Moyenne		2,42
Médiane		3,00
Ecart-type		,807
Variance		,652

Source : Traitement SPSS

Figure 29 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Effet du Gouvernement »

Source : Traitement SPSS

La distribution des réponses sur l'effet du Gouvernement ressemble à la distribution des réponses sur l'effet du ministère du tourisme. 61% des réponses trouvent l'effet du gouvernement neutre, mais près de 20% déclarent un effet tout-à-fait négatif du gouvernement sur leurs projets.

Il est intéressant de constater qu'aucune institution n'a obtenu de réponse positive qualifiant son effet général sur les projets touristiques de la station.

2.1.4. Quatrième dimension « L'effet de l'organisation collective et de la pression de la communauté »

Face à la non-existence de formes d'organisation formelle dans la station, nous considérerons les simples rencontres entre les acteurs comme un indicateur d'une organisation qui facilite l'action collective. La rencontre entre les acteurs de la station est également un indicateur de la densité des liens entre ces acteurs, synonyme d'échange d'informations et de contrôle mutuel du respect des normes par chacun. En clair, des aspects favorables au développement d'un climat de confiance et un environnement approprié pour le travail et l'investissement.

Mais la densité des liens et le contrôle rapproché peuvent également conduire au verrouillage de la communauté face à l'entrée d'un nouveau acteur, ce qui est néfaste pour le développement de l'investissement dans la station. Un deuxième item mesure le niveau de pression exercé sur un nouvel acteur. Une pression exprimée par la nécessité de coordination et d'entente avec d'autres acteurs pour être en mesure de pratiquer son activité.

Le premier item est mesuré par la question suivante :

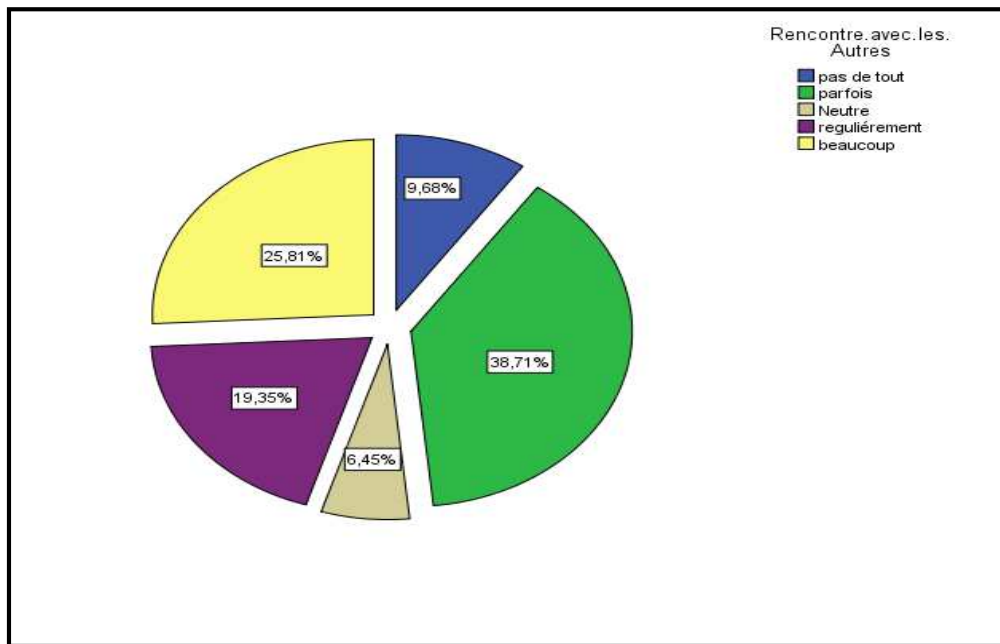
- *En général à quelle fréquence vous rencontrez-vous avec d'autres acteurs de la station?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en 5 points allant de « 1 = pas de tout » à « 5 = beaucoup ».

Tableau 24 : Statistiques descriptives de la variable « Rencontre avec les autres »

N	Valide	31
	Manquante	0
Moyenne		3,13
Médiane		3,00
Ecart-type		1,432
Variance		2,049

Source : Traitement SPSS

Figure 30 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Rencontre avec les autres »

Source : Traitement SPSS

Les réponses sur cette question varient d'une manière relativement importante en considérant les variations des réponses sur les autres questions (la valeur de l'écart-type est une des plus importantes). Cette diversité des réponses reflète des différences de niveau de sociabilité et d'insertion des acteurs.

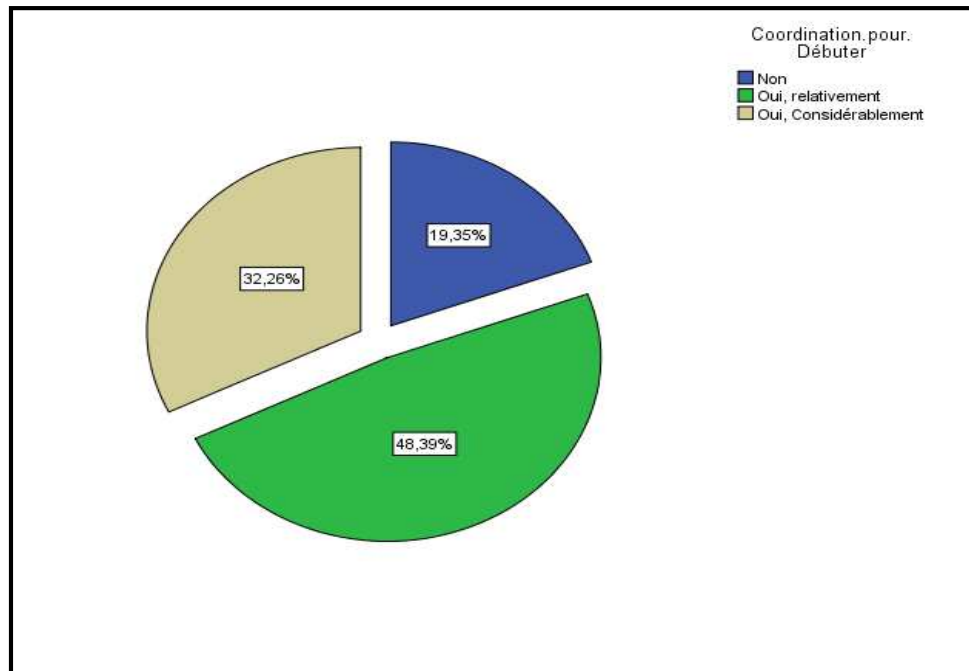
Le deuxième item est mesuré par la question suivante :

- *Quand vous avez débuté votre projet, avez-vous eu besoin de négocier ou de vous mettre d'accord avec d'autres acteurs dans la station pour pouvoir commencer votre activité ?*
- Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en 5 points allant de « 1 = non pas de tout » à « 5 = Oui considérablement ».

Tableau 25 : Statistiques descriptives de la variable « Coordination pour débiter »

N	Valide	31
	Manquante	0
	Moyenne	3,94
	Médiane	4,00
	Ecart-type	1,063
	Variance	1,129

Source : Traitement SPSS

Figure 31 : Diagramme en secteurs des effectifs de la variable « Coordination pour débiter »

Source : Traitement SPSS

Il est évident que les valeurs de cet item sont en proportion inverse avec l'ouverture de l'environnement à l'entrée d'un nouvel acteur. Alors, pour normaliser les valeurs des items, nous devons procéder à un recodage des valeurs de cet item. Ainsi, dans le traitement de données, la valeur 1 devient 5, la valeur 2 devient 4 et ainsi de suite.

La moyenne relativement élevée de cet item reflète une certaine fermeture de la société d'acteurs de la station face à l'entrée des nouveaux acteurs. 80% des répondants ont eu besoin, au moment de débiter leurs projets, de trouver des compromis avec les anciens acteurs pour pouvoir exercer leurs activités convenablement.

2.1.5. L'analyse factorielle des variables de mesure

Nous allons utiliser l'analyse factorielle de manière exploratoire pour éliminer les items qui nuisent à la validité de notre construit. Outre l'exclusion des variables dont la qualité de représentation est insuffisante, l'analyse factorielle permet de dévoiler les dimensions

(facteurs) latentes du capital social, et de vérifier ainsi le degré de conformité entre les principes théoriques et la réalité empirique sur le terrain.

L'analyse factorielle est une méthode exploratoire développée essentiellement par J.-P. Benzecri entre 1970 et 1990. Le principal objectif de cette méthode est de définir la structure des corrélations entre un grand nombre de variables en déterminant un ensemble de dimensions communes appelées "facteurs" [Carricano M. *et al.*, 2010].

Pour les construits mesurés par des échelles multi-items (comme c'est le cas dans notre étude de construction d'indicateur de l'effet du capital social sur l'offre touristique), l'analyse factorielle sert à révéler leurs différentes dimensions et à déterminer dans quelle proportion chaque variable peut expliquer chaque dimension. Les dimensions (facteurs) sont formées pour maximiser l'explication de l'ensemble des variables. L'agrégation des variables en dimensions (combinaisons de variables) rend l'information plus synthétique. Toutefois, l'interprétation des résultats de l'analyse factorielle s'établit en fonction des concepts théoriques (la théorie du capital social dans notre étude).

2.1.5.1. Les tests à réaliser avant de procéder à une analyse factorielle

Ces tests ont pour objectif de s'assurer que les données à traiter sont bien factorisables (c'est-à-dire, que les corrélations entre les variables font que les données présentent une certaine redondance). Plusieurs indicateurs peuvent être calculés, particulièrement :

- Le test de sphéricité de Bartlett : ce test s'appuie sur une démarche statistique pour détecter dans quelle mesure la matrice de corrélation (corrélations binaires entre les variables) diverge significativement de la matrice d'identité (une matrice ne contenant que des valeurs 0.0, sauf pour la présence des valeurs 1.0 dans la diagonale). Ainsi, la conformité de la matrice de corrélations entre les variables étudiées avec la matrice d'identité forme l'hypothèse nulle (H_0) que l'on cherche à démentir par le test de Bartlett. Essayer de faire une analyse factorielle, pour chercher les dimensions communes des variables qui ne partagent aucun lien, est illusoire lorsque l'hypothèse nulle n'est pas démentie par les données. L'hypothèse nulle est rejetée lorsque la signification du test de Bartlett est inférieure à 0,001.

- L'indice (KMO) *Kaiser-Meyer-Olkin* : L'indice KMO d'adéquacité de l'échantillonnage doit être examiné avant d'entreprendre toutes les formes de l'analyse factorielle. Il indique dans quelle mesure les variables retenues forment un ensemble cohérent et mesurent de manière adéquate un concept [Carricano M. *et al.*, 2010]. Cet indice se calcule pour chacune des variables de même que pour la matrice globale et peut prendre des valeurs entre 0.0 et 1.0. Kaiser (1974) a suggéré une gradation intéressante utilisant les points de référence suivants : inacceptable en dessous de 0.5, médiocre entre 0.5 et 0.6, moyen entre 0.6 et 0.7, bien entre 0.7 et 0.8, très bien entre 0.8 et 0.9 et excellent au delà de 0.9. [Baillargeon, 2003].

2.1.5.2. Les étapes de l'analyse factorielle Exploratoire pour toutes les variables

Dans cette première étape nous prenons en considération toutes les variables de mesure que nous avons présentées plus haut. Selon notre choix et en conformité avec la théorie du capital social, nous avons regroupé les quatorze variables étudiées dans quatre dimensions de l'effet du capital social. L'analyse factorielle nous permettra de confronter notre choix théorique avec la réalité extraite des données du terrain.

Tableau 26: Indice KMO et test de Bartlett pour les quatorze variables

Mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin.		,652
	Khi-deux approximé	239,122
Test de sphéricité de Bartlett	ddl	91
	Signification de Bartlett	,000

Source : Traitement SPSS

L'indice KMO ainsi que le test de Bartlett (signification < 0,001) indiquent que les données sont factorisables et permettent d'accepter les résultats de cette analyse factorielle.

On remarque que la p-value du test de Bartlett égale à 0,000 est inférieure au seuil de signification de 1%. Ceci nous permet de rejeter l'hypothèse que la matrice des corrélations est conforme à la matrice d'identité. Par ailleurs, le KMO globale de la matrice se situe dans la fourchette de "moyen".

Tableau 27 : Tableau des communalités / Qualité de représentation (pour quatorze variables)

	Initial	Extraction
Importance.Famille.Financement	1,000	,835
Importance.Famille.Procédures.Administratives	1,000	,915
Importance.Famille.Exploitation.du.Projet	1,000	,731
Importance.Réseau.Financement	1,000	,710
Importance.Réseau.Procédures.Administratives	1,000	,772
Importance.Réseau.Exploitation.du.Projet	1,000	,801
Effet.Mairie	1,000	,586
Effet.Gouvernorat	1,000	,717
Effet.Chambre.Tourisme	1,000	,925
Effet.Direction.Tourisme	1,000	,931
Effet.Ministère.Tourisme	1,000	,928
Effet.Gouvernement	1,000	,654
Rencontre.avec.les.Autres	1,000	,833
Coordination.pour.Débuter	1,000	,603

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Source : Traitement SPSS

La qualité de représentation d'un item signifie la part de variance de l'item qui est prise en compte (expliquée) par les facteurs. Une valeur faible révèle que l'item n'est pas suffisamment corrélé avec les autres [Carricano M. *et al.*, 2010]. Le niveau des communalités est considéré comme moyen s'il est compris entre 0,40 et 0,65, bon s'il est compris entre 0,65 à 0,80 et excellent au-delà [Evrard *et al.*, 2009].

Dans notre exemple nous remarquons que la qualité de représentation des items (Effet Mairie = 0,586) et (Coordination pour débiter = 0,603) est médiocre.

Pour améliorer la cohérence de notre échelle de mesure nous devons éliminer les items qui ont les moins de communalités avec les autres.

Alors nous allons refaire l'analyse factorielle en éliminant les deux items mentionnés.

Tableau 28 : Indice KMO et test de Bartlett pour les douze variables retenues

Mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin.	,677
Khi-deux approximé	223,272
Test de sphéricité de Bartlett ddl	66
Signification de Bartlett	,000

Source : Traitement SPSS

Nous remarquons dans cette deuxième analyse que l'élimination des deux items à eu un effet positif sur la valeur de l'indice KMO (la valeur est passée de 0,652 à 0,677) ce qui indique une amélioration de la cohérence de l'ensemble des variables retenues. La p-value du test de Bartlett égale à 0,000 est inférieure au seuil de signification de 1%. Ceci nous permet de rejeter l'hypothèse H0 que la matrice des corrélations est conforme à la matrice d'identité.

Tableau 29 : Tableau des communalités / Qualité de représentation pour les douze variables retenues

	Initial	Extraction
Importance.Famille.Financement	1,000	,840
Importance.Famille.Procédures.Administratives	1,000	,907
Importance.Famille.Exploitation.du.Projet	1,000	,623
Importance.Réseau.Financement	1,000	,761
Importance.Réseau.Procédures.Administratives	1,000	,743
Importance.Réseau.Exploitation.du.Projet	1,000	,792
Effet.Gouvernorat	1,000	,363
Effet.Chambre.Tourisme	1,000	,924
Effet.Direction.Tourisme	1,000	,927
Effet.Ministère.Tourisme	1,000	,909
Effet.Gouvernement	1,000	,563
Rencontre.avec.les.Autres	1,000	,835

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Source : Traitement SPSS

De la même façon, nous remarquons que la qualité de représentation de deux items est insuffisante. Ces deux items sont : (Effet Gouvernorat = 0,363 et Effet Gouvernement = 0,563). L'élimination de ces deux items améliorera la qualité et la fiabilité de notre échelle de mesure.

L'analyse factorielle après l'exclusion de ces deux items nous donne les résultats suivants :

Tableau 30 : Indice KMO et test de Bartlett pour les dix variables retenues

Mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser-Meyer-Olkin.	,684
Khi-deux approximé	194,617
Test de sphéricité de Bartlett ddl	45
Signification de Bartlett	,000

Source : Traitement SPSS

De la même manière, nous remarquons que la valeur de l'indice KMO a augmenté après l'élimination des deux items de faible qualité de représentation. La signification du test de Bartlett nous permet toujours de rejeter l'hypothèse nulle H_0 sur la conformité de la matrice des corrélations avec la matrice d'identité.

Tableau 31 : Tableau des communalités / Qualité de représentation pour les dix variables retenues

	Initial	Extraction
Importance.Famille.Financement	1,000	,868
Importance.Famille.Procédures.Administratives	1,000	,902
Importance.Famille.Exploitation.du.Projet	1,000	,684
Importance.Réseau.Financement	1,000	,892
Importance.Réseau.Procédures.Administratives	1,000	,762
Importance.Réseau.Exploitation.du.Projet	1,000	,780
Effet.Chambre.Tourisme	1,000	,949
Effet.Direction.Tourisme	1,000	,950
Effet.Ministère.Tourisme	1,000	,901
Rencontre.avec.les.Autres	1,000	,826

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Source : Traitement SPSS

Dans cette troisième étape, après l'élimination des quatre items, nous avons dix items à qualité de représentation très bonne sauf pour l'item (Importance de la famille dans l'exploitation du projet dont la qualité de représentation se rapproche beaucoup de seuil de 0,70). Nous décidons donc d'arrêter le processus d'élimination des items.

Alors, combien de dimensions existent dans le construit mesuré par nos items ?

Le tableau suivant nous présente les dimensions trouvées dans le concept traité par nos données :

Tableau 32 : Nombre de dimensions et pourcentage de variance expliquée

Composante	Valeurs propres initiales			Extraction Sommes des carrés des facteurs retenus		
	Total	% de la variance	% cumulés	Total	% de la variance	% cumulés
1	3,627	36,268	36,268	3,627	36,268	36,268
2	2,462	24,618	60,886	2,462	24,618	60,886
3	1,275	12,754	73,640	1,275	12,754	73,640
4	1,150	11,502	85,142	1,150	11,502	85,142
5	,580	5,801	90,943			
6	,365	3,649	94,593			
7	,240	2,404	96,997			
8	,149	1,494	98,491			
9	,093	,935	99,426			
10	,057	,574	100,000			

Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.

Source : Traitement SPSS

L'analyse factorielle nous révèle que le concept étudié par nos dix items possède quatre dimensions (composantes principales ou facteurs). Ces quatre dimensions expliquent plus de 85% de la variance initiale de tous les items.

Les données empiriques confirment ainsi les bases théoriques sur lesquelles nous avons construit notre échelle de mesure de l'indicateur sur l'effet du capital social sur l'offre touristique.

Mais comment sont repartis les items sur les quatre dimensions ?

Le tableau suivant nous montre les corrélations des items avec les composantes :

Tableau 33 : Corrélations des items avec les composantes

	Composante			
	1	2	3	4
Importance.Famille.Financement		,655		
Importance.Famille.Procédures.Administratives		,621		
Importance.Famille.Exploitation.du.Projet		,308		
Importance.Réseau.Financement			,848	
Importance.Réseau.Procédures.Administratives		,752		
Importance.Réseau.Exploitation.du.Projet		,798		
Effet.Chambre.Tourisme	,913			
Effet.Direction.Tourisme	,865			
Effet.Ministère.Tourisme	,935			
Rencontre.avec.les.Autres				,678

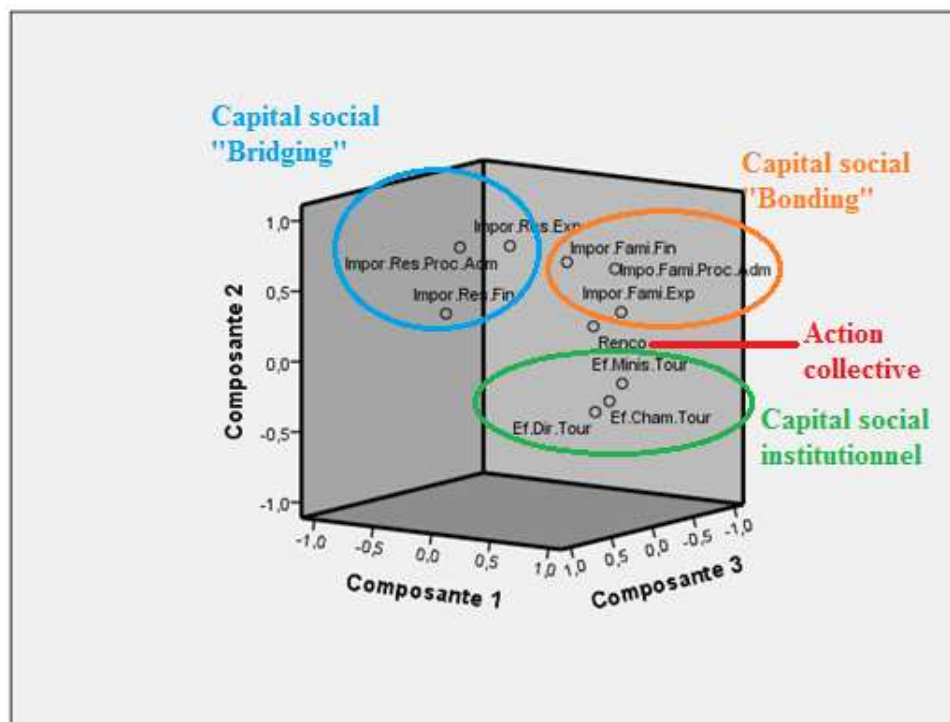
Source : Traitement SPSS

Nous remarquons que trois items qui représentent les effets du capital social institutionnel sont fortement corrélés à la première dimension qui explique 36% de la variance. Cette dimension est la plus importante dans l'effet du capital social. Nous avons vu que ce type de capital social exerce un effet plutôt négatif sur l'offre touristique dans la station.

Les items qui mesurent les effets de capital social de type "bonding" et le capital social de type "bridging" sont corrélés à la deuxième dimension qui explique plus de 24% de la variance. Dans cette dimension nous constatons que le capital social "bridging" partage les mêmes effets que le capital social "bonding" sauf en ce qui concerne le financement du projet touristique. Cela montre que les amis et le réseau de connaissances sont prêts à aider dans les démarches administratives et dans tâches relatives à l'exploitation du projet autant que les familles des acteurs, tant que cela n'implique pas des contributions financières.

La figure suivante nous montre la répartition des items dans l'espace factorielle :

Figure32 : Répartition des items dans l'espace factorielle



Source : Traitement SPSS

Nous remarquons que les variables de mesure de chaque composante théorique du capital social sont regroupées ensemble en trois groupes plus le variable unique qui est resté pour mesurer l'action collective.

2.1.6. La fiabilité de l'échelle de mesure

A présent, nous devons faire un test pour vérifier la fiabilité de notre échelle de mesure en calculant le coefficient alpha de Cronbach pour l'ensemble de variables de l'échelle de mesure que nous avons retenu après les étapes éliminatoires par l'analyse factorielle.

Tableau 34 : Indice de fiabilité de l'échelle de mesure de l'indicateur de l'effet du capital social

Alpha de Cronbach	Nombre d'éléments
,715	10

Source : Traitement SPSS

L'indice de fiabilité alpha de Cronbach affiche 0,715. La fiabilité de notre échelle de mesure à 10 variables est alors « Bonne » et ses résultats sont acceptables.

2.1.7. Le calcul de l'indicateur

Nous pouvons appliquer trois méthodes pour le calcul de la valeur de l'indicateur de l'effet du capital social sur l'offre touristique :

- La première méthode inspirée du travail de Krishna et Uphoff (1999) consiste à combiner nos dix variables distinctes dans l'indice de l'effet du capital social sur l'offre touristique (IECS). Un poids égal est donné à chaque variable dans l'indice. L'indice est obtenu en calculant la moyenne des scores à travers les variables.

Tableau 35 : Première méthode de calcul de l'indicateur

Variable	Moyenne
Importance.Famille.Financement	3,97
Importance.Famille.Procédures.Administratives	3,68
Importance.Famille.Exploitation.du.Projet	4,35
Importance.Réseau.Financement	2,00
Importance.Réseau.Procédures.Administratives	2,16
Importance.Réseau.Exploitation.du.Projet	3,10
Effet.Chambre.Tourisme	2,13
Effet.Direction.Tourisme	2,23
Effet.Ministère.Tourisme	2,29
Rencontre.avec.les.Autres	3,13
Valeur de l'indice	2,9

- La deuxième méthode consiste à tenir compte de la théorie de capital social et de faire des sous-moyenne pour l'effet de chaque type de capital social étudié, par la suite la moyenne de ces moyennes traduit la valeur de l'indicateur.

Tableau 36 : Deuxième méthode de calcul de l'indicateur

	Variable	Moyenne	Sous moyenne
L'effet de capital social "bonding"	Importance.Famille.Financement	3,97	4
	Importance.Famille.Procédures.Administratives	3,68	
	Importance.Famille.Exploitation.du.Projet	4,35	
L'efet de capital social "bridging"	Importance.Réseau.Financement	2,00	2,42
	Importance.Réseau.Procédures.Administratives	2,16	
	Importance.Réseau.Exploitation.du.Projet	3,10	
L'effet de capital social institutionnel	Effet.Chambre.Tourisme	2,13	2,215
	Effet.Direction.Tourisme	2,23	
	Effet.Ministère.Tourisme	2,29	
L'effet de l'action collective	Rencontre.avec.les.Autres	3,13	3,13
Valeur de l'indicateur (moyenne des sous moyennes)			2,94

L'avantage de cette méthode sur la première consiste en qu'elle donne un poids égal à l'effet de chaque type de capital social dans le calcul de la valeur de l'indicateur. En effet, dans la première méthode l'effet de l'action collective, représenté par une seule variable, avait moins de poids que les autres types représentés par trois variables chacun.

- La troisième méthode que nous proposons consiste à utiliser les résultats de l'analyse factorielle pour déterminer le poids pondéré des variables dans l'indice. En effet, nous avons vu que les dimensions (facteurs ou composantes), auxquelles nos variables de mesure étaient corrélées, n'avaient pas le même pourcentage dans l'explication de la valeur de la variance totale. Nous allons utiliser les pourcentages d'explication de la variance totale par les différentes dimensions pour déterminer le poids pondéré de chaque variable dans le calcul de l'indice.

Toutefois, nous rencontrons une difficulté dans l'utilisation de ces pourcentages. Nous remarquons dans le tableau suivant que le pourcentage cumulé des parts des composantes dans l'explication de la variance totale est limité à 85,142%. Alors, pour

pouvoir utiliser ces pourcentages dans la pondération des poids des variables, il faut d'abord les ajuster pour que leur somme soit égale à 100%. Cela se fait en multipliant chaque pourcentage par le pourcentage du total inversé (100/85,142).

Tableau 37 : Le pourcentage de la variance totale expliqué par les composantes

Composante	% de la variance	% cumulés	Pourcentage de pondération
1	36,268	36,268	42,59707
2	24,618	60,886	28,91405
3	12,754	73,640	14,97968
4	11,502	85,142	13,5092
Σ			100

Source : Traitement SPSS

En suite, nous calculons la moyenne de chaque composante (en divisant la somme des scores des variables corrélées à cette composante par leur nombre). En multipliant les valeurs des moyennes des composantes par le pourcentage de pondération calculé plus haut, nous arrivons à déterminer la participation de chaque composante dans la valeur de l'indice.

Le tableau suivant nous présente les étapes de calcul de l'indicateur selon la troisième méthode :

Tableau 38 : Calcul de l'indicateur selon la troisième méthode

		Moyenne Item	Moyenne composante	Pourcentage de pondération	Valeur dans l'indice
Première composante	Effet.Chambre.Tourisme	2,13	2,216	42,597%	0,9439
	Effet.Direction.Tourisme	2,23			
	Effet.Ministère.Tourisme	2,29			
Deuxième composante	Importance.Famille.Financement	3,97	3,452	28,914%	0,9981
	Importance.Famille.Procédures.Administratives	3,68			
	Importance.Famille.Exploitation.du.Projet	4,35			
	Importance.Réseau.Procédures.Administratives	2,16			
	Importance.Réseau.Exploitation.du.Projet	3,10			
Troisième composante	Importance.Réseau.Financement	2,00	2,00	14,979%	0,2995
Quatrième composante	Rencontre.avec.les.Autres	3,13	3,13	13,509%	0,4228
Valeur de l'indice					2,663

Nous constatons que la valeur de l'indicateur varie entre les trois méthodes. Cela est dû aux poids de la pondération donnée à chaque variable selon les méthodes.

Mais la différence de la valeur de l'indicateur selon les trois méthodes de calcul est-elle significative ? Pour répondre à cette question il nous faut procéder au test de l'hypothèse de non-différence entre les valeurs de l'indicateur.

2.1.8. Test de l'hypothèse de non-différence entre les trois valeurs de l'indicateur

L'indicateur de l'effet du capital social sur l'offre touristique est, comme nous l'avons vu plus haut, une moyenne calculée à partir des données de l'échantillon. Le calcul de l'indicateur pour chaque individu dans l'échantillon nous donne trois variables et l'on cherche à vérifier s'il existe des différences entre leurs moyennes. Nous testons les différences des valeurs de l'indicateur selon les trois méthodes par paires.

Le tableau suivant nous fournit des statistiques descriptives sur les valeurs de l'indicateur dans les trois paires à tester :

Tableau 39 : Statistiques pour échantillons appariés

		Moyenne	N	Ecart-type	Erreur standard moyenne
Paire 1	Indicateur.Capital.Social.Méthode1	2,9032	31	,63007	,11316
	Indicateur.Capital.Social.Méthode2	2,9409	31	,69329	,12452
Paire 2	Indicateur.Capital.Social.Méthode1	2,9032	31	,63007	,11316
	Indicateur.Capital.Social.Méthode3	2,6638	31	,59687	,10720
Paire 3	Indicateur.Capital.Social.Méthode2	2,9409	31	,69329	,12452
	Indicateur.Capital.Social.Méthode3	2,6638	31	,59687	,10720

Source : Traitement SPSS

Nous remarquons notamment que les valeurs de l'écart-type et de l'erreur standard moyenne se différencient selon les méthodes. Le quotient de l'écart-type par la moyenne nous permet de comparer les dispersions relatives selon les trois méthodes. La valeur de ce quotient est la plus petite pour la première méthode (0,21) et la plus grande pour la deuxième méthode (0,235).

Le tableau suivant nous montre les corrélations entre les valeurs de l'indicateur selon les trois méthodes étudiées par paires. Ainsi que le test de l'hypothèse de non corrélation entre les éléments chaque paire :

Tableau 40 : Corrélations pour échantillons appariés

		N	Corrélation	Sig.
Paire 1	Indicateur.Capital.Social.Méthode1 & Indicateur.Capital.Social.Méthode2	31	,961	,000
Paire 2	Indicateur.Capital.Social.Méthode1 & Indicateur.Capital.Social.Méthode3	31	,946	,000
Paire 3	Indicateur.Capital.Social.Méthode2 & Indicateur.Capital.Social.Méthode3	31	,944	,000

Source : Traitement SPSS

Les corrélations entre les valeurs de l'indicateur calculées selon les méthodes de chaque paire sont toujours très fortes. En effet, les significations, c'est-à-dire la probabilité de se tromper

en rejetant l'hypothèse nulle sont inférieurs à 0,05 (seuil de signification $\alpha = 5\%$). Les hypothèses nulles de non-corrélations entre les trois méthodes de calcul sont alors rejetées.

Dans le tableau suivant nous trouvons les résultats des tests de signification des différences entre les valeurs moyennes de l'indicateur calculées selon les trois méthodes :

Tableau 41 : Tests de signification des différences entre les valeurs moyennes de l'indicateur

		Différences appariées					t	ddl	Sig. (bilatérale)
		Moyen ne	Ecart- type	Erreur standard moyenne	Intervalle de confiance				
					95% de la différence				
					Inférieure	Supérieure			
Paire 1	Indicateur.Capital.Social.Méthode1 Indicateur.Capital.Social.Méthode2	-,03763	,19583	,03517	-,10947	,03420	-1,070	30	,293
Paire 2	Indicateur.Capital.Social.Méthode1 Indicateur.Capital.Social.Méthode3	,23940	,20455	,03674	,16437	,31443	6,516	30	,000
Paire 3	Indicateur.Capital.Social.Méthode2 Indicateur.Capital.Social.Méthode3	,27703	,23582	,04235	,19053	,36353	6,541	30	,000

Source : Traitement SPSS

La différence entre les valeurs moyennes de l'indicateur est significative dans les paires 2 et 3. Pour ces deux paires les significations (probabilité de se tromper en rejetant l'hypothèse nulle) sont inférieures au seuil de signification de 5%, alors nous rejetons l'hypothèse nulle pour ces deux paires. En revanche pour la paire 1 (Méthode 1 et Méthode 2) la différence n'est pas significative ($P = 0,293 > \alpha$) alors pour cette paire seulement, nous acceptons l'hypothèse nulle de la non-différence entre les valeurs de l'indicateurs.

Nous avons vu que des différences existent entre les valeurs de l'indicateur selon les méthodes de son calcul. Mais comment interpréter les valeurs de l'indicateur et quel jugement en tirer par rapport à l'effet du capital social sur l'offre touristique ? Pour répondre à cette question il nous faut procéder au test de l'hypothèse de non-signification de l'effet du capital social sur l'offre touristique.

2.1.9. Test de l'hypothèse de non-signification de l'effet du capital social sur l'offre touristique

La non-signification de l'effet du capital social sur l'offre touristique résulte de la non-signification de la différence entre la valeur moyenne de l'indicateur de l'effet du capital social et la valeur 3 (qui est la valeur neutre puisque toutes nos réponses sont collectées à l'aide d'une échelle de Likert à cinq points).

Le tableau suivant nous montre les résultats du test de signification de la différence entre les moyennes de la valeur de l'indicateur selon les méthodes et la valeur neutre :

Tableau 42 : Résultats du test de signification de la différence entre les moyennes de la valeur de l'indicateur selon les trois méthodes et la valeur neutre

	Valeur du test = 3					
	t	ddl	Sig. (bilatérale)	Différence moyenne	Intervalle de confiance 95% de la différence	
					Inférieure	Supérieure
Indicateur.Capital.Social.Méthode1	-,855	30	,399	-,09677	-,3279	,1343
Indicateur.Capital.Social.Méthode2	-,475	30	,638	-,05914	-,3134	,1952
Indicateur.Capital.Social.Méthode3	-3,136	30	,004	-,33617	-,5551	-,1172

Source : Traitement SPSS

Pour les méthodes 1 et 2, nous constatons que les valeurs de P (Sig.) sont supérieures au seuil de signification de 5%. Alors, pour ces deux méthodes nous acceptons l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas de différence significative entre la moyenne de la valeur de l'indicateur et la valeur neutre. Cela signifie que, à partir de nos données de terrain et selon les résultats de ces deux méthodes, nous ne pouvons pas prétendre à un effet quelconque du capital social sur l'offre touristique.

Pour la troisième méthode, en revanche, la valeur de P (Sig.) est $0,004 < (\alpha = 0,05)$. Alors, pour cette méthode nous rejetons l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas de différence significative entre la moyenne de l'indicateur et la valeur neutre.

La différence constatée selon la méthode 3 pourrait-elle être positive ou négative ! le test d'hypothèse ne nous donne pas de réponse pour déterminer un effet positif ou négatif, comment déterminer cet effet ?

Pour répondre à cette question nous allons déterminer l'intervalle de confiance dans lequel se trouve la valeur de l'indicateur à une probabilité de 95% et cela pour chacune des trois méthodes. Les valeurs des seuils inférieurs et supérieurs des intervalles de confiance pour la valeur moyenne de l'indicateur selon les trois méthodes sont présentées dans le tableau suivant :

Tableau 43 : Intervalles de confiance pour les valeurs moyennes de l'indicateur selon les trois méthodes

	Intervalle de confiance à 95%	
	Inférieure	Supérieure
Indicateur.Capital.Social.Méthode1	2,6721	3,1343
Indicateur.Capital.Social.Méthode2	2,6866	3,1952
Indicateur.Capital.Social.Méthode3	2,4449	2,8828

Source : Traitement SPSS

Pour les méthodes 1 et 2, nous remarquons qu'effectivement, la valeur moyenne de l'indicateur pourrait se trouver autour de la valeur neutre (ce qui est confirmé plus haut selon les résultats du test d'hypothèse).

Pour la troisième méthode, en revanche, le seuil supérieur de l'intervalle de confiance est toujours inférieur à la valeur neutre 3. Cela signifie que pour la seule méthode où la différence est significative avec la valeur neutre, cette différence est négative.

Nous pouvons dire que selon nos données de terrain, et la valeur de l'indicateur de l'effet du capital social sur l'offre touristique calculé selon la troisième méthode, que l'effet du capital social est, en général, négatif.

2.1.10. Les limites de l'indicateur

Le rôle de l'indicateur, dans notre étude, n'est pas d'apporter une mesure exacte de la contribution du capital social dans les processus de l'offre touristique dans le terrain étudié. Notre effort consiste seulement à présenter un outil permettant de dévoiler l'importance de

cette contribution. Les limites de l'indicateur se trouvent essentiellement dans les méthodes de son calcul. Nous pourrions notamment souligner les points suivants :

- Il n'existe pas une base théorique permettant de construire un outil unique pour mesurer le niveau de capital social ou ses effets. Plusieurs essais de construction d'outil de ce type ont vu le jour [Hjollund *et* Tinggaard Svendsen, 2000 ; Krishna *et* Shrader, 2000] mais les arguments avancés pour justifier et leurs constructions et leurs emplois sont soumis au jugement personnel des chercheurs qui les utilisent. Comme c'est le cas pour d'autres indicateurs multidimensionnels, les éléments entrant dans le calcul d'un indicateur de ce type ainsi que les formules de calcul sont toujours sujets de débats et de modifications. L'indice de développement humain IDH, par exemple, subit régulièrement des modifications et des ajustements pour le rendre plus proche des réalités dont il est censé rendre compte. La justification de ces changements est souvent basée sur les expériences et les tests sur le terrain.
- La théorie de capital social ne détermine pas les éléments les plus importants. Parfois, on trouve même des études qui ne concernent qu'une seule dimension du capital social en le diminuant à un seul type de liens ou à une seule forme d'organisation sociale. L'insistance de Putnam sur les traditions civiques en Italie en est un exemple.
- Les portées d'un indicateur résident essentiellement dans sa capacité à montrer les différences entre plusieurs terrains d'étude par rapport aux qualités étudiées (l'effet du capital social sur l'offre touristique dans différents terrains). Pour pouvoir relier, ensuite, ces différences à l'explication d'autres phénomènes constatés (le développement de l'offre touristique dans ces différents terrains). Cet aspect de comparaison manque à notre étude pour pouvoir juger de l'efficacité de l'indicateur.
- En résumant l'effet général du capital social, notre indicateur pourrait être le résultat de forces opposées et ainsi ne rend pas visible les effets particuliers de chaque type de capital social.

Pour clarifier le dernier point sur les limites de l'indicateur nous allons chercher en détail les effets de chaque type de capital social.

2.1.11. Test d'hypothèses sur l'effet de chaque type de capital social

Nous avons vu que, selon les deux premières méthodes de calcul de l'indicateur de l'effet du capital social sur l'offre touristique, les résultats ne permettent pas d'exprimer des effets positifs ou négatif (pas d'importance) du capital social sur l'offre touristique, et que selon la troisième méthode, l'effet du capital social sur l'offre touristique est plutôt négatif. En revanche, nous avons vu que les moyennes des items représentant l'effet du capital social du type "bonding" étaient nettement plus élevées que les moyennes des autres types, surtout celles des items représentant le "capital social institutionnel". Ainsi, un fort effet positif de la famille a pu être contrebalancé par un effet négatif important lié aux institutions qui du secteur touristique.

Pour distinguer en détail l'effet de chaque type de capital social, nous allons procéder au test de l'hypothèse de la non-signification de la différence entre la moyenne de l'effet de chaque type sur l'offre touristique et la valeur neutre 3.

Le tableau suivant nous fournit des statistiques descriptives sur chaque variable :

Tableau 44 : Statistiques descriptives pour les variables mesurant l'effet de chaque type de capital social

	N	Moyenne	Ecart-type	Erreur standard moyenne
Capital.Social.Bonding	31	4,0000	1,03280	,18550
Capital.Social.Bridging	31	2,4194	1,03268	,18547
Capital.Social.Institutionnel	31	2,2151	,78197	,14045
Action.collective	31	3,1290	1,43159	,25712

Source : Traitement SPSS

L'information majeure que nous montre ce tableau est la différence qui existe entre les valeurs des moyennes de chaque variable.

Dans le tableau suivant nous trouvons les valeurs du test de l'hypothèse nulle selon laquelle il n'y a pas de différence entre la moyenne de chaque variable et la valeur neutre 3 :

Tableau 45 : Résultats du test de signification de la différence entre les moyennes des variables et la valeur neutre

	Valeur du test = 3					
	t	ddl	Sig. (bilatérale)	Différence moyenne	Intervalle de confiance 95% de la différence	
					Inférieure	Supérieure
Capital.Social.Bonding	5,391	30	,000	1,00000	,6212	1,3788
Capital.Social.Bridging	-3,131	30	,004	-,58065	-,9594	-,2019
Capital.Social.Institutionnel	-5,589	30	,000	-,78495	-1,0718	-,4981
Action.collective	,502	30	,619	,12903	-,3961	,6541

Source : Traitement SPSS

Nous constatons que la valeur de $P(\text{Sig.})$ est inférieure au seuil de signification $\alpha = 5\%$ pour les trois premiers variables. Par contre, la valeur de $P(\text{Sig.})$ pour la quatrième variable est supérieur à 5%. Ces résultats nous permettent de rejeter l'hypothèse nulle de non-signification de la différence entre les moyennes des trois premières variables avec la valeur neutre. Pour la quatrième variable, en revanche, nous acceptons l'hypothèse nulle.

Les trois premières variables ont alors un effet significatif. Alors pour savoir dans quelle direction se trouve cet effet, nous devons établir les intervalles de confiance dans lesquelles se trouvent les valeurs de moyennes de chaque variable avec une probabilité de 95%.

Tableau 46 : Intervalles de confiance pour les valeurs des moyennes des variables

	Intervalle de confiance à 95%	
	Inférieure	Supérieure
Capital.Social.Bonding	3,6212	4,3788
Capital.Social.Bridging	2,0406	2,7981
Capital.Social.Institutionnel	1,9282	2,5019
Action.collective	2,6039	3,6541

Source : Traitement SPSS

Pour les variables « Capital Social Bridging » et « Capital Social Institutionnel » nous remarquons que les deux seuils de l'intervalle de confiance sont inférieurs à la valeur neutre 3. Cela signifie que la différence significative constatée selon les résultats des tests des hypothèses nulles est en effet une différence négative.

Les deux seuils de l'intervalle de confiance de la première variable, en revanche, sont supérieurs à la valeur neutre 3. La différence significative constatée lors du test de l'hypothèse nulle est alors une différence positive. Le capital social bonding est alors le seul type de capital social dont l'effet sur l'offre touristique est significativement positif.

Dans cette section, nous avons étudié l'effet du capital social sur l'offre touristique. Nous avons montré que le « capital social bonding » est le seul type de capital social dont l'effet est positif sur l'offre touristique dans la station. Notre étude a porté jusqu'à maintenant sur le rôle du capital social sur des aspects liés à la création et au fonctionnement du projet touristique de manière générale. Mais comment s'effectue ce rôle concrètement sur le terrain ? Dans la section suivante, nous abordons une des manières dont le capital social influence le fonctionnement d'un projet touristique. Nous allons voir comment des principes comme la réciprocité ou la réputation pourraient avoir un effet sur les flux des clients.

2.2. L'étude du réseau

Outre les effets sur la création de l'offre touristique, le capital social a également des effets sur le fonctionnement du réseau constitué par les acteurs de la station. Dans cette section nous allons étudier un réseau complet d'acteurs de la station. Les frontières qui délimitent ce réseau sont déterminées par une forme d'offre touristique proposée dans la station, à savoir, la location des appartements meublés. Ce choix méthodologique est basé sur l'interrogation de l'ensemble des acteurs de la station sur l'importance des différentes formes d'offre touristique proposées dans la station. La majorité des répondants ont désigné l'activité des agences de location comme l'activité la plus importante.

Nous avons pu questionner l'ensemble des agences de location sur la station. Elles sont au nombre de 19 agences. Nos questions ont porté sur une forme précise de liens qui peuvent exister entre les membres d'un réseau exerçant le même métier. Puisque nous nous intéressons à l'offre touristique dans la station, nous avons demandé à l'ensemble des acteurs de nous fournir les informations sur leurs pratiques d'échange de clients avec les autres membres du réseau. L'étude d'un réseau complet consiste à interroger chaque membre du réseau sur ses liens avec tous les autres membres. De ce fait les questions ont été posées à chaque membre par rapport à tous les autres membres du réseau.

La première question a pour objectif de regrouper l'information sur la transmission de clients par chaque membre vers les autres membres du réseau :

- *Vous arrive-t-il de diriger un client ne trouvant pas sa demande chez vous à votre collègue « X » ?*
Si oui dans quelle fréquence ?

Les réponses sont : [Non = 0 ; Parfois = 1 ; Régulièrement = 2 ; Beaucoup = 3]

Les réponses à cette question nous permettent de constituer le réseau de liens qui se trouve entre les acteurs ainsi que l'intensité de ces liens. Nous appelons ce réseau « le réseau des émetteurs ».

2.2.1. La matrice d'adjacence

Dans une matrice d'adjacence normale, la présence de lien entre deux membres du réseau se traduit par une valeur 1 dans l'intersection de leur ligne et colonne, l'absence de lien se traduit par la valeur 0. Pour former la matrice d'adjacence qui représente notre réseau, nous utilisons les réponses à la question que nous avons posée pour déterminer l'existence ou non d'un lien entre les membres du réseau et l'intensité de ce lien. Cette matrice est un tableau de chiffres, comportant autant de lignes que de colonnes. Chaque ligne dans ce tableau correspond à un membre du réseau, de même que chaque colonne, dans le même ordre que celui qui a été choisi pour les lignes. Nous avons nommé nos 19 acteurs de A à S. Les valeurs dans une ligne représentent les réponses du membre de cette ligne (dans notre cas, la valeur 2 à l'intersection de la ligne C et de la colonne B traduit le fait que C envoie régulièrement de clients à B). Notre matrice n'est donc pas une matrice d'adjacence ne contenant que des 1 et des 0, elle a été modifiée pour tenir compte de toute l'information contenue dans les réponses.

Tableau 47 : Matrice d'adjacence du réseau d'acteurs de la station

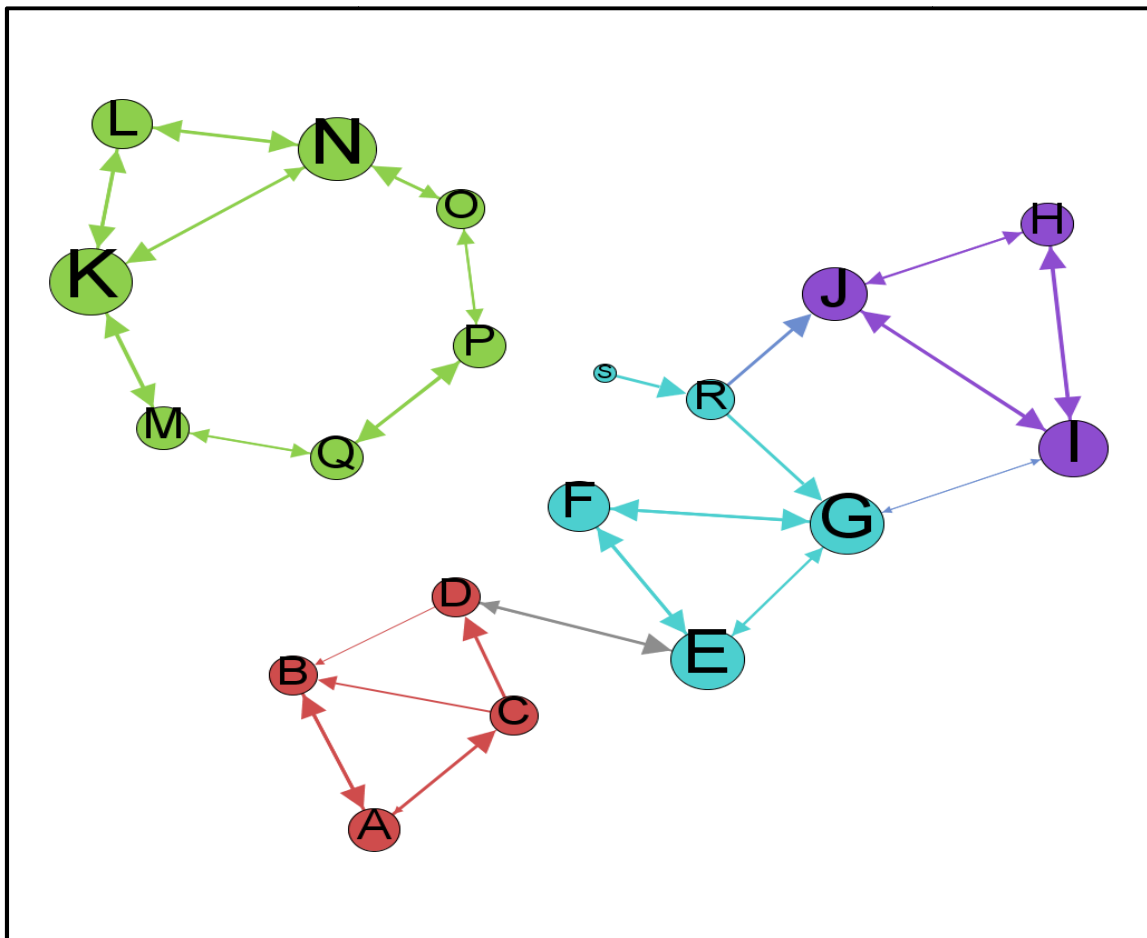
↗	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S
A	0	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
B	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
C	1	2	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
D	0	1	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
E	0	0	0	2	0	3	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
F	0	0	0	0	3	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
G	0	0	0	0	2	3	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
H	0	0	0	0	0	0	0	0	3	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
I	0	0	0	0	0	0	1	3	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
J	0	0	0	0	0	0	0	2	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
K	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	3	2	0	0	0	0	0
L	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	3	0	0	0	0	0
M	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	2	0	0
N	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	3	0	0	2	0	0	0	0
O	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	2	0	0	0
P	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	3	0	0
Q	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	3	0	0	0
R	0	0	0	0	0	0	3	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
S	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0

Source : données de terrain

2.2.2. La représentation graphique du réseau

Pour faciliter la présentation et l'analyse de l'information contenue dans cette matrice nous allons la représenter graphiquement dans la figure suivante :

Figure 33 : la représentation graphique du réseau d'acteurs



Source : Traitement Gephi

Dans cette représentation graphique, les flèches indiquent la direction du lien. L'épaisseur de la flèche informe sur l'intensité des liens entre les deux membres du réseau (parfois, régulièrement, beaucoup). La taille d'un sommet traduit le degré-sortant de ce sommet (nombre de flèches qui sortent de ce sommet). Il est à noter que le positionnement des sommets et les distances visuelles entre eux sur le graphe n'ont pas de lien avec la réalité de leur positionnement géographique dans la station. Les différentes couleurs indiquent la

modularité de regroupement des membres dans le réseau. Dans notre exemple, on constate l'existence au sein du réseau de quatre groupes entre les membres desquels les liens sont forts et denses mais qui partagent peu de liens (voire pas de tout) avec les autres groupes du réseau.

2.2.3. Les propriétés structurales du réseau d'acteurs

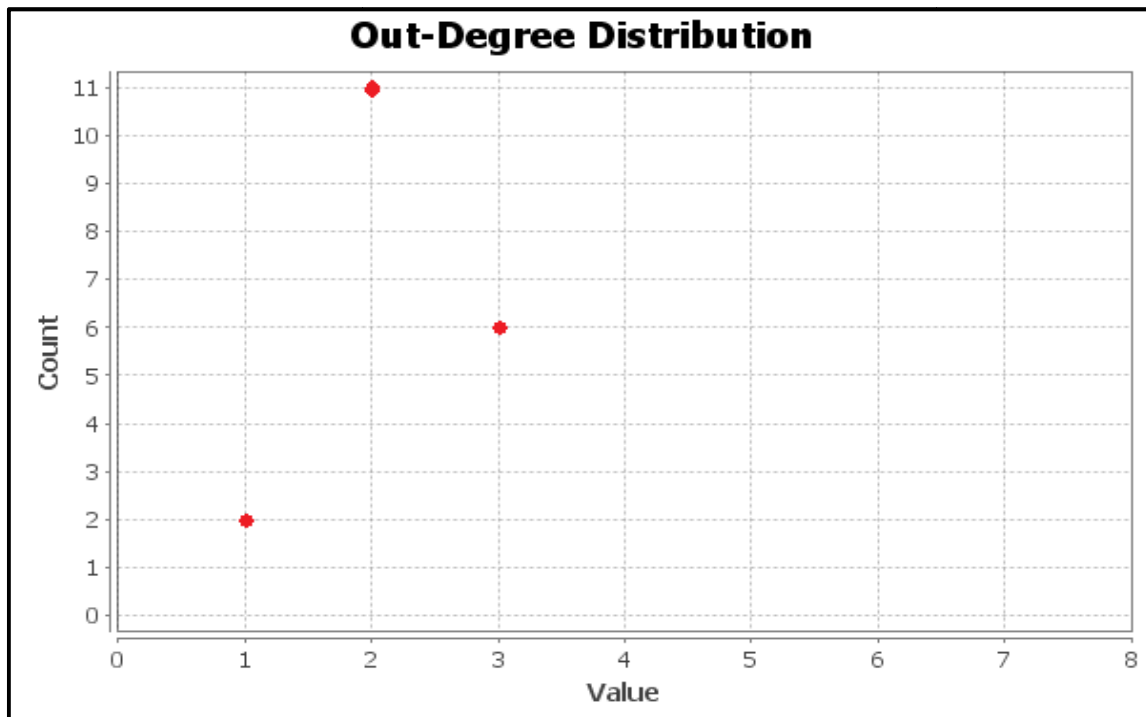
L'intérêt des propriétés structurales des réseaux réside dans le fait qu'elles donnent des mesures de plusieurs aspects liés à la structure du graphe qui représente le réseau. L'ordre de notre graphe (le nombre de ses sommets) est 19. Pour un graphe orienté (ou les liens sont dirigés d'un membre à l'autre), la densité⁴⁵ est le rapport qui peut varier de 0 à 1 entre le nombre de flèches observées et le nombre maximum de flèches possibles dans ce réseau. Notre graphe d'ordre 19 n'a que 42 liens or le nombre maximum de liens possible est de 342 liens donc la densité de notre graphe est de (0,123) seulement. Il est évident que la densité de notre réseau d'acteurs est très faible par rapport à la densité d'un graphe complet où tous les acteurs sont reliés entre eux. En effet, 12,3% seulement des liens possibles existent dans notre réseau.

La distribution des membres du réseau selon leur degré-sortant est représentée dans la figure suivante :

⁴⁵ Pour un graphe orienté d'ordre (n), le nombre maximum de flèches possible est $n(n-1)$. Si n est le nombre de sommets, et k le nombre de flèches d'un graphe, la densité de ce graphe est calculée comme ainsi :

$$D = [k / (n (n-1))]$$

Figure34 : la distribution des membres du réseau selon leur degré-sortant

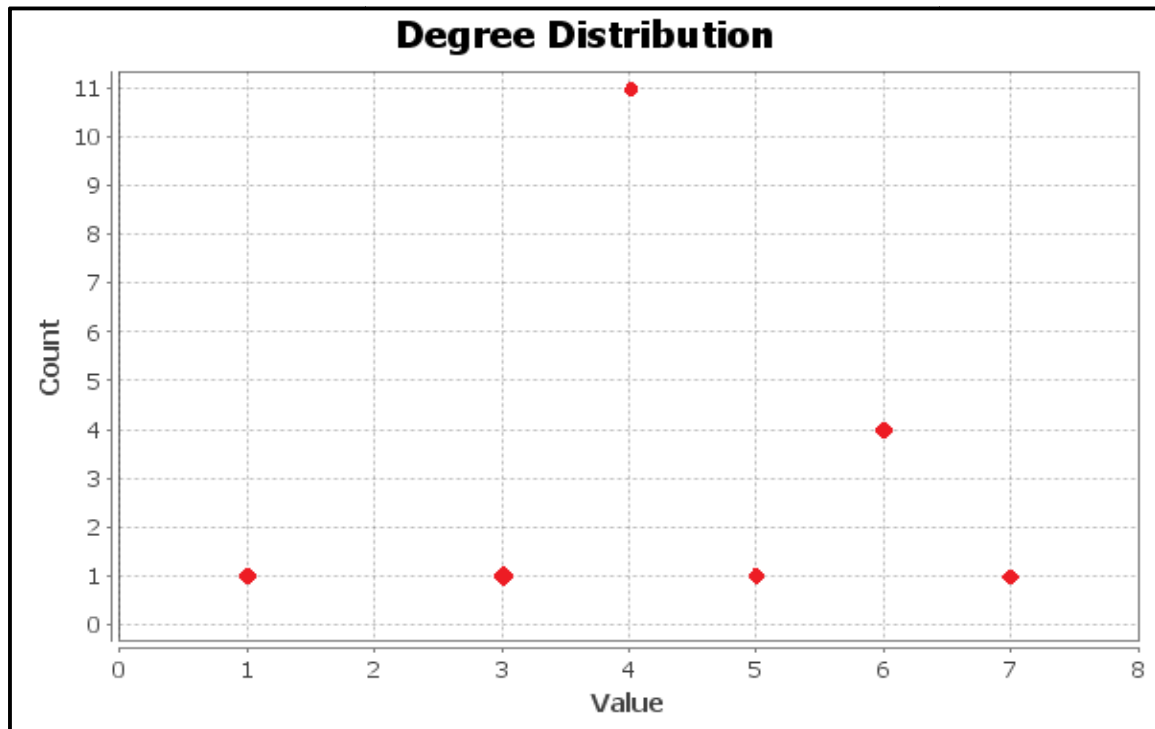


Source : Traitement Gephi

Le degré-sortant le plus élevé dans notre réseau est 3. Six membres du réseau envoient des clients vers trois de leurs collègues. Onze membres du réseau envoient des clients vers deux de leurs collègues. Deux membres du réseau envoient des clients vers un de leurs collègues. Le degré maximal dans un graphe comme le notre d'ordre $n = 19$ est $(n - 1) = 18$.

Le degré général d'un sommet est le nombre total de ses liens sortant et entrant. Dans notre graphe, le degré le plus élevé est 7. La distribution des membres du réseau selon leur degré général est représentée dans la figure suivante :

Figure35 : la distribution des membres du réseau selon leur degré général



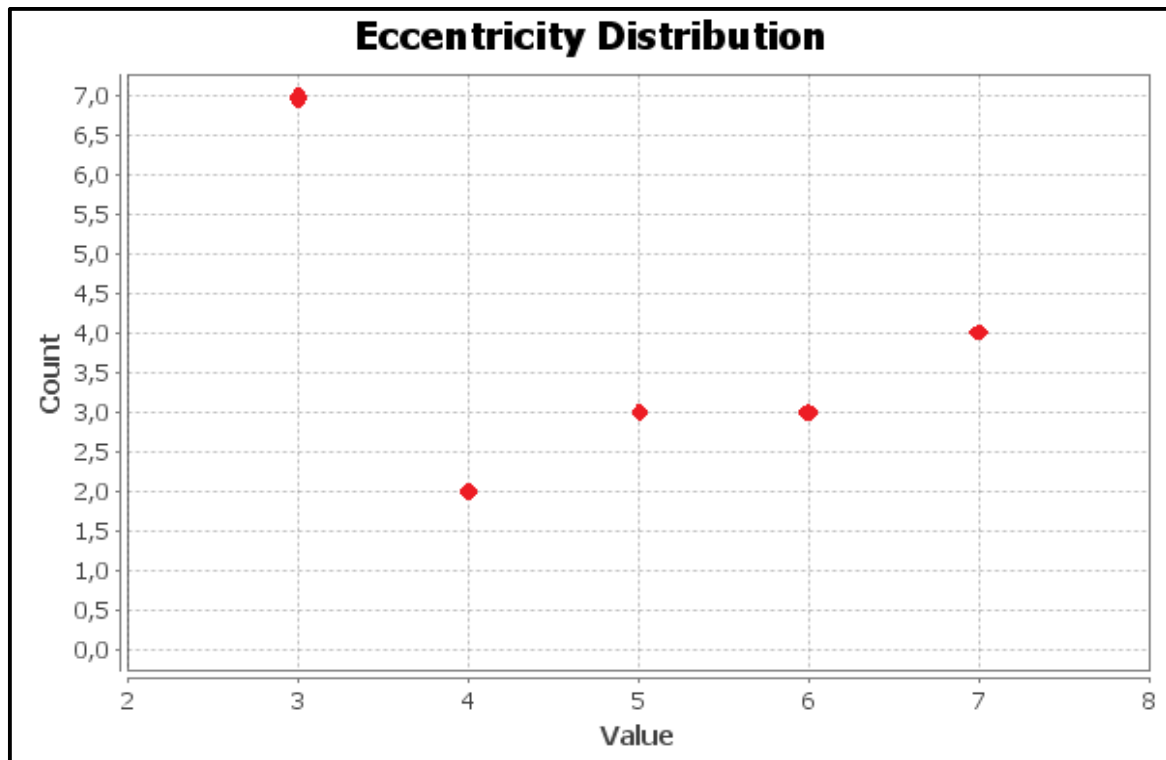
Source : Traitement Gephi

Le principe de connexité d'un réseau est très important dans un réseau comme celui que nous étudions. Un graphe est connexe si pour chaque couple de sommets, il existe une chaîne qui permet de les relier [Mercklé, 2004]. Toutefois, il faut distinguer entre connexité forte et connexité simple. Dans un graphe orienté comme le notre, la connexité est forte quand il est possible d'aller d'un sommet à n'importe quel autre dans les deux sens de liens. En revanche, la connexité, d'un graphe où le passage de chaque sommet à n'importe quel autre sommet se fait dans un seul sens, est qualifiée de connexité simple. En plus, nous remarquons dans notre graphe l'existence de deux sous groupes ne partageant aucun lien entre eux. Le passage de l'une de ces deux composantes connexes à l'autre est impossible. Alors un client qui consulte l'agence O mais ne trouve pas sa demande chez cet agence ne pourrait jamais être reconduit vers l'autre sous groupe où il aurait pu trouver sa demande. Il en est de même pour un client qui consulte l'agence E pendant que ce qu'il cherche se trouve parmi l'offre de l'agence P.

La distance entre deux membres d'un réseau est le nombre de liens qui les séparent en prenant le chemin le plus court entre eux. Dans notre graphe la distance moyenne entre deux membres est de 2,73. Alors en moyenne, un client pourrait passer d'un côté du réseau à un membre de

l'autre côté en passant par trois liens. Le chemin le plus long entre deux membre du réseau est appelé « le diamètre ». Dans notre exemple, le diamètre du graphe est de 7 liens, comme par exemple, le chemin pour passer du sommet H à A, ou de S à C. Des distances longues sont le résultat de la faiblesse de densité du graphe. La figure suivante montre la distribution de nombre de sommets selon leur plus longue distance :

Figure36 : La distribution de nombre de sommets selon leur plus longue distance



Source : Traitement Gephi

2.2.4. Les déterminants du comportement des éléments du réseau

Pour comprendre quelles sont les critères derrière le choix d'une agence de location d'envoyer les clients vers un de leurs collègues plutôt qu'un autre, nous avons posé la question suivante :

- *Quelle est l'importance de chacun des critères suivants dans votre choix du collègue vers lequel vous envoyer des clients ?*

Réciprocité ; Amitié ; Lien familial ; Voisinage ; La Bonne réputation.

Les réponses varient de « Sans importance » à « Très important »

Très important	
Important	
Peu d'importance	
Sans importance	

Le tableau suivant montre les réponses des acteurs à cette question :

Tableau 48: les réponses des acteurs triées par l'ordre de consensus décroissant

1	Réciprocité																	
2	Bonne réputation																	
3	Voisinage																	
4	Amitié																	
5	Lien familial																	

Tous les critères que devaient classer les acteurs ont trait aux éléments du capital social ; la réciprocité est une norme au fondement même de la création des attentes mutuelles entre les acteurs ; la bonne réputation traduit la confiance et la bonne expérience avec un acteur dans la durée ; le voisinage est synonyme du contrôle mutuel et de proximité ; l'amitié et les liens familiaux tiennent compte des liens forts.

Dans le dernier tableau qui récapitule les réponses des acteurs de la station, la réciprocité tient la première place dans l'ordre des critères déterminants le choix de l'acteur à qui les clients pourraient être envoyés. Les liens forts ont beaucoup moins d'importance pour justifier le choix de l'acteur que des aspects liés à une meilleure performance de son projet. Un acteur ne va pas favoriser d'envoyer les clients vers un cousin qui n'a pas une bonne réputation ou qui ne lui rend pas la pareille.

2.3. La territorialité du capital social dans la station

Dans cette section, nous allons discuter de la station comme territoire, et de la territorialité de son capital social.

2.3.1. La station, un territoire autour de l'activité touristique

Nous avons vu dans le deuxième chapitre que le territoire est un construit d'acteurs autour d'un projet qui les réunit, ou autour d'une représentation partagée de leur espace.

Il y a 40 ans, avec le démarrage des grands projets touristiques (les deux hôtels internationaux évoqués plus haut), la zone géographique autour de la station « la côte d'Azur » s'est mobilisée autour du secteur touristique. L'adhésion de la population à l'image touristique de leur territoire est encore vraie aujourd'hui.

Dans notre enquête nous avons inclus plusieurs questions qui nous permettraient de délimiter géographiquement le territoire d'influence de la station ainsi que d'apercevoir les transformations dues au développement de l'activité touristique dans ce territoire.

Par exemple, la question sur la distance entre la résidence principale de l'acteur et son lieu de travail sur la station nous donne les résultats exprimés dans le tableau suivant :

Tableau 49 : Statistiques descriptives de la variable "Distance Maison Station"

	N	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart type
Distance.Maison.Station	31	0	10	3,55	2,718

Source : Traitement SPSS

La valeur minimum explique que certains acteurs habitent la station, tandis que la valeur maximum montre que 10 km séparent la maison de l'acteur le plus éloigné de la station. L'information la plus intéressante est la moyenne des observations qui nous permet de délimiter une zone géographique d'influence mutuelle avec la station.

Figure 37 : Zone d'influence de la station

Source : Google Maps 2014, modifications de l'auteur

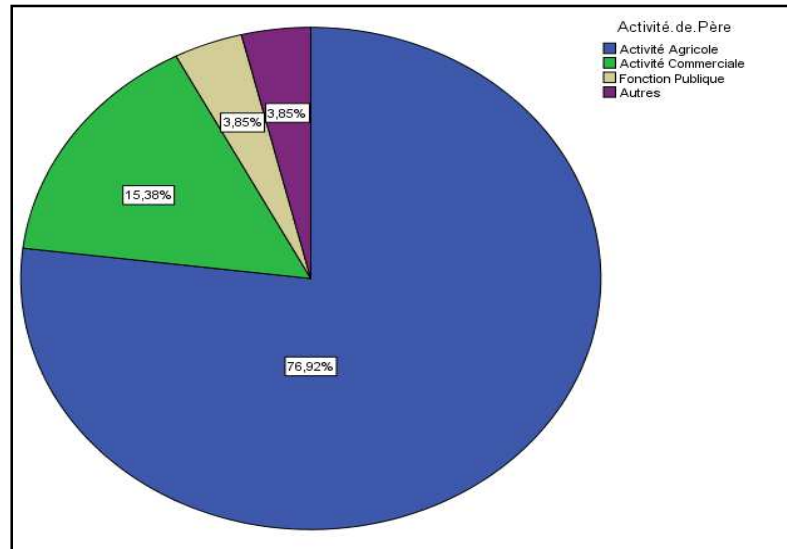
Le résultat présenté dans la figure conforte les informations que nous avons d'expérience sur l'origine géographique des principaux acteurs de la station. En effet, le village de Demsarkho, qui se trouve juste à la limite de la ligne représentant la distance moyenne entre les maisons des acteurs et la station, est connu pour avoir une dominance sur toute la zone agricole située au nord. Les propriétés agricoles des habitants de ce village allaient jusqu'à la mer avant la construction du parc des sports pour accueillir les jeux méditerranéens en 1987. Lorsque dans les années 70, la zone de "Ras Ibn Hani" a été choisie par le plan national du tourisme pour devenir un pôle de croissance touristique (sous le nom de la "Côte d'Azur") et accueillir les deux premiers hôtels internationaux de la région côtière, et que la construction fut permis sur le cap, les habitants de la zone et les propriétaires des terrains ont bien accueilli le projet et ont été les premiers à investir dans la construction d'appartements destinés à recevoir les touristes.

2.3.2. Activité touristique et transformation territoriale

Pour saisir un aspect de l'évolution du territoire liée à l'activité touristique, nous avons posé trois questions : qu'elle était l'activité principale du père ; l'origine des fonds nécessaires au démarrage du projet ; et l'activité secondaire du répondant (quand elle existe).

a) Activité principale du père :

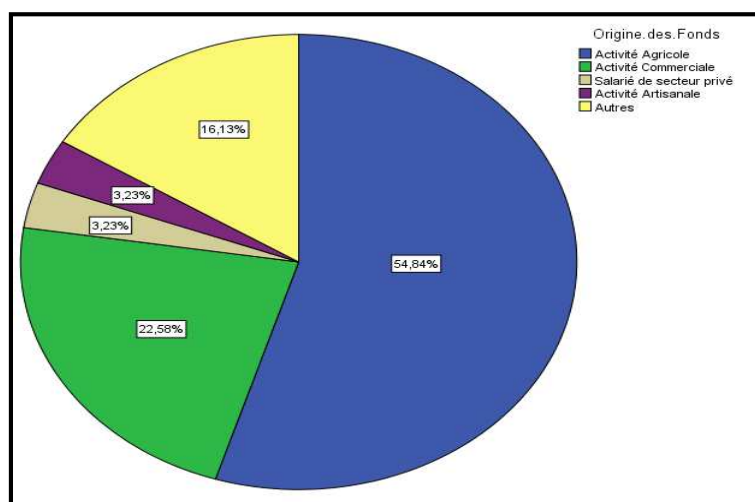
Figure 38 : Nature de l'activité des pères



Source : Traitement SPSS

Plus de trois quarts des réponses désignent l'agriculture comme l'activité principale du père, l'activité commerciale compte pour 15% des réponses.

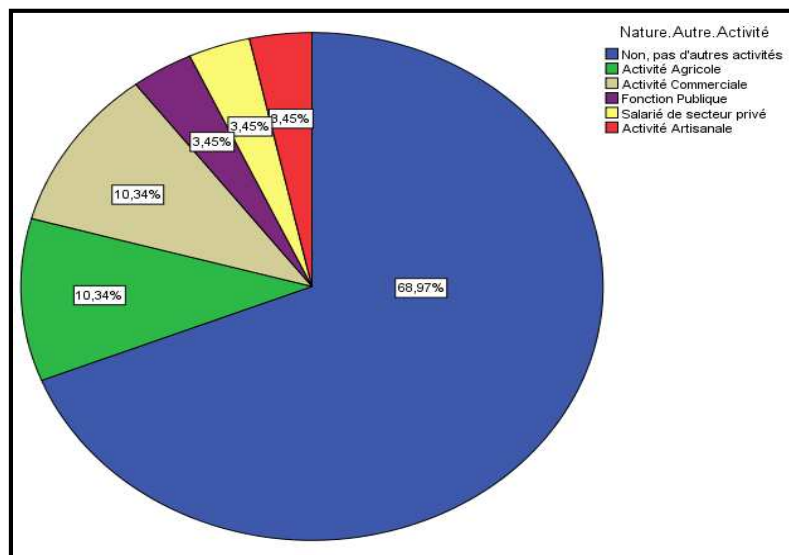
b) L'origine des fonds :

Figure 39 : Pourcentages des activités à l'origine des fonds pour entamer le projet

Source : Traitement SPSS

L'activité principale à l'origine des fonds nécessaires pour entamer les projets touristiques dans la station est l'activité agricole. Ce résultat est conforme aux résultats de la question précédente sur l'activité des pères et avec ce que nous savons de l'importance du rôle de la famille dans le financement des projets précédemment étudié.

c) Nature de l'autre activité du répondant :

Figure40 : Nature de l'autre activité des acteurs

Source : Traitement SPSS

Près de 70% des acteurs déclarent ne pas exercer une autre activité secondaire en plus de leur activité dans le tourisme. Près de 10% seulement pratiquent une activité agricole à côté de leur activité principale dans le secteur touristique.

Le croisement des résultats des trois questions montrent une transformation du tissu économique du territoire vers plus d'importance de l'activité touristique au détriment de la place occupée traditionnellement par l'agriculture. Toutefois, cette transformation ne résulte pas d'un renoncement à la terre. Tous les terrains agricoles sont convenablement exploités, mais avec le temps et l'arrivée de l'activité touristique, les activités se partagent entre les membres de la famille. Le tourisme ne supprime pas l'agriculture mais offre des nouvelles possibilités de création de richesses pour le territoire.

2.3.3. Le capital social dans la station, une ressource territoriale ?

Nous avons vu dans le deuxième chapitre que la ressource territoriale se définit comme « *un construit d'acteurs pourvus d'intentionnalité marquée ; la ressource territoriale se fabrique, c'est-à-dire qu'elle n'est aucunement indépendante des temporalités diverses qui la traversent. Ainsi le processus de fabrication est inhérent à la ressource* ». [B. Pecqueur & H. Gumuchian (dir), 2007, p. 230].

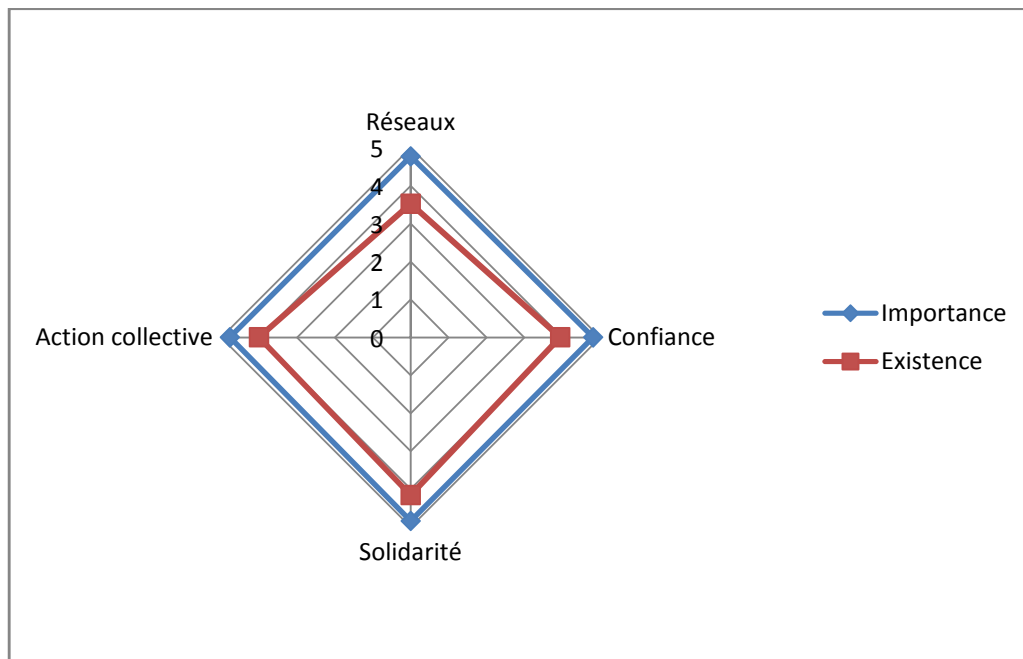
Pour notre station, sur le niveau micro-économique, le capital social est bien une ressource en fonction (actif selon la terminologie proposée par B. Pecqueur). Par contre, en ce qui concerne la territorialité de cette ressource (c'est-à-dire qu'elle est valorisée et utilisée avec intention et stratégie) la réponse actuelle est pour le moins ambiguë. En effet, il manque encore au territoire un système d'acteurs conscients de l'importance collective du capital social. Un système qui va développer des stratégies de valorisation et d'utilisation spécifique de cette ressource.

Même si notre enquête ne contient pas des questions permettant de saisir le niveau de conscience des acteurs autour du capital social, des éléments indirects nous donnent un aperçu assez fin :

- La non signification de l'importance du capital social en général (ou même un effet négatif) pour l'offre touristique dans la station pendant que les éléments théoriques nous laissaient aspirer au contraire.
- Si l'effet du capital social institutionnel jugé négatif par les acteurs de la station n'est pas sujet de leur pouvoir, car il dépend des institutions étatiques ou semi-étatiques, l'effet aussi négatif du capital social de type "bridging" est en partie la responsabilité des acteurs eux-mêmes vu la faiblesse de leurs liens (constatée notamment dans l'étude de réseau).
- L'absence d'une organisation quelconque dans la station qui réunit les acteurs témoigne de leur déficit organisationnel.

Toutefois, les éléments cités précédemment sont aussi à juger en considérant un élément que l'on pourrait interpréter comme un indicateur de conscience et de volonté des acteurs à améliorer la valorisation du capital social. En fait, nous avons demandé aux acteurs de mettre des notes qualificatives sur l'importance des éléments du capital social pour le bon fonctionnement du secteur touristique en générale d'un côté, et sur l'existence de ces éléments dans leur environnement de travail de l'autre côté.

Figure 41 : Comparaison entre l'importance et l'existence des éléments du capital social



Source : Traitement Microsoft Excel

Clairement, le jugement des acteurs sur l'importance des éléments évoqués est toujours supérieur à leur jugement sur le niveau de l'existence de ces éléments dans la station. Cela pourrait signifier une connaissance chez les acteurs d'une sorte d'insuffisance du niveau du capital social dans leur station et une conscience sur leur rôle dans l'amélioration de celui-ci.

Le capital social est donc un actif en fonction sur le plan individuel mais encore dans le statut de ressource potentielle au niveau territorial, la valorisation territoriale de cette ressource demande encore une organisation de la part des acteurs et une vision commune sur son importance et son utilisation.

Résumé

Dans la première section de ce chapitre, nous avons fait une présentation de la région côtière syrienne. Nous avons discuté la stratégie touristique à l'œuvre dans cette région et montré ses limites. Une étude du marché touristique de la région côtière nous a révélé un manquement dans la valorisation de l'offre touristique destinée à accueillir les touristes locaux. A partir de ces éléments nous avons fixé notre choix de la station "côte d'Azur" pour y étudier le rôle du capital social dans la dynamique de l'offre touristique locale à destination des touristes locaux.

Dans la deuxième section, nous avons présenté les étapes de construction de notre "indicateur de l'effet du capital social sur l'offre touristique". Les quatorze variables initialement sélectionnées pour mesurer les divers aspects de l'effet du capital social ont été regroupées dans quatre dimensions (variables latentes) selon la théorie du capital social. Nous avons calculé la valeur de l'indicateur selon trois méthodes. La valeur de l'indicateur selon la troisième méthode se différencie significativement des valeurs calculées selon les autres méthodes. Un autre test nous a montré que pour la troisième méthode de calcul seulement la valeur de l'indicateur est significativement différente de la valeur neutre (qui signifie le non-effet de capital social sur l'offre touristique) mais cette différence est négative, ce qui signifie que le capital a un rôle négatif ou qu'il est sans intérêt pour le développement de l'offre touristique dans le terrain étudié. Ce résultat reflète un effet général du capital social puisque les effets propres de chaque type de capital social se combinent dans l'indicateur, ainsi les effets négatifs de certains type (le capital social institutionnel dans notre cas) contrebalancent les effets positifs d'un autre type (le capital social de type "bonding"). Pour contourner cette limite dans la capacité de l'indicateur à rendre compte des effets propres de chaque dimension de capital social, nous effectuons des tests spécifiques pour chaque type de capital social. Les résultats de ces tests nous confirment un effet positif du capital social de type "bonding", en revanche, pour les autres types de capital social cet effet est soit négatif soit non-significatif.

Pour comprendre plus sur la manière dont les effets de capital social sont produits. Nous proposons l'étude d'un réseau formé des acteurs de la station pratiquant la même activité. Les mesures structurales de ce réseau nous indiquent sur la faiblesse des liens entre les acteurs de la station. En effet, la densité des liens est faible, le diamètre du réseau est élevé, le réseau est constitué de deux sous-groupes qui ne partagent aucun lien. Dans l'étude du fonctionnement de ce réseau nous discernons la manière dont des normes et principes comme la réciprocité ou la

réputation affectent l'activité des acteurs dans la station. En fait, la réciprocité tient la première place dans l'ordre de déterminant du choix d'un acteur pour envoyer des clients à l'un de ses collègues. Le lien familial ou amical n'a pas beaucoup d'importance dans ce choix.

Pour finir, nous discutons de la territorialité du capital social comme ressource dans la station et de l'approche qu'en ont les acteurs. Nous délimitons la zone d'influence de la station et étudions l'évolution économique du territoire en lien avec l'activité touristique. Le tissu économique du territoire se développe vers une importance croissante du tourisme en détriment de la place traditionnellement occupée par l'agriculture. Si l'aspect territorial du capital social reste ambigu dans la station, les acteurs affichent une conscience de l'importance de cette ressource pour le développement de leurs activités et de leur territoire.

Conclusion générale

Cette thèse a proposée une méthode d'évaluation de l'effet du capital social sur la dynamique du secteur touristique, appliquée au cas d'une station balnéaire de la région côtière syrienne.

L'objectif de ce travail était d'interroger la capacité des acteurs locaux à mobiliser leurs stocks de capital social dans une dynamique du développement de l'offre touristique basée sur les ressources territoriales. Pour cela nous avons utilisé le cadre théorique de la théorie du capital social ainsi que les acquis de l'économie territoriale, dans le but d'éclairer de nouvelles perspectives concernant le potentiel du développement touristique basé sur les ressources du territoire.

Différentes notions et concepts ont été mobilisés dans ce travail pour pouvoir construire les outils nécessaires pour mesurer le lien entre capital social et développement de l'offre touristique.

Dans le premier chapitre de cette thèse, nos efforts ont porté sur la présentation de la Syrie en général et du secteur touristique syrien. Ainsi, celui-ci a permis d'exposer des éléments de contexte qui constitue le point de départ pour notre travail. Tout d'abord, l'étude du secteur touristique syrien en termes de la théorie du capital social est complexe, du fait de la non homogénéité de ce secteur d'un côté et de la non homogénéité des groupes sociaux qui l'animent de l'autre. C'est alors à l'échelle de différentes régions du pays qu'il faut raisonner. L'étude des données à notre disposition, a montré qu'il existe des disparités de développement de l'offre touristique entre les régions du pays. Au-delà de ces disparités, en termes de capacité d'accueil, ce sont des degrés différents d'interaction du secteur touristique avec les populations locales qui peuvent exister. Les politiques publiques ne semblent pas suffisamment intéressées à résoudre la problématique de l'inégalité de la distribution de la capacité d'accueil touristique entre les régions du pays, au contraire, les nombreux projets touristiques qui sont entrés en service dans les années 2000 ou qui sont encore en construction, contribuent à affirmer cette distribution.

Dans le deuxième chapitre nos interrogations ont porté sur les liens entre tourisme, développement, territoire et capital social. En fait, l'économie territoriale est une nouvelle

approche de l'économie du développement qui permet de penser le développement à l'échelle locale et qui permet également l'intégration de nouvelles ressources dans le processus de développement. Ces ressources sont les ressources spécifiques au territoire et indissociables du groupe humain qui l'habite. Une approche de développement en termes de l'économie territoriale a tout son intérêt pour la Syrie. Plusieurs points soutiennent cette direction, notamment, les caractéristiques de l'économie syrienne, en mutation après les réformes visant à la transformer en « économie sociale de marché », et la volonté affichée du pouvoir politique d'adopter un nouveau mode de planification et de gouvernance plus local que central.

Dans Le troisième chapitre, nous avons examiné la théorie du capital social utilisée dans notre travail, à la fois, comme un outil théorique et méthodologique.

Enfin, dans le quatrième chapitre, nous avons présenté notre étude du terrain.

Dans ce qui suit, nous allons discuter les principaux résultats empiriques de notre étude ainsi que les limites de cette thèse, les perspectives et les recommandations qui en découlent.

Le rôle du capital social dans la transformation du tissu économique territorial

Nous avons vu comment le tissu économique du territoire étudié se transforme pour donner plus d'importance à l'activité touristique au détriment de la place de l'activité traditionnelle qu'est l'agriculture. Alors quel rôle le capital social a pu jouer dans cette transformation pour permettre au territoire d'adopter cette nouvelle activité économique ?

Notre étude nous a révélé l'importance de la famille dans le financement des projets touristiques, et que l'agriculture a été l'activité économique principale qui a permis l'accumulation du capital utilisé. L'activité agricole a été l'activité principale du père pour la majorité des répondants.

En fait, dans le contexte local restreint que fournit le village, ainsi que des relations familiales et amicales qui favorisent la connaissance directe ont, à priori, permis la mise en place de ce que J. Coleman appelle une « organisation sociale appropriée ». « De telles conditions sont favorables à la reconversion des structures anciennes au profit d'une organisation économique

qui associe relations multidimensionnelles de marché, circulation facile des idées, possibilités d'initiative commune accrue et, enfin, réciprocité » [Bagnasco A., 2003 cité en Bevort A. et Lallement M. (dir.), 2006, p. 55]. Dans le contexte familial par exemple, la famille fournit la trame des interactions économiques. Dans notre étude nous avons vu que l'activité agricole ne reculait pas, mais que les activités de la famille se diversifiaient. Quand les membres d'une même famille ont des activités professionnelles, la gestion unitaire des ressources familiales a des conséquences directes sur le marché du travail. « L'accumulation d'un capital collectif ou le recours à l'autoconsommation dans les familles agricoles favorisent la flexibilité du marché du travail et un usage peu onéreux, du moins au début, de la force de travail. » [Bagnasco A., 2003 cité en Bevort A. et Lallement M. (dir.), 2006, p. 55]. Tous ces éléments fournissent un climat favorable au lancement des initiatives dans des activités économiques nouvelles (le tourisme dans notre cas).

Les acteurs de la station entre district et société traditionnelle

Nous avons vu dans notre étude l'importance du capital social de type "bonding" face à la faiblesse du capital social de type "bridging". Ce résultat a été confirmé par l'étude du réseau social formé par les acteurs de la station, où les mesures structurales de ce réseau nous ont indiqué la faiblesse des liens entre les acteurs de la station. En effet, la densité des liens est faible, le diamètre du réseau est élevé, le réseau est constitué de deux sous-groupes qui ne partagent aucun lien. Ces constats laissent présager d'une certaine incapacité chez les acteurs à travailler ensemble afin de réaliser des bénéfices mutuels. Cette incapacité serait-elle le résultat d'une culture traditionnelle favorable au développement d'un certain « familialisme amoral » où les acteurs ne sont capables que de défiance hors des relations familiales ? Pas totalement, puisque même si la densité des liens est faible au sein du réseau, ces liens sont formés sur la base de la réciprocité plus que sur les liens familiaux ou amicaux. Ces liens tendent vers une nouvelle forme de relations économiques propres aux districts. En effet, les districts s'organisent autour des contrats de longue durée entre les entreprises, des participations croisées et d'autres types de relations entre marché et organisation. Ce point mérite plus d'éclaircissement et une observation de ses développements dans le temps.

Déficiences du capital social institutionnel

Il a été intéressant de constater que pour les six questions, qui concernent l'effet de six institutions en lien avec l'activité touristique, que nous avons posées aux acteurs de la station, aucune institution n'a obtenu de réponse positive qualifiant son effet général sur les projets touristiques de la station. Ce résultat exprime un mécontentement de la part des acteurs face au rôle joué par les institutions. Les institutions ne semblent pas répondre aux attentes des acteurs qui n'ont à ses égards que de défiance. Cette situation pourrait-elle constituer un point de départ pour un nouveau mode d'organisation de la part des acteurs qui n'ont par le passé formé aucune association ou corps représentatif ? Le manque d'organisation de la part des acteurs face aux institutions déficitaires est un point qui demande plus d'investigation.

Les limites de la thèse et perspectives de recherche

Les limites de cette thèse se présentent sur trois formes :

- Limites dans le temps : même si nos questions avaient une portée temporelle générale sur toute la durée de vie du projet ou de l'activité de l'acteur, elles ne concernaient que les acteurs actuels de la station. Notre étude ne rend pas compte de l'évolution qui peut avoir lieu avec l'entrée des nouveaux acteurs ou la sortie des acteurs anciens. Le temps peut avoir aussi des effets sur des questions comme les questions sur le rôle des institutions, par exemple, même si elles étaient posées pour évaluer l'effet général sur le long terme, les réponses à ces questions auraient pu être influencées par des faits nouveaux. De ce fait, il serait intéressant de pouvoir refaire cette étude ou l'adapter pour pouvoir suivre l'évolution des aspects étudiés dans le temps.
- Limites dans l'espace : nous avons proposé dans cette thèse un outil pour mesurer l'effet du capital social sur l'offre touristique d'un territoire donné mais les portées d'un tel indicateur résident essentiellement dans sa capacité à montrer les différences entre plusieurs terrains d'étude par rapport aux qualités étudiées. Pour pouvoir relier, ensuite, ces différences à l'explication d'autres phénomènes constatés (le développement de l'offre touristique dans ces différents terrains). Cet aspect de comparaison manque à notre étude pour pouvoir juger de l'efficacité de l'indicateur. Alors, des études sur d'autres territoires nous permettront de tester et de développer notre indicateur.

- Limites scientifiques concernant les champs explorés : en effet, notre thèse traite d'un sujet complexe qui ne se limite pas à l'économie, mais a aussi beaucoup de liens avec la sociologie ou encore l'anthropologie sociale et culturelle. Le capital social, avant d'être une ressource potentiellement exploitable dans le champ économique, est une construction de la société en lien avec sa culture et son histoire. En se concentrant sur l'utilisation des outils statistiques et en limitant notre analyse aux chiffres et aux faits qui ont des résultats économiques, nous faisons, peut-être, partie de ces économistes pour lesquelles il est moins acceptable d'admettre leur ignorance en mathématique qu'en histoire [D. N. MacCloskey, 1976]. Pour remédier à ce manque, des études émanant de plusieurs champs scientifiques auront plus de capacité à explorer tous les aspects de ce sujet multidimensionnel.

Recommandations

Trois types de recommandations se dégagent des résultats issus de ce travail de recherche :

- Le premier concerne le rôle des institutions et le type de gouvernance à adopter pour le territoire. Il a été clair, d'après les résultats de notre étude, que les institutions chargées de la question touristique ne sont pas en mesure d'apporter des réponses adaptées aux problèmes vécus par les acteurs sur le terrain. Comme remède à ce point, nous recommandons plus de rapprochement entre les institutions administrative au niveau du gouvernorat et les acteurs locaux via un nouveau mode de gouvernance territorial ou les acteurs locaux sont des partenaires responsables et participent dans la prise des décisions.
- Le deuxième est lié à la valorisation du capital social comme ressource pour le développement du secteur touristique. Cela revient à sensibiliser les acteurs et les administrations de l'importance du capital social, et la prise en compte du capital social comme donnée entrant dans le processus de planification, mais aussi l'évaluation des effets possibles de ces plans sur le capital social.
- Le troisième concerne la stratégie de développement touristique dans la région côtière et en Syrie en général. Nous avons vu qu'une stratégie de développement touristique entièrement tournée vers l'accueil des touristes internationaux n'est pas la meilleure façon de développer le secteur touristique pour plusieurs raisons, notamment la

corrélation des afflux des touristes et des investissements avec le niveau de tension politique avec les pays émetteurs, et priver les touristes locaux d'une part importante de l'offre touristique qui est tout simplement au dessus de leur pouvoir d'achat.

Bibliographie

ABABSA M., ROUSSEL C., AL-DBIYAT M., 2007, « Le territoire syrien entre intégration nationale et métropolisation renforcée » in DUPRET B. *et al.*, 2007, *La Syrie au présent : reflets d'une société*, Sindibad Actes Sud, pp. 39-77.

ABDELALI-MARTINI M. & AW-HASSAN A., 2007, « La production laitière : institutions locale et capital social », in DUPRET B. *et al.*(dir.), *La Syrie au présent : reflets d'une société*, Sindibad Actes Sud, pp. 581-588.

ABKARIOUS I., 1920, *The Lebanon in Turmoil, Syria and the powers in 1860*, translated by J. F. Scheltema, New Haven, Yale University Press, 202 P.

ABRAHAM-FROIS G., 2001, « Croissance économique » in JESSUA Claude & LABROUSSE Christian (dir.), *Dictionnaire des sciences économiques*, pp. 232-236.

AIDI O., 2000, *L'industrie du tourisme en Syrie réalité et perspectives*, Association syrienne de la science économique, Damas. 46 P.

ALMOND G.A. *et* VERBA S., 1963, *The Civic Culture*, Princeton University Press, Princeton. 379P.

AL-OMAR A., 2012, Le développement touristique des régions côtières, mémoire de master dirigée par Dr. Atfeh N., Université de Damas, en Arabe.

AMIROU Rachid, 1992, *Imaginaire touristique et sociabilité du voyage*, PUF, Paris. 288P.

ANHOURY S., 2003, *La Syrie et le Mandat français 1920-1946*, consulté le 13/06/2013 sur le lien suivant :

http://maaber.50megs.com/issue_august03/lookout2f.htm

ANNE L., Chaigne O., 2010, *Commission King-Crane*, Les clés du Moyen-Orient, Consulté le 18/06/2013 sur le lien : <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Commission-King-Crane.html>

- ASAAD B., 2010, *L'offre touristique dans le gouvernorat de Lattaquié et son développement*, mémoire de master dirigé par Dr. Shuraiki T., Université de Tichrine, en Arabe.
- ASSIDON E., 2002, *Les théories économiques du développement*, La découverte, Paris, 123 P.
- AUBES J., 1904, *Le protectorat religieux de la France en Orient*, thèse de doctorat en Droit, Toulouse. 221 P.
- AURIAC Franck, 1983, *Système économiques et espace*, Economica, Paris. 215 P.
- BAILLARGEON J., 2003, *L'analyse en composantes principales*, cours de statistiques en ligne : <http://dc536.4shared.com/doc/XMxyzdb/preview.html>.
- BAGNASCO A., 2002, « Il capitale sociale nel capitalismo che cambia », *Stato e Mercato*, n. 2, vol 65, pp. 271-303.
- BAGNASCO A., 2003, *Società fuori squadra. Come cambia l'organizzazione sociale*, Bologne, Il Mulino. 168P.
- BALANCHE Fabrice, 2007, « La région côtière : d'une périphérie délaissée à une périphérie assistée », in Baudouin Dupret, *La Syrie au présent*, Actes Sud, Arles, p. 87-98.
- BALANCHE Fabrice, 2008, « Les municipalités dans la Syrie baathiste : déconcentration administrative et contrôle politique », *Revue Tiers Monde*, 2008/1 n° 193, p. 169-187.
- BALLET J. et GUILLON R. (eds.), 2003, *Regards croisés sur le capital social*, L'Harmattan, Paris, 184P.
- BANAT, R., 2007, *Territoire, Dynamiques territoriales et Développement industriel à une échelle locale : une analyse sur la base de l'expérience d'Alep en Syrie*, Thèse de doctorat à l'Université Pierre-Mendès France (Grenoble II), Grenoble, 316 P.
- BANFILED E.C., 1958, *The Moral Basis of a Backward Society*, The Free Press, Glencoe/Research Center in Economic Development and Cultural Change, University of Chicago, Chicago. 192P.

- BANQUE MONDIAL, www.worldbank.org > Topics > Social Development > Social Capital.
- BARON X., 2003, *Les Palestiniens: genèse d'une nation*, Editions du Seuil, 827 P.
- BAROUT M., 2005, *Le rapport national de prospective Syrie 2025*, Commission National De Planification et UNDP, Damas. 1181P.
- BECKER G.S., 1957, *The economics of discrimination*, University of Chicago Press, Chicago (2^e edition 1971). 178P.
- BELHADJ S. et EBERHARD K., 2007, « Y a-t-il de vraies transformations politiques internes en Syrie ? », in DUPRET B. et al., 2007, *La Syrie au présent : reflets d'une société*, Sindibad Actes Sud, 710 P.
- BENSAHEL L. et DONSIMONI M., 1999, *Le tourisme facteur de développement local*, Presses universitaires de Grenoble, 109 p.
- BENSAHEL L., 2007, « Tourisme, ressources territorialisées, développement », dans LAPEZE J. (dir.), 2007, *Apport de l'approche territoriale à l'économie du développement*, L'Harmattan, pp. 195-214.
- BESSON Y., 1979, « Hussein ou Ibn Sa'ud, une fausse alternative : la politique de l'émir du Najd durant la première guerre mondiale » in Moyen-orient et relations internationales au XX^e siècle. Numéros 19 à 20 de *Relations internationales*, Université Rennes II. Pp. 241-261.
- BEUGELSDIJK S. et SMULDERS S., 2003, « Bridging and bonding social capital: which type is good for economic development? », conference *Social Capital and Economic Development*, université de Tilburg.
- BEVORT A. et LALLEMENT M. (dir.), 2006, *Le capital social : performance, équité et réciprocité*, La Découverte, Paris, 322P.
- BOIX C. et POSNER D.N., 1996, « Making social capital work: a review of Robert Putnam's *Making Democracy Work* », *Harvard-CFIA Working Paper*, n° 96-4.
- BOKOVA L., 1990, *La confrontation franco-syrienne à l'époque du mandat 1925-1927*, L'Harmattan. 276 P.

- BOURDIEU P., 1972, *Esquisse d'une théorie de la pratique, précédé de trois études d'ethnologie kabyle*, Droz, Genève. 272P.
- BOURDIEU P., 1980, « Le capital social : notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 31, pp.2-3.
- BOURDIEU P., 1984, *Questions de sociologie*, Minuit, Paris. 277P.
- BOYER Marc, 1982, *Le tourisme*, éditions du Seuil, Paris. 286P.
- BOYER Marc, 2003, *Le tourisme en France*, Editions EMS, Paris.
- BREHM, J. and RAHN, W., 1997, « Individual-Level Evidence for the Causes and Consequences of Social Capital ». *American Journal of Political Science*, vol. 41(3), pp. 999-1023.
- BRUNET R., FERRAS R. et THERY H, 1992, *Les mots de la géographie*, dictionnaire critique, La documentation française, Paris.
- BRZEZINSKI Z., 1997, *Le grand échiquier*, traduction de *The Grand Chessboard : American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*, Paris, Collection Pluriel, Hachette Littérature. 288 P.
- BURT R.S., 1982, *Toward a structural theory of action*, Academic Press, New York. 381P.
- BURT R.S., 1992, *Structural Holes: the Social Structure of Competition*, Harvard University Press, Cambridge. 324P.
- CADENE Philippe, 2003, « Développement », in LEVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*, BELIN, Paris. pp.245-249.
- CAILLE A., 2006, "Préface" in BEVORT A. et LALLEMENT M. (dir.), *La capital social : Performance, équité et réciprocité*, La Découverte, Paris, pp. 7-17.
- CAMAGNI R., 2004, « Uncertainty, social capital and community governance: the city as a Milieu », in R. CAPELLO, P. NIJKAMP (eds.), *Urban dynamics and growth: advances in urban economics*, Amsterdam, Elsevier, 2004, pp. 121-152.

- CAMAGNI R., 2008, « Towards a Concept of Territorial Capital » , in R. Capello, R. Camagni, B. Chizzolini, U. Fratesi, *Modelling regional scenarios for the enlarged Europe*, Springer, Berlin, pp. 29-45.
- CAPELLO R., NIJKAMP P., (eds.), 2009, *Handbook of Regional Growth and Development Theories*, Edward Elgar, Cheltenham, 544 P.
- CARLUER F., 2002, *Les théories du développement économique*, PUG, Grenoble, 135 P.
- CARRICANO M. *et al.*, 2010, *Analyse de données avec SPSS*, Pearson, Paris, 235 P.
- CAZES G., 1992, « Le tourisme », in BAILLY A. et al., *l'Encyclopédie de la géographie*, Economica, pp. 839-850.
- CAZES Georges, Georges COURADE, « les masques du tourisme » ; *Revue Tiers Monde*, n°178, Avril-Juin, 2004. pp. 247-268.
- CHATELUS M., 1980, « La croissance économique : mutation des structures et dynamisme du déséquilibre », in RAYMOND A. *La Syrie d'aujourd'hui*, Centre national de la recherche scientifique, Paris, pp. 225-272.
- CLEMENT François, 1999, « Vous avez dit projet de territoire ? », in *Territoires « Intercommunalités, chartes, pays... Qu'est-ce qu'un projet de territoire ? »*, n° 397, avril 1999, 40 P.
- COLEMAN J., 1988, « Social capital in the creation of human capital », *American Journal of Sociology*, n°94, pp. 95-120.
- COLEMAN J., 1990, *Foundations of Social Theory*, Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge. 994P.
- COLLETIS G., PECQUEUR B., 2004, *Révélation de ressources spécifiques et coordination située*, 4ème journées de la proximité, IED-GREQUAM-LEST, Marseille.
- COLLIER P., 1998, « Social capital and poverty », *World Bank SCI Working Paper*, n° 4, November. 28P.
- COMMINS D., 2004, *Historical Dictionary of Syria*, Scarecrow Press, Lanham, 376 P.

- CONTENSON H., ANDERSON P., *et al*, 1995, *Aswad et Ghoraifé : sites néolithiques en Damascène (Syrie) aux IXème et VIIIème millénaires avant l'ère chrétienne*, Institut français d'archéologie du Proche-Orient, Beyrouth, 392 P.
- COULAND J., 1990, Préface du livre de BOKOVA L., *La confrontaion franco-syrienne à l'époque du mandat 1925-1927*, L'Harmattan. pp 7-11.
- COURLET C. JUDET P., 1986, « Industrialisation et développement: la crise des paradigmes », *Revue Tiers Monde*, n° 107, pp. 519-536.
- COURLET C., 1989, « Les industrialisations endogènes », *Revue Tiers Monde*, n°118, avril-juin. pp. 413-421.
- COURLET C. PECQUEUR B., 2001, « Développement économique et territoire : quels rapports ? », Colloque ASRDLF, Bordeaux.
- COURLET, C., 2001, *Territoires et régions, les grands oubliés du développement économique*, L'Harmattan, Paris, 131 P.
- COURLET C., & FONTANEL J., « Préface », in J. Lapèze (dir.), *Apport de l'approche territoriale à l'économie du développement*, L'Harmattan, pp. 7-10.
- COURLET C., 2008, *L'économie territoriale*, PUG, 135 P.
- DAKER A., 2013, « The Youtube War », *Time*, 27 mai 2013.
- DEBARBIEUX B., 2013, « Territoire », in LEVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*, BELIN, Paris, pp.999-1000.
- DENIEUIL Pierre-Noel et LAROUSSE Houda, 2005, *Le développement social local et la question des territoires*, L'Harmattan, Paris. 272 P.
- DE VELLIS R. F., 2003, *Scale development: theory and application*, Applied Social Research Methods vol. 26, SAGE Publications, London, 171 P.
- DREUX G., 2004, « Le capital social et l'éducation, une rupture avec l'économisme ? », colloque « Education, formation et dynamique du capitalisme contemporain », Montpellier, 24-25 juin.

DROZ-VINCENT P., 2001, « Succession en Syrie : processus et questions », *Les Cahiers de l'Orient*, hors-série, été-automne 2001. pp. 7-28.

DROZ-VINCENT P., 2007, « L'insertion régionale de la Syrie : mise en perspective », in DUPRET B. *et al.*, *La Syrie au présent : reflets d'une société*, Sindibad Actes Sud, pp. 779-848.

DUESENBERY J., 1960, « Comment on "An economic analysis of fertility" », In *Demographic and Economic Change in Developed Countries*, edited by National Bureau Committee for Economic Research. Princeton, N. J., Princeton University Press.

DUMAZEDIER Joffre, 1954, *Sociologie empirique du loisir : critique et contre-critique de la civilisation du loisir*, chapitre III « querelles des définitions », édition du Seuil, Paris, 204P.

DUMAZEDIER Joffre, 1962, *Vers une civilisation du loisir ?*, Editions du Seuil, Paris, 320P.

DUPRET B. *et al.* (dir.), 2007, *La Syrie au présent : reflets d'une société*, Sindibad Actes Sud, 877 P.

DUPRONT A., 1967, *Tourisme et pèlerinage : réflexions sur la psychologie collective*, Revue Communications, Volume 10, n° 10, pp. 97-121.

DURLAUF S.N., 1999, « The case "against" social capital », *Focus*, vol. 20, n° 3, pp. 1-5.

EVARD Y. *et al.*, 2009, *Market : Fondements et méthodes des recherches en marketing*, Dunod, Paris, 720 P.

FAFCHAMPS M. *et* MINTEN B., 1999, *India Social Capital and the Firm: Evidence from Agricultural Trade*, The social capital Initiative, The World Bank.

FAREED M., 2006, *L'Histoire de l'Etat Ottoman suprême*, Alnafaes presses, Beyrouth, 10^{ème} édition (en Arabe). 832 P.

- FARHAN A., SHAMO K., 2009a, *la tragédie des Yézidis : les Faramans et les campagnes d'extermination contre les Kurdes yézidis à travers l'histoire*, Khani presses, Dahûk (en Arabe). 250 P.
- FARR J., 2004, « Social Capital: a conceptual History », *Political Theory*, vol. 32, n° 1, pp. 6-33.
- FERGUENE A., 1997, « Les dynamiques industrielles endogènes : quels enseignements pour une alternative au développement standard dans les pays du Sud ? », *Espaces et Sociétés*, n°88/89, Paris, 1^{er} semestre 1997, pp.139-159.
- FERGUENE A., 2004, « Ensembles localisés de PME et dynamiques territoriales : Systèmes Productifs Localisés (SPL) et développement « par le bas » dans les pays du Sud », in FERGUE A., (Eds.), *Gouvernance locale et développement territorial : le cas des pays du Sud*, L'Harmattan, Paris. pp. 49-76.
- FERRAND A., 1996, « Capital social comme échange », *Colloque : Trente ans de sociologie*, Institut de sociologie, Université Lille 1, Octobre.
- FERRIER Jean-Paul, 2013, « Territoire,toute portion humanisée de la surface terrestre », in LEVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*, BELIN, Paris, pp.1000-1005.
- FITOUSSI J.-P., 2006, in MESURE Sylvie et SAVIDAN Patrick (dir.), *Le dictionnaire des sciences humaines*, Presses Universitaires de France, Paris, pp. 220-223.
- FOLEY M. et EDWARDS B., 1997, « Escape from politics? Social theory and the social capital debate », *American Behavioral Scientist*, vol. 40, n° 5, pp. 550-561.
- FRANCOIS H., 2007, *De la station ressource pour le territoire au territoire ressource pour la station le cas des stations de moyenne montagne périurbaines de Grenoble*, Thèse de doctorat, Université Joseph Fourier, Grenoble, 352 P.
- FREMONT Armand, 1976, *La Région, espace vécu*, Flammarion, Paris. 288 P.
- FREMONT Armand, 2001, *Aimez-vous la géographie?*, Flammarion, Paris. 358 P.
- FUA G. & C. ZACCHIA, 1973, *Industrializzazione senza fratture*, Il Mulino, Bologna.

FUKUYAMA F., 1995, *Trust: The Social Values and the Creation of Prosperity*, The Free Press, New York. 480P.

FUKUYAMA F., 1997, *La confiance et la puissance*, Plon, 412 P.

GALLAND B., 1996, « *De l'urbanisation à la Glocalisation, Télécommunications, relations sociales et constructions territoriales* », Etudes et travaux du GRICC (Groupement de Recherche Inter-universitaire Culture Communication), Toulouse, N°2.

GALLIANO G., CALVET Y. *et al.* , 2004, *Le royaume d'Ougarit : Aux origines de l'alphabet*, Somogy, 304 P.

GAMBETTA D., 1988, « Mafia: the price of distrust », in GAMBETTA D. (dir.), *Trust*, Basil Blackwell, Oxford. pp. 158-175.

GEORGE Pierre, VERGER Fernand, 2006, *Dictionnaire de la géographie*, PUF, Paris. 500P.

GERONIMO J., 2012, « La Syrie au cœur de la guerre tiède ? », Le Centre de recherche sur la mondialisation, en ligne consulté le 17/07/2013 sur le lien : <http://www.mondialisation.ca/la-syrie-au-coeur-de-la-guerre-tiede/5302746>

GERONIMO J., 2013, « La spécificité russe sur la scène internationale », Institut des relations internationales et stratégiques, consulté le 12/07/2013 sur le lien : <http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article7647>

GERSCHENKRON A., 1962, *Economic Backwardness in Historical perspective*, Harvard University Press, Cambridge, 468 P.

GODECHOT O. et MARIOT N., 2003, « Les deux formes du capital social, structure relationnelles des jurys de thèses et recrutement en sciences politiques », GRIOT, Paris. 43P.

GONTAUT-BIRON de R., 1922, *Comment la France s'est installée en Syrie : 1918-1919*, Plon, Paris. 355 P.

GONTCHAROFF, G., 1996 « A la recherche des territoires », in *Economie et Humanisme*, n° 338, octobre 1996, pp. 10-14.

GOULDNER A.W., 1960, « The norm of reciprocity: a preliminary statement », *American Sociological Review*, vol. 25, pp. 161-178.

GRANOVETTER M., 1973, « the strength of weak ties », *American Journal of Sociology*, n° 78, pp. 1360-1380.

GRANOVETTER M., 1990, « The old and the new economic sociology », in FRIEDLAND R. et ROBERTSON A. (dir.), *Beyond the marketplace*, Aldine de Gruyter, New York. pp. 89-111.

GROOTAERT C., 1998, « Social capital: the missing link? », *World Bank SCI Working Paper*, n° 3. 24P.

GROOTAERT C., 1999, « Social Capital, Household Welfare, and Poverty in Indonesia », Policy Research Working Paper No. 2148. The World Bank Social Development Department. 79P.

GROOTAERT C. et VAN BASTELAER T., 2001, *Understanding and Measuring Social Capital: A Synthesis of Findings and Recommendation from the Social Capital Initiative*, The social capital Initiative, The World Bank.

GUILLAUMONT P., 1995, « Déclin et renouveau de l'économie du développement ». In: *Revue française d'économie*. Volume 10 N°1. pp. 3-25.

GUILLAUMONT P., 2001, « Développement », IN JESSUA Claude et LABROUSSE Christian (dir.), *Dictionnaire des sciences économiques*, Presses Universitaires de France, Paris. pp. 305-307.

GUMUCHIAN Hervé & PECQUEUR Bernard (dir.), 2007, *La ressource territoriale*, Economica – Anthropos, Paris, 250 p.

GUNDER-FRANK A., 1968, « le développement de sous-développement », *Cahiers Vilfredo Pareto*, T. 6, No. 16/17, pp. 69-81.

HALLOUM S., 2010, *Tourisme et ressources territoriales, une nouvelle approche au développement en Syrie*, Mémoire de Master sous la direction de Liliane BENSAHEL, Université Josef Fourier, Grenoble, 127 P.

- HANIFAN L. J., 1916, « The rural school community centre », in *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, Vol. 67, New Possibilities in Education, pp. 130-138.
- HAYAMI Y., 1997, *Development Economic: From Poverty to the Wealth of Nations*, Oxford, Clarendon Press. 448 P.
- HILLALI Mimoun, 2003, *le tourisme international vu du Sud*, Presses Université du Québec. 250P.
- HJOLLUND L., TINGGAARD SVENDSEN G., 2000, *Social capital: a standard method of measurement*, The Aarhus School of Business, Denmark, 27 P.
- HOERNER J.-M., 2002, *Traité de tourismologie : Pour une nouvelle science touristique*, Presses Universitaires de Perpignan, Collection Etudes, 191P.
- HOURLANI A., 1946, *Syria and Lebanon, a Political Essay*, Oxford University Press, Londres. 416 P.
- ISHAM J. et KÄHKÖNEN S., *What Determines the Effectiveness of Community-Based Water Projects? Evidence from Central Java, Indonesia on Demand Responsiveness, Service Rules, and Social Capital*, The social capital Initiative, The World Bank.
- JACOBS J., 1961, *The Death and Life of Great American Cities*, New York, Random House. 458P.
- JALEE P., 1965, *le pillage du Tiers Monde*, Ed. Maspero, Paris, 133 P.
- JOYAL André, L'Encyclopédie de l'AGORA.
http://agora.qc.ca/mot.nsf/Dossiers/Developpement_local visité le 02 juillet 2014.
- KEBIR Leila, 2006, « Ressource et développement régional, quels enjeux ? », *Revue d'Economie Régionale & Urbaine*, 2006-N°5, pp. 701-723.
- KHADDOUR R., 2010, « les échecs du développement régional en Syrie », *la société économique syrienne*, Damas, 15P.

KHALIDI A. et AGHA H., 1991, « The Syrian Doctrine of Strategic Parity », dans J. KIPPER et H.H. SAUNDERS (dir.), 1991, *The Middle East in Global Perspective*, Col, Westview Press, Boulder. pp. 186-218.

KING H., CRANE C., 1922, « King-Crane report on the Near East » in *Editor & publisher* v. 55, no. 27, 2nd section, New York. Reproduit, consulté en ligne le 18/06/2013 sur le lien : <http://www.hri.org/docs/king-crane/>.

KNAFOU Rémy, 2000, « Les scènes de plage dans la peinture hollandaise du XVII^e siècle ou l'intégration progressive de la plage dans l'espace de loisirs des citadins », Mappemonde, n° 58. pp. 1-5.

KNAFOU R. & STOCK M., 2003a, « Géographie et sciences sociales », in LEVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*, BELIN, Paris. pp.905-907.

KNAFOU Rémy & STOCK Mathis, 2003b, « Tourisme », in LEVY Jacques & LUSSAULT Michel (dir.), *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*, BELIN, Paris. pp. 931-933.

KNAFOU Rémy, 2006, « Tourisme », in S. MESURE & P. SAVIDAN (dir.), *Le Dictionnaire des sciences humaines*, Presses Universitaires de France, Paris, pp. 1181-1183.

KRISHNA A. et UPHOFF N., 1999, *Mapping and Measuring Social Capital: A Conceptual and Empirical Study of Collective Action for Conserving and Developing Watersheds* in Rajasthan, The social capital Initiative, The World Bank. 68P.

KRISHNA A., SHRADER E., 2000, *Cross-cultural Measures of Social Capital: A Tool And Results From India And Panama*, The World bank, 118 P.

LACOSTE Yves, 1965, *Géographie de sous-développement*, Paris. 284 P.

LADD E.C., 1996, « The data just don't show erosion of America's "social capital" », *The Public Perspective*, vol. 7, n° 1, pp. 5-22.

LAMARCHE T., 2003, « Le territoire entre politique de développement et attractivité », *Études de communication* [En ligne], 26 | 2003, mis en ligne le 26 juin 2008, consulté le 20 novembre 2014. URL : <http://edc.revues.org/122>, 11P.

- LANQUAR Robert, 1990, *Sociologie du tourisme et des voyages*, Presses Universitaire de France, Paris, 115P.
- LANQUAR Robert, 1994, *l'économie du tourisme ; Que sais-je ?*, PUF, Paris, 127P.
- LAPEZE J. (dir.), 2007, *Apport de l'approche territoriale à l'économie du développement*, L'Harmattan, 244 P.
- LATOUCHE Serge, 1986, *Faut-il refuser le développement?*, PUF, Paris, 216 P.
- LAURENS H., 2003, *Comment l'Empire ottoman fut dépecé*, Le Monde Diplomatique, Avril 2003. Consulté le 13/06/2013 sur le lien suivant : <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/04/LAURENS/10102#nh6/www.monde-diplomatique.fr>
- LEIBENSTEIN H., 1957, *Economic Backwardness and Economic Growth*, Wiley, NY. 295P.
- LEMANN N., 1996, « Kicking in groups », *The Atlantic Monthly*, vol. 277, n°4, pp. 22-26.
- LEVI M., 1996, « Social and unsocial capital: a review essay of Robert Putnam's *Making Democracy Work* », *Politics and Society*, n°24, pp. 45-55.
- LEVY Jacques et LUSSAULT Michel (dir.), 2003, *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*, BELIN, Paris. 1033 P.
- LEVY Jacques, 2003, « Ressource », in LEVY Jacques & LUSSAULT Michel (dir.), *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*, BELIN, Paris, pp.798.
- LIN N., 1982, « Social resources and instrumental action », in MARSDEN P.V. et LIN N. (dir.), *Social structure and Network Analysis*, Sage, Beverly Hills, pp. 131-145.
- LIN N., 1990, « Social resources and mobility : a structural theory of status attainment », in BREIGER R.L. (dir.) *Social mobility and social structure*, Cambridge University Press, New York, pp. 247-271.
- LIN N., 1995, « Les ressources sociales : une théorie du capital social », *Revue française de sociologie*, vol. 36, n°4, pp. 685-704.

- LIST F., 1856, *National system of political economy*, Editions S. Colwell, Philadelphia.
- LOUBET F., 2011, *Analyse de l'impact du tourisme sur le développement des territoires ruraux marginaux. Application de l'approche par les capacités à l'étude de l'espace rural rhônalpin*, Thèse de doctorat sous la direction de Lilian BENSACHEL, Université Pierre Mendès France, Grenoble, 320 P.
- LOURY G.C., 1977, « A dynamic theory of racial income differences », chapter 8, in WALLACE P. (dir.) *Women, Minorities and Employment Discrimination*, Heath, Lexington, pp. 153-186.
- LOZATO-GIOTART Jean-Pierre, 2003, *Géographie du tourisme : de l'espace consommé à l'espace maîtrisé*, Pearson Education, Paris. 336P.
- LOZATO-GIOTART J.-P. et al., 2004, *Management du tourisme : les acteurs, les produits, les marchés et les stratégies*, Pearson, 350P.
- MAKHOUL M. & GHANEM A., 2011, « Qu'est-ce que la planification locale et ces défis en matière de développement durable », *Journal des sciences économiques et juridiques de l'Université de Damas*, vol. 27, n°2, pp. 171-197.
- MARCELPOIL E., BENSACHEL L., & Vles, V., 2007, « Gouvernance des territoires touristiques : l'économie confrontée à l'urgence de la gestion urbaine et sociale », ASRDLF, *Les dynamiques territoriales : débats et enjeux entre les différentes approches disciplinaires*.
- MACCLOSKEY D.N., 1976, « Does the past have useful economics? », *Journal of Economic Literature*, Vol. 14, n°2, pp. 434-461.
- MEDA D., 2002, « Le capital social : un point de vue critique », *L'Economie politique*, 2002/2 n° 14, pp. 36-47.
- MEIER G. & SEERS D., 1988, *Les pionniers du développement*, Economica, Paris, 398 P.
- METRAL F., 1980, « Le monde rural syrien à l'ère des réformes (1958-1978) » in RAYMOND A. *La Syrie d'aujourd'hui*, Centre national de la recherche scientifique, Paris, pp. 297-326.

- MEYER-DEMEN Ch., 2005, « Le tourisme : essai de définition », in *Revue management et avenir* 2005/1 - N° 3, Management prospective Editions, pp. 7-25.
- MICHAUD Jean-Luc, 1983, *Le tourisme face à l'environnement*, Presses Universitaires de France, Paris, 234P.
- MINOT D. (dir.), 2001, *Le projet de territoire : Elaboration et conduite partagée d'un projet de territoire*, La Bergerie Nationale, 177 P.
- MIT, 2001, *Tourismes 1 : Lieux communs*, Belin, Paris. 319P.
- MIT, 2005, *Tourismes 2 : Moments de lieux*, Belin, Paris. 349P.
- MOORE A., 1979, « Un village pré-néolithique d'agriculteurs sur l'Euphrate », dans *Pour la science*, no. 24, novembre 1979, pp. 104-113.
- MUFTI M., 1996, *Sovereign Creations, Pan-Arabism and Political Order in Syria and Iraq*, Cornell University Press, Ithaca. 286 P.
- NARAYAN D., 1999, « Bonds and bridges: social capital and poverty », *Poverty Group PREM*, World Bank. 52P.
- NARAYAN D. and PRITCHETT L., 1997, « Cents and Sociability: Household Income and Social Capital in Rural Tanzania », World Bank Policy Research Working Paper No. 1796. World Bank, Washington, D.C. 41P.
- NASSER W., 2011, *Développement Local, Construction Territoriale et Tourisme : le Cas du Liban*, thèse de doctorat, Université de Grenoble, 234 p.
- NEWTON K., 1997, « Social Capital and Democracy », *American Behavioral Scientist*, vol. 40, n° 5, pp. 575-586.
- NY AINA T., 2012, *Structuration du tourisme Malgache et retombées socio-économiques*, Thèse de doctorat, Université de Grenoble, 343 p.
- OFFE C., Fuchs S., 2002, « A Decline of Social Capital? The German Case », in PUTNAM R. (dir.), *Democracies in Flux*, Oxford, Oxford University Press, pp. 189-243.
- OMT, 2009, *Faits saillants du tourisme*. 11P.

OMT, 2010, « Le tourisme international sur la voie de la reprise après une année 2009 exceptionnellement difficile », Communiqué de presse de 18 janvier 2010, Madrid. Existe sur Internet sur la page : http://www.unwto.org/media/news/fr/press_det.php?id=5361 Consultée le 18 juin 2010.

PARGAL S., HUQ M., GILLIGAN D., 1999, *Social Capital in Solid Waste Management: Evidence from Dhaka, Bangladesh*, The social capital Initiative, The World Bank.

PASTEL Henri Aimé, 1986, *La question du tourisme en Martinique*, Editions Désormeaux, 419P.

PERROUX F., 1961, *l'économie du XXème siècle*, PUG, Grenoble. 814 P.

PECQUEUR Bernard, 2000, *Le développement local pour une économie des territoires*, Syros, Paris, 130 P.

PECQUEUR. B, 2004, « Le développement territorial : une nouvelle approche des processus de développement pour les économies du Sud », Institut de Géographie Alpine, Université Joseph Fourier.

PECQUEUR Bernard, 2005, « Les territoires créateurs de nouvelles ressources productives : le cas de l'agglomération grenobloise », *Géographie, Economie, Société* 2005/3, Vol. 73, pp. 255-268.

PERRET B., 2003, *De la société comme un monde commun*, Desclée de Brouwer, Paris. 224P.

PERRET B., 2006, « De la valeur des structures sociales : capital ou patrimoine ? » dans Bevort A. et Lallement M., *Le capital social : Performance, équité et réciprocité*, 2ditions La Découverte, Paris, pp. 193-313.

PESQUEUX Y., 2010, « Capital social & réseau social », Article sur le site <http://halshs.archives-ouvertes.fr/> sous le lien : <http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/50/96/73/PDF/Capitalsocial.pdf> . 4P.

PNUD, 2009, Rapport mondial sur le développement humain 2009, existe sur la page web suivante : http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2009_FR_Indicators.pdf consulté le 24 mai 2010 à 23H17.

PONTHIEUX S., 2006, *Le capital social*, La Découverte (collection REPERES), 121P.

PORTES A., 1998, « Social capital: its origins and applications in modern sociology », *Annual Review of Sociology*, n° 24, pp. 1-24.

PORTES A. et LANDOLT P., 1996, « The downside of social capital », *The American Prospect*, vol. 7, n° 26. pp. 18-22.

PRIESTLEY H. I., 1938, *France overseas: a study of modern imperialism*, Frank Cass and Company Limited, London. Consulté le 13/06/2013 sur le lien suivant : http://books.google.fr/books?id=BOopmtvrsOAC&pg=PA87&redir_esc=y#v=onepage&q&f=false

PUTNAM R., 1993, *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton University Press, Princeton. 258P.

PUTNAM R., 1993, « The prosperous community. Social capital and public life », *The American Prospect*, vol. 4, n°13, pp. 35-42.

PUTNAM R., 1995a, « Bowling alone: America declining social capital », *Journal of Democracy*, vol. n° 1, pp. 65-78.

PUTNAM R., 1995b, « Toning in, tuning out. The strange disappearance of social capital in America », *Political Science and Politics*, vol. 28, n° 4, pp. 664-683.

PUTNAM R., 2000, *Bowling Alone: the Collapse and revival of American Community*, Simon & Schuster, New York. 544P.

PY P., 2007, *Le tourisme un phénomène économique*, Nouvelle édition de La documentation Française, Paris, 182 P.

QAWAQJI F., 1975, *al-Mudhakkirat*, vol. 1914-1932 ; Beyrouth, Dâr al-Quds, cité en BOKOVA L., 1990, *La confrontation franco-syrienne à l'époque du mandat 1925-1927*, L'Harmattan, 464 P.

QUILLIAM N., 1999, *Syria and the New World Order*, Ithaca Press, Reading. 376 P.

RABOTEUR Joël, 2000, *Introduction à l'économie du tourisme*, L'Harmattan, Paris, Montréal, 151P.

RANKIN K.N., 2002, « Social capital, microfinance, and the politics of development », *Feminist Economics*, vol. 8, n° 1, pp. 1-24.

REID C. et SALMEN L., 2000, *Understanding Social Capital. Agricultural Extension in Mali: Trust and Social Cohesion*, The social capital Initiative, The World Bank.

REKACEWICZ PH., 2003, *Des accords Sykes-Picot... Au Proche-Orient contemporain*, en ligne sur le lien : <http://www.monde-diplomatique.fr/cartes/sykes-picot>, consulté le 19/06/2013.

REY-DOBOVE J. & al., *Le nouveau Petit Robert*, 2009, Le Robert, Paris.

RHETORE J., 2005, *Les Chrétiens aux bêtes*, Préface par Jean-Pierre PERONCEL-HUGOZ, étude et présentation du document par Joseph ALICHORAN, Les Edition du Cerf, 398 P.

RIST G., 2013, *Le développement : Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 511 P.

ROSE R., 1999, "Getting Things Done in an Anti-Modern Society: Social Capital Networks in Russia", The Social Capital Initiative, The World Bank. 23P.

ROSENSTEIN-RODAN P.-N., 1943, « Problems of industrialization in Eastern and South-Eastern Europe », *EJ*, vol. 53, pp. 202-211.

ROSTOW W.W., 1960, *The Stages of Economic Growth a non-communist manifesto*, Cambridge University Press, London, 179 P.

ROSTOW W.W., 1963, *Les étapes de la croissance économique*, Editions du Seuil, Traduit de l'américain par M.-J. du ROURET, 256 P.

RUBIO M., 1997, « Perverse social capital, some evidence from Columbia », *Journal of Economic Issues*, vol. 31, n° 3, pp. 805-816.

SAMO E., 2010, « Syrie un aperçu de la situation », Institut Européen de la Méditerranée, consulté le 27/06/2013 sur le lien :

http://www.iemed.org/anuari/2010/farticles/Samo_Syrie_fr.pdf.

- SAUVY A., 1952, « Trois mondes, une planète », *l'Observateur* n° 118, 14 août 1952. pp. 14.
- SCHUDSON M., 1996, « What if civic life didn't die », *The American Prospect*, vol. 7, n° 25. pp. 17-20.
- SCOTT A. J., 2001, *Les régions et l'économie mondiale*, Paris, L'Harmattan, 188 P.
- SEN Amartya, 1997, « Editorial: human capital and human capability », *World Development*, vol. 25, n° 12, pp. 1959-1961.
- SEN A., 2000, *Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté*, Editions Odile Jacob, Paris, 368 P.
- SICKER M., *The Middle East in the Twentieth Century*, Greenwood Publishing Group, 293 P.
- SIRVEN N., 2004, « L'endogénéisation du rôle des institutions dans la croissance ou la (re)découverte du capital social », in Cellule GRIS, *Le capital Social*, université de Rouen, n° 10, pp. 131-148.
- SOBEL J., 2002, « Can we trust social capital? », *Journal of Economic Literature*, vol. 50, n° 1, pp. 139-154.
- STHOR W.B. et TAYLOR D.R.F (eds), 1981, *Development from Above or Below, The Dialectics of Regional Planning in Developing Countries*. Chichester John Wiley and Sons, 488 P.
- STINER Ph., 1999, *La Sociologie Economique*, La découverte, Paris. 125P.
- TARROW S., 1996, « Making social science work across space and time: a critical reflexion on Robert Putnam's *Making Democracy Work* », *American Political Science Review*, n° 90, pp. 389-397.
- TAURAN-JAMELIN Viviane, 2002, *Marketing du tourisme*, Bréal, Paris, 254 p.
- TEISSERENC Pierre, 1994, *Les politiques du développement local*, Economica, Paris, 229P.

THIBAUT Serge, 2003, « Système », in LEVY Jacques & LUSSAULT Michel (dir.), *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*, BELIN, Paris, 1033P.

URBAIN Jean-Didier, 1991, *L'idiot du voyage*, Payot, Paris. 353P.

USLANER E.M., 2002, *The Moral Foundations of Trust*, Cambridge University Press, Cambridge. 298P.

VASQUEZ-BARQUERO A., 2007, « Développement endogène ; points analytique et politique », in J. Lapèze (dir.), *Apport de l'approche territoriale à l'économie du développement*, L'Harmattan, pp. 67-91.

VELLAS François, 2007, *Economie et Politique du Tourisme International*, Economica, Paris, 323P.

VELTZ Pierre, 1996, *Mondialisation, villes et territoires. L'économie d'archipel*, PUF, Paris, 288P.

WHITELEY, P. F. (2000). "Economic Growth and Social Capital". *Political Studies*, vol. 48(3), pp. 443-466.

WOOLCOCK M., 2001, « The place of social capital in understanding social and economic outcomes », *Canadian Journal of Policy Research*, vol. 2, n° 1, pp. 11-19.

WOOLCOCK M., 2004, « Social Capital », in K. CHRISTENSEN & D. LEVINSON (dir.), *Encyclopedia of Community: From the Village to the Virtual World*, Thousand Oaks, Sage.

Sources

- Bureau Central de Statistiques, <http://www.cbssyr.sy/>
- Constitution de la République Arabe syrienne, Damas, mars 1973.
- Discours du président Bashar Al-Assad devant le sommet arabe, Beyrouth, mars 2002.
- Mission économique de l'Ambassade de France en Syrie, 2005.
- Résolution n° 338 du Conseil de sécurité de l'ONU, New-York, octobre 1973.

- « Syria in civil war, Red Cross says », BBC, 15 juillet 2012, consulté en ligne le 27/06/2013 <http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-18849362>
- OMT, 2009, Faits saillants du tourisme. 11p.
- Sciences Humaines, 2001, n°33, Le déclin du capital social aux États-Unis. Entretien avec Robert Putnam, Propos recueillis par Martha Zuber.

ANNEXES

Annexe 1 : les arrivés en Syrie

Tableau (1) : Les Arrivés Arabes en Syrie entre (2000-2009)

	Pays du Golfe	Jordanie	Iraq	Liban	Autres Pays Arabes	Total
2000	404849	538493	85493	995235	238402	2262418
2001	475418	609225	187954	1025101	198804	2496502
2002	575255	692211	278934	1410511	208034	3164945
2003	529256	752935	253120	1654001	209666	3398978
2004	688429	851095	804131	2262733	244049	4850437
2005	684559	940413	913266	1681158	242858	4462254
2006	601581	882501	1289250	1786943	255145	4815421
2007	589088	914822	1530458	1448809	248734	4731911
2008	672763	1044564	889463	1587115	281872	4475777
2009	782160	1062990	984477	1815003	233301	4787931

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Tableau (2) : Les Arrivés Etrangers (non Arabes) en Syrie entre (2000-2009)

	Europe de l'Ouest	Europe de l'Est	Europe	Etats-Unis	Turquie	Iran	Asie	Australie	Autres Pays Etrangers	Total
2000	177869	37201	215070	38209	182801	221380	36264	11000	47616	752340
2001	151602	38480	190082	43415	281459	216542	35244	10164	53202	830108
2002	136307	41987	178294	44588	467648	310839	48348	10197	48052	1107966
2003	133399	47501	180900	43901	470900	213931	32726	8203	38580	989141
2004	186617	57041	243658	58032	689581	196699	48448	13878	52920	1303216
2005	192720	65155	257875	57795	688978	247662	50201	12426	60788	1375726
2006	165159	63987	229146	59408	480553	270915	46067	14920	93057	1194066
2007	175252	70539	245791	59584	485953	330369	56991	11657	81805	1272150

2008	255015	86879	341894	75375	562832	361605	64584	15543	94504	1516337
2009	309591	98961	408552	84293	733132	455012	85885	18635	82518	1867927

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Tableau (3) : Tous les Arrivés en Syrie entre (2000-2009)

	Pays Arabes	Pays Etrangers	Syriens non-résidents	Total
2000	2262418	752340	482361	3497119
2001	2496502	830108	532258	3858868
2002	3164945	1107966	683666	4956577
2003	3398978	989141	702099	5090218
2004	4850437	1303216	984584	7138237
2005	4462254	1375726	934077	6772056
2006	4815421	1194066	961518	6971005
2007	4731911	1272150	960650	6964711
2008	4475777	1516337	958738	6950852
2009	4787931	1867927	4938123	11593981

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Annexe 2 : Les Touristes en Syrie selon la nationalité

Tableau (4) : Les Touristes Arabes en Syrie entre (2000-2009)

	Pays du Golfe	Jordanie	Iraq	Liban	Autres Pays Arabes	Total
2000	355053	226167	64079	218952	238402	1102653
2001	416942	255875	140966	225522	198804	1238108
2002	504499	290729	209201	310312	208034	1522774
2003	464158	316233	189840	363880	209666	1543776
2004	603752	384725	619040	497801	244049	2349367
2005	676602	489015	730613	369855	242858	2508942
2006	589629	734671	1152943	819157	233690	3530089
2007	577390	761578	1368649	664152	228645	3600413
2008	659296	896586	795424	727553	259151	3311010
2009	764309	882750	806118	921762	215334	3590273

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Tableau (5) : Les Touristes Etrangers (non Arabes) en Syrie entre (2000-2009)

	Europe de l'Ouest	Europe de l'Est	Europe	Etats-Unis	Turquie	Iran	Asie	Australie	Autres Pays	Total
2000	177869	37201	215070	38209	9140	221380	36264	11000	47616	578679
2001	151602	38480	190082	43415	14073	216542	35244	10164	53202	562722
2002	136307	41987	178294	44588	23382	310839	48348	10197	48052	663700
2003	133399	47501	180900	43901	23545	213931	32726	8203	38580	541786
2004	186617	57041	243658	58032	70298	196699	48448	13878	52920	683933
2005	192720	65155	257875	57795	172245	247662	50201	12426	60788	858992
2006	158287	62689	220975	54583	246177	250076	41844	12142	66600	892397
2007	168045	69075	237121	54738	248943	304956	51556	9538	58547	965397
2008	244848	85097	329945	69575	288327	333789	58399	12764	67635	1160433
2009	293890	96464	390354	77621	381677	430880	77099	15971	63077	1436679

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Tableau (6) : Tous les Touristes en Syrie entre (2000-2009)

	Arabes	Etrangers (non Arabes)	Syriens non-résidents	Total
2000	1102653	578679	482361	2163693
2001	1238108	562722	532258	2333087
2002	1522774	663700	683666	2870140
2003	1543776	541786	702099	2787661
2004	2349367	683933	984584	4017884
2005	2508942	858992	934077	4302011
2006	3530089	892397	961518	5384004
2007	3600413	965397	960650	5526460
2008	3311010	1160433	958738	5430181
2009	3590273	1436679	1064937	6091889

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Annexe 3 : Les Dépenses des touristes en Syrie selon la nationalité

Tableau (7) : Les dépenses des touristes Arabes en Syrie entre (2000-2009) «en Milles L.S.»

	Pays du Golfe	Jordanie	Iraq	Liban	Autres Pays Arabes	Total
2000	11638310	3050692	630918	3140504	7859340	26319764
2001	13639340	3451405	1387932	3234748	6733963	28447389
2002	16430980	3921541	2059767	4450925	6904758	33767971
2003	15089553	4265557	1869146	5219267	7070010	33513533
2004	22658629	5598684	9678071	7993814	7480678	53409876
2005	25546052	7116355	11422409	5939218	7373280	57397315
2006	22402778	12752032	25773693	9247664	6386182	76562349
2007	21366380	13219068	30595729	7497775	6208683	78887636
2008	48054826	24132352	25583528	10738971	11441354	119951031
2009	60594078	25549090	28125205	15284257	12011121	141563752

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Tableau (8) : Les dépenses des touristes étrangers (non Arabes) en Syrie entre (2000-2009) «en Milles L.S.»

	Europe de l'Ouest	Europe de l'Est	Europe	Etats-Unis	Turquie	Iran	Asie	Australie	Autres Pays	Total
2000	5721591	763618	6485209	1266080	92845	1347617	1020129	244274	1057396	11513551
2001	4739841	790651	5530492	1442821	142954	1318167	1000648	225709	1181443	10842235
2002	4434018	874343	5308361	1489979	237520	1892186	1418103	226442	1067079	11639670
2003	4381308	1007549	5388857	1464816	239172	1302273	922529	182162	856736	10356545
2004	5147064	907579	6054643	1934523	770945	2532475	1224193	330237	1070531	13917548
2005	5358645	1019620	6378265	1915257	1888972	3188617	1277316	295754	1229704	16173886
2006	4402128	1191791	5593919	2303903	4152775	4107638	1700300	455205	878228	19191968
2007	4637221	1312383	5949604	2335061	4199440	5009078	1971486	351860	772034	20588564
2008	9352053	2723177	12075230	2793018	5469812	10856140	2511739	268107	2469143	36443189
2009	12617729	5123985	17741714	3330598	7323241	17592058	3594121	438934	2836335	52856999

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Tableau (9) : Les dépenses touristiques totales en Syrie entre (2000-2009) «en Milles L.S.»

	Arabes	Etrangers (non Arabes)	Syriens non-résidents	Total
2000	26319764	11513551	18428341	56261657
2001	28447389	10842235	20334602	59624226
2002	33767971	11639670	26119066	71526707
2003	33513533	10356545	26823299	70693377
2004	53409876	13917548	44161192	111488616
2005	57397315	16173886	41895788	115466989
2006	76562349	19191968	43126598	138880915
2007	78887636	20588564	43087657	142563857
2008	119951031	119953039	43001921	162954960
2009	141563752	52856999	47756226	242185977

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Tableau (10) : Le taux de change de l'Euro et du Dollar contre la Livre syrienne entre (2000-2008)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
1 \$ =	46.25	46.3	46.25	46.25	52.2	54.9	52	48.1	46.4
1 € =	42.8	40.8	48.3	57.5	71.03	65	67.1	70.9	65.4

Source : Banque Centrale de Syrie. Réalisation : Sinan Halloum.

Annexe 4 : L'évolution de nombre de visiteurs, de touristes et des dépenses touristiques

Tableau (11) : l'évolution en nombre de visiteurs en Syrie (sans les ressortissants syriens et irakiens)

	Visiteurs (a)	Variation annuelle (b)	Taux d'accroissement annuel (c)	(d)	(e)	(f)
2000	2929265	---	---	---	---	---
2001	3138656	209391	0.071482	209391	0.071482	0.071482
2002	3993977	855321	0.272512	1064712	0.363474	0.181737
2003	4134999	141022	0.035309	1205734	0.411617	0.137206
2004	5349522	1214523	0.293718	2420257	0.826234	0.206558
2005	4924714	-424808	-0.07941	1995449	0.681211	0.136242
2006	4720237	-204477	-0.04152	1790972	0.611407	0.101901
2007	4473603	-246634	-0.05225	1544338	0.52721	0.075316
2008	5102651	629048	0.140613	2173386	0.741956	0.092745
2009	5671381	568730	0.111458	2742116	0.936111	0.104012
	Σ		0.75191			
	Moyen général (g)		0.083546			

(a) : le nombre de visiteurs sans les ressortissants irakiens ni les ressortissants syriens.

(b) : (le nombre de visiteurs dans l'année en course) – (le nombre de visiteurs dans l'année précédente)

(c) : [(le nombre de visiteurs dans l'année en course) – (le nombre de visiteurs dans l'année précédente)] ÷ (le nombre de visiteurs dans l'année précédente)

(d) : (le nombre de visiteurs dans l'année en course) – (le nombre de visiteurs dans l'année de base "2000")

(e) : [(le nombre de visiteurs dans l'année en course) – (le nombre de visiteurs dans l'année de base "2000")] ÷ (le nombre de visiteurs dans l'année de base "2000")

(f) : (e) ÷ (Variation du nombre d'années entre l'année en cours et l'année de base "2000")

(g) : $\sum \div 9$

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Tableau (12) : l'évolution en nombre de touristes en Syrie

	Touristes	Variation annuelle (a)	Taux d'accroissement annuel (b)	(c)	Variation avec l'année de base (d)	(e)	(f)
2000	2163693	---	---	---	---	---	---
2001	2333087	169394	0.078289		169394	0.078289	0.078289
2002	2870140	537053	0.23019	0.093247	706447	0.326501	0.16325
2003	2787661	-82479	-0.02874		623968	0.288381	0.096127
2004	4017884	1230223	0.44131		1854191	0.856957	0.214239
2005	4302011	284127	0.070716	0.254511	2138318	0.988272	0.197654
2006	5384004	1081993	0.251509		3220311	1.48834	0.248057
2007	5526460	142456	0.026459		3362767	1.554179	0.222026
2008	5430181	-96279	-0.01742	0.043632	3266488	1.509682	0.18871
2009	6091889	661708	0.121857		3928196	1.815505	0.201723
	Σ		1.174172				
	Moyen général (g)		0.130464				

(a) : (le nombre de touristes dans l'année en cours) – (le nombre de touristes dans l'année précédente)

(b) : [(le nombre de touristes dans l'année en cours) – (le nombre de touristes dans l'année précédente)] ÷ (le nombre de touristes dans l'année précédente)

(c) : Moyen des taux d'accroissement annuel pour la période en cours.

(d) (le nombre de touristes dans l'année en cours) – (le nombre de touristes dans l'année de base "2000")

(e) : [(le nombre de touristes dans l'année en cours) – (le nombre de touristes dans l'année de base "2000")] ÷ (le nombre de touristes dans l'année de base "2000")

(f) : (d) ÷ (Variation du nombre d'années entre l'année en cours et l'année de base "2000")

(g) : Σ ÷ 9

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Tableau (13) : l'évolution en nombre de touristes arabes en Syrie

	Touristes Arabes	Variation annuelle (a)	Taux d'accroissement annuel (b)	(c)	Variation avec l'année de base (d)	(e)	(f)
2000	1102653	---	---	---	---	---	---
2001	1238108	135455	0.122845		135455	0.122845	0.122845
2002	1522774	284666	0.22992	0.122186	420121	0.381009	0.190505
2003	1543776	21002	0.013792		441123	0.400056	0.133352
2004	2349367	805591	0.521832		1246714	1.130649	0.282662
2005	2508942	159575	0.067923	0.332252	1406289	1.275369	0.255074
2006	3530089	1021147	0.407003		2427436	2.201451	0.366908
2007	3600413	70324	0.019921		2497760	2.265228	0.323604
2008	3311010	-289403	-0.08038	0.007962	2208357	2.002767	0.250346
2009	3590273	279263	0.084344		2487620	2.256032	0.25067
	Σ		1.387198				
	Moyen général (g)		0.154133				

(a) : (le nombre de touristes arabes dans l'année en course) – (le nombre de touristes arabes dans l'année précédente)

(b) : [(le nombre de touristes arabes dans l'année en course) – (le nombre de touristes arabes dans l'année précédente)] ÷ (le nombre de touristes arabes dans l'année précédente)

(c) : Moyen des taux d'accroissement annuel pour la période en cours.

(d) (le nombre de touristes arabes dans l'année en course) – (le nombre de touristes arabes dans l'année de base "2000")

(e) : [(le nombre de touristes arabes dans l'année en course) – (le nombre de touristes arabes dans l'année de base "2000")] ÷ (le nombre de touristes arabes dans l'année de base "2000")

(f) : (d) ÷ (Variation du nombre d'années entre l'année en cours et l'année de base "2000")

(g) : Σ ÷ 9

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Tableau (14) : l'évolution en nombre de touristes étrangers (non Arabes) en Syrie

	Touristes Etrangers	Variation annuelle (a)	Taux d'accroissement annuel (b)	(c)	Variation avec l'année de base (d)	(e)	(f)
2000	578679	---	---	---	---	---	---
2001	562722	-15957	-0.02757		-15957	-0.02757	-0.02757
2002	663700	100978	0.179446	-0.01061	85021	0.146923	0.073461
2003	541786	-121914	-0.18369		-36893	-0.06375	-0.02125
2004	683933	142147	0.262367		105254	0.181887	0.045472
2005	858992	175059	0.255959	0.185738	280313	0.484402	0.09688
2006	892397	33405	0.038889		313718	0.542128	0.090355
2007	965397	73000	0.081802		386718	0.668277	0.095468
2008	1160433	195036	0.202027	0.173961	581754	1.005314	0.125664
2009	1436679	276246	0.238054		858000	1.482687	0.164743
	Σ		1.047281				
	Moyen général (g)		0.116365				

(a) : (le nombre de touristes étrangers dans l'année en cours) – (le nombre de touristes étrangers dans l'année précédente)

(b) : [(le nombre de touristes étrangers dans l'année en cours) – (le nombre de touristes étrangers dans l'année précédente)] ÷ (le nombre de touristes étrangers dans l'année précédente)

(c) : Moyen des taux d'accroissement annuel pour la période en cours.

(d) (le nombre de touristes étrangers dans l'année en cours) – (le nombre de touristes étrangers dans l'année de base "2000")

(e) : [(le nombre de touristes étrangers dans l'année en cours) – (le nombre de touristes étrangers dans l'année de base "2000")] ÷ (le nombre de touristes étrangers dans l'année de base "2000")

(f) : (d) ÷ (Variation du nombre d'années entre l'année en cours et l'année de base "2000")

(g) : $\Sigma \div 9$

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Tableau (15) : l'évolution en nombre de touristes syriens résidant à l'extérieur de la Syrie

	Touristes syriens *	Variation annuelle (a)	Taux d'accroissement annuel (b)	(c)	Variation avec l'année de base (d)	(e)	(f)
2000	482361	---	---	---	---	---	---
2001	532258	49897	0.103443		49897	0.103443	0.103443
2002	683666	151408	0.284464	0.13829	201305	0.417333	0.208666
2003	702099	18433	0.026962		219738	0.455547	0.151849
2004	984584	282485	0.402344		502223	1.041177	0.260294
2005	934077	-50507	-0.0513	0.126808	451716	0.936469	0.187294
2006	961518	27441	0.029378		479157	0.993358	0.16556
2007	960650	-868	-0.0009		478289	0.991558	0.141651
2008	958738	-1912	-0.00199	0.035959	476377	0.987594	0.123449
2009	1064937	106199	0.11077		582576	1.207759	0.134195
	Σ		0.903169				
	Moyen général (g)		0.100352				

* : Syriens résidant à l'extérieur de la Syrie.

(a) : (le nombre de touristes syriens dans l'année en course) – (le nombre de touristes syriens dans l'année précédente)

(b) : [(le nombre de touristes syriens dans l'année en course) – (le nombre de touristes syriens dans l'année précédente)] ÷ (le nombre de touristes syriens dans l'année précédente)

(c) : Moyen des taux d'accroissement annuel pour la période en cours.

(d) (le nombre de touristes syriens dans l'année en course) – (le nombre de touristes syriens dans l'année de base "2000")

(e) : [(le nombre de touristes syriens dans l'année en course) – (le nombre de touristes syriens dans l'année de base "2000")] ÷ (le nombre de touristes syriens dans l'année de base "2000")

(f) : (d) ÷ (Variation du nombre d'années entre l'année en cours et l'année de base "2000")

(g) : $\Sigma \div 9$

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Tableau (16) : l'évolution des dépenses touristiques en Syrie entre (2000-2009) «en Milles L.S.»

	Dépenses Touristiques	Variation annuelle (a)	Taux d'accroissement annuel (b)	(c)	Variation avec l'année de base (d)	(e)	(f)
2000	56261657	---	---	---	---	---	---
2001	59624226	3362569	0.059767		3362569	0.059767	0.059767
2002	71526707	11902481	0.199625	0.08258	15265050	0.271322	0.135661
2003	70693377	-833330	-0.01165		14431720	0.256511	0.085504
2004	111488616	40795239	0.577073		55226959	0.981609	0.245402
2005	115466989	3978373	0.035684	0.271844	59205332	1.052321	0.210464
2006	138880915	23413926	0.202776		82619258	1.468482	0.244747
2007	142563857	3682942	0.026519		86302200	1.533943	0.219135
2008	199396141	56832284	0.398644	0.213253	143134484	2.544086	0.318011
2009	242185977	42789836	0.214597		185924320	3.304636	0.367182
	Σ		1.703034				
	Moyen général (g)		0.189226				

(a) : (les dépenses touristiques dans l'année en cours) – (les dépenses touristiques dans l'année précédente)

(b) : [(les dépenses touristiques dans l'année en cours) – (les dépenses touristiques dans l'année précédente)] ÷ (les dépenses touristiques dans l'année précédente)

(c) : Moyen des taux d'accroissement annuel pour la période en cours.

(d) : (les dépenses touristiques dans l'année en cours) – (les dépenses touristiques dans l'année de base "2000")

(e) : [(les dépenses touristiques dans l'année en cours) – (les dépenses touristiques dans l'année de base "2000")] ÷ (les dépenses touristiques dans l'année de base "2000")

(f) : (d) ÷ (Variation du nombre d'années entre l'année en cours et l'année de base "2000")

(g) : $\Sigma \div 9$

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Tableau (17) : l'évolution des dépenses des touristes Arabes en Syrie entre (2000-2009) «en Milles L.S.»

	Dépenses des touristes Arabes	Variation annuelle (a)	Taux d'accroissement annuel (b)	(c)	Variation avec l'année de base (d)	(e)	(f)
2000	26319764	---	---	---	---	---	---
2001	28447389	2127625	0.080838		2127625	0.080838	0.080838
2002	33767971	5320582	0.187032	0.086778	7448207	0.282989	0.141495
2003	33513533	-254438	-0.00753		7193769	0.273322	0.091107
2004	53409876	19896343	0.593681		27090112	1.029269	0.257317
2005	57397315	3987439	0.074657	0.33408	31077551	1.180769	0.236154
2006	76562349	19165034	0.333901		50242585	1.90893	0.318155
2007	78887636	2325287	0.030371		52567872	1.997277	0.285325
2008	119951031	41063395	0.52053	0.243694	93631267	3.557451	0.444681
2009	141563752	21612721	0.18018		115243988	4.37861	0.486512
	Σ		1.993655				
	Moyen général (g)		0.221517				

(a) : (les dépenses des touristes arabes dans l'année en course) – (les dépenses des touristes arabes dans l'année précédente)

(b) : [(les dépenses des touristes arabes dans l'année en course) – (les dépenses des touristes arabes dans l'année précédente)] ÷ (les dépenses des touristes arabes dans l'année précédente)

(c) : Moyen des taux d'accroissement annuel pour la période en cours.

(d) : (les dépenses des touristes arabes dans l'année en course) – (les dépenses des touristes arabes dans l'année de base "2000")

(e) : [(les dépenses des touristes arabes dans l'année en course) – (les dépenses des touristes arabes dans l'année de base "2000")] ÷ (les dépenses des touristes arabes dans l'année de base "2000")

(f) : (d) ÷ (Variation du nombre d'années entre l'année en cours et l'année de base "2000")

(g) : $\Sigma \div 9$

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Tableau (18) : l'évolution des dépenses des touristes étrangers (non Arabes) en Syrie entre (2000-2009) «en Milles L.S.»

	Dépenses des touristes étrangers	Variation annuelle (a)	Taux d'accroissement annuel (b)	(c)	Variation avec l'année de base (d)	(e)	(f)
2000	11513551	---	---	---	---	---	---
2001	10842235	-671316	-0.05831		-671316	-0.05831	-0.05831
2002	11639670	797435	0.073549	-0.03166	126119	0.010954	0.005477
2003	10356545	-1283125	-0.11024		-1157006	-0.10049	-0.0335
2004	13917548	3561003	0.343841		2403997	0.208797	0.052199
2005	16173886	2256338	0.162122	0.230855	4660335	0.40477	0.080954
2006	19191968	3018082	0.186602		7678417	0.666903	0.11115
2007	20588564	1396596	0.07277		9075013	0.788203	0.1126
2008	36443189	15854625	0.770069	0.431078	24929638	2.165243	0.270655
2009	52856999	16413810	0.450394		41343448	3.590851	0.398983
	Σ		1.890804				
	Moyen général (g)		0.210089				

(a) : (les dépenses des touristes étrangers dans l'année en cours) – (les dépenses des touristes étrangers dans l'année précédente)

(b) : [(les dépenses des touristes étrangers dans l'année en cours) – (les dépenses des touristes étrangers dans l'année précédente)] ÷ (les dépenses des touristes étrangers dans l'année précédente)

(c) : Moyen des taux d'accroissement annuel pour la période en cours.

(d) : (les dépenses des touristes étrangers dans l'année en cours) – (les dépenses des touristes étrangers dans l'année de base "2000")

(e) : [(les dépenses des touristes étrangers dans l'année en cours) – (les dépenses des touristes étrangers dans l'année de base "2000")] ÷ (les dépenses des touristes étrangers dans l'année de base "2000")

(f) : (d) ÷ (Variation du nombre d'années entre l'année en cours et l'année de base "2000")

(g) : $\Sigma \div 9$

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Tableau (19) : l'évolution des dépenses des touristes syriens* en Syrie entre (2000-2009) «en Milles L.S.»

	dépenses des touristes syriens*	Variation annuelle (a)	Taux d'accroissement annuel (b)	(c)	Variation avec l'année de base (d)	(e)	(f)
2000	18428341	---	---	---	---	---	---
2001	20334602	1906261	0.103442		1906261	0.103442	0.103442
2002	26119066	5784464	0.284464	0.138289	7690725	0.417331	0.208666
2003	26823299	704233	0.026962		8394958	0.455546	0.151849
2004	44161192	17337893	0.646374		25732851	1.396374	0.349093
2005	41895788	-2265404	-0.0513	0.208151	23467447	1.273443	0.254689
2006	43126598	1230810	0.029378		24698257	1.340232	0.223372
2007	43087657	-38941	-0.0009		24659316	1.338119	0.19116
2008	43001921	-85736	-0.00199	0.035889	24573580	1.333467	0.166683
2009	47756226	4754305	0.11056		29327885	1.591456	0.176828
	Σ		1.14699				
	Moyen général (g)		0.127443				

* : Syriens résidant à l'extérieur de la Syrie.

(a) : (les dépenses des touristes syriens dans l'année en cours) – (les dépenses des touristes syriens dans l'année précédente)

(b) : [(les dépenses des touristes syriens dans l'année en cours) – (les dépenses des touristes syriens dans l'année précédente)] ÷ (les dépenses des touristes syriens dans l'année précédente)

(c) : Moyen des taux d'accroissement annuel pour la période en cours.

(d) : (les dépenses des touristes syriens dans l'année en cours) – (les dépenses des touristes syriens dans l'année de base "2000")

(e) : [(les dépenses des touristes syriens dans l'année en cours) – (les dépenses des touristes syriens dans l'année de base "2000")] ÷ (les dépenses des touristes syriens dans l'année de base "2000")

(f) : (d) ÷ (Variation du nombre d'années entre l'année en cours et l'année de base "2000")

(g) : $\Sigma \div 9$

Source des données : Ministère du tourisme syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Annexe 5 : Résultats des balances du tourisme et des paiements

Tableau (20) : Résultat de la balance du tourisme pour la période (1999-2008)(en million de SYP)

	Débiteur	Créditeur	Balance
1999	30812	50344	19532
2000	31958	51687	19729
2001	33203	53413	20210
2002	37377	47705	10328
2003	34447	38039	14074
2004	33547	92898	59351
2005	29073	102760	73687
2006	27621	103579	75958
2007	32236	143995	111759
2008	37248	146664	109416

Source des données : Bureau Central de Statistique syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Tableau (21) : Résultat de la balance des paiements avec et sans le tourisme (en million de SYP)

	Résultat de la balance du tourisme	Résultat de la balance des paiements	Résultat de la balance des paiements sans le tourisme
1999	19532	12649	-6883
2000	19729	38886	19157
2001	20210	34685	14475
2002	10328	59509	49181
2003	14074	31200	17126
2004	59351	-1994	-61345
2005	73687	35849	-37838
2006	75958	-5851	-81809
2007	111759	11207	-100552
2008	109416	46172	-63244

Source des données : Bureau Central de Statistique syrien. Réalisation : Sinan Halloum.

Annexe 6 : La position de la Syrie sur le plan mondial de développement avant 2011

Selon les critères du Programme des nations Unis pour le développement, l'interprétation des valeurs de l'IDH nous permet de classer les pays selon leur niveau de développement dans quatre catégories [PNUD, 2009] :

- pays à niveau de développement humain très élevé : $l'IDH \geq 0,900$
- pays à niveau de développement humain élevé : $(0,900 > IDH \geq 0,800)$
- pays à niveau de développement humain moyen : $(0,800 > IDH \geq 0,500)$
- pays à niveau de développement humain faible : $l'IDH < 0,500$

La Syrie avec son IDH de 0,724 se classe parmi les pays à niveau de développement humain moyen en 107^{ième} position sur 182 états membres des nations unis mise à part 12 états dans lesquels le calcul de l'IDH n'a pas été possible pour des raisons diverses comme l'Irak, la Somalie et Monaco.

Dans le tableau suivant, nous montrons quelques valeurs, concernant la Syrie, tirées du rapport mondial sur le développement humain de l'année 2009. Elles sont calculées à partir des statistiques fournies au PNUD en 2007. Parce que les chiffres en elles-mêmes ne sont pas significatifs qu'en situation de comparaison nous mettons aussi les résultats des états arabes, de l'Iran et de la Turquie.

Comparaison en termes des indicateurs de développement (Syrie, Turquie, Iran, Etats arabes)

	IDH valeur	Classement selon l'IDH	PIB par habitant (en PPA en USD)	Classement selon le PIB par habitant	Classement selon le PIB moins Classement selon l'IDH
Turquie	0,806	79	12955	63	-16
Iran	0,782	88	10955	71	-17
Syrie	0,742	107	4511	112	5
Etats Arabes	0,719	-	8202	-	-

Source des données : Rapport mondial sur le développement humain 2009, PNUD.

La lecture primaire de ce tableau, surtout celle de la dernière colonne, montre les résultats différents obtenus selon les indicateurs divers (PIB, IDH). En outre, il montre bien que le développement humain est loin d'être un simple reflet de la richesse d'un pays. En ce qui concerne la Syrie, si on compare le classement selon le PIB et celui selon l'IDH, on voit bien que les composants de l'indicateur de développement humain autres que l'indicateur de PIB ont joué un rôle positif et même un rôle de levier pour la valeur de l'indicateur en général. L'indice d'espérance de vie par exemple est de 0,818 (supérieur à la valeur choisie par le PNUD pour désigner un niveau de développement élevé), ce qui nous permet de dire que le point faible de développement en Syrie est actuellement le revenu moyen par habitant. Au contraire, les résultats des autres états de la région montrent que l'indice de PIB est leur point fort dans le calcul de l'IDH.

Pour clarifier l'analyse précédente nous proposons le tableau suivant qui montre les évolutions en termes d'IDH et de taux de croissance annuelle moyenne.

Comparaison en termes des évolutions en IDH et en croissance annuelle moyenne (Syrie, Turquie, Iran)

	IDH valeur				Changement de classement	Taux de croissance annuels moyens (en %)		
						A long terme	A moyen terme	A court terme
	2000	2005	2006	2007	2006-2007	1980-2007	1990-2007	2000-2007
Turquie	0,758	0,796	0,802	0,806	-1	9,3	7,9	8,7
Iran	0,738	0,773	0,777	0,782	-1	12,3	8,9	8,3
Syrie	0,715	0,733	0,738	0,742	2	7,7	10	5,3

Source des données : Rapport mondial sur le développement humain 2009, PNUD.

La lecture primaire de ce tableau nous donne un indice sur les différents comportements des dimensions de développement dans chacun de ces états. Bien que la croissance économique demeure le point faible de développement en Syrie, elle réalise une évolution en terme d'IDH similaire à celles réalisées par les autres états de la région, et même des résultats plus importants en ce qui concerne la montée en classement mondial.

Annexe 7 : Consultation des experts

(sur l'importance du concept du capital social dans leurs activités scientifiques
et pour la dynamique du secteur touristique)

Nous avons questionné huit experts en tourisme en France sur leur jugement de l'importance du capital social pour la dynamique du secteur touristique dans le cas des petits projets touristiques, et sur la fréquence de la présence du concept du capital social dans leurs activités scientifiques que ce soit dans la recherche ou dans l'enseignement. Le critère de sélection de ces experts était la publication des articles scientifiques qui traitent des problématiques liées au tourisme. Le questionnaire comportait sept questions. Il a été réalisé en ligne par le biais d'un outil informatique au cours du mois de septembre 2013.

- **Parmi les actifs listés ci-dessous, qui permettent de créer l'ensemble des résultats économiques et sociaux, pour vous, lesquels sont prépondérants pour le développement du secteur touristique ?**

Valeurs des réponses

Très important	2
Plutôt important	2
Plutôt indifférent	1
Totalement indifférent	1
Sans réponse	0

Réponses d'experts triées par l'ordre de consensus décroissant

Capital naturel	2	2	2	2	2	2	2	0
Capital social	2	2	2	2	2	2	1	0
Capital produit	2	2	2	2	2	2	1	0
Capital humain	2	2	2	2	2	1	1	0

- **En général, pour un petit investissement touristique, de quel degré d'importance qualifiez-vous l'aide possible de l'entourage (famille, amis proches, voisins) ou de réseau de connaissance, dans les questions suivantes**

Valeurs des réponses

Très important	2
Plutôt important	2
Plutôt indifférent	1
Totalement indifférent	1
Sans réponse	0

Réponses d'experts triées par l'ordre de consensus décroissant

Le financement	2	2	2	2	2	2	1	0
Le fonctionnement	2	2	2	2	2	2	1	0
Les démarches administratives	2	2	2	2	2	1	1	0

- **Dans la liste ci-dessous, quelle est selon vous l'importance de chaque élément pour une bonne dynamique du secteur touristique**

Valeurs des réponses

Très important	2
Plutôt important	2
Plutôt indifférent	1
Totalement indifférent	1
Sans réponse	0

Réponses d'experts triées par l'ordre de consensus décroissant

Les réseaux sociaux	2	2	2	2	2	2	2	0
L'action collective	2	2	2	2	2	2	2	0
La confiance	2	2	2	2	2	1	0	0
La solidarité	2	2	2	1	1	1	0	0

- **Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec les énoncés suivants ?**

- Les échanges humains et économiques, au cours d'un séjour touristique, favorisent la création des liens sociaux plus élargis et plus diversifiés
- Le tourisme sert à mieux connaître les autres groupes sociaux dans un pays et favorise la tolérance
- Faire du tourisme à l'intérieur du pays (voyager, séjourner, échanger et fabriquer des agréables souvenirs) renforce le sentiment national

Valeurs des réponses

Totalement d'accord	2
Plutôt d'accord	2
Moyennement d'accord	1
Pas d'accord	1
Sans réponse	0

Réponses d'experts triées par l'ordre de consensus décroissant

A	2	2	2	2	2	2	1	0
B	2	2	2	2	1	1	1	0
C	2	2	2	2	1	1	1	0

La présence du concept du capital social dans les activités de recherche et d'enseignement

Veillez répondre à ces questions s'il vous plaît !

- a) Dans le cadre de vos activités de recherche, avez-vous été amené à mobiliser le concept du capital social ?
- b) Dans le cadre de vos activités d'enseignement, avez-vous été amené à évoquer et à traiter du concept du capital social ?
- c) Dans le cadre de vos activités de recherche ou d'enseignement, avez-vous été amené à évoquer et à traiter des termes comme : - L'action civique - La densité organisationnelle - Les réseaux sociaux - Les formes des liens sociaux - La place des normes dans la société - La confiance (généralisée ou confiance dans les institutions) - La solidarité et la réciprocité. Sans pour autant les liés au concept du capital social ?

Valeurs des réponses

Très souvent	4
Régulièrement	3
Parfois	2
Jamais	1
Sans réponse	0

Réponses d'experts triées par l'ordre de consensus décroissant

C	4	4	3	3	3	3	3	1
B	4	4	3	2	2	1	1	0
A	4	3	2	2	2	2	1	1

Annexe 8 : le questionnaire administré aux acteurs de la station

- *Quel degré d'importance accordez-vous à la participation de votre famille et de vos amis proches dans le financement de votre projet ?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert*⁴⁶ en cinq points allant de « 1 = sans importance » à « 5 = très importante ».

- *Quel degré d'importance accordez-vous à la participation de votre famille et de vos amis proches dans les procédures administratives liées à la création de votre projet ?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en cinq points allant de « 1 = sans importance » à « 5 = très importante ».

- *Quel degré d'importance accordez-vous à l'aide fourni par votre famille et vos amis proches dans l'exploitation de votre projet (emploi, fournisseurs, publicité) ?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en cinq points allant de « 1 = sans importance » à « 5 = très importante ».

- *Quel degré d'importance accordez-vous à la participation de votre réseau de connaissances et de vos amis lointains dans le financement de votre projet ?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en cinq points allant de « 1 = sans importance » à « 5 = très importante ».

⁴⁶ Une échelle de *Likert* (du nom du psychologue américain Rensis Likert) est une échelle de jugement par laquelle la personne interrogée exprime son degré d'accord ou de désaccord vis-à-vis d'une affirmation ou pour juger les qualités d'une propriété spécifique. L'échelle contient en général cinq choix de réponse qui permettent de nuancer le degré d'accord. Pour les échelles impaires, comme celle utilisée dans notre étude, le niveau central permet de n'exprimer aucun avis (avis neutre). À chaque réponse une note est attribuée qui permet un traitement quantitatif des données, pour calculer par exemple la moyenne (et l'écart-type) des réponses données par l'échantillon interrogé. Source : <http://fr.scribd.com/doc/78417164/Echelles-d-evaluation>.

- *Quel degré d'importance accordez-vous à la participation de votre réseau de connaissances et de vos amis lointains dans les procédures administratives liées à la création de votre projet ?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en cinq points allant de « 1 = sans importance » à « 5 = très importante ».

- *Quel degré d'importance accordez-vous à l'aide fourni par votre réseau de connaissances et vos amis lointains dans l'exploitation de votre projet (emploi, fournisseurs, publicité) ?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en cinq points allant de « 1 = sans importance » à « 5 = très importante ».

- *Comment qualifiez-vous l'effet de la mairie sur votre projet touristique en général ?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en 5 points allant de « 1 = effet tout-à-fait négatif » à « 5 = effet tout-à-fait positif ».

- *Comment qualifiez-vous l'effet du gouvernement sur votre projet touristique en général ?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en 5 points allant de « 1 = effet tout-à-fait négatif » à « 5 = effet tout-à-fait positif ».

- *Comment qualifiez-vous l'effet de la chambre du tourisme sur votre projet touristique en général ?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en 5 points allant de « 1 = effet tout-à-fait négatif » à « 5 = effet tout-à-fait positif ».

- *Comment qualifiez-vous l'effet de la direction du tourisme sur votre projet touristique en général ?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en 5 points allant de « 1 = effet tout-à-fait négatif » à « 5 = effet tout-à-fait positif ».

- *Comment qualifiez-vous l'effet du ministère du tourisme sur votre projet touristique en général ?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en 5 points allant de « 1 = effet tout-à-fait négatif » à « 5 = effet tout-à-fait positif ».

- *Comment qualifiez-vous l'effet du gouvernement sur votre projet touristique en général ?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en 5 points allant de « 1 = effet tout-à-fait négatif » à « 5 = effet tout-à-fait positif ».

- *En général de quelle fréquence vous rencontrez-vous avec d'autres acteurs de la station?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en 5 points allant de « 1 = pas de tout » à « 5 = beaucoup ».

- *Quand vous avez débuté votre projet, avez-vous eu besoin de se convenir ou de se mettre d'accord avec d'autres acteurs dans la station pour pouvoir commencer votre activité ?*

Les réponses à cette question sont collectées à l'aide d'une échelle de *Likert* en 5 points allant de « 1 = non pas de tout » à « 5 = Oui considérablement ».

- *Pourriez-vous nous préciser la distance entre votre résidence principale et votre travail dans la station ?*

- Pourriez-vous nous informer sur ce qui est la nature de l'activité principale de votre père ?
- Indépendamment du fait que vous avez reçu ou pas de l'aide pour réunir le capital nécessaire pour votre projet, Pourriez-vous nous informer sur la nature économique de l'activité qui était à l'origine du capital que vous avez utilisé ?
- Pourriez-vous nous informer sur la nature de votre deuxième activité, si vous en avez une ?
- Quels degrés d'importance donnez-vous aux éléments suivants pour le bon fonctionnement du secteur touristique dans votre station ?

	<i>Sans importance</i>	<i>Peu d'importance</i>	<i>neutre</i>	<i>important</i>	<i>Très important</i>
<i>Le réseau</i>					
<i>La confiance</i>					
<i>La solidarité</i>					
<i>L'action collective</i>					

- Comment qualifiez-vous le niveau d'existence des éléments évoqués précédemment dans votre station ?

	<i>Non-existant</i>	<i>Peu d'existence</i>	<i>neutre</i>	<i>existant</i>	<i>Très existant</i>
<i>Le réseau</i>					
<i>La confiance</i>					
<i>La solidarité</i>					
<i>L'action collective</i>					

Annexe 9 : le questionnaire réservé aux agences de location sur la station

- *Vous arrive-t-il de diriger un client ne trouvant pas sa demande chez vous à votre collègue « X » ?*

Si oui dans quelle fréquence ?

Les réponses sont : [Non = 0 ; Parfois = 1 ; Régulièrement = 2 ; Beaucoup = 3]

- *Quelle est l'importance de chacune des critères suivante dans votre choix du collègue vers lequel vous envoyer des clients ?*

Réciprocité ; Amitié ; Lien familial ; Voisinage ; La Bonne réputation.

- *Vous arrive-t-il de recevoir envoyé à vous par votre collègue « X » ?*

Si oui dans quelle fréquence ?

Les réponses sont : [Non = 0 ; Parfois = 1 ; Régulièrement = 2 ; Beaucoup = 3]

Annexe 10 : tests de fiabilité des échèles de mesure des dimensions de capital social

Tableau 50 : Statistiques de fiabilité pour la première dimension « l'effet de capital social de type "Bonding" »

Statistiques de fiabilité	
Alpha de Cronbach	Nombre d'éléments
,735	3

Statistiques de total des éléments				
	Moyenne de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Variance de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément
Importance.Famille.Financement	8,03	5,299	,521	,693
Importance.Famille.Procédurres.Administratives	8,32	3,026	,838	,236
Importance.Famille.Exploitation.du.Projet	7,65	6,170	,397	,814

Statistiques d'échelle			
Moyenne	Variance	Ecart-type	Nombre d'éléments
12,00	9,600	3,098	3

Source : Traitement SPSS

Tableau 51 : Statistiques de fiabilité pour la deuxième dimension « l'effet de capital social de type "Bridging" »

Statistiques de fiabilité				
Alpha de Cronbach		Nombre d'éléments		
,683		3		
Statistiques de total des éléments				
	Moyenne de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Variance de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément
Importance.Réseau.Financement	5,26	5,998	,473	,634
Importance.Réseau.Procédures.Administratives	5,10	5,157	,563	,517
Importance.Réseau.Exploitation.du.Projet	4,16	3,673	,514	,617
Statistiques d'échelle				
Moyenne	Variance	Ecart-type	Nombre d'éléments	
7,26	9,598	3,098	3	

Source : Traitement SPSS

Tableau 52 : Statistiques de fiabilité pour la troisième dimension « l'effet de capital social institutionnel »

Statistiques de fiabilité	
Alpha de Cronbach	Nombre d'éléments
,834	6

Statistiques de total des éléments					
	Moyenne de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Variance de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Corrélation complète des éléments corrigés	Carré de la corrélation multiple	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément
Effet.Mairie	10,13	8,716	,169	,283	,864
Effet.Gouvernorat	10,13	8,716	,169	,283	,864
Effet.Chambre.Tourisme	9,06	5,129	,890	,910	,737
Effet.Direction.Tourisme	8,97	5,166	,879	,900	,741
Effet.Ministère.Tourisme	8,90	5,090	,876	,843	,741
Effet.Gouvernement	8,77	6,047	,587	,452	,816

Statistiques d'échelle			
Moyenne	Variance	Ecart-type	Nombre d'éléments
11,19	9,028	3,005	6

Source : Traitement SPSS

Tableau 53 : Statistiques de fiabilité pour la troisième dimension « l'effet de l'organisation collective et de la pression de la communauté »

Statistiques de fiabilité	
Alpha de Cronbach	Nombre d'éléments
,181	2

Statistiques de total des éléments					
	Moyenne de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Variance de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Corrélation complète des éléments corrigés	Carré de la corrélation multiple	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément
Rencontre.avec.les.Autres	2,06	1,129	,104	,011	.
Coordination.pour.Débuter	3,13	2,049	,104	,011	.

Statistiques d'échelle			
Moyenne	Variance	Ecart-type	Nombre d'éléments
5,19	3,495	1,869	2

